

سكز من لامل

Sans Visa / Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15033 7 F

SAMEDI 29 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Cinq morts et de sérieux dégâts causés au patrimoine culturel

L'Italie est en état de choc après l'attentat de Florence

Un acte barbare

L'ATTENTAT de Florence est un acte barbare. Il s'inscrit dans une lignée qui, des Vandales aux germes rouges, rassemble des individus pour qui la vie humaine n'a pas de valeur. On n'a pas eu le temps de constater que l'acte était barbare, que les dégâts au patrimoine culturel de la ville. Les enquêteurs ne disposaient, dans la matinée, d'aucune piste sérieuse, mais n'excluaient pas que la Mafia ait commandité cet acte terroriste qui s'inscrit dans une crise politique de grande ampleur.

ROME

de notre correspondante

« Massacre à Florence : l'Italie a peur », le titre du quotidien la *Stampa*, vendredi matin 28 mai, résume à lui seul l'état de choc dans lequel se trouve le pays, vingt-quatre heures à peine après l'explosion criminelle qui a fait cinq morts - dont un bébé de deux mois - et vingt-neuf blessés graves et causé d'irréparables dommages au cœur de Florence, ville symbole du patrimoine artistique et culturel d'Italie, et de toute l'Europe.

Passés les premiers moments d'angoisse et de colère qui ont vu, jeudi, le ministre de l'Intérieur, Nicola Mancino, et le président du Conseil, Carlo Azeglio Ciampi, se précipiter dans la capitale toscane pour présider une réunion d'urgence du Comité d'ordre

public, est venue l'heure des premiers bilans. Que s'est-il réellement passé? Au point où en est l'enquête, c'est à dire sujet encore à de nouveaux changements d'interprétation, il semblerait qu'à 1 h 04 très exactement, jeudi, en cœur d'une nuit particulièrement chaude qui avait jeté Florentins et touristes dans les rues en quête d'un peu de fraîcheur, plus de 100 kilos d'explosifs (du TNT et de la pentrite) dissimulés dans une camionnette Fiat « Fiorino » volée quelques heures auparavant, aient provoqué une gigantesque déflagration, accompagnée d'une flamme haute de 30 mètres, au dire de certains témoins.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite et nos informations page 4, ainsi que le supplément « Radio-Télévision »

Une « hypothèse de travail » pour contenir le déficit budgétaire

Le gouvernement veut réduire le nombre des fonctionnaires

Les députés ont approuvé, vendredi 28 mai, le collectif budgétaire. Le gouvernement entend ramener le déficit de l'exercice 1993 de 317 milliards à 300 milliards de francs. M. Balladur a demandé à ses ministres que les dépenses de l'Etat augmentent moins que l'inflation. Le gel des augmentations des

fonctionnaires ne suffisant pas à freiner l'augmentation mécanique de ce poste, M. Sarkozy, ministre du budget, a annoncé le 27 mai l'intention du gouvernement de réduire chaque année de 1,5 % les effectifs de la fonction publique. Depuis 1984, cette volonté de faire « maigrir l'Etat » a tourné court.

par Valérie Devillechabrolle

Le pouvoir exécutif a donc cédé, une nouvelle fois, à la tentation de s'attaquer à la masse salariale de ses agents. Certes, la volonté du gouvernement de réduire progressivement le déficit budgétaire ne touchera pas seulement les fonctionnaires mais l'ensemble des dépenses publiques. Les consignes données par M. Balladur à ses ministres pour la préparation du projet de budget de 1994 sont extrêmement strictes. Regroupées dans les traditionnelles « lettres de cadrage » envoyées à chaque ministre, elles indiquent que les dépenses budgétaires devront augmenter moins vite que les prix, alors qu'elles ont augmenté ces dernières années nettement plus vite. En clair, elles devront diminuer en valeur réelle.

L'objectif visé est de ramener le

déficit budgétaire à 300 milliards de francs en 1994 (4 % du PIB) contre 317 milliards de francs actuellement prévus pour cette année. A terme, le projet de loi quinquennale examiné par le Conseil économique et social prévoit un déficit budgétaire représentant 2,5 % du PIB en 1997, ce qui respecterait les normes du traité de Maastricht sur l'UEM (Union économique et monétaire). Signe des temps : les lettres de cadrage n'évoquent pas de baisse des prélèvements obligatoires - qui étaient à la base du projet d'Union pour la France - indiquant seulement que les charges fiscales et sociales pesant sur les ménages devront être maîtrisées à long terme.

Le gel en 1993 de toute nouvelle revalorisation générale des traitements, décidé le 3 mai, n'aurait de toute façon pas suffi à freiner l'augmentation mécanique (estimée

à 5 % en 1993) de ce poste budgétaire qui, en 1992, a consommé plus de 554 milliards de francs, soit 40 % du budget ordinaire. C'est, semble-t-il, la raison pour laquelle Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a enfoncé le clou, jeudi 27 mai lors de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de collectif budgétaire, en annonçant que « dans le cadre du projet de loi de finances 1994, l'intention du gouvernement est d'arriver à réduire les effectifs de la fonction publique de 1,5 % chaque année ». Matignon dément, toutefois, l'estimation publiée par certains médias de 30 000 suppressions de postes.

Cet objectif ne constitue encore, selon le ministère de la fonction publique, qu'une « hypothèse » de travail.

Lire la suite page 18

La relève des extrémistes au Proche-Orient

L'activisme des « fous d'Allah » a remplacé le terrorisme laïque de la cause palestinienne, même si celle-ci reste une justification

Par Mouna Naim

Une génération de terroristes s'est éteinte au Proche-Orient. « Tous les moyens sont bons pour vaincre Israël et ses amis impérialistes », aurait pu être son slogan. Une autre est née. « Tout doit être mis en œuvre pour assurer le triomphe de l'islam » serait sa devise. Dans cette région - no à partir de celle-ci - le terrorisme a changé de visage. Du Front populaire de libération de la Palestine du docteur Georges Habbache -

auteur des premiers détournements d'avion sur l'aéroport de Zarka en Jordanie en 1970 - au Feth-OL du tristement célèbre Abou Nidal, en passant par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), les terroristes appartenant à des organisations de foyadins, membres ou non de l'OLP, pour qui toutes les méthodes étaient bonnes, y compris les « méthodes palestiniennes », qui osaient déjà envisager une solution politique du conflit israélo-arabe. Septembre noir, le FPLP-Com-

mandement géral d'Ahmed Jibril, le Front de libération de la Palestine (FLP) d'Abou Abbas, ou encore l'organisation du 15 Mai d'Abou Ibrahim et le FPLP-Commandement spécial de Wadhi Haddad, entre autres, n'étaient pas regardants sur les moyens. Leurs recrues n'étaient pas toutes palestiniennes. Il y eut le Vétérinaire « Carlos », l'armée rouge japonaise, le Libanais Georges Ibrahim Abdallah.

Lire la suite page 6

Restructurations dans les armées



Lire nos informations page 12

Bosnie : les critiques se multiplient contre le « programme » de Washington

Les critiques contre le « programme d'action » pour la Bosnie-Herzégovine, annoncé samedi dernier à Washington par les Etats-Unis, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, se multiplient en Europe, où un membre de la Commission de Bruxelles, Hans Van den Broek, ancien ministre néerlandais des affaires étrangères, a réagi, jeudi 27 mai, la convocation d'un sommet extraordinaire des Douze pour réévaluer l'attitude internationale face au drame bosniaque.

De son côté, le chancelier allemand Helmut Kohl s'est élevé contre le concept de « zones de sécurité » en Bosnie, réduisant qu'elles ne soient transformées en « réserves » pour les musulmans. A Strasbourg, le Parlement européen a adopté une résolution hostile au « programme de Washington », qui, selon la majorité écrasante des députés européens, « encourage la victoire aux agressions ». Veljko Giscard d'Estaing, comme l'ensemble du groupe UDF, s'est prononcé contre le « programme » des Cinq.

Lire pages 3 et 4 les articles de PHILIPPE LEMAITRE, JEAN-BAPTISTE NAUDET et MARCEL SCOTTO

ESPACE EUROPEEN

■ Face à la récession économique, les Italiens s'adaptent à la crise. ■ La « loyauté fédérale » des « francophones » de Sardaigne. ■ La France progresse en Suisse. ■ Bric-à-brac militaire-industriel russe à Birmingham. ■ Tribune : « La chauvinisme du bien-être » à l'épreuve en Suède, par Rolf Gustavsson

Lire pages 8 et 9.

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

Juin 1993

■ L'ONU à la recherche d'un nouveau souffle

A l'approche de son cinquantième anniversaire, l'Organisation des Nations unies est confrontée à une véritable crise de croissance. En dépit de son impuissance en Yougoslavie, l'ONU est de plus en plus sollicitée, et éprouve de grandes difficultés à assumer financièrement ses diverses missions. En outre se pose un problème de représentativité : le Conseil de sécurité s'ouvrira-t-il au Japon et à l'Allemagne ?

■ Le commerce extérieur de la France

En 1992, pour la première fois depuis 1978, la balance commerciale de la France a été excédentaire. La « contrainte extérieure » se dessine, grâce notamment aux efforts de maîtrise de l'inflation. Mais ce rééquilibrage des échanges semble précaire : les entreprises françaises devront batailler durement pour continuer à exporter vers des pays touchés par la crise ou dont les monnaies ont été dévaluées.

Au sommaire des Clés de l'Info : les mécanismes de la récession, l'IRA et le conflit en Irlande du Nord, la gauche et les entreprises, la crise du Parti socialiste, la CSG, l'indépendance de la Banque de France, le code de la nationalité, l'assouplissement du vote par procuration, la naissance du journal « le Jour », la fin de l'enseignement obligatoire du français en Algérie.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Crise politique en Pologne

Le Parlement a renversé le gouvernement. Lire nos informations page 4

L'adoption du projet de budget de M. Clinton

Après le vote favorable de la Chambre des représentants, la parole est aux sénateurs. Lire page 7

La vraie double vie de Jean Moulin

Daniel Cordier publie le troisième tome de sa biographie monumentale. Lire page 12

SANS VISA

Everest quarante ans d'assauts Lire pages 25 à 32

M0147 - 0529 0 - 7.00 F



A L'ETRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Algérie, 250 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 140 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 150 PTE ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

ÉTRANGER

La guerre en Bosnie

La FORPRONU préconise la création d'une nouvelle zone de sécurité

La FORPRONU (Forces de protection de l'ONU) s'est prononcée officiellement, jeudi 27 mai, pour la création d'une nouvelle zone de sécurité à Maglaj, une ville de Bosnie du Nord soumise à d'intenses bombardements serbes (le Monde du 28 mai). « Il serait souhaitable de placer Maglaj sous la protection de l'ONU », cette ville étant « bombardée en moyenne plus de cinquante fois par jour par les forces serbes, ce qui équivaut à un

bombardement environ toutes les dix minutes », a déclaré Shannon Boyd, porte-parole de la FORPRONU à Zagreb. « La FORPRONU est très préoccupée par la situation à Maglaj », a déclaré M. Boyd. « Il est très vraisemblable que cette ville, qui compte une large population d'enfants, de blessés, de personnes ne recevant aucune aide alimentaire adéquate, va devenir la prochaine urgence humanitaire

en Bosnie », a-t-elle poursuivi. De son côté, John McMillan, un responsable du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a estimé que Srebrenica - l'une des six « zones de sécurité » créées par l'ONU - manquait tellement d'abris et connaissait une telle situation sanitaire qu'elle ne serait reconnue comme camp de réfugiés dans aucune autre région du monde : « Il n'y a pas d'abris adéquats, pas de nourriture, pas d'eau, pas

de système sanitaire. » Des dizaines de milliers de personnes y vivent, pour la plupart des réfugiés ayant fui les combats dans le reste de la Bosnie orientale. Le commandant Barry Frewer, porte-parole de la FORPRONU à Sarajevo, a, pour sa part, signalé qu'il y avait un risque d'épidémie dans cette région. Il a également fait état de combats enregistrés sur les lignes nord-est et sud-est de l'enclave. - (AFP, AP.)

Le « cordon ombilical » de la Grande Serbie

Dans le nord de la Bosnie, les Serbes se sont aménagé un corridor indispensable à la survie des territoires qu'ils ont conquis

BRCKO (nord de la Bosnie)
de notre envoyé spécial

Ici, la « Grande Serbie » mesure 2,5 kilomètres de large. Mais 2 kilomètres vides, ravagés par la guerre, le « cordon ombilical » de la Grande Serbie, qui devient parfois le couloir de la mort.

C'est terrible de vivre dans un sandwich, pris entre deux feux, raconte, au deuxième étage de son immeuble, une Serbe qui voit de part et d'autre de son balcon les lignes ennemies. Le centre de Brcko, contrôlé par les forces serbes, est pris en tenaille entre les Croates, au nord - de l'autre côté de la rivière Sava - et les Musulmans, qui tiennent la banlieue sud. Dans la ville, sérieusement endommagée, édoas à la Sava, passe ce que les Serbes appellent le « cordon de vie » : le fin corridor qui relie, d'est en ouest, les « peuples serbes » de Belgrade à Knin, capitale des Serbes de Croatie, via Banja-Luka, bastion des Serbes de Bosnie occidentale.

Passé de trois, dix, dix-huit à l'instar de la circulation qu'ils ont, ce couloir - un patchwork de routes secondaires passant parfois à moins de 1 kilomètre des lignes de front - serpente, dans le nord de la Bosnie, dans la région de Posavina, avant d'arriver à son point critique. Dans le sud de la ville, face à la « force musulmane et croate » des forces musulmanes et croates combattantes, les combats à l'arme lourde sont réguliers ; les échanges d'armes automatiques, quotidiens.

« Je sais que je peux mourir à chaque minute. Nous pouvons partir, mais nous ne savons pas où aller », explique Radmila Zicic, qui travaille pour les forces serbes de Brcko. En deux jours, entre le 13 et le 15 mai, les affrontements ont fait, de source officielle, quinze morts et cinquante blessés du côté serbe. Au nord, depuis l'autre rive de la Sava, les forces croates tirent de temps à autre. Au nord-ouest, les forces croates de Bosnie tiennent un menant réduit (voir encadré).

Les zones découvertes, sous feu croate ou musulman, se franchissent à pied ou à l'aveugle, ordonnent les soldats serbes. Traverser ? « Il faut

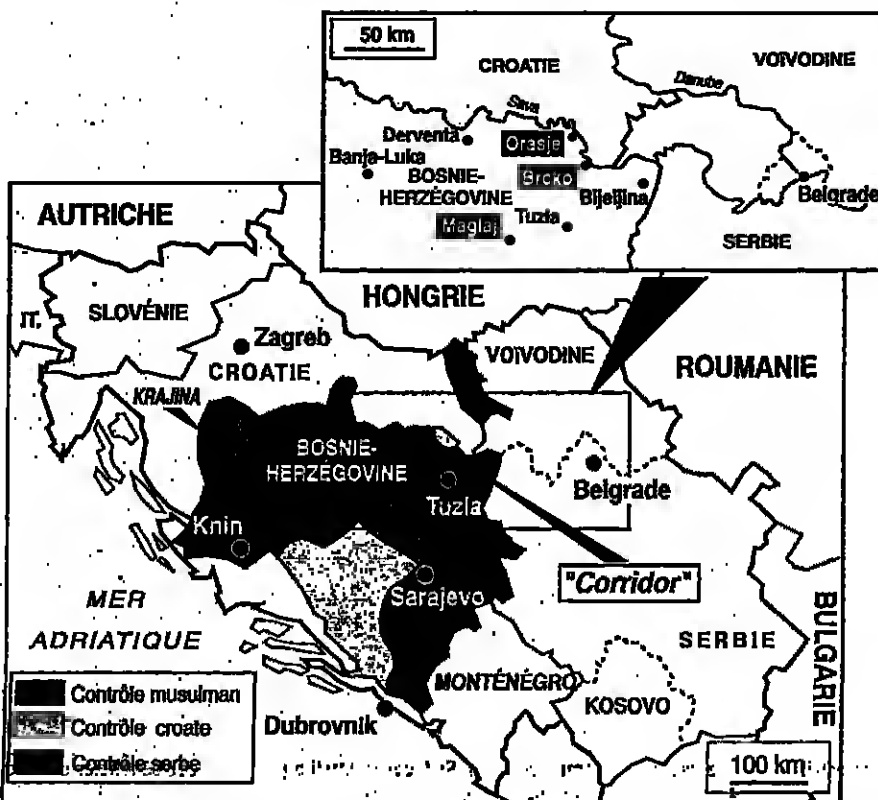
être follement chanceux », explique Radmila. « Nous observons le corridor vingt quatre heures sur vingt-quatre. Nous pouvons tirer sur n'importe quelle voiture », affirme, au nord, de l'autre côté des lignes, dans la petite région contrôlée par les Croates de Bosnie, le commandant de la police militaire croate.

« Nous n'autoriserons pas M. Owen à nous séparer »

Mais grâce à cette fragile liaison stratégique - 2 à 15 kilomètres de large sur une cinquantaine de kilo-

mètres de long, - « la Grande Serbie existe », lance sur un ton de défi un jeune Serbe de Brcko. Même si, comme l'aurait souligné, le 24 avril, un leader des Serbes bosniaques lors de la création d'une « Assemblée populaire » commune des Serbes de Bosnie et de Croatie, « le moment n'est pas opportun » pour proclamer l'union de toutes les « Républiques » serbes.

La Grande Serbie existe, c'est un fait et l'Europe et les Américains ne peuvent rien contre cela, reprend le jeune Serbe, satisfait car la communauté internationale a renoncé à l'usage de la force pour obliger les Serbes à restituer leurs conquêtes. Des portions du territoire ont passé ce « cordon ombilical » devraient



explique-t-il à Banja-Luka. Dans la « capitale » des Serbes de Bosnie occidentale, l'une des principales publications s'appelle tout simplement Corridor. « Quand le passage était fermé, il y a un an, en mai et en juin, j'ai dû fumer du thé », raconte une jeune Serbe.

Pour Miro Solaja, du centre de presse de l'armée de Banja-Luka, le couloir de Brcko est comme « l'air que nous respirons ». « L'an dernier, l'armée croate nous a isolés pendant quarante jours. L'Europe est restée silencieuse pendant que nous étions menacés de destruction. Nous ne pouvions même pas transférer de l'oxygène de Belgrade : douze nouveaux-nés sont morts à Banja-Luka », affirme-t-il. « En combattant, avec beaucoup de pertes, près de trois mille morts en mai et juin, précisément, nous avons pu percer ce corridor. C'est la question de la survie de tout le peuple. Nous ne nous laisserons pas asphyxier jour après jour. »

Pour le moment, la Bosnie occidentale semble loin de l'étouffement, malgré l'embargo décrété par Belgrade contre ses alliés serbes de Bosnie. Un blocus sur lequel les Occidentaux semblent miser pour que les Serbes rendent ces territoires, mais qui fait rire dans les tranchées. A un peu plus de 1,5 kilomètre, le litre, l'essence est moins chère et moins rare à Banja-Luka qu'à Belgrade ; les magasins sont approvisionnés ; le quotidien Politika, imprimé dans la nuit à Belgrade, arrive le matin même ; l'on trouve même des par-

fums français. Sur les petites routes défoncées du corridor passent beaucoup de poids lourds, immatriculés à Bjeljina, près de la frontière serbe. Près de 1 500 véhicules, voitures et camions confondus, empruntent quotidiennement cette route, selon une source serbe. Et il existe même une ligne régulière de cars Knin-Banja-Luka-Belgrade. Pour que, malgré l'insécurité, la population serbe reste à Brcko, où transitent aussi les lignes téléphoniques qui permettent d'appeler, de Krajina ou de Bosnie occidentale, partout dans le monde via Belgrade, la ville est bien approvisionnée, les prix deux à trois fois moins élevés qu'à Banja-Luka.

Cependant, les Serbes ne vivent pas l'esprit tranquille. « Nous ne plaisanterons pas quand nous parlerons de garantir la sécurité du corridor. Vous pouvez être certain qu'il sera sûr », affirme un porte-parole de l'armée de Banja-Luka. « La chose la plus importante, explique le vice-premier ministre de la « République » serbe de Bosnie, est de connecter nos terres, non pas grâce à un simple corridor, mais par des territoires. » A Brcko, où l'artillerie tonne souvent malgré un cessez-le-feu, la Grande Serbie ne mesurera peut-être pas toujours 2,5 kilomètres de large.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

L'argent de poche

« L'argent de poche » de notre envoyé spécial

« L'argent de poche » de notre envoyé spécial

Les Croates grignotent du terrain

ORASJE (nord de la Bosnie)
de notre envoyé spécial

La nuit, lorsque le front est calme, silencieux, les soldats serbes et croates s'ennuient dans leurs tranchées. Alors, malgré la distance et la guerre qui les séparent, ils discutent. « On parle de nos salaires, de la qualité de la nourriture », raconte un volontaire croate.

Tout au nord de la Bosnie, juste en bordure du corridor serbe, les Croates, qui représentent 75 % de la population de la municipalité d'Orasje avant la guerre (15 % de Serbes, 7 % de Musulmans), contrôlent toujours un petit territoire de 120 kilomètres carrés, où vivent encore une quinzaine de milliers de personnes. Les tranchées défendues par le HVO (forces croates de Bosnie), situées ici à moins de 1 kilomètre de la route passant dans ce couloir serbe, courent sur 30 kilomètres de front. Champ de mines, mitrailleuses, bazookas et, plus à l'arrière, artillerie, lance-roquettes multiples et « quelques » chars, le front est particulièrement bien organisé et équipé.

« Ils [les Serbes] veulent nous repousser en Croatie, sur l'autre rive de la Sava », assure un gradé. Selon les Croates, quatorze missiles sol-sol Lima de fabrication yougoslave ont été tirés par les Serbes sur cette petite enclave bosniaque, sépa-

rée de la Croatie par la Sava. « Nulle part ailleurs on n'a tiré autant de missiles », souligne un défenseur. Les dégâts sont visibles et les maisons protégées des bombardements par des panneaux en bois ou des troncs d'arbres.

Les forces croates ont repoussé une offensive serbe et même regagné du terrain. « Nous avançons vers le corridor », dit Pero X., un ex-légionnaire, qui semble être « l'homme fort » de la région. « D'un côté, nous allons tout droit. De l'autre, à l'est, nous progressons parallèlement », vers Brcko, explique celui qui se présente comme le « commandant de la police de la région numéro trois » - région attribuée aux Croates par le plan Vance-Owen, mais dont l'essentiel est pour l'instant aux mains des Serbes.

« Equilibre de la terreur »

Pourtant, « nous n'avons pas lancé d'offensive sur le corridor. Nous pouvons le couper, assure-t-il, mais ensuite, pour le tenir, il faudrait d'importantes forces. Nous aurions des morts tous les jours. Aujourd'hui, n'importe-t-il, c'est l'inverse, ils bloquent beaucoup de forces pour tenir ». Selon les Croates, les Serbes immobilisent, pour le corridor, une dizaine de milliers d'hommes, dont beaucoup venus de Bosnie occidentale

ainsi qu'une brigade de blindés (soit 60 à 80 chars plus de l'artillerie). « Depuis une quinzaine de jours, plus grand-chose ne passe », commente un militaire croate.

Sur le front sud de Brcko, la situation est plus tendue. Les Serbes tentent d'élargir le corridor, menacé par l'artillerie. Ils accusent les Musulmans de Tuzla de vouloir couper leur couloir pour s'assurer un débouché direct sur la Croatie. Par l'un de ces paradoxes répandus dans l'ex-Yougoslavie, les Serbes de Brcko n'en finissent plus d'encenser les Croates, dont les forces, qui tout en maintenant une certaine pression sur le corridor, font preuve, pour l'instant, de retenue.

Outre un éventuel marchandage sur la dépeçage de la Bosnie entre Belgrade et Zagreb, certains analystes militaires attribuent la « modération » croate à un « équilibre de la terreur ». Dans le sud de la Croatie, l'artillerie des Serbes de Krajina menace en effet de couper la continuité territoriale croate. L'ex-légionnaire fait comprendre que la patience croate, mise à mal par l'intransigence des Serbes de Croatie, pourrait ne pas durer. « Vu ce qui se prépare, dit-il menaçant, ce corridor pourrait bien ne leur servir qu'à une chose : la retraite. »

J.-B. N.

MIKHAIL GORBATCHEV

"L'HEURE DE VÉRITÉ"
DIMANCHE 30 MAI

MIKHAIL GORBATCHEV
AVANT-MÉMOIRES



140 F

332 p.

EDITIONS ODILE JACOB

EDITIONS ODILE JACOB

La France propose un nouveau mandat pour les « casques bleus »

La France a soumis au Conseil de sécurité des Nations unies un projet de résolution visant à autoriser les « casques bleus » stationnés en Bosnie à recourir à la force en cas d'agression, a déclaré, vendredi 28 mai, Alain Juppé. « La France a déposé au Conseil de sécurité un projet de résolution qui change fondamentalement les choses, qui change d'abord le mandat de la FORPRONU », a dit le ministre des affaires étrangères à RTL.

M. Juppé a de nouveau exclu toute intervention militaire occidentale en Bosnie. « La force, ça veut dire quoi ? Ça veut dire reconnaître la Bosnie, repousser tous ceux qui ont fait des conquêtes territoriales au mépris du droit international et, pour ça, il faut 200 000 hommes. Je ne connais aucun Etat au monde qui soit prêt à faire cela. Il faut, a-t-il dit, que l'hypocrisie cesse. »

EUROPE

Les critiques du « programme d'action » commun pour la Bosnie

La Commission européenne propose un sommet extraordinaire des Douze

Hans Van den Broek, le commissaire européen chargé des relations extérieures, actuellement en visite officielle en Turquie, a appelé de ses vœux une réunion immédiate des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, afin de réévaluer la situation en Bosnie, une semaine après l'adoption à Washington par les Américains, les Russes, les Britanniques, les Français, les Espagnols, d'un « programme d'action » commun.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Tout en faisant elle-même référence au caractère limité de ses pouvoirs en matière d'action diplomatique, la Commission, « prenant ses responsabilités », enjoint un d'Etat à Bruxelles, vient d'adresser aux Douze un télégramme qui est présenté comme une « analyse soignée » et assurément critique du programme d'action des Douze. Dans ce texte, les dirigeants bruxellois constatent que l'initiative prise à Washington n'est guère compatible avec la stratégie jusqu'à présent mise en œuvre par la Communauté (l'application du plan Vance-Owen) et, surtout, si on regarde de près, ni sur le long terme (recherche

d'une solution politique acceptable par toutes les parties) ni sur le court terme (établissement de zones de sécurité).

Le sommet proposé par M. Van den Broek aurait pour objectif de rétablir la cohésion des Douze, mise à mal à partir du moment où trois d'entre eux jouent les outsiders sans consulter ni même informer le reste de l'équipe, et puis d'améliorer le programme d'action afin de tenter de lui donner un caractère opérationnel, lequel, aujourd'hui, aux yeux de la Commission, fait cruellement défaut.

Une telle réévaluation européenne paraît d'autant plus justifiée, expliquent les promoteurs de l'exercice, qu'en cours de la semaine, la situation a changé : de nouvelles localités tenues par les musulmans ont été attaquées, conduisant à s'interroger sur l'opportunité d'allonger la liste des zones de sécurité ; en outre, les Serbes ont rejeté l'idée d'un contrôle international sur leur frontière avec la Bosnie et, surtout, la confusion n'a fait que grandir quant à la manière dont les zones de sécurité pourraient être protégées. Si Américains, Russes et Européens ne sont pas capables d'envoyer sur le terrain les troupes nécessaires, est-on en droit de continuer à refuser l'offre faite par des pays islamiques, s'interroge-t-on notamment à Bruxelles.

M. Van den Broek ne semble pas se faire beaucoup d'illusions sur les

chances de voir aboutir son initiative. Un conseil européen aura déjà lieu à Copenhague, les 21 et 22 juin, et il est difficile d'imaginer une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze avant cette date. D'autant plus que la présidence danoise, à laquelle il reviendrait de convoquer une telle session extraordinaire, même si le référendum sur Maastricht est passé, n'est à l'évidence pas enthousiaste à l'idée de se mobiliser sur une affaire relevant presque exclusivement de la politique étrangère et de la sécurité — des domaines dont la majorité des Danois souhaitent que la Communauté reste à l'écart.

« Le devoir de conscience »

Mais la démarche de l'ancien ministre néerlandais des affaires étrangères, qui s'était lui-même très impliqué dans l'affaire yougoslave lorsque les Pays-Bas exerçaient la présidence des Douze (deuxième semestre 1991), a également un caractère symbolique. Il s'agit de prendre date, de ne pas laisser passer l'événement sans faire savoir que ce qui se passe est, aux yeux de la Commission, contraire aux intérêts de la paix dans l'ex-Yugoslavie, contraire aussi aux intérêts de la Communauté, laquelle, si rien n'est fait pour corriger le tir, apparaîtra une fois encore divisée et plus incapable que jamais de concrétiser ses

ambitions portant sur la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune.

La tentative de M. Van den Broek n'est pas isolée. La Commission le soutient, même si elle s'abstient encore à une certaine discrétion. Jacques Delors ne manque pas une occasion de faire savoir qu'en tant que simple citoyen, il est scandalisé par la pusillanimité des Occidentaux — Américains et Européens — face à l'agression serbe et aux innombrables violations des droits de l'homme qui l'accompagnent. Mercredi, devant le Parlement européen, il a constaté que si, aujourd'hui, « le devoir de réserve l'emporte encore sur le devoir de conscience », il faut s'attendre, vu l'évolution dramatique des événements, que les commissaires reprennent leur liberté de parole.

La fronde de la Commission, qui prend de l'ampleur, se nourrit aussi des multiples prises de position hostiles au programme de Washington dans la Communauté, au premier rang desquelles celle du chancelier Helmut Kohl, qui s'est élevé, jeudi, contre le « concept des zones de sécurité », dont il craint qu'elles ne deviennent des « réserves pour les populations musulmanes ». Les pays du Benelux sont sur la même ligne que l'Allemagne.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire également page 9 la revue de presse dans « Espace européen »

POLOGNE : grâce à une coalition des partis de droite et de gauche

Le Parlement a renversé le gouvernement de M^{me} Suchocka

Par 223 voix contre 198 et 24 abstentions — c'est à dire exactement la majorité requise — le Parlement polonais a adopté, dans la matinée du vendredi 28 mai, une motion de censure contre le gouvernement minoritaire de Hanna Suchocka. Le président de la Diète (chambre basse), Wiesław Chrzanowski a déclaré que « le Parlement a adopté la motion de censure ».

Ce vote, qui plonge le pays dans la confusion, a été obtenu par une coalition de circonstance des partis de droite et de gauche, notamment de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD, ex-communistes) et du Parti paysan PSL. Les dirigeants de ces deux formations avaient laissé entendre que les entretiens qu'ils avaient eus, mercredi, avec M^{me} Suchocka ne les avaient pas convaincus de soutenir le gouvernement. Des responsables gouvernementaux avaient déclaré avant le vote de la motion déposée par le mouvement Solidarité que le gouvernement démissionnerait en cas de défaite devant le Parlement.

Selon la Constitution polonaise, le président Lech Wałęsa doit, soit accepter la démission du gouvernement en proposant à la Diète un nouveau premier ministre, soit dissoudre le Parlement et ordonner des élections législatives anticipées.

Tout de suite après le vote, la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN, droite nationaliste) a proposé comme

candidat au poste de premier ministre un de ses dirigeants, le juriste Andrzej Ostojewski. Mais cette candidature n'a pratiquement pas de chance d'être retenue.

Il y a onze mois, le mouvement Solidarité avait aidé M^{me} Suchocka, dont elle est issue, à accéder à la tête du gouvernement avec une équipe ministérielle formée de six partis, issus d'un Parlement fragmenté à l'extrême.

Mais la mise en œuvre des réformes économiques a entraîné d'incessantes batailles politiques et des conflits sociaux. Officiellement, le syndicat Solidarité a fini par déposer sa motion de censure en protestation contre le refus de M^{me} Suchocka de satisfaire les revendications salariales des enseignants et personnels de santé en grève tournoante depuis début mai.

Mais il s'agissait également de compenser, sur la scène parlementaire, le peu de chances de succès qu'aurait eu l'appel à la grève générale que ce syndicat menaçait de lancer en cas de refus de sa motion de censure.

Incapables de présenter une plate-forme de gouvernement opposée à celle de M^{me} Suchocka, l'opposition dispersée du Parlement s'est trompée en pensant qu'un nombre suffisant de députés soutiendraient finalement M^{me} Suchocka et que la motion de censure n'aurait pratiquement aucune chance d'être votée. — (AFP, Reuters).

A Strasbourg

M. Giscard d'Estaing a voté une résolution contre le plan de Washington

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Valéry Giscard d'Estaing et les autres représentants de l'UDF au Parlement européen se sont prononcés, jeudi 27 mai, contre le plan d'action sur la Bosnie, adopté samedi dernier à Washington par la France, les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Les socialistes français ont voté dans le même sens que leurs adversaires de la majorité gouvernementale alors que les membres du PC s'opposaient à la dénonciation de l'accord de Washington. Pour leur part, les droites européennes conduites par Jean-Marie Le Pen se sont abstenues ainsi que... les élus du RPR.

Les eurodéputés originaires des

GEORGIE : un hélicoptère russe abattu en Abkhazie ; cinq morts. — Un hélicoptère russe transportant de l'aide humanitaire à la ville de Tkvarcheli, tenue par les Abkhazes séparatistes et assiégée par les Géorgiens, a été abattu, jeudi dernier, et ses cinq membres d'équipage ont été tués, l'appareil touché par un missile sol-air ayant explosé en vol, a-t-on annoncé, jeudi 27 mai, de source officielle russe. On multiplie les efforts ces derniers jours pour consolider un cessez-le-feu précaire intervenu le 20 mai. — (AFP).

autres Etats membres de la CEE se sont déterminés, en règle générale, selon leur nationalité et non pas en fonction de leur appartenance politique, à l'exception des Britanniques, les conservateurs votant en faveur de la résolution parlementaire et une partie des travaillistes s'y opposant. De leur côté, Grecs et Espagnols, toutes tendances confondues, se sont prononcés contre un texte qui stigmatisait en termes très durs les négociateurs de Washington.

Par 119 voix pour, 64 contre et 25 abstentions, le Parlement de Strasbourg se dit « troublé par l'accord sur la Bosnie-Herzégovine qui concède la victoire aux agresseurs ». Il ajoute : « Les nouvelles propositions présentées n'établissent pas de conditions réalistes de survie et de développement d'une société civile interethnique et n'offrent pas de garanties aux communautés musulmanes ». La résolution affirme que « l'attribution de terres sûres va déboucher sur la constitution de ghettos pour les musulmans » et demande au Conseil de sécurité des Nations unies de « ne pas avaliser les résultats de l'agression en adoptant le statu quo sur le terrain comme base d'accord de paix ».

M. Giscard d'Estaing a voté contre l'accord de Washington. Parti mercredi de Strasbourg pour y revenir dans l'après-midi de jeudi, le président de l'UDF a assuré au Palais de l'Europe une présence discrète mais efficace, poursuivant

à Strasbourg sa stratégie critique à l'égard du gouvernement. Il est revenu à Yves Galland, président du Parti radical et des Libéraux européens, d'exprimer la position de l'UDF : « L'espère, que dans l'histoire, Washington ne sonnera pas comme Munich. Je suis triste de constater que le gouvernement que les soutiens est l'un des acteurs de cette finiste capitulation et participe à l'enchevêtrement de nos intérêts ».

MARCEL SCOTTO

Le Député au Congrès américain d'une proposition de loi visant à lever l'embargo sur les armes en Bosnie. — Une proposition de loi visant à lever l'embargo sur les armes imposé à la Bosnie et à accorder une aide militaire de 200 millions de dollars aux musulmans de cette République a été déposée, jeudi 27 mai, au Congrès américain. En déposant simultanément le texte à la Chambre des représentants et au Sénat, le sénateur Bob Dole (Kansas), leader de la minorité républicaine à la Chambre haute, a affirmé que l'embargo des Nations unies était non avenue parce qu'il avait été imposé à l'ex-Yugoslavie, avant que la Bosnie-Herzégovine ne proclame son indépendance et qu'elle ne se donne, de ce fait, le droit de se défendre. — (AFP).

La Grèce rejette un compromis sur la Macédoine. — Le chef du gouvernement grec, Constantinos Mitsotakis, a annoncé, jeudi 27 mai, à l'issue d'un conseil des ministres restreint, qu'Athènes ne pouvait accepter les propositions de Cyrus Vance et David Owen sur la question de la Macédoine, faute d'un accord sur le nom de cette République ex-yougoslave. Les deux médiateurs internationaux avaient exprimé leur préférence pour le nom de « Nouvelle Macédoine », auquel la Grèce s'est opposée, selon les milieux diplomatiques. M. Mitsotakis a suggéré des négociations directes avec le gouvernement de Skopje pour tenter de régler le différend. — (AFP).

L'Italie en état de choc

Suite de la première page

La camionnette était garée dans la petite rue des Georgofili, derrière la célèbre Galerie des Offices et l'étrétoitesse des rues médiévales, à cet endroit, aurait amplifié la force de l'explosion. En quelques instants en tout cas, la vieille tour delle Pucci (tour des puccis), siège de l'association culturelle de l'Académie des Georgofili, une des plus précieuses et anciennes institutions consacrées aux sciences agraires, fondée en 1753, et détentrice d'archives uniques, a explosé, s'envolant en deux, tandis que ses étages supérieurs, transformés en gravats par l'onde de choc, allaient littéralement mitrailler les bâtiments alentour et le Palazzo Vecchio.

Des quarante-cinq salles de la Galerie des Offices qui abrite, entre autres, les plus grands chefs-d'œuvre de la peinture italienne, bien peu s'en sont tirés indemnes : plafonds abîmés, murs lézardés, vitres éclatées. Mais, presqu'incalculablement, les dégâts auraient pu être bien plus graves (voir encadré). Ce qui permettrait au ministre des biens culturels, Alberto Ronchey, d'ironiser : « Heureusement que les terroristes sont des ignorants, disait-il, car s'ils avaient mis la bombe sur la place dei Castellani, tout sautait ! » Et attendant, le musée, un des plus fréquentés du

moode — un million de visiteurs en 1992 — risque de rester fermé, du moins partiellement, pour de longs mois.

« Stratégie de la tension »

Financièrement, le coup est très dur pour Florence au début de la saison estivale, il est particulièrement féroce pour l'image de marque de l'Italie, touchée au cœur de son patrimoine artistique et de ses racines culturelles, comme le oteot la plupart des commentateurs. Un coup qui, s'il était destiné à propager l'angoisse et le terreur, a parfaitement réussi, à en croire le nombre de fausses alertes à la bombe dans tout le pays dans les heures qui ont suivi, au point que l'oo réparé, après presque dix ans de silence, de la « stratégie de la tension », cette série d'attentats sanglants qui, dans les années 70-80, a coop d'explosions dans les trains et sur les places publiques, a tenu le pays prisonnier de la peur. Mais y a-t-il cette fois une véritable « stratégie » derrière cette explosion de Florence, que l'oo ne peut pas ne pas rapprocher de la bombe placée il y a deux semaines via Faoro, dans un quartier tranquille et ebic de Rome ?

Officiellement, comme pour

l'explosion de Rome, les mystérieuses « phalanges armées » ont revendiqué l'attentat par un coup de téléphone à une agence de presse. Mais qui se cache derrière cette appellation ? Ce groupe à la mouvance des plus floues, parfois plus proche du grand banditisme que du terrorisme, qui a revendiqué à posteriori la plupart des attentats et des assassinats récents (dont ceux de juges et de carabinieri), convoie peu les enquêteurs.

Alors, est-ce le « terrorisme mafieux » qui a sévi, selon le néologisme auquel semblent se raccrocher, comme pour mieux couvrir d'un nom presque rassurant tant d'incertitudes, le ministre de l'Intérieur Nicola Mancuso et bon nombre d'experts ? Cela voudrait dire que la Mafia, bien qu'il ne fait qu'elle serait pour la première fois sortie de son territoire sicilien, se serait alliée pour la circonstance à d'autres forces ? Et, dans ce cas, lesquelles ? S'agit-il par exemple de ces « services secrets dévies », dont le leader de la Démocratie chrétienne, Mico Martellazoli, demande la suppression pure et simple ? A moins, comme le souligne le chef de la Ligue, Umberto Bossi, qu'il ne s'agisse d'un « soubresaut du vieux système menacé de disparition » ? L'Italie, en plein apprentissage de sa oovelle démocratie, n'a, semble-t-il, pas fini de découvrir tous les squelettes dont les placards de son histoire sont remplis.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Des trésors de la Renaissance florentine durement touchés

L'attentat de Florence a touché le cœur de l'ensemble construit au XVI^e siècle par Vasari : la Galerie des Offices — qui abrite aujourd'hui le musée de la Renaissance florentine, l'Académie des Georgofili, la plus vieille académie agraire du monde, et le corridor Vasariano (corridor de Vasari), longue galerie couverte qui relie, en passant par la porte Vecchio sur l'Arno, les Offices et le Palais Pitti, résidence des ducs de Médicis à partir de 1565.

Dans le musée lui-même (qui doit son nom aux bureaux — Uffici — de l'administration des Médicis), trois toiles, une nativité du peintre flamand Gerardo delle Notti, et deux œuvres de Bartolomeo Manfredi, d'après du Caravage, sont irrémédiablement perdues. Un Rubens et un Van Dyck ont été endommagés, mais pourront sans doute être restaurés. Les grands chefs-d'œuvre du

musée, les Botticelli, le Tondo Doni de Michel Ange, sont intacts. Le bâtiment lui-même a subi d'importants dégâts, l'escalier du Buontalenti est impraticable, des lambris et des plafonds ont été détruits. La plupart des toiles de l'aile ouest ont été mises à l'abri.

Des informations contradictoires circulent sur l'état du couloir Vasari. Après que l'on a annoncé qu'il manquait d'auffondrer sur 100 mètres, le commandant des pompiers de Florence, Antonio Bedini, a déclaré qu'il n'avait pas subi de dégâts importants. D'autre part, un Giotto entreposé dans le dépôt d'art sacré de l'archevêché de Florence, installé dans l'église Saint-Etienne, près du pont Vecchio a été légèrement endommagé. La Vierge des Costa a été déchirée par des éclats de verre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PSA
PEUGEOT
CITROËN

AVIS DE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires de la société PEUGEOT S.A. seront réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS, le 23 juin 1993, à dix heures.

Les documents préparatoires dont les actionnaires peuvent demander l'envoi seront adressés sur simple demande à la Division de l'Information Financière et des Titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Les actionnaires qui ne seraient pas en mesure d'assister à cette Assemblée et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès d'un intermédiaire habilité pourront également demander à la société de leur envoyer ce formulaire.

Seconde édition
La guerre des séjours ?
5-10 juin 1993
La guerre du Sahara ?
6-25 octobre 1993
Les camps de Camp David ?
Consultez
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

MILES

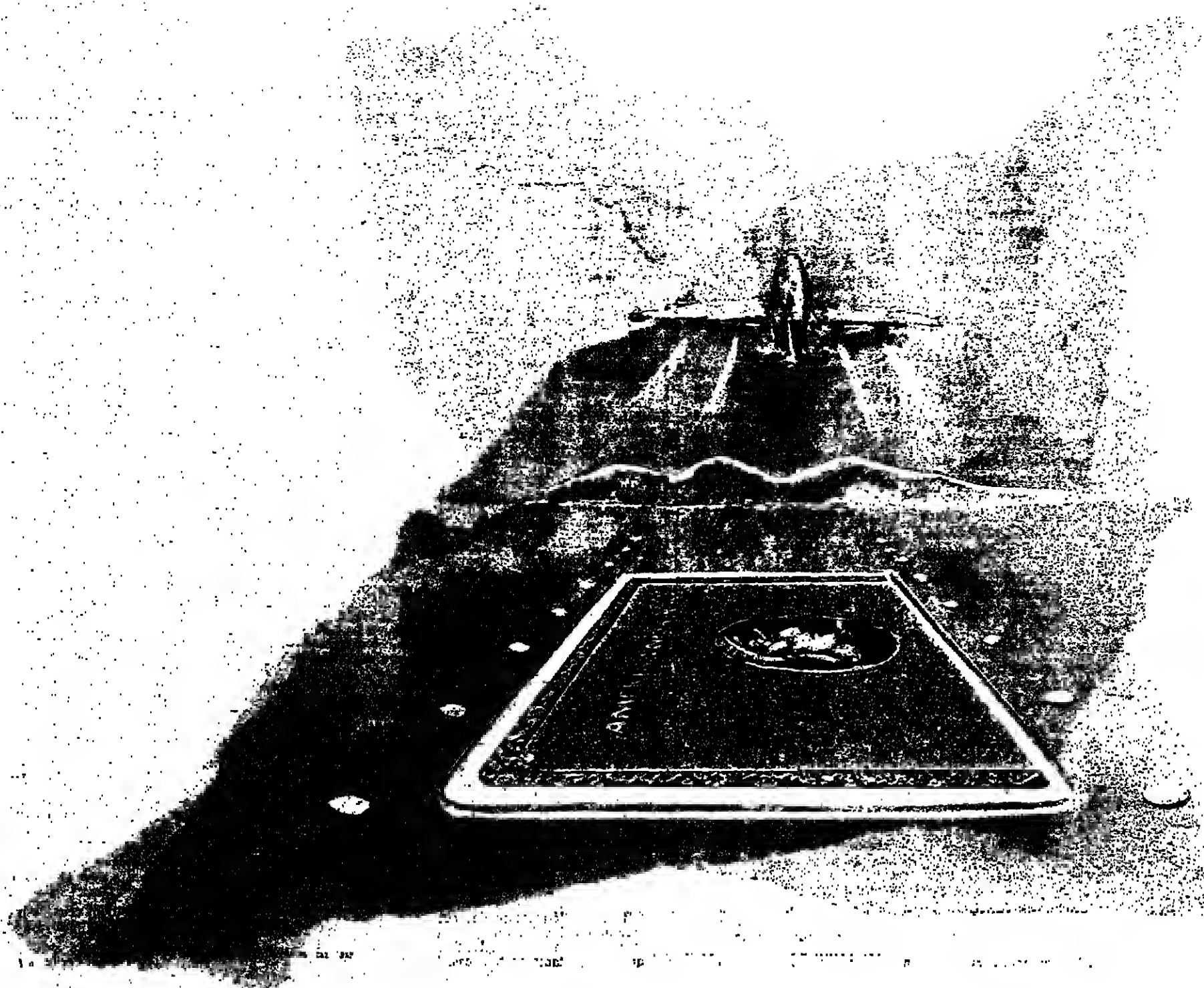
Chaque fois que vous

سكدر من الامم

• La Monde • Samedi 29 mai 1993 5

Parlement a renversé
gouvernement de M^{me} Suchocka

Le 24 mai, le Parlement polonais a renversé le gouvernement de M^{me} Suchocka. Cette décision a été prise à l'unanimité par les députés de la coalition des partis de droite et de gauche. M^{me} Suchocka, ministre de l'Intérieur, avait été accusée de corruption et de maladministration. Elle avait tenté de se défendre, mais elle a été jugée coupable. Elle a été condamnée à une peine de prison. Elle a été libérée sous caution. Elle a quitté le pays. Elle a été remplacée par M. Mazowiecki. M. Mazowiecki a été élu Premier ministre. Il a pris ses fonctions le 25 mai. Il a annoncé une série de réformes. Il a promis de lutter contre la corruption. Il a promis de améliorer l'administration. Il a promis de renforcer la démocratie. Il a promis de promouvoir l'économie. Il a promis de améliorer la situation sociale. Il a promis de renforcer la coopération internationale. Il a promis de promouvoir la culture. Il a promis de améliorer l'éducation. Il a promis de renforcer la justice. Il a promis de promouvoir la santé. Il a promis de améliorer l'environnement. Il a promis de renforcer la sécurité. Il a promis de promouvoir la paix. Il a promis de améliorer la situation des femmes. Il a promis de renforcer la coopération avec les jeunes. Il a promis de promouvoir la culture. Il a promis de améliorer l'éducation. Il a promis de renforcer la justice. Il a promis de promouvoir la santé. Il a promis de améliorer l'environnement. Il a promis de renforcer la sécurité. Il a promis de promouvoir la paix. Il a promis de améliorer la situation des femmes. Il a promis de renforcer la coopération avec les jeunes.



La Carte American Express vous présente
Membership Miles.
La nouvelle manière de voyager. *Gratuitement.*

Regardez bien la Carte American Express,
elle est toujours la même et pourtant, tout change.
Désormais, chaque fois que vous utilisez
la Carte American Express, en France comme à l'étranger,
vous gagnez des Miles American Express,
que vous pouvez transformer en billets d'avion gratuits
par l'intermédiaire des programmes de fidélité
de nos compagnies aériennes partenaires :
Air France et Continental Airlines.
Alors pour capitaliser les Miles
et accroître la distance du voyage auquel vous avez droit,
misez donc sur la Carte American Express, et vous aurez l'impression de décoller!
Pour toute information, (1) 47 77 75 72 ou 3615 Amex.



Chaque fois que vous pensez à elle, la Carte American Express pense à vous



PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ : pour une série d'attentats à la bombe

Six terroristes ont été condamnés à mort

LE CAIRE

de notre correspondant

Reconnus coupables de plusieurs attentats terroristes, six extrémistes musulmans ont été condamnés à mort, jeudi 27 mai, par la haute cour militaire du Caire. Ils ont été jugés responsables d'une série d'attentats à la bombe : contre deux cars de touristes (7 janvier), devant le musée du Caire (16 mars), contre le centre de défense civile - un policier avait été tué et sept autres blessés (27 mars) - dans la pyra-

mide de Khéphren (30 mars), ainsi que de l'attentat commis le 20 avril contre le ministre de l'information, dont le garde du corps et le chauffeur avaient été blessés.

Ce verdict porte à vingt et un le nombre des extrémistes musulmans condamnés à la peine capitale - dont sept par contumace - depuis décembre. Il est sans appel, mais les condamnés ont le droit de le contester dans un délai de quinze jours. En cas de rejet de cette démarche, le jugement est exécutoire dès sa ratification par le

président Moubarak. Mais, dans ce genre d'affaire, aucune exécution n'a eu lieu depuis celle des assassins du président Sadate en 1982.

D'autre part, trois policiers et deux passants ont été blessés jeudi dans la banlieue résidentielle de Madinet-Nasr, au nord-est du Caire, par l'explosion d'une bombe à proximité d'un barrage de police. Le 21 mai, un autre attentat à l'explosif près d'un commissariat, avait fait sept morts et une vingtaine de blessés.

ALEXANDRE BUCCIANTI

L'inquiétude des voyageurs français

Près de 5,5 milliards de francs de manque à gagner pour l'économie égyptienne, des réservations en baisse de 30 % à 50 % dans les agences de voyages, les violences dont ont été victimes ces derniers mois les touristes se rendent en Égypte freinent, en France, les vocations du départ.

Série noire pour le tourisme en Égypte : l'année 1991 s'était terminée - guerre du Golfe aidant - par le plus bas nombre de visiteurs français venus contempler les Pyramides depuis plus d'une décennie, 78 000 contre près de 200 000 en temps normal. Bien que, au lieu de l'Égypte, l'Égypte bénéficie d'un relatif calme intérieur, comparé à ses voisins proches : Jordanie, Tunisie et Algérie. Or la situation est en passe de se dégrader nettement depuis que les fondamentalistes musulmans du sud du pays (Jamae Islamiya) ont déclaré la guerre aux touristes étrangers à l'automne 1992. Les voyageurs ont vu leurs réservations se réduire comme peau de chagrin. Les baisses sont variables. Elles oscillent selon les différentes agences de voyage entre 30 % et 50 % par rapport au chiffre d'affaires enregistré l'année dernière à la même époque.

De l'avis de tous les professionnels, les nouvelles inscriptions sont beaucoup plus lentes à décoller, « en baisse de 30 %

à 35 % », selon Are Sahaguen, président de RevVacances. Pour sa part, le Club Méditerranée, qui possède plusieurs installations en Égypte (hôtel au Caire, village à Assouan) et qui organise aussi des croisières sur le Nil, a enregistré une baisse de 30 % à 35 % de sa saison hiver 1992-1993 par rapport à la saison de l'été passé. Sur les 220 bateaux qui font la navette sur le Nil, 70 sont arrêtés, et 150 brent leur tarif, avec des taux de remplissage qui atteignent à peine les 40 %. Florent Gavaldà, directeur des produits chez Kuoni France, explique que « ces derniers attentats en octobre, la désaffection pour l'Égypte a été quasi immédiate », et qu'il y a eu un grand nombre d'annulations. Depuis, la situation s'est stabilisée, mais il estime que, « pour l'ensemble de la profession, la baisse des inscriptions se situe entre un bon tiers et plus de la moitié ». Et la tendance s'avère européenne, les résultats de Kuoni Zurich ou de Kuoni Londres affichent la même courbe descendante que leur sœur française.

Autre son de cloche concordant, les hôtels des Wagon-Lits en Égypte ne sont remplis qu'à hauteur de 40 %, alors que le mois d'avril marque normalement l'ouverture de la pleine saison touristique. Enfin, le trafic aérien

cumulé des compagnies aériennes (voilà régulier des compagnies régionales, plus vols charters) a connu une chute d'un bon tiers, sur les trois premiers mois de 1993, par rapport à la même période de l'année dernière. La baisse de fréquentation des étrangers est aussi un rude coup pour l'Égypte. Le tourisme rapporte 40 % des devises étrangères du pays, et procure un emploi sur quinze aux Égyptiens. Au début du mois de mai, le ministre égyptien du tourisme, Fouad Sultan, a tiré le signal d'alarme. A cause des intégristes, c'est près d'un milliard de dollars (5,5 milliards de francs environ) que l'Égypte est en passe de perdre.

Mais M. Sultan proteste contre les « exagérations des médias » quant à la gravité de la situation : cinq touristes étrangers ont été tués depuis octobre dernier par les intégristes islamistes, chiffre certes regrettable mais minime par rapport aux 3,2 millions d'arrivées annuelles, toutes nationalités confondues, en Égypte.

La décalage entre la médiatisation des attentats et la situation plutôt calme sur place fait que les touristes qui maintiennent leur voyage en Égypte en reviennent satisfaits, notamment à cause de l'absence de bousculades devant les Pyramides ou dans la Vallée des Rois...

ALAIN BEUVE-MÉRY

La relève des extrémistes

Suite de la première page

Entre les années 70 et 90, des pays arabes et Israël, mais aussi l'Europe, furent le champ d'action préféré de ces terroristes.

Alors que chacun, dans le monde arabe comme en Occident, redoutait, lors de la crise du Golfe, une vague d'attentats anti-Israéliens et anti-occidentaux par solidarité avec l'Irak, il n'en a rien été. La dernière en date des tentatives d'action terroriste contre Israël remonte au 30 mai 1990, c'est-à-dire deux mois avant l'invasion du Koweït par l'armée de Bagdad. Un commando du FLP - qui gravitait dans l'orbite de Bagdad et que le ministre de l'Intérieur du régime de l'Achille-Lauro avait déjà rendu célèbre en 1985 - avait essayé de s'infiltrer par la mer sur la côte israélienne en vue d'attaquer les plages et hôtels de la région de Tel-Aviv, d'où l'armée israélienne Double flasco : non seulement cette dernière l'avait mis en échec, mais les États-Unis avaient « suspendu » le dialogue qu'ils avaient engagé quelque deux ans plus tôt avec l'OLP.

Depuis, plus rien. Même le FLP-CC, un moment soupçonné d'être l'auteur de l'attentat contre le Boeing de la PanAm, au mois de décembre 1988, en-dessus de l'Ecosse, devait être indirectement « blanchi » par la suite, puisque l'attentat fut imputé à la Libye, désormais mise en quarantaine. Les partisans d'Abou Nidal ne font plus parler d'eux, sauf à propos de sordides règlements de compte, avec le Fath de M. Yasser Arafat, au Liban, mais aussi à Tunis, voire à Paris. N'est-ce pas, en effet, sur le Fath-CC que les partisans du chef de l'OLP ont rejeté la responsabilité de l'assassinat du bras droit de ce dernier, Abou Iyad, le 14 janvier 1991, à Tunis, et celle du meurtre d'Ataf Bissou, un officier des renseignements du Fath, le 8 juin 1992 à Paris ?

La cause de l'islam

Se seraient-ils donc convertis, ces partisans de la violence aveugle contre Israël et ses « amis », à travers le monde ? Certains ont admis, il y a quelques années déjà, la vanité du terrorisme. C'est le cas du FLP. D'autres formations existent pratiquement plus ou se sont considérablement affaiblies. Les mêmes et d'autres encore ne bénéficient plus de la couverture d'États accusés de les soutenir, voire de les encourager, telles la Libye ou la Syrie, qui cherchent - avec un inégal succès - à se refaire

une virginité aux yeux du monde. En outre, un processus de paix s'est engagé, qui pourrait - même s'il est laborieux - aboutir à une solution du conflit avec Israël. La question demeure toutefois posée, au moins pour certains, de savoir s'il ne s'agit que d'une éclipse et si demain, à la faveur d'une conjonction plus « propice », ils ne feront surface ici ou là.

Le terrorisme lié au Proche-Orient n'a pas pour autant disparu. Il a changé de mains et d'objectif. Même si la libération de la Palestine demeure l'un de ses slogans, fondamentalement il affirme défendre la cause de l'islam. Du Caire à Alger, de l'Europe aux États-Unis, ce sont les extrémistes islamistes qui sont montrés du doigt.

Face à « l'aggravation de la menace terroriste contre les Américains », il faut éviter la Jordanie, sion rester en contact étroit avec son ambassade : tel était le conseil donné par le département d'État aux citoyens américains dès le début du mois de mars, au grand « étonnement » des autorités jordaniennes. Aucune explication n'a été publiquement donnée après cette mise en garde, mais, selon des sources concordantes, celle-ci fait suite à une tentative d'attentat contre un autocar de touristes américains lors de la visite du secrétaire d'État Warren Christopher dans le royaume hachémite, en février. Les auteurs appartenaient à l'organisation du Djihad islamique.

C'est peut-être cette même « menace » qui est à l'origine de la décision des États-Unis d'interrompre, sans explications, les contacts avec des responsables du Mouvement (palestinien) de la résistance islamique, Hamas. Pour justifier ces contacts, rendus publics à la fin du mois de février par Hamas, puis confirmés au début du mois de mars par Washington, le département d'État s'est borné à dire qu'il s'agissait de « conversations avec l'islam politique ». Si c'était vrai, pourquoi donc les avoir interrompus ?

Et puis il y a eu l'attentat contre le World Trade Center, à New York, qui, selon les premiers éléments rendus publics de l'enquête, conduit, lui aussi, à une piste islamiste. Qu'il porte que les terroristes soient de nationalité égyptienne, palestinienne, jordanienne ou autre. Le quotidien égyptien Al-Ahram n'a pas exclu une piste irakienne dans l'attentat de New York. Washington pour sa part préfère laisser à l'avenir le soin de déterminer avec précision l'identité des responsables. Mais pour les États-Unis, et d'autres pays victimes de cette nouvelle

forme de violence, les terroristes ont principalement deux tuteurs, l'Irak et le Soudan, gouvernés par des régimes islamistes. Certains responsables américains n'hésitent pas à accuser Téhéran d'avoir des réseaux partout, y compris en Europe, en Amérique du Nord et du Sud. Israël affirme depuis plusieurs mois déjà que les principaux chefs islamistes palestiniens sont installés aux États-Unis.

Même les autorités égyptiennes et algériennes accusent Téhéran et Khartoum d'être à l'origine de leurs défilés avec leurs propres islamistes que la répression n'a pas - pas encore ? - assés : il ne se passe pas de jour, en effet, où des représentants de l'État, voire desor-mais de la société civile, ne soient victimes des extrémistes algériens ou égyptiens - ces derniers s'en prenant aussi aux touristes.

Les actions de « groupuscules se réclamant de l'islam » dénaturent « la réalité et la noblesse du message de l'islam », a déclaré le directeur général de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO).

Islam et terrorisme sont antinomiques, ont clamé haut et fort prédicateurs et responsables politiques des pays du Golfe à l'occasion du ramadan. C'est que, eux aussi, sont menacés par l'émergence de ceux qui se définissent comme les purs et durs de la parole du Prophète. Il est vrai cependant que le risque est grand de voir confondre dans une même haine musulmans et terroristes, comme ce fut le cas pour les Palestiniens durant de nombreuses années. « L'islam ne se définit point par les agissements de certains musulmans », souligne le directeur de l'ISESCO. Autrement, nous aurions été en droit de dire que le christianisme est synonyme des atrocités commises en Bosnie-Herzégovine, de la violence de l'IRA... et que le judaïsme est synonyme des crimes commis par l'occupation sioniste en Palestine... »

MOUNA NAIM

□ L'Irak impliqué dans l'assassinat de dirigeants kurdes à Berlin. - Pour la première fois, le parquet fédéral allemand a accusé, jeudi 27 mai, les services secrets iraniens d'avoir commandité l'assassinat de quatre dirigeants kurdes iraniens en septembre 1992, à Berlin. Le parquet a formellement accusé cinq Libanais et un Iranien, détenus en Allemagne, d'être impliqués dans l'attentat ; il a affirmé que l'Iranien, Kazem Darabi, « avait été chargé (...) par les services de renseignements iraniens (VEYAK) de liquider les dirigeants kurdes durant leur séjour à Berlin... » (AFP).

EN BREF

□ LIBÉRIA : nouvel incident à la frontière ivoirienne. - Des avions nigériens de la force coost-africaine (ECOMOG) ont bombardé, jeudi 27 mai, un pont situé à la frontière ivoiro-libérienne, à la hauteur de Danané, entraînant une riposte de la défense anti-aérienne ivoirienne, a-t-on appris de source bien informée à Abidjan. Le pont, qui n'a pas été atteint, avait déjà été la cible d'avions de l'ECOMOG trois mois auparavant. D'autre part, la force d'interposition a annoncé jeudi avoir repoussé l'attaque lancée la veille par le Front national patriotique du Libéria contre Paynesville (le Monde du 28 mai). - (AFP).

□ MOZAMBIQUE : la Croix-Rouge lance un appel à l'aide internationale. - La Fédération de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a lancé, jeudi 27 mai à Genève, un appel à l'aide internationale en vue d'obtenir 70 millions de francs pour secourir quelque 250 000 personnes « particulièrement démunies » au Mozambique. Au total, selon la fédération, 5,7 millions de personnes ont besoin d'une assistance à la suite de la guerre civile dans ce pays. - (AFP).

□ Le Conseil de sécurité a entériné le tracé de la frontière entre l'Irak et le Koweït. - Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité de l'ONU a affirmé solennellement, jeudi 27 mai, sa décision de garantir l'inviolabilité de la frontière internationale terrestre et maritime entre l'Irak et le Koweït telle qu'elle a été définie la semaine dernière par une commission spéciale des Nations unies. Le Conseil a qualifié de « définitives » les décisions de cette commission, dont les travaux ont été contestés par l'Irak. - (AFP).

DIPLOMATIE

Au nom d'intérêts économiques

Bill Clinton a reconduit la clause de la nation la plus favorisée au profit de la Chine

Bill Clinton a annoncé jeudi 27 mai qu'il eocorderait de nouveau à la Chine, pour 1993-1994, la clause de la nation la plus favorisée sans y attacher de conditions. Le président américain a pourtant insisté sur le nécessaire pour Pékin de faire l'avenant des progrès en matière de droits de l'homme.

PÉKIN

de notre correspondant

Le cadeau du chef de l'exécutif américain, accordant à Pékin la reconduction sans condition, pour un an, de la clause de la nation la plus favorisée, semble avoir été calibré pour tenir compte de l'existence aux États-Unis tant d'un

puissant lobby d'hommes d'affaires travaillant avec la Chine que d'un fort parti de défenseurs des droits de l'homme.

Expliquant sa décision (dont les détails ne seront connus que vers le 3 juin) lors d'une rencontre avec des citoyens à la Maison Blanche, M. Clinton a repris à son compte l'argument de son prédécesseur, M. Bush : il faut favoriser la modernisation de la Chine et sa transition vers l'économie de marché. Mais le président a aussi observé que la République populaire, qui connaît « une des croissances les plus rapides du monde », restait un pays où « un envoi des opposants politiques en prison » et où le produit du travail de prisonniers est vendu à l'étranger. Et M. Clinton de conclure : « Il faut qu'il y ait des progrès en matière de droits de l'homme. »

Ce souci pourrait amener l'exécutif à attacher un mécanisme juridique au renouvellement du statut actuel de la Chine en matière commerciale, qui rendrait automatique, au terme du prochain exercice annuel, l'introduction de conditions. En outre, le président a annoncé qu'il souhaitait négocier avec Pékin les deux autres principaux différends entre les deux pays : les querelles commerciales et les ventes chinoises de technologie militaire ou nucléaire à des pays « sensibles ».

M. Clinton, qui avait qualifié de « pyrrus » les gouvernants chinois lors de sa campagne, et critiqué la politique de M. Bush dans ce domaine, a ainsi cédé, en grande

partie, aux arguments économiques : changer le statut de la Chine - dont l'excédent commercial avec les États-Unis approche les 18 milliards de dollars, soit presque la moitié de celui du Japon - aurait fait perdre, selon les milieux d'affaires américains, 150 000 emplois. Tout en procédant à des achats massifs de technologie aux États-Unis ces derniers mois, Pékin avait, pour sa part, réitéré son opposition à toute condition pouvant être attachée à son statut commercial. Un porte-parole des affaires étrangères déclarait jeudi

Devant notamment reconquérir François Mitterrand et Edouard Balladur

John Major est en visite à Paris

C'est le chef d'un gouvernement fraîchement remanié (lire page 19), que le président de la République, François Mitterrand, devait recevoir vendredi 28 mai, en la personne de John Major. Le premier ministre britannique, arrivé à Paris jeudi soir, devait s'entretenir également avec son homologue français, Edouard Balladur, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé (avant son départ pour le Maroc) et l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing. Cette visite s'inscrit dans le cadre des travaux préparatoires au prochain sommet européen de Copenhague (les 21 et 22 juin) mais également dans celui d'une diplomatie britannique à la recherche d'un réchauffement de ses relations avec la France.

« Nos deux nations ont un génie diplomatique instinctif, et je pense qu'elles peuvent faire beaucoup ensemble », a déclaré le premier ministre britannique dans un entretien publié vendredi par Le Figaro. « Je veux que la coopération entre Français et Britanniques se développe plus encore (...) Lors qu'elles travaillent ensemble, la Grande-Bretagne et la France sont plus grandes que lorsqu'elles agissent chacune dans son coin », souligne encore M. Major en affirmant que ce rapprochement n'est pas une « alternative au couple franco-allemand. C'est un complément. » Il n'exclut pas la possibilité d'une coopération entre les deux pays dans le domaine nucléaire.



Fait, tu fais?

Aujourd'hui
on peut être
fort
et
fort élégant



Capel
cravates faites

20, BD MALESHERBES
75008 PARIS
TEL: (1) 42 66 34 21
Parking Malesherbes

CENTRE COMM.
MONTMONT-PARNASSE
(11^e ETAGÈ) 75016 PARIS
TEL: (1) 45 38 73 51
Parking Montparnasse

74, BD SEBASTOPOL
75003 PARIS
TEL: (1) 42 72 25 09
Parking St-Martin
et Beaubourg

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : à une courte majorité

La Chambre des représentants a adopté le projet de budget 1994 de M. Clinton

Les représentants ont voté jeudi 27 mai à une courte majorité le projet de budget 1994 de M. Clinton, premier pas vers une réduction du déficit dans les années à venir. Ce texte va maintenant être soumis aux sénateurs.

WASHINGTON

de notre correspondant

Dans un climat politique général marqué par le désenchantement, Bill Clinton vient de remporter une courte victoire parlementaire qui lui procure le ballon d'oxygène dont il avait le plus grand besoin. En obtenant, jeudi, le vote par la Chambre des représentants de son projet de budget 1994, le président a fait adopter une bonne partie de son programme économique : hausse importante de la fiscalité et réduction, plus relative, des dépenses publiques pour tenter, pour la première fois depuis longtemps, de maîtriser le déficit budgétaire. C'est un objectif qu'il a placé au cœur de sa présidence.

Le résultat, extrêmement serré (une quarantaine d'élus de la majorité démocrate ont voté contre le président) relative, cependant, le succès de M. Clinton et annonce une bataille encore plus difficile au Sénat (1). Il reste que la position amère est passée, celle qui est censée marquer le premier grand effort d'assainissement des finances publiques américaines. La Chambre a voté une des plus fortes augmentations fiscales de l'histoire des États-Unis : 250 milliards de dollars sur cinq ans. Elle comprend la création d'un nouvel impôt - une taxe sur la consommation d'énergie - une hausse de l'impôt sur le revenu des Américains les plus riches, ceux qui gagnent plus de 200 000 dollars par an, et sur les sociétés (le taux maximal d'impôt sur les bénéfices passant de 34 à 35 %).

La Chambre a sérieusement écorché le budget de la défense, réduit le train de vie du personnel de l'État, taillé, ici ou là, dans des programmes jugés superflus. Mais comme le président démocrate n'attend pas seulement l'inter-

tre le déficit des finances de l'État mais aussi remédier au « déficit social » hérité des années passées, le budget 1994 maintient, et même améliore parfois, l'ensemble de la protection sociale. En principe, ce dispositif est censé maîtriser la progression du déficit budgétaire : en 1997, il devrait être de quelque 200 milliards de dollars, au lieu de 350 milliards si l'évolution actuelle n'était pas infléchi. En fait, rien n'est vraiment garanti : pour peu que les dépenses de santé ne soient pas maîtrisées - point essentiel de la réforme préparée par M. Hillary Clinton -, le déficit pourrait de nouveau exploser peu après l'an 2000.

Un taux de chômage de 7 %

M. Clinton attend de la réduction du déficit qu'elle maintienne les taux d'intérêt - à court et long terme - au plus bas. Il y voit la condition indispensable pour qu'une reprise déjà faible ne fléchisse pas davantage. Outre l'aide

aux plus défavorisés, son budget s'efforce, d'autre part, avec une petite marge de manœuvre, d'orienter les dépenses de l'État dans deux directions principales : modernisation des infrastructures et formation professionnelle. Il y voit deux autres conditions nécessaires pour favoriser l'investissement aux États-Unis.

Cette stratégie a ses détracteurs. Ils réclament que la hausse de la fiscalité sur les entreprises, qui devront sans doute participer aussi au financement de la formation professionnelle et de la nouvelle politique de santé, va peser sur la reprise et dissuader l'embauche. Or, avec un taux de croissance qui ne dépassera pas les 3 % cette année, et qui paraît essentiellement dû à des gains de productivité, l'emploi, qui subit déjà les conséquences de la réduction des dépenses militaires, va continuer à stagner : le taux de chômage tournera autour de 7 %, pénalisant surtout les jeunes.

Quoi qu'il en soit, M. Clinton

Un show télévisé pour rectifier l'image présidentielle

Le président Bill Clinton a utilisé jeudi un show télévisé pour reconnaître avec humilité une série d'erreurs et assurer les Américains que, contrairement à ce que les « affaires » et les gaffes de ces derniers jours pourraient leur faire croire, le pouvoir ne lui était pas monté à la tête. Le président répondait en direct sur la chaîne de télévision CBS aux questions d'une centaine de journalistes réunies dans la rotonde de la Maison Blanche.

« C'était la première fois que M. Clinton parlait directement au public depuis le début de ces « affaires », le serment présidentiel. « C'était simplement une bourde », a-t-il répondu à un homme qui l'interrogeait sur sa fameuse coupe de cheveux à 200 dollars, à bord d'Air Force

One, qui avait bloqué pendant près d'une heure deux pistes de l'aéroport de Los Angeles. L'affaire a mis à mal l'image qu'il s'était acharné à bâtir durant la campagne de l'an dernier : celle d'un homme du peuple, aux goûts simples, représentatif de l'Amérique profonde.

« Écoutez, je porte une montre à 40 dollars », s'est-il écrié, affirmant qu'il n'était pas « le gars du type » qui déciderait volontairement de paralyser un aéroport pour se faire couper les cheveux. Si cela s'est produit, a-t-il expliqué, c'est qu'il s'est mal renseigné. « Je ne faisais jamais ça (...). Je n'ai pas été élevé comme ça. Je ne suis pas ce genre de personne », a-t-il dit. (AFP)

GUATEMALA : après le « coup d'état civil » du 25 mai

Les pressions s'accroissent sur le président Serrano pour un retour à l'ordre constitutionnel

Les États-Unis et l'Allemagne ont suspendu, jeudi 27 mai, l'essentiel de leur aide au Guatemala en signe de protestation contre le « coup d'État civil » du président Serrano. La CEE et de nombreux pays d'Amérique latine ont demandé le rétablissement « sans délai » des institutions démocratiques du pays. A Guatemala, deux mille manifestants conduits par le prix Nobel de la paix Rigoberta Menchú ont bravé les mesures d'exception pour réclamer le retour de la démocratie.

MEXICO

de notre correspondant

Quarante-huit heures après le coup de force du président Jorge Serrano, qui a dissous le Parlement et la Cour suprême du Guatemala, des rumeurs circulaient, jeudi 27 mai, sur la possibilité d'un contre-coup d'État préparé par des

« jeunes officiers » en désaccord avec leurs supérieurs.

Selon une source proche des « jeunes officiers », le président Serrano aurait lui-même reconnu l'existence d'un profond malaise au sein de ce secteur de l'armée qui, « bien que majoritaire en termes numériques, ne contrôle pas les principaux postes de commandement ». L'ex-général Hector Gramajo, qui fut ministre de la Défense sous le gouvernement précédent, a adopté une position similaire, appelant les officiers à « agir en fonction des intérêts du peuple ».

« Fortune récente »

Un autre militaire à la retraite, le général Efraín Ríos Montt, qui dirigea le pays d'une main de fer en 1982-1983, est arrivé à pied, mercredi, au palais présidentiel pour remettre une lettre au président Serrano, qui fut un de ses principaux conseillers en 1982. Dans cette lettre, il invite fermement le président Serrano à faire marche arrière, car « la rupture de l'ordre constitutionnel pourrait favoriser des affrontements et provoquer l'isolement du pays sur la scène internationale ».

Les neuf juges de la Cour suprême, dissoute par décret présidentiel, ont pris des positions très fermes, appelant même le peuple à « exercer son droit à la légitime résistance ». La presse a également adopté un ton sévère, ce qui lui a valu de subir les foudres de la censure. Le « canal 11 », chaîne de télévision privée, a été fermé après avoir diffusé une interview du procureur des droits de l'homme, M. Ramiro de León, qui avait

appelé la population à s'organiser et à résister et avait annoncé qu'il n'était plus en mesure d'exercer ses fonctions. Le « canal 11 », les stations de radio et tous les journaux sont encadrés par la police, l'armée ne participant pas ouvertement aux opérations. Seul le quotidien Prensa libre a accepté de se soumettre à la censure et a pu être distribué.

De son côté, le quotidien Siglo 21, dont quelques exemplaires ont pu être distribués mercredi, a dénoncé « l'utilisation arbitraire des fonds confidentiels » de la présidence, reprenant ainsi à son compte l'accusation portée, avant les derniers événements, par le dirigeant d'un petit parti d'opposition (Alliance civique), Rodolfo González. Celui-ci avait demandé au contrôleur général des finances d'enquêter sur la « fortune récente » du président Serrano. Quelques députés, réunis « dans un lieu clandestin », ont publié jeudi un communiqué dans lequel ils affirment que « le président Serrano était l'objet d'une enquête pour corruption au moment où il a suspendu la Constitution ». Les députés appellent l'armée à appuyer le retour à l'ordre constitutionnel en déposant Serrano.

Toutes les réactions ne sont pourtant pas hostiles, dans les milieux politiques ou parmi la population. D'après un « sondage » réalisé dans la rue auprès de quelques centaines de personnes par une formation d'opposition, le Parti pour l'avancement national (PAN), 60 % des personnes interrogées approuveraient la décision de M. Serrano.

BERTRAND DE LA GRANGE

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA

Le pays « tout entier » est en proie à la guerre selon M. Boutros-Ghali

Les perspectives en Angola sont « plus sombres que jamais », a estimé le secrétaire général de l'ONU, qui a recommandé, dans un rapport adressé mercredi 26 mai aux membres du Conseil de sécurité, le maintien de la mission des Nations unies dans ce pays pendant une période provisoire de deux mois, avec un effectif réduit.

Après la rupture des pourparlers de paix d'Abidjan (le Monde daté 23-24 mai), « il reste peu de chose de l'espoir d'un avenir pacifique, prospère et démocratique », le pays « tout entier » étant en proie à la guerre, a souligné M. Boutros-Ghali. La Zambie a déployé des troupes le long de sa frontière avec l'Angola, afin de protéger sa population et les réfugiés angolais contre d'éventuelles incursions de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a annoncé jeudi le président Frederick Chiluba. Quelques jours plus tôt, des combats sporadiques ont opposé l'UNITA aux troupes gouvernementales angolaises à proximité de la frontière namibienne, selon le journal The Namibian. (AFP, Reuters)

La Maison Blanche a dû tenir compte de la grogne des centristes et des conservateurs parmi les démocrates. Nombre d'entre eux, qui retourneront l'an prochain devant les électeurs, étaient plus réticents. La hausse des impôts est impopulaire. C'est notamment le cas de la future taxe sur la consommation d'énergie : elle pèsera sur tout le monde, donc sur cette classe moyenne à laquelle M. Clinton, candidat, avait promis une baisse des impôts. Comme le président a donné l'impression, par maladresse politique, de vouloir tout réformer à la fois, les Américains ont, en outre, le sentiment que cette formidable hausse de la fiscalité risque de ne pas servir à la réduction du déficit mais à financer de nouveaux « programmes » en faveur de telle ou telle minorité.

CAMBODGE

Les Khmers rouges ont attaqué un bureau de vote

L'attaque la plus grave menée par les Khmers rouges lors des élections en cours depuis le 23 mai au Cambodge a eu lieu jeudi 27 mai, avant-dernier jour du scrutin, dans le nord du pays. L'attaque a été perpétrée par un commando à Sor Nhon, localité située à 40 km de Siem Reap. Il a fait quatre blessés. Parmi eux figure un commandant du contingent prêt à l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU) par le Bangladesh, qui assurait la protection d'un bureau de vote mobile. (AFP, AP, Reuters)

Les électeurs n'en ont pas moins continué de se rendre aux urnes dans le pays : plus de 88 % des 4,7 millions d'inscrits avaient voté, à 48 heures de la clôture du scrutin. Le prince Sihanouk a estimé que les Khmers rouges ont subi une défaite dont ils ne se relèveront pas. (AFP, AP, Reuters)

CANADA

L'accord de libre-échange nord-américain a été adopté par les Communes

Le projet de loi portant ratification de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu le 12 août dernier entre le Canada, les États-Unis et le Mexique a été adopté jeudi 27 mai à la Chambre des communes d'Ottawa après trois jours de débats houleux entre les conservateurs au pouvoir et l'opposition libérale et néo-démocrate. Le projet de loi doit maintenant être soumis au Sénat, après avoir été adopté par la Chambre des communes, avant d'être officiellement promulgué, après les élections générales de l'automne prochain.

L'accord, qui vise essentiellement à étendre au Mexique les

bénéfices de l'accord de libre-échange liant depuis quatre ans les États-Unis et le Canada, doit être ratifié par les Parlements des trois pays avant son entrée en vigueur en janvier 1994. Cet accord prévoit la création d'une vaste zone de libre-échange de 360 millions de consommateurs. (AFP)

ISRAËL

Libération anticipée de 250 détenus palestiniens

A l'occasion de la fête musulmane d'al Adha (fête du sacrifice), qui sera célébrée lundi, deux cent cinquante détenus palestiniens en Israël et dans les territoires occupés ont bénéficié, jeudi 27 mai, d'une libération anticipée.

Les bénéficiaires de cette mesure sont des prisonniers âgés ou malades, des mineurs et des femmes. Aucun d'entre eux n'était condamné pour participation à des attentats. Trente autres détenus palestiniens devaient être libérés dans les prochains jours, a indiqué un porte-parole militaire. Israël avait procédé à une libération anticipée de quelque 800 prisonniers palestiniens en août dernier, avant le reprise de la sixième session des négociations de paix israélo-arabes. Quelque 12 000 Palestiniens sont détenus dans des prisons en Israël et dans les territoires occupés. (AFP)

PAKISTAN

Nawaz Sharif a obtenu la confiance du Parlement

Nawaz Sharif, réinstallé dans ses fonctions de chef du gouvernement pakistanais après que la Cour suprême ait invalidé la décision présidentielle le limogeant, a obtenu un nouveau succès jeudi 27 mai : par 120 voix sur les 204 députés présents, indique l'AFP, il a obtenu la confiance de l'Assemblée.

Ont même voté en sa faveur certains députés de son parti (le Ligue musulmane) qui avaient démissionné en avril pour faciliter une dissolution de la Chambre par le chef de l'État. En revanche, Nawaz Sharif n'a pas retrouvé l'appui de deux formations qui faisaient partie, lors des élections de 1990, de son Alliance démocratique islamique (JI, modérée), et qui s'étaient ensuite éloignées de lui : le MQM, qui représente, essentiellement à Karachi, les intérêts des musulmans émigrés de l'Inde au Pakistan après l'indépendance et le parti fondamentaliste Jamaat. La principale formation d'opposition, le PPP (Parti du peuple), a boycotté la séance. Son chef, Benazir Bhutto, avait prêté son appui au chef de l'État dans sa manœuvre d'éviction de Nawaz Sharif.

Beaucoup de commentateurs à Islamabad insistent sur la victoire pour le démocrate qui représente le jugement de la Cour suprême. Tous notent que la position du président Ishaq Khan est désormais très ébranlée. Nawaz Sharif a annoncé qu'il proposerait une réforme de la Constitution de 1973 - texte dont le point le plus controversé est le huitième amendement, qui accorde des pouvoirs discrétionnaires au président pour limoger le premier ministre et dissoudre l'Assemblée.

Avec Kuoni, AOM et Sofitel

La Polynésie à ce prix-là, c'est beaucoup moins loin qu'avant

Vous rêvez de lagons bleus, de formations coralliennes et de sport à fond. Ne rêvez plus : partez. Pour ce prix exceptionnel, Kuoni l'occupe de tout. Val aller/retour avec le confort du service AOM. Chambre disponible dès l'arrivée matinale à Papeete. Sélection d'hôtels de 3 et 4 étoiles. A vous la parole ! Retrouvez cette offre exclusive dans la brochure Kuoni "Les Soirées" disponible chez votre agent de voyages.

TAHITI-MOOREA
Séjour 10 jours/7 nuits
à partir de
9 590 F

Kuoni AOM Sofitel

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les Italiens s'adaptent à la crise

Les habitudes de consommation se transforment pour tenir compte de la récession. Mais le plus dur est encore à venir.

Au moment où l'Italie est en pleine mutation politique - certains parlent même de véritable révolution - le rapport annuel de l'Institut national de la statistique (ISTAT) prend une valeur d'autant plus significative qu'il montre que ces transformations politiques s'accompagnent d'une modernisation sociale tout aussi radicale.

D'un point de vue strictement conjoncturel, il y a un contraste frappant entre les prévisions et la situation économique réelle. En ce sens la péninsule n'est pas un cas particulier en Europe. Le taux de croissance du PNB n'a été que de 0,9 % (le plus bas de ces dernières années), au lieu des 3 % prévus; le chômage continue à augmenter, la pression fiscale s'accroît, le revenu des ménages diminue, la population vieillit, le *Welfare State* n'est plus qu'un souvenir.

Toutefois, en dépit de ce tableau très noir, des déceptions et de l'inquiétude ambiante, les Italiens n'ont pas oublié leur légendaire sens de l'arrangiarsi (la débrouille) et ont réagi.

Des PME toujours florissantes

Tout d'abord, la crise qui touche l'ensemble du monde industriel, épargne les petites et moyennes entreprises qui constituent la principale force du pays. Leurs activités restent plutôt florissantes, d'autant plus qu'elles sont largement tournées vers l'exportation, gonflée par la dévaluation de la lire. En revanche, et contrairement encore aux prévisions - les économistes se sont décidément beaucoup trompés! - la sortie du système monétaire européen n'a pas provoqué une relance de l'industrie. La hausse des prix s'est élevée en 1992 à



5,4 %, un niveau plus que convenable compte tenu des performances passées de l'Italie. Les observateurs de l'ISTAT avouent, deux explications: d'abord, l'apparition très tardive par rapport à d'autres pays de la Communauté européenne des magasins à grande surface (leur nombre a augmenté de 56 % de 1985 à 1990) et donc d'une distribution moins rationnelle en tout cas moins coûteuse; ensuite, la maîtrise du niveau nominal des salaires, qui équivaut à

une baisse sensible du pouvoir d'achat, après de longues années de progression constante.

Pour les Italiens, il s'agit d'une nouveauté radicale qui ne les a cependant pas empêchés d'accroître leur consommation, en particulier de biens non alimentaires (+2,2 %), alors que, pour la première fois en vingt ans, ils ont laissé en 1992 moins d'argent dans les restaurants que l'année précédente. Les familles d'entrepreneurs et les professions libérales dépensent chaque mois 1 023 000 lire (1) par tête, deux fois plus que les familles ouvrières (623 000 lire); mais ces dernières consacrent 26,7 % à l'alimentation contre 18,6 % pour les premières. C'est dans la tranche d'âge de 46 à 55 ans que la consommation atteint son apogée, avec des appartements plus grands et plus confortables, suivent en propriété. Au-delà, quand les enfants sont «cassés» et qu'arrive le temps de la retraite, les logements diminuent et les dépenses se réduisent.

Les retraités et les jeunes

Cette soif générale de consommation se traduit par la dernière manifestation de ce bien-être cher aux Italiens. Elle contraste en tout cas, souligne l'ISTAT, avec la conscience des difficultés que les familles qui, dans un proche avenir, la réduction du réseau de protection sociale et l'assainissement des finances publiques vont imposer de plus grands sacrifices qu'autrefois et demanderont la constitution de réserves.

Mais, ajoutent avec compréhension les auteurs du rapport, sans doute est-il difficile de réduire trop brusquement son train de vie! Quand ils doivent y résoudre, les Italiens cherchent, moyennant solutions. Ceci explique un phéno-

mène tout à fait nouveau, appelé l'«effet Floride».

Les retraités se mettent à imiter les Américains qui depuis longtemps déjà quittent les villes de plus en plus polluées, bruyantes et chères, pour s'installer sur le littoral, désert hors saison, où les loyers sont plus abordables et la qualité de la vie certainement incomparable.

A propos des retraités, les statistiques font apparaître une nouvelle inégalité entre le nord et le sud du pays; dans le Nord, ce sont surtout les vieux qui fournissent les contingents des plus pauvres, à cause des retraites qui rendent la vie de plus en plus difficile, alors que, dans la partie méridionale, ce sont les jeunes à la recherche d'un improbable premier emploi les principales victimes de la crise.

Dans cette Italie en proie à la récession, les plus touchés sont donc les jeunes et les vieux. Les femmes aussi représentent une autre catégorie à hauts risques. Elles sont les premières atteintes par le chômage, et dans la plupart des cas (pour 55 % d'entre elles) elles n'ont pas un emploi correspondant à leur niveau de formation, alors qu'elles suivent des études de plus en plus poussées.

La découverte du volontariat

A la place de l'Etat qui, déficits publics aidant, se désengage progressivement des secteurs sociaux, la solidarité, vieille valeur perdue dans les avatars du développement industriel, revient à la mode, comme le volontariat que les Italiens découvrent enfin, les plus actifs étant les jeunes et les femmes. Plus de cinq millions et demi de personnes consacrent une partie de leur temps à ce volontariat, en 1991 et le nombre des associations de solidarité a augmenté de 65 %

en dix ans. Une autre catégorie de la population aurait bien besoin de cette solidarité active: ce sont les étrangers - un million officiellement, et certainement beaucoup plus avec les clandestins. L'Italie, qui traditionnellement fournissait de forts bataillons d'émigrants, n'est pas devenue sans trépasser un pays d'immigration; elle a été à son tour contaminée par la xénophobie et le racisme.

Est-ce un signe de modernisation? Les Italiens, qui il y a quelques années encore ignoraient pratiquement l'homéopathie et les médecines alternatives, en sont devenus des adeptes convaincus. La crise du système sanitaire, l'obligation de payer soi-même ses médicaments, sans pour les indigents, les poussent à se tourner vers des produits de toute façon n'ont jamais été remboursables et vers des thérapies où les visites chez le médecin sont moins fréquentes.

Enfin ce rapport aigre-doux fournit quelques chiffres rassurants sur l'évolution de la criminalité. Même si le souvenir des spectaculaires massacres de la Mafia impressionne la population, le nombre des crimes et délits est en réalité en diminution. Et notamment le nombre des homicides dus aux différentes familles du crime organisé - Mafia en Sicile, Camorra en Campanie et 'Ndrangheta calabraise - qui en 1992 a baissé de 36,9 %. Chaque médaille ayant son revers, la répression est beaucoup plus efficace qu'avant et la situation des prisons surpeuplées a encore empiré. De 1990 à 1992, le nombre des détenus (47 588) a augmenté de... 32 %.

VANJA LUKSIC

(1) 1 000 lire valent 2,70 francs.

La «loyauté fédérale» des «fransquillons» de Gand

Quelques dizaines de grandes familles maintiennent l'usage du français et misent sur la continuité belge pour ne pas être écartelées entre leur fidélité linguistique et leurs intérêts financiers

GAND

de notre envoyé spécial

«NOTRE atout c'est que nous sommes à un carrefour européen», déclare Marc Vermeulen, secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de la région de Gand, arête sud des discours en percevant un sourire entendu chez son interlocuteur. L'antienne sur le «carrefour» est vraiment usée dans cette Belgique stricte d'autoroutes, de canaux et de voies ferrées, où il n'est pas une ville qui ne revendique une «position stratégique» sur quelque «axe», «triangle» ou «dorsale».

«La différence avec les autres», reprend M. Vermeulen, est que, nous, nous sommes vraiment à 50 kilomètres de tout: 50 kilomètres de Bruxelles, de la mer, de la région lilloise... d'Anvers». Cette dernière ville a été mentionnée après un temps d'arrêt, comme par correction devant l'étranger. C'est la rivalité des temps passés et cela compte toujours - un atout trop tendu à l'oublier quand on considère la Flandre comme un tout homogène face à la Wallonie, elle aussi travaillée par des conflits d'intérêts entre ses principales cités.

Gand se singularise d'emblée par la composition de sa coalition municipale: une alliance entre libéraux et socialistes, sans les inévitables sociaux-chrétiens, omni-présents en Flandre. Ce mariage n'est-il pas contre nature? Noël Bouquet, échelonné de la population, paraît sincèrement étonné de la question. Il y a ici des «convergences philosophiques» entre laïques plus importantes que des divergences politiques mises en veilleuse pour essayer de relever ensemble les défis économiques.

Les touristes qui défilent devant l'adoration de l'agneau mystique, le fameux tableau de Jan Van Eyck dans la cathédrale Saint-Bavon, sont abasouris par la majesté paisible des quais aux Herbes et au Blé. Gand doit se battre. Pour garder son rang de cité qui compte parmi les plus

prosperes d'Europe; pour ne pas payer un jour à une extrême droite en pleine ascension électorale la rançon d'un trop long désintérêt à l'égard des quartiers populaires en proie au chômage et aux maux d'une immigration insuffisamment contrôlée.

Avec 27 000 postes de travail, le port demeure le principal employeur de cette ville de 230 000 habitants. Un long canal de 200 mètres de largeur le relie au littoral, à Terneuzen, en territoire néerlandais. La construction de cet ouvrage avait été décidée avant l'indépendance et un traité signé en 1847 avec les Pays-Bas garantit le libre accès maritime à la Belgique. Mais - vieux contentieux - celle-ci devra tout payer de ses deniers si elle veut disposer un jour de la deuxième écluse qui lui paraît nécessaire. Ici, quatre sillons constituent un des plus grands greniers à blé du monde, largement utilisés par les exportateurs français.

Des bateaux frigorifiques déversent du jus de fruits brésiliens dans le plus sucré de tous les terminaux. Des bateaux japonais déchargent des voitures au rythme de cinq mille réparties sur quatorze ponts pour un seul bâtiment. On ose à peine s'en vanter au pays des thuriféraires de la Communauté européenne, mais Honda a choisi Gand pour installer son centre d'importation et de distribution de pièces de rechange en Europe.

L'ascension de l'extrême droite

C'est aussi ici que, sans attendre l'entrée de la Suède dans la Communauté, Volvvo monte ses nouvelles 850. Gand ne veut pas être seulement un port de chargement et de déchargement. Une zone industrielle, autour des quais, vise à créer une forte valeur ajoutée pour remplacer les activités textiles qui firent autrefois sa fortune au bord de la Lys.

Parmi les cadres dynamiques de la jeune chambre économique, fermée aux plus de quarante ans, il y a quelques descendants des «barons textiles» et autres «fransquill-

lons», sobriquet donné en Flandre aux aristocrates et aux notables locaux qui usaient du français plutôt que du néerlandais avant que la langue du peuple ne s'impose partout à la demande du Mouvement flamand, nébuleuse dans laquelle se retrouvaient le clergé, une bonne partie des intellectuels, les militants syndicaux et politiques. Les temps ont bien changé.

La Métropole et la Flandre libérale, les deux quidiens francophones de la région, ont disparu en 1975. Il ne reste plus que le *Courrier de Gand*, hebdomadaire voué aux recettes de cuisine, aux nécrologies, aux avis des consultants et à la nostalgie. Mais le cercle La Concorde, ce qui se fait de mieux en matière de débats, n'est pas le *fransquillon*, n'est ouvert qu'à ceux qui peuvent s'exprimer dans la langue de Descartes.

«Plus proches des Lillois que des Wallons»

Même en cas de «mariage mixte» - comme un dit tout uniment ici pour parler de conjoints francophones et néerlandophones - le français est généralement la langue d'usage à la maison. Les enfants vont évidemment à l'école flamande, puisqu'il n'y en a pas d'autre et qu'il faut gagner sa vie dans la région. Ce n'est pas sans une certaine déception de constater dans une autre langue que celle du chef de gare quand ils débarquent de quelque partie de camping à Gand Saint-Pierre.

«Nous nous sentons plus proches des Lillois que des Wallons», avoue un «fransquillon» soudain un peu inquiet de l'intérêt suscité chez son hôte par la découverte d'une communauté discrète mais moins polémique qu'il n'y paraît. A l'évidence, il est plus disposé à travailler, dans un cadre européen, avec ce qu'il appelle «l'Artois au sens large» qu'avec ses compatriotes de Liège ou de Namur.

Même si elles ont la tête déjà pleine de projets de voyage à Paris par la TGV Nord, les quelques dizaines de grandes familles gantoises demeurent fidèles à leur lan-

gue d'origine ont fait le choix de se fondre avec le reste de la population et de s'intégrer dans la classe dirigeante flamande grâce à leur esprit d'entreprise. Il n'est pas paradoxal qu'elles fassent partie des «belgiques» anxieuses devant le renforcement des tendances séparatistes.

Sachant qu'en cas de partition leur situation n'aurait rien de confortable - écartelés qu'ils seraient entre leur francophonie à

temps partiel d'une part, leur culture spécifique et leurs intérêts financiers d'autre part, - les «fransquillons» sont parmi les plus chauds partisans de la «loyauté fédérale» entre Flamands et Wallons réunis dans un même royaume aux entités régionales et linguistiques autonomes, telles que vient de les définir une réforme constitutionnelle.

Cependant, certains d'entre eux s'inquiètent de surechères condui-

tant tout droit à un confédéralisme sans consistance et regrette déjà le bon vieux temps de la Belgique unitaire. Dans un même combat contre les séparatistes, ils ont défilé le 25 avril à Bruxelles, au cours d'une manifestation très bon genre, au cordon à cordon avec des Bruxellois et même, comble du «mélange», avec des «fransquillons» d'Anvers, leurs semblables et leurs rivaux.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Le français progresse en Suisse

La langue des Romands est la seule à progresser par rapport à l'allemand, l'italien et le romanche

BERNE

de notre correspondant

EN dix ans, selon les résultats du dernier recensement, l'usage du français a progressé en Suisse. 19,2 % de la population, contre 18,4 % en 1980, le parle, alors que l'allemand, qui demeure la principale langue du pays, recule de 65 % à 63,6 % et l'italien de 9,8 % à 7,6 %. Quant au romanche, langue romane parlée dans certaines vallées des Grisons, son déclin se poursuit inéluctablement. A peine 39 600 personnes le déclarent comme langue maternelle, soit 0,6 % des habitants contre 0,8 % en 1980.

Selon l'Office fédéral de la statistique, la bonne santé du français s'explique d'abord par une croissance démographique plus forte dans les cantons romands qu'en Suisse allemande.

En outre, les germanophones ou italophones qui viennent s'installer en Suisse romande adoptent plus aisément le français que l'allemand. Le français fait également bonne figure dans les régions bilingues de Bienne et de Fribourg alors que

l'allemand y est en légère perte de vitesse. Ce recensement s'inscrit donc en faux contre les craintes de certains d'une menace de germanisation qui pèserait sur la Suisse française.

Un tel danger semble avoir été écarté au Tessin, où 82,8 % des habitants ont été recensés comme italophones tandis que le nombre des germanophones régressait de 11,1 % à 9,8 %. En revanche, dans les Grisons, l'allemand a avancé de 59,9 % à 65,3 % au détriment du romanche et de l'italien. Le bilinguisme de l'italien dans l'ensemble de la Suisse est dû avant tout au retour dans la péninsule de nombreux Italiens. D'autre part, les enfants d'immigrés ont de plus en plus tendance à s'exprimer dans la langue de leur lieu de résidence.

Outre la bonne tenue du français, le recensement a fait apparaître la progression des langues étrangères parlées par 3,9 % de la population contre 6 % dix ans auparavant. En tête arrivent les langues slaves, en particulier le serbo-croate avec 1,9 %, suivi de l'espagnol (1,7 %), du portugais (1,4 %), du turc et de l'anglais (0,9 % chacun).

Le recensement a également

confirmé la vitalité des dialectes suisses allemands parlés par 93,3 % des germanophones. Parmi eux, 66,4 % affirment même ne jamais s'exprimer en *hochdeutsch*. En revanche, seuls 2,1 % des francophones pratiquent encore des patois locaux et 17,4 % des italophones font usage de dialectes.

Autre révélation du recensement, la nombre de personnes se déclarant sans appartenance religieuse a doublé, représentant désormais 7,4 % de la population. La proportion d'incroyants est nettement plus élevée dans les cantons de tradition protestante que dans ceux de tradition catholique: 15 % à Neuchâtel, 19 % à Genève et 35 % à Bâle-Ville. La proportion des catholiques a diminué de 47,6 % à 46,2 %, celles des réformés de 43,3 % à 40 %, même si le protestantisme demeure la confession la plus répandue au sein de la population de citoyens suisses (47,3 %). Avec près de 20 % d'étrangers pour 6,8 millions et sa variété de langues, la Suisse apparaît donc plus que jamais comme une société multiculturelle, malgré ses hésitations à monter dans le train européen.

JEAN-CLAUDE BUHRER

ESPACE EUROPEEN

Bric-à-brac militaro-industriel russe à Birmingham

Le Comité des industries de défense expose aussi bien des fusées, des sous-marins nucléaires que des poêles à frêre ou des ballons, pour montrer que sa reconversion n'est pas un vain mot

BIRMINGHAM

de notre envoyé spécial,

IOURI GLYBINE, premier vice-président du puissant Comité des industries de défense, semble s'être reconverti en voyageur de commerce. Il en a le bagou : « D'un point de vue militaire, nous avons toujours été très compétitifs, n'est-ce pas ? Eh bien, aujourd'hui, l'enjeu est tout aussi important, parce qu'il est très difficile de fabriquer une bonne poêle à frêre, dont la matière première est la même que celle de nos fusées. »

Se plantant de bonne grâce à son ancienne entreprise depuis le matin, Iouri Glybine, escorté de son interprète, décrit, décrit, les merveilles d'une exposition qui se veut « historique », car permettant à la plupart des industries de défense de la Fédération russe de « dévoiler des centaines de procédés et d'applications qui figuraient jusqu'à présent dans les livres les mieux gardés du pays. En fait, certains sont encore tellement sensibles que les détails ont été éliminés du catalogue de l'exposition, pour des raisons de sécurité. »

Environ deux cent cinquante hommes d'affaires et techniciens russes sont présents à Birmingham pour « Conversion 93 », nom donné à cette opération de reconversion du complexe militaro-industriel russe, tombé un peu en disgrâce avec la fin de la guerre froide. La plupart sont incapables de parler anglais,

mais tous sont souriants et ont acquis l'indispensable réflexe du bon VRP : « Voici ma carte de visite ». L'événement avait été soigneusement annoncé par une conférence de presse et décrit sur des brochures de papier glacé : « Les Russes arrivent... à Birmingham », « Le meilleur de la Russie rendu accessible à l'Occident », « Les lasers fabriqués pour la guerre des étoiles ». L'objet d'un tel déploiement de relations publiques était, côté russe, clairement défini : identifier les besoins des marchés occidentaux, offrir des technologies, discuter d'accords de joint-ventures et de projets d'investissement, enfin établir le maximum de relations commerciales avec des hommes d'affaires et des industriels occidentaux.

Une centaine de stands

Deux expositions commerciales russes se sont déjà tenues à Bologne (Italie) et Munich (Allemagne), mais elles n'avaient rien de comparable, par leur ampleur, à la « foire » de Birmingham : plus de cent stands offrant échantillons et descriptions de technologies ont été installés, et, selon les organisateurs, des acheteurs et des représentants de gouvernements du monde entier sont théoriquement attendus. Parallèlement, un symposium de deux jours a été organisé sous le patronage de l'OCDE, afin de vanter les perspectives commerciales offertes par la

Russie de Boris Eltsine. Visuellement, « Conversion 93 » ressemble un peu à un patchwork où, sans l'aide de Iouri Glybine, il est difficile de trouver une cohérence : « Tout ce qui est ici est dérivé de notre industrie militaire, mais rien de ce qui est à vendre n'est destiné à un usage militaire. » Il ajoute : « Mais, bien sûr, tout, n'importe quel objet, peut être utilisé de façon offensive ! »

An gré des stands, on passe donc de la technologie des fusées, avec des applications dans les domaines de la médecine, de l'agriculture et des biens de consommation (réfrigérateurs, fers à repasser, aspirateurs), aux procédés proposés par le ministère de l'énergie atomique, puis à l'aviation (hélicoptères et avions Tupolev, prototypes révolutionnaires, comme le Flying Wing, qui pourra transporter cent cinquante passagers), sans oublier la fibre optique, les satellites, les ballons, l'industrie de l'armement, les sous-marins, etc.

Iouri Egorov, directeur d'Electronics Industry, décrit avec pédagogie son procédé de fabrication de diamants artificiels, lequel est à vendre pour « un demi-million de dollars », et explique que cette ouverture vers l'Occident est malgré tout indispensable pour sauvegarder le potentiel industriel de son usine de quatre mille salariés, située près de Moscou. Un peu plus loin, le représentant de Tupolev, Vladimir Emelianov, déplore toute sa force de conviction

pour convaincre de l'intérêt du petit voilier de 5-6 mètres qui est exposé. Celui-ci n'a cependant aucune chance de soutenir la comparaison avec des unités fabriquées dans les pays européens, d'autant que son prix, avancé un peu à l'aveuglette, « 30 000 dollars », n'est pas vraiment compétitif.

Mais l'argument de vente est réputé imparable : « Ce bateau, comme d'ailleurs nos caravanes, a été fabriqué à partir de la technologie développée dans les sous-marins pour l'environnement. » Pins loin encore, des procédés de déminage - « 250 000 tonnes d'explosifs (certains russes ?) doivent être démontés chaque année » - jouxtent une maquette de Leningrad-Komsomol, sous-marin nucléaire recouvert de porte-conteneurs amphibie, puis celle du *Trizon*, un sous-marin de poche transformé en pédalo pour la découverte des coraux et la collecte des perles.

L'appareil photo des agents du KGB

Dans l'allez et retour, on peut passer commande d'une raquette de tennis (au prix de 50 livres sterling (11), voire, grâce à Gennadi Melnikov, du fameux appareil photo miniature Zenit, des récepteurs pour les professionnels du KGB, pour le prix - hors catalogue - de 750 dollars.

Les visiteurs hésitent entre l'art de la diplomatie, « c'est vraiment high-

tech » (un Américain), et l'enthousiasme plus mesuré : « Il y a des choses intéressantes, mais je n'ai pu obtenir aucun prix. Ils ne savent pas, à l'évidence, ce qu'est le marketing, et on ne leur a pas dit qu'il fallait fournir des explications commerciales. Mais ils m'ont promis de m'envoyer des explications par télécopie. Ce qui me préoccupe, c'est la qualité, alors j'attends des échantillons pour me faire une idée » (un Britannique). Il est donc difficile de prévoir ce que seront les retombées de « Conversion 93 ». Des applications dérivées de technologies de pointe qui, selon certains spécialistes, présentent un indéniable intérêt scientifique et commercial.

Mais les unes et les autres semblent montrer que, si l'industrie militaire russe possède parfaitement un savoir-faire utilisable sur le champ de bataille, et peut-être aussi une capacité de reconversion ses produits en biens de consommation pour l'Occident, bien du chemin reste à faire pour recycler les anciens patrons de l'industrie du pacte de Varsovie en managers dynamiques rompus aux techniques de la société de consommation. Iouri Glybine veut bien le reconnaître : « Nous ne sommes pas à 100 % sûrs d'être compétitifs. »

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,40 francs.

REVUE DE PRESSE

Reddition sans condition

Il y a décidément des textes que les diplomates et les journalistes ne doivent pas lire avec les mêmes lunettes. Car la presse internationale est unanime à juger très sévèrement la « programmation commune » sur lequel Américains et Européens (tout au moins certains d'entre eux) se sont mis d'accord à la fin de la semaine dernière, à Washington, concernant la Bosnie. Comme l'écrit la *Times* de Londres, « les hommes politiques ont voulu sauver la face, pas les vies bosniaques. »

« La vérité, poursuit le quotidien londonien, c'est que le simulacre de politique occidentale dans les Balkans a été déterminé par les sondages d'opinion ; il en a été ainsi parce qu'il n'existait aucune volonté d'affronter la question plus ample de la sécurité en Europe. » C'est aussi l'opinion du journal libéral de gauche *Guardian*, qui n'hésite pas à écrire que si l'Occident ne se décide pas rapidement à s'attaquer au vrai problème, « les diplomates auront fini la travail commencé par l'artillerie serbe », à savoir le confinement des musulmans de Bosnie-Herzégovine dans quelques « réserves », au milieu d'un pays qui sera divisé entre une « Grande Serbie » et une « Grande Croatie ».

Des alliés naturels

The Independent veut laisser à la diplomatie occidentale le bénéfice du doute : tout « dépend moins du texte du communiqué (de Washington) que de la volonté des pays signataires de maintenir la pression sur les Serbes et les Croates. S'il en est ainsi, ils ont encore une chance de supprimer au moins quelques conquêtes territoriales et de restaurer un Etat bosniaque viable. Sinon, ils sont simplement en train d'essayer de camoufler une victoire serbe derrière le rideau d'un verbiage diplomatique. Dans la mesure où les déclarations occidentales sur la Bosnie n'ont désormais plus de crédibilité que celles de Slobodan Milosevic, la réponse ne peut être apportée que par des actes, pas par des mots. »

Quels actes ? Le journal de Munich *Süddeutsche Zeitung* réplique qu'une intervention militaire occidentale dès 1991, en tout cas la menace d'une telle intervention, aurait pu empêcher les massacres de Vukovar, tandis que le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* regrette les affrontements entre Croates et musulmans, ces « alliés naturels ».

Un « programme minimum »

L'essentiel, pour les Américains comme pour les Européens, a été de sceller une dispute qui menaçait de dégénérer ; aussi se sont-ils entendus sur un « programme minimum » qui est « plus une façade qu'une réalité », écrit la *Financial Times*, parce que « les Etats-Unis ne veulent pas s'engager sur le terrain ». Prudence compréhensible, mais qui n'est pas une politique en soi, et qui se révèle contre-productive dans la mesure où elle envoie aux Serbes un message sans équivoque d'acquiescement tacite (...).

« C'est l'heure de vérité », poursuit le quotidien économique londonien. Pas seulement en ce qui concerne la guerre en Bosnie, mais aussi concernant l'ambition de la communauté internationale de promouvoir un meilleur ordre international. Si ces efforts échouent en Bosnie, les Etats-Unis, la Communauté européenne et la nouvelle Russie porteront une lourde responsabilité. Et le nouveau mais fragile rôle de l'ONU comme instrument de paix dans le monde de l'après-guerre froide souffrirait un affront durable. »

TRIBUNE

Le « chauvinisme du bien-être » à l'épreuve en Suède

par Rolf Gustavsson

Les Suédois ont construit, dans le monde, une réputation de « champions » de la prospérité. Dans l'opinion suédoise, des sentiments mitigés. D'une part, nous trébuchons avec nous des idées du passé, d'une Suède représentant un modèle social supérieur - une « grande puissance morale ». Ces sentiments perdurent et ont donné naissance à l'idée d'une certaine supériorité, du moins d'une « présomption » de supériorité. D'autre part, les deux ont puni cette façon de se comporter en donneurs de leçons, en nous infligeant une crise économique jamais vue et l'obligation de nous adapter à l'Europe, autrement dit aux « acquis communautaires ». Et ce mouvement, nouveau, crée aujourd'hui un sentiment d'infériorité et d'impulsion. Comment 8,5 millions de Suédois, à la périphérie de l'Europe, peuvent-ils

s'exprimer dans une Communauté proche de 400 millions d'habitants ?

Ce mélange de supériorité et d'impulsion peut déboucher sur la schizophrénie et des frustrations en ce qui concerne la « construction européenne », en particulier sur les « réalités politiques » de celle-ci. C'est un contexte et une discussion qui rappellent le débat sur le CEE qui eu lieu au Danemark et en Grande-Bretagne depuis plus de vingt ans.

Un « modèle » critiqué

Ce sentiment de supériorité vient du fait que la Suède, dans la plupart des années de l'épreuve, a vécu dans le meilleur des mondes. Du point de vue économique, des entreprises internationales et compétitives ont pu assurer un bien-être matériel croissant. Les citoyens ont pu profiter directement et indirectement de la place de la Suède sur le scène économique internationale et dans la répartition internationale du travail.

Politiquement, la Suède s'est également élevée à une très haute autonomie en matière de répartition de la croissance matérielle. Nous avons pu nous vanter d'avoir développé une « ingénierie » sociale réussie. En d'autres termes, le « modèle suédois ». Beaucoup ont été si préoccupés par ce projet « national » qu'ils ont oublié ses conditions internationales.

Tant que les entreprises présentaient des résultats honorables, et tant que le contexte international restait inchangé, nous n'avions pas besoin d'évoquer la moindre remise en question. Nous pouvions même nous imaginer que nous avions résolu des problèmes fondamentaux face auxquels d'autres pays avaient échoué. Une croissance matérielle stable et raisonnable combinée à une politique de répartition sociale séduisante, que pouvions-nous demander de plus ?

Dans cette situation privilégiée, nous pouvions, à distance, regarder le Marché commun comme un projet curieux, catholique et capitaliste. Un projet qui, de surcroît, n'avait pas réussi à réaliser, dans la pratique, les rêves de Jean Monnet. Mais depuis plus de dix ans, la base matérielle du privilège suédois n'a cessé de s'éroder. Nos entreprises, qui, dans une trop large mesure, vivent sur une

grandeur passée, ont développé leurs activités à l'étranger, en particulier dans le zone du Marché commun. Dans le même temps, le CEE a mis davantage d'ordre dans ses affaires et a commencé, en fait, à réaliser une partie de ses plans initiaux concernant le « marché unique ».

Lorsque le gouvernement suédois, avec quelques années de retard, a compris ce qui était en train de se passer, l'idée d'une « adhésion économique » à la CEE est née. D'une certaine façon, c'était un moyen de sauver le bien-être matériel sans remettre en cause notre autonomie politique - la « souveraineté ». L'Espace économique européen (EEE) présentait donc, pour nos dirigeants, un véritable espoir.

En 1989, Jacques Delors, à l'époque où il ne souhaitait pas voir arriver de nouveaux membres dans le CEE, suggéra de créer « une nouvelle forme d'association » qui serait plus structurée sur le plan institutionnel avec des organes communs de décision et de gestion. Cette solution était considérée, à Stockholm, comme optimale. La prise de décision commune entre les Douze se fera, ce qui était présenté par la Suède et les autres pays de l'ALEE comme une condition « politiquement non négociable » à un accord, à vite disparu sous un nuage diplomatique. Le résultat fut l'entrée sur l'Espace économique européen (EEE), qui pour les hommes politiques suédois est d'une insuffisance gênante.

Un référendum à l'issue incertaine

Conséquence, de facto, de l'EEE : une perte réelle de souveraineté, que les dirigeants ont découvert à l'heure où l'environnement géographique de la Suède changeait radicalement avec l'effondrement de l'empire soviétique. La « neutralité », argument traditionnellement avancé contre une adhésion de la Suède à la CEE, est devenue de plus en plus théologique. C'est la raison pour laquelle l'élite politique suédoise s'est mise d'accord pour présenter la candidature de la Suède à la Communauté. La décision - typique mais très surprenante en demeurant - fut annoncée dans le cadre d'un programme d'austérité économique, tard un vendredi, avant les élections en week-end. C'était le 26 octobre 1990.

Dans la perspective du prochain référendum sur la question - et

dont l'issue reste incertaine - il est maintenant du devoir de l'élite politique d'expliquer, d'une façon pédagogique, à une opinion publique déboussolée que le temps du « projet national » est révolu. Mais ce « chauvinisme du bien-être » a le vie dure dans l'esprit du Suédois moyen. Et il en résulte une crise d'identité. Toutes les misères, toutes les catastrophes regroupées du « continent » ne vont-elles pas nous frapper ? La drogue, la criminalité, le prostitution, la répression de la femme, les déchets toxiques, les aliments douteux et les touristes allemands ne vont-ils pas saccager notre société de bien-être ? Nos droits particuliers de libre accès à la nature ou à la libre publication des documents officiels et des décisions de justice ne vont-ils pas être menacés ?

Dans cette situation nouvelle - la candidature de la Suède ayant déjà été déposée - se déroule un débat à propos de la Communauté qui porte davantage sur des problèmes potentiels que sur des problèmes existants. Et c'est un débat qui sort rarement du cadre médiatique et « terre à terre » immédiat. Pour beaucoup de Suédois, les rapports entre la Suède et la CEE se résument à une sorte d'analyse des coûts et des bénéfices : Nous devons, estiment-ils,

nous efforcer de quantifier les avantages et les inconvénients, de façon à savoir si l'adhésion est rentable.

L'ironie de l'histoire veut que, dans le même temps, la CEE traverse une nouvelle crise d'identité et que l'élargissement plénière de la Communauté va engendrer une nouvelle discussion sur les questions fondamentales. Que sera la CEE après-Maastricht ? Aujourd'hui déjà, la Suède et d'autres pays candidats commencent à s'interroger sur des thèmes qui dépassent les aspects techniques et matériels de l'adhésion. Alors que les hommes politiques, en Suède, doivent calmer l'opinion et la rassurer sur les conséquences matérielles d'une adhésion, ils doivent, dans les négociations avec les Douze, montrer à quel point nous sommes de bons « européens ». Quelles contributions - hormis les aspects purement économiques et financiers - la Suède peut-elle apporter à la CEE ? Les responsables suédois ont-ils quelque autre vision de la « construction européenne » que celle qui leur permet de sauver leur propre peau ?

» ROLF GUSTAVSSON est correspondant du *Svenska Dagbladet* pour les affaires européennes à Bruxelles.

BIBLIOGRAPHIE

La question allemande

La revue de géopolitique *Hérodote* consacre un numéro entier à l'Allemagne, à sa place dans l'Europe et dans le monde après la réunification, avec cette lancinante « question allemande ». Question d'actualité avec les problèmes soulevés par l'immigration, le débat sur le droit d'asile, les critères d'attribution de la citoyenneté, bref l'opposition entre le traditionnel droit du sang et le droit du sol. *Hérodote* accorde peut-être une importance trop grande à l'influence supposée des organisations de réfugiés. Mais le directeur de la revue a raison d'ajouter ceci : « Il devient de plus en plus nécessaire que le plus grand nombre d'Allemands et surtout les démocrates osent enfin aborder sérieusement et de façon critique cette question géopolitique capitale, et qu'ils débattent honnêtement de la nation allemande, de ses spécificités, de sa évolution historique et de son avenir. »

» *Hérodote*, « La Question allemande », n° 68, 1^{er} trimestre 1993, 115 F.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lacombe, gérant directeur de la publication

Bruno Freppel, directeur de la rédaction

Jacques Guille, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteur en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Thomas Fereenc, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1988), Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUET 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-89

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 43-60-30-10

POLITIQUE

Plus de 8 milliards de francs de taxe professionnelle récupérés par les entreprises dès 1993

Le collectif budgétaire a été approuvé par l'Assemblée nationale

Les députés ont adopté, dans la matinée du vendredi 28 mai, après quinze heures de travail pratiquement ininterrompues, et en l'ayant modifié, le projet de loi de finances rectificative. 483 députés ont voté pour (le RPR et l'UDF), 87 se sont prononcés contre (le PS et le PC). Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a proposé et fait approuver une nouvelle mesure en faveur des entreprises grâce à l'accélération du remboursement de la taxe professionnelle.

Après deux jours de discussion générale de la loi de finances rectificative pour 1993 («collectif budgétaire»), l'Assemblée nationale a voté, dans l'après-midi du jeudi 27 mai, l'examen des 21 articles de ce texte et des plus de 200 amendements déposés. Le gouvernement et sa majorité parlementaire souhaitent que le vote définitif intervienne dans la nuit de jeudi à vendredi. Mais le débat n'a progressé que très lentement, dans un hémicycle peu fréquenté, où les communistes faisaient preuve d'une belle assiduité, défendant longuement chacun de leurs nombreux amendements et utilisant toutes les possibilités du règlement pour ralentir le

débat. A leurs côtés, les socialistes faisaient pâle figure en n'affichant que deux représentants permanents, Augustin Brunepaux (Ariège) et Didier Migaud (Isère).

En début de soirée, une trentaine d'amendements seulement avaient été passés en revue et l'heure ne fut pas plus rapide durant la séance de nuit. Après le vote, contre l'avis de la commission des finances (le PS et le PC), Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a proposé et fait approuver une nouvelle mesure en faveur des entreprises grâce à l'accélération du remboursement de la taxe professionnelle.

L'UDF renonce à se battre sur la CSG

Peu après la reprise de la séance à 22 h 45, le président du groupe communiste, Alain Bocoquet (Nord), qui s'était joint à la dizaine de députés communistes présents, demanda, en application de l'article 61 du règlement de l'Assemblée, la vérification du quorum. Bien

entendu, la moitié des députés n'étaient pas présents dans l'enceinte du Palais-Bourbon; cela obligea le président à lever la séance et à convoquer, à la demande du gouvernement, la suivante à 0 h 35.

Les travaux reprirent ensuite sans trop d'annulations. Le climat se détendit grâce à la décision de Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), président de la commission des finances, appuyé par Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur général, tous deux hostiles à l'amendement de la CSG, d'accepter, sur la demande des communistes, une dernière délibération de cet amendement concernant l'impôt de bureau. Un amendement déposé conjointement par MM. Barrot et Auberger, rétablissant cet article dans sa version initiale, permit à l'Assemblée de revenir sur son vote.

Au cours de l'adoption des autres articles du collectif, le gouvernement a accepté plusieurs amendements proposés par la commission des finances et destinés à «améliorer» le projet gouvernemental (voir encadré). Il a surtout fait un geste important en faveur des entreprises en prenant une décision sur la taxe professionnelle, non prévue dans son texte initial, mais réclamée avec insistance par la commission des finances et de nombreux parlementaires. La mesure permet aux entreprises de récupérer par anticipation

8,6 milliards de francs de taxe professionnelle et leur redonne ainsi une aisance de trésorerie dont elles ont bien besoin. Pour Nicolas Sarkozy, ministre du budget, «c'est un geste de plus en faveur de l'emploi» qui correspond à la volonté «d'écarter la représentation nationale».

Le président de la commission des finances lui en a donné acte, en se félicitant d'une mesure qui permet aux entreprises de ne plus être «les bailleurs de fonds de l'Etat». «C'est une avancée essentielle pour montrer aux acteurs économiques qu'on ne leur demande pas de faire chose que leur travail», a-t-il conclu.

Une des principales dispositions du projet de loi, la hausse de 1,1 % à 2,4 % de la contribution sociale généralisée (CSG), n'a pas donné lieu à de nouveaux tracas. Au sein de la majorité, alors que depuis la présentation du projet elle était divisée sur la question de la déduction de cette augmentation de la CSG des revenus soumis à l'impôt. M. Barrot a, en effet, retiré l'amendement qu'il avait déposé, visant à remplacer cette déductibilité par une modification du barème de l'impôt sur le revenu.

CLAIRE BLANDIN

Les principales modifications au projet initial

■ **Taxe professionnelle** : les entreprises qui clôturent leur exercice en fin d'année peuvent, sous leur responsabilité, estimer la montant du dégrèvement attendu du plafonnement de la taxe professionnelle due au titre de la même année et réduire d'autant le montant du solde de cette taxe exigible à partir du 1^{er} décembre. Cela représente pour elles une récupération anticipée de 8,6 milliards de francs. Cette somme était avancée à l'Etat en application de la loi de finances initiale pour 1993 qui avait modifié les règles de dégrèvement du plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 % de la valeur ajoutée.

Cet amendement gouvernemental, inspiré par la commission des finances de l'Assemblée, coûtera à l'Etat, en année pleine, 8,6 milliards de francs. Cette charge nouvelle, «sara compensée par des prélèvements sur différents fonds de la Caisse des dépôts», a annoncé le ministre du budget. Le déficit budgétaire de 317 milliards de francs prévus dans le collectif (contre 185 dans la loi de finances initiale) n'en sera donc pas aggravé.

■ **Rajoutement du plafond des prêts** : pour l'accès à la propriété : pour favo-

riiser le développement et la consommation des PAP, M. Sarkozy s'est engagé, à la demande de la commission des finances, à relever, par décret, le plafond de ressources de 5 % en région parisienne et dans toutes les grandes agglomérations et de 10 % dans le reste de la province.

■ **Plus-values immobilières** : un amendement de la commission des finances réduit de 32 ans à 22 ans le délai au bout duquel il y a exonération d'impôt sur la plus-value lors de la vente de biens immobiliers. Dans les mêmes conditions l'abattement par année de détention pour les plus-values est relevé de 3,3 % à 5 % à compter de la troisième année de possession du bien. Cela sera financé par un relèvement des taxes sur les tabacs.

■ **Investissement dans les DOM-TOM** : la demande de Gaston Flosse (RPR, Polynésie française), l'Assemblée a voté la loi Fosse accordant des avantages fiscaux aux investisseurs étrangers. Le gouvernement l'a accepté moyennant certaines limitations.

La révision de la Constitution devant les sénateurs

La nouvelle Cour de justice sera présidée par un magistrat

Le Sénat a adopté, jeudi 27 mai, par 196 voix contre 17, le projet de loi révisant dans la Constitution les articles consacrés au Conseil supérieur de la magistrature et à la Haute Cour de justice. Le RPR et l'UDF ont voté pour dans leur grande majorité, le PS s'est abstenu et le PC a voté contre. Malgré l'avis d'une partie des sénateurs, la nouvelle Cour de justice prévue pour juger les ministres sera présidée, comme le souhaitait le gouvernement, par un magistrat.

«On ne révisait pas la Constitution pour des motifs d'opportunité, d'actualité, ou pour faire plaisir à l'opinion publique», avait estimé Yves Guéna (RPR, Dordogne) au début de la discussion. A propos de la réforme de la Haute Cour de justice, l'actualité, ou l'occurrence de l'affaire du sang contaminé, n'a pourtant jamais été éloignée des débats qui ont opposé pendant la journée de jeudi le gouvernement à une partie du Sénat.

La commission des lois du Sénat avait accepté sans difficulté que la procédure actuelle de Haute Cour de justice soit conservée pour le seul président de la République et uniquement dans les cas de haute trahison, comme l'indiquait le projet de révision. En revanche, elle n'avait pas fait sienne la doctrine défendue par le ministre de la justice, l'actualité, ou l'occurrence de l'affaire du sang contaminé, n'a pourtant jamais été éloignée des débats qui ont opposé pendant la journée de jeudi le gouvernement à une partie du Sénat.

Le dernier mot est resté au gouvernement

Décidée à ne pas céder une once de ses prérogatives, la majorité sénatoriale, qui s'était montrée très active en décembre dernier à l'occasion de la mise en cause des anciens ministres socialistes impliqués dans l'affaire du sang contaminé, tenait à ce que la Cour de justice de la République soit, tout comme la Haute Cour, présidée par un magistrat, et non par un parlementaire, et ann par un magistrat, comme l'indiquait le projet et comme le souhaitait Pierre Méhaignerie, au nom de «l'indépendance» de la «rigueur» et de la «technicité» exigées par cette charge. Elle souhaitait également, comme l'a rappelé le rapporteur, Charles Jolibon (RI, Maine-et-Loire), que le Parlement dispose, en cas de «biocages», d'une possibilité de saisine de la Cour de justice indépendante de la procédure exposée par le projet de loi, qui stipule que la saisine «normale» survient après dépôt d'une plainte émanant d'une personne physique auprès du procureur général près la Cour de cassation.

M. Méhaignerie n'a pas cédé et le dernier mot est resté au gouvernement, qui n'est pas resté inactif au cours des débats. Mis en minorité en commission des lois au cours d'une nouvelle réunion dans la matinée de jeudi, les tenants du «président parlementaire», parmi lesquels Jacques Larché (RPR, Seine-et-Marne), président de la commission, qui a estimé qu'il s'agissait «d'une divergence profonde» entre le gouvernement et les sénateurs, ont dû en rabattre. La Cour de justice de la République sera donc composée de quinze juges : douze parlementaires élus en nombre égal par l'Assemblée nationale et le Sénat, et trois magistrats du siège, la Cour de cassation également élus par cette juridiction. Le président sera élu par la Cour elle-même parmi ses membres magistrats.

La commission des lois du Sénat souhaite que le juge d'instruction retrouve le pouvoir de mettre en détention

Réunie mercredi 26 mai sous la présidence de Jacques Larché (RPR, Ind.), la commission des lois du Sénat a longuement débattu la révision de la réforme de la procédure pénale. Le gouvernement ayant renoncé, pour des raisons de délais, à présenter lui-même un projet de loi qui aurait eu l'inconvénient de retarder les débats parlementaires en empruntant la voie du Conseil d'Etat et du conseil des ministres, le texte rédigé par les sénateurs sur le rapport de Jean-Marie Girault (RPR, Ind.) servira de base aux discussions sur la réforme qui débuteront le 1^{er} juin au Sénat.

Soucieux d'opérer une «réforme raisonnée» du texte, les sénateurs ont choisi de maintenir un certain nombre de dispositions. C'est le cas des dispositions du code civil sur la présomption d'innocence qui sont entrées en vigueur au mois de janvier, de la suppression des privilèges de juridiction qui font aujourd'hui quasiment l'unité, et du versement au dossier des instructions adressées par le garde des sceaux aux procureurs généraux. C'est également le cas d'une disposition à laquelle les sénateurs s'étaient opposés lors de la session d'automne : la présence de l'avocat en garde à vue.

Considérant qu'il était difficile de revenir sur cet acquis, les sénateurs ont maintenu la possibilité, pour tous les gardés à vue, de s'entretenir une demi-heure avec un avocat à partir de la vingtième heure de l'après-midi, toutes les fois d'une restriction : s'il invoque les «nécessités de l'enquête», l'officier de police judiciaire pourra demander au procureur de la République de s'opposer à cet entretien. L'intervention de

M. Méhaignerie s'est félicité diplomatiquement de cette disposition de «synthèse», qui a consacré au fait la victoire de ses thèses. Bon prince, il a retiré aussitôt un amendement qu'il avait déposé pour réduire la saisine directe par le Parlement aux cas d'atteintes aux «intérêts supérieurs de la nation», ce qui ne se serait donc pas le cas dans l'affaire du sang contaminé, comme l'a fait remarquer M. Jolibon. Cette saisine devra cependant faire l'objet d'un vote confondu des deux Assemblées à la majorité absolue de leurs membres, et non à la majorité simple comme il en avait été question initialement.

La tournure des débats n'a pas pour autant désarmé les critiques du Parti communiste ni celles du Parti socialiste, qui avaient longuement

ment débattu de ce sujet au cours de la réunion de son groupe le 26 mai. A cette occasion, certains sénateurs PS, dont Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort) et Jean-Luc Mélenchon (Essonne), avaient défendu le principe d'une juridiction de droit commun dans les cas où la responsabilité des ministres en cause est pénale et non politique, principe assez éloigné de la philosophie du projet déposé sur le bureau du Sénat par Pierre Bérégovoy.

En séance, le PC s'est indigné du maintien «d'une procédure d'exception» et d'un «privilege fait aux ministres». Le PS, par le voix de M. Dreyfus-Schmidt, a contesté la saisine directe par le Parlement. «C'est précisément ce qui existe et que nous voulons réformer», a fait remarquer l'auteur socialiste, qui a souligné par ailleurs «l'avantage» qu'a la droite de disposer d'un «droit de veto» sur la saisine d'une commission des lois.

S'ils ont approuvé la composition de la Cour de justice, finalement acceptée par les sénateurs, et sa présidence par un magistrat, les socialistes ont trouvé un autre motif de grief dans le fonctionnement de la commission des lois, suites, rebaptisée commission des requêtes selon le vœu du ministre de la justice, au sein de la «filère» créée par le Sénat pour «statuer» sur les plaintes déposées auprès du procureur général. «On ne nous dit pas si cette commission agit selon le principe de légalité ou d'opportunité», a déclaré le sénateur socialiste. Il faudrait savoir quand la responsabilité d'un ministre en politique et quand elle est de droit commun, et dans ce cas-là, poursuivre. Le gouvernement a révoqué ce problème, ainsi que celui de la composition de la commission des requêtes, à la loi organique qui devrait être examinée par le Parlement au cours de la prochaine session d'automne.

Les socialistes ont cependant apprécié à leur juste mesure les efforts de M. Méhaignerie, puisqu'ils ont décidé de s'abstenir sur l'ensemble du projet, alors que les communistes, irréductibles, n'ont voté contre. A l'issue de la séance, le ministre de la justice pouvait s'avouer satisfait. A l'exception des dispositions relatives à la saisine par les citoyens du Conseil constitutionnel, supprimées par les sénateurs avec le soutien du gouvernement, le texte issu des travaux du Sénat ne s'est pas trop éloigné de sa version initiale, et le ministre profitera sans doute du passage à l'Assemblée nationale pour tenter de revenir sur la saisine par le Parlement de la Cour de justice, point sur lequel le Sénat a tenu bon.

ANNE CHEMIN

GILLES PARIS

Le débat sur les privatisations

M. Vasseur (PR) s'inquiète des risques qui pèsent sur «des pans entiers de l'économie française»

Après l'annonce des privatisations envisagées par le gouvernement, Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, a exprimé son inquiétude, jeudi 27 mai sur Europe 1, face à «un risque qui existe aujourd'hui [de] livrer des pans entiers de l'économie française à des intérêts extérieurs aux préoccupations européennes».

«Il ne faut pas être naïf, il faut être pondéré dans son libéralisme», a déclaré M. Vasseur. Le gouvernement a voulu prendre des dispositions avec ce qu'on appelle l'action spécifique, j'ai le sentiment que nous avons un certain nombre d'Assemblées nationales à essayer de renforcer un peu le système».

Pour sa part, Martine Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, ancienne ministre du budget, a dénoncé «l'antagonisme entre les privatisations décidées par le gouvernement Balladur et l'action des gouvernements précédents». «Le gouvernement cherche à accorder l'idée qu'il reprendrait une liste d'entreprises dont le précédent gouvernement avait décidé la privatisation», a déclaré M. Malvy, qui souligne que le gouvernement de Pierre Bérégovoy n'avait prévu «aucune mesure de privatisation», mais «l'utilisation des dividendes du secteur public, voire la poursuite de la pratique de cessions d'actifs minoritaires permettant à l'Etat de rester maître du jeu, afin de créer

une caisse de garantie des retraites».

Après Alain Bocoquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, qui avait reproché mercredi au gouvernement de «liquider ce qui reste de gaullisme», le groupe communiste du Sénat a affirmé jeudi dans un communiqué que «le gouvernement a décidé de liquider les biens de la France et de soumettre les salariés et leurs familles à d'énormes difficultés nouvelles». Il ajoute : «Les entreprises les plus performantes de notre économie, les plus prestigieuses de la nation, sont mises en vente et ouvertes sans réserve aux appétits des capitalistes étrangers (...). Cette atteinte à notre patrimoine national, à notre indépendance, est gravissime; elle porte des coups sans précédent au potentiel économique, industriel, humain de notre pays».

Philippe Hézog, responsable de la section économique du PCF, membre du bureau politique, a accusé le premier ministre de «livrer de grandes entreprises à la chasse des hommes d'affaires». «Tout indique que les alliances qui se nouent dans ce contexte n'auront aucun souci du développement des capacités humaines et productives», a-t-il déclaré, en ajoutant que «les mesures de privatisation visent principalement à l'étranger».

«La situation économique de la France est suffisamment grave pour autoriser les réflexions et les suggestions dans le cadre de notre démocratie parlementaire». «La solidarité consiste aussi à tout faire pour conduire une équipe au succès, ajoute-t-il. L'UDF, qui constitue, à part, l'un des deux piliers de la majorité, demande à être écoutée (...). En ce qui nous concerne, nous veillerons à ne pratiquer aucune attaque personnelle afin de protéger l'unité de la majorité».

■ **M. Raffarin** : «L'UDF demande à être écoutée». En réponse à Jean-Louis Debré, porte-parole du RPR, qui avait reproché à l'UDF son manque de solidarité après les critiques portées par M. Giscard d'Estaing contre le plan Balladur, Jean-Pierre Raffarin, secrétaire général adjoint et porte-parole de l'UDF, a affirmé, jeudi 27 mai,

que «la situation économique de la France est suffisamment grave pour autoriser les réflexions et les suggestions dans le cadre de notre démocratie parlementaire». «La solidarité consiste aussi à tout faire pour conduire une équipe au succès, ajoute-t-il. L'UDF, qui constitue, à part, l'un des deux piliers de la majorité, demande à être écoutée (...). En ce qui nous concerne, nous veillerons à ne pratiquer aucune attaque personnelle afin de protéger l'unité de la majorité».

■ **M. Raffarin** : «L'UDF demande à être écoutée». En réponse à Jean-Louis Debré, porte-parole du RPR, qui avait reproché à l'UDF son manque de solidarité après les critiques portées par M. Giscard d'Estaing contre le plan Balladur, Jean-Pierre Raffarin, secrétaire général adjoint et porte-parole de l'UDF, a affirmé, jeudi 27 mai,

POLITIQUE

par Giscard d'Estaing

Politis

TOKYO 7 JOURS

VOYAGER PLUS

POLITIQUE

Président des Nouveaux Ecologistes

M. Manovelli est accusé par Génération Ecologie et par les Verts de «manœuvres frauduleuses»

Génération Ecologie et les Verts ont décidé de poursuivre en justice, jeudi 27 mai, Bernard Manovelli, président du Rassemblement nature et animaux qui a présenté plusieurs centaines de candidats sous l'étiquette des Nouveaux Ecologistes aux dernières élections législatives. Ces partis reprochent à M. Manovelli des «manœuvres frauduleuses» diverses qui avaient pour but, selon eux, de fausser le scrutin.

Bernard Manovelli, écologiste d'une nouvelle facture, n'a pas de chance. Il pense, d'un côté, qu'il est victime d'un «complot médiatique» ou de «journalistes à la solde des laboratoires pratiquant la vivisection». Du moins le raconte-t-il à ceux qui le suivent dans l'un de ses combats, celui pour la défense des animaux. Une semaine après avoir annoncé, au milieu d'affiches de chats et de chiens dans le local parisien qu'il inaugurait (le Monde du 25 mai), son intention d'animer, d'ici un an, «la sixième force politique du pays», voilà qu'il est poursuivi par les partis qu'il prétend devancer : Génération Ecologie et les Verts.

Avocat marseillais, conseiller général (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, M. Manovelli avait présenté des candidats, qu'il qualifiait d'«apolitiques», dans pratiquement toutes les circonscriptions de métropole aux élections législatives de mars dernier sous le sigle des «Nouveaux Ecologistes du Rassemblement nature et animaux». Aujourd'hui, les écologistes de Brice Lalonde et d'Antoine Waechter lui reprochent d'avoir effectué des «manœuvres frauduleuses» dans le but d'obtenir des suffrages, d'avoir porté «atteinte à la sincérité du scrutin», de s'être rendu coupable d'«escroquerie et tentative d'escroquerie» et d'avoir fait des «promesses de libéralité ou d'avantages particuliers en vue d'influencer le vote». Les deux partis écologistes — ils sont accompagnés dans leur action par un candidat qui s'était présenté sous l'étiquette de M. Manovelli et par un avocat qui avait été approché par son confrère marseillais — ont chargé Dominique Tricaud de défendre leurs intérêts.

Pendant la campagne électorale, la presse avait relayé qu'un grand nombre de candidats manovellistes se présentaient, sans raison apparente, à mille lieux de leur résidence habituelle, parfois en ne connaissant même pas la circonscription ni le département qui avaient été choisis pour eux par

M. Manovelli. Plusieurs mis auparavant, ce dernier avait consciencieusement rassemblé des signatures et des fonds pour la cause animale, disait-il, à l'aide de documents dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils pouvaient, sans mal, comporter l'adhésion sentimentale de «personnes timides et très âgées», comme il l'était avoué dans l'un d'entre eux. Génération Ecologie et les Verts se demandent si les signatures avaient qu'ainsi ils donnaient leur accord pour être candidats aux législatives.

Un service d'une pensée «universaliste»

Pour donner encore plus de crédit à son opération, M. Manovelli se prévalait alors du soutien du Parti pour la défense des animaux (PPDA), du Collectif national de défense animale et de l'Union nationale écologiste. En inaugurant sa permanence parisienne, il y a ajouté les Nouveaux Ecologistes et le Mouvement universaliste. On voit mal, en fait, comment ces associations contrôlées, de près ou de loin, par M. Manovelli n'auraient pas soutenu... M. Manovelli. L'examen de leurs statuts, déposés à la préfecture des Bouches-du-Rhône, montre que de certaines, il est le président, quant aux autres, elles sont domiciliées, soit à son cabinet, soit à sa permanence politique. Il est vrai que M. Manovelli ne peut guère se prévaloir du soutien des deux principales associations de défense des animaux, le WWF-France (Fonds mondial de la nature) et la SPA (Société protectrice des animaux), qui ont condamné sa démarche politique (le Monde du 6 mars).

Au soir du premier tour des législatives (1), les Nouveaux Ecologistes pouvaient revendiquer 3,2 % des voix selon eux (2,56 % selon les chiffres du Monde). Cette opération devrait leur rapporter, aux dires de leur président, 10 millions de francs par an pendant les cinq ans de la législature, au titre de l'aide de l'Etat aux partis politiques. M. Manovelli s'est affirmé récemment que cette somme sera utilisée pour «des projets humanitaires pour la défense des animaux». Il n'est pas inutile de remarquer qu'en acceptant d'être candidats aux législatives, les personnes enrôlées ont signé une déclaration de rattachement strictement à l'Union nationale écologiste. Les statuts de cette association enregistrée le 9 octobre 1991 à Marseille, montrent qu'elle a pour objet de «défendre les valeurs écologistes, présenter des candidats aux diverses élections politiques, diffuser la pensée universaliste».

9-10 mai), conduira la liste Free DOM au scrutin du 20 juin, où treize listes seront en présence. La principale liste de droite aura pour chefs de file André Thien Ah Koon et Jean Paul Virapoulle, deux députés de l'U.N. Le député André Maurice Phionde, de son côté, aura la tête d'une liste RPR. Les socialistes présenteront deux listes : celle de Jean-Claude Fruzeau, premier secrétaire de la fédération, et celle de Gilbert Annette, député, maire de Saint-Denis.

La Réunion : l'épouse de Camille Sudre conduira la liste Free DOM aux élections régionales. — Marguerite Sudre, épouse du président sortant du conseil régional, Camille Sudre, déclaré inéligible pour un an par le Conseil d'Etat après l'annulation des élections régionales de mars 1992 (le Monde daté

Combien de candidats «apolitiques» savaient que le sigle des «nouveaux Ecologistes» des animaux passait, aussi, par la glorification de la pensée universaliste de M. Manovelli. Combien de candidats savaient qu'ils pouvaient, sans mal, comporter l'adhésion sentimentale de «personnes timides et très âgées», comme il l'était avoué dans l'un d'entre eux. Génération Ecologie et les Verts se demandent si les signatures avaient qu'ainsi ils donnaient leur accord pour être candidats aux législatives.

Un échange de bons procédés

Sans doute emporté par sa fougue, M. Manovelli a effectué, pendant la campagne électorale, une étrange démarche auprès de certains de ses confrères. Ecrivant en tant que président de son parti, et non pas en sa qualité professionnelle, précisait-il, ce qui leva la confidentialité de cette correspondance, M. Manovelli a proposé à des évocés d'échanger leur signature de soutien ou de candidature au profit des Nouveaux Ecologistes contre l'octroi de dossiers à plaider dans des domaines tels que «la défense des animaux, mais encore l'éducation, la culture, la circulation ou d'acte de délinquance, ainsi que divorce et affaires de toutes sortes». Et pour couronner le tout, il a suggéré à ses interlocuteurs, désireux de l'aider, de commander «quelques pin's de défense animale», offrir «vos cartes de visite, ainsi que celles, à l'occasion des fêtes de fin d'année». Evidemment, cette commande avait une contrepartie fiscale : «Nous vous ferons parvenir», écrivait M. Manovelli, «une facture caducataire, sans effet, mais, votre acte sera intégralement déductible des impôts».

OLIVIER BIFFAUD

La polémique autour de «Verbatim»

Elie Wiesel demande à Jacques Attali des «excuses publiques»

Elie Wiesel, dont plusieurs conversations avec François Mitterrand ont été reproduites sans son accord par Jacques Attali dans son livre Verbatim (le Monde des 20 et 21 mai), a écrit au président de l'Observatoire (daté 21 mai-2 juin) qu'il a paré «longuement» de cette affaire, le 19 mai, avec le président de la République, «Nous sommes convenus, dit-il, de continuer le livre d'entretiens que nous avons entrepris et de le publier». Elie Wiesel reproche à Jacques Attali d'avoir «enfreint un principe fondamental : celui de l'identité du créateur et de la propriété de la création, avec lequel on ne doit pas transiger». «A l'offense publique, excuses publiques», conclut le Prix Nobel de la paix. Qu'Attali suspende la vente de son livre, en tout cas, qu'il fasse retirer de la prochaine édition les passages qu'il nous a pris.

Dans une lettre publiée dans le même numéro du Nouvel Observateur, Jacques Attali souligne : «Je n'ai utilisé que les seuls propos de François Mitterrand, et ceux-ci n'ont été publiés qu'avec l'accord et après lecture du président. Comme je suis dans ces conditions, être qualifié de plagiaire?»

Dans son numéro daté du 27 mai, le quotidien Présent annonce que Roland Ganeher, membre du bureau politique du Front national, «va quitter National-Hebdo» dant il est le directeur de publication et le directeur de rédaction «pour se consacrer au Craponillot», un magazine bimestriel qu'il a racheté en novembre 1991 en compagnie, notamment, d'autres dirigeants du parti d'extrême droite.

M. Goguillot dit Ganeher explique que, dès ce rachat, il était «parfaitement conscient qu'il [son] âge», il n'arrivait plus «à faire face à la fois aux tâches éditoriales d'un hebdomadaire et à celles d'une revue». Cet ancien dirigeant des jeunes du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, un parti de la collaboration avec les

COMMUNICATION

Les orientations du gouvernement

Alain Carignon installe la «commission de réflexion sur la télévision de service public»

Le ministre de la communication, Alain Carignon, a arrêté, jeudi 27 mai, la composition de la «commission de réflexion sur la télévision de service public» à laquelle il a décidé de confier la rédaction d'un livre blanc qui «aura pour objet de définir une charte autour d'objectifs précis».

Placée sous la présidence de Jacques Campet, conseiller maître à la Cour des comptes, cette commission est composée de vingt-six «experts représentatifs d'horizons intellectuels et de spécialités diversifiées». En font partie cinq journalistes, Jean-Marie Cavada, Jean-Pierre Elkabbach (qui en seront les deux vice-présidents), Philippe Gavi, Françoise Giroud, Louis Pouels, cinq parlementaires de la majorité, Jacques Blanc, député UDF de la Loire, Adrien Gouteyron, sénateur RPR de Haute-Loire, Michel Pichot, député UDF de l'Essonne, Michel Péricard, député RPR des Yvelines, Maurice Ulrich, sénateur RPR de Paris, trois universitaires, Francis Ballo, Jacques Chevallier, Marc Fumariol, l'écrivain Bernard Henri-Lévy, la chercheuse Dominique Wolton, trois réalisateurs, Igor Barrère, Marcel Blum et Serge Toubiana, un producteur,

Nicolas Traube, une scénariste, Danièle Thompson, un conseiller en programmation, Pierre Wiehn, le président d'Expand Images, Dominique Ambiel, le président du Syndicat des agences de la presse audiovisuelle, Daniel Renouf, le directeur de l'Observatoire de la télévision, Léo Scheer, le directeur des programmes de M6, Thomas Valentin, Bernard Spitz, chargé de mission auprès de la direction générale de Canal Plus.

Le secrétariat de la commission sera assuré par Yves Roncoute, conseiller technique au cabinet du ministre de la communication, et par Christian Phelipe, contrôleur d'Etat.

Alain Carignon, qui a présidé jeudi la première réunion de cette instance, lui a assigné quatre objectifs : «1. Préciser la vocation respective de chacune des composantes du secteur public de la télévision française dans les structures qui sont aujourd'hui les siennes : France 2, France 3 et la SEPT, en prenant par exemple en compte la dimension régionale ou l'intérêt manifesté pour les projets de télévision éducative. 2. Assigner des ambitions de programmes quantitatives et qualitatives qui, d'une

part, marquent un effort continu en faveur du renouvellement des styles et des talents ; d'autre part, témoignent du respect d'une éthique et d'une neutralité des programmes propres à garantir l'identité du service public. 3. Traduire la politique des programmes en termes financiers : estimation de la charge, définition du mode de financement le mieux adapté, étant admis que la télévision du service public ne saurait ni favoriser les surenchères et l'inflation des coûts ni, à l'inverse, offrir un modèle de service au rabais. 4. Proposer un schéma d'organisation de la télévision de service public qui constitue un point d'équilibre entre les effets de synergie et la nécessaire spécialisation des différentes chaînes».

La commission devra rendre son rapport le 15 septembre et, à partir de ses conclusions, Alain Carignon «élaborera un nouveau cahier des missions et des charges du service public de la télévision, engagera une nouvelle stratégie de financement à moyen terme et verra à la mise en place d'un schéma d'organisation de la télévision publique adapté à ses nouvelles missions».

Sur ARTE Deux documents sur le départ de Mikhaïl Gorbatchev

Mikhaïl Gorbatchev, à Paris ce week-end, sera l'invité en direct d'ARTE, samedi 29 mai, à 20 h 40, et de France 2, dimanche 30 mai, à 12 heures, au cours de «L'heure de vérité». Sur ARTE, deux documents originaux tournés par la télévision soviétique, dont seuls quelques passages ont déjà été diffusés, seront projetés.

Le premier, intitulé Le Départ, retrace les deux derniers jours au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev ; celui-ci y trace un parallèle historique : «1917 : une catastrophe ou un grand événement du siècle ? La perestroïka : une catastrophe ou ce qui doit donner de l'oxygène à ce grand pays et au monde ?» On y voit Mikhaïl Gorbatchev abattu, faisant ses adieux télévisés à George Bush et l'assurant qu'il ne restera pas «caché dans la Taïga». En ce jour de Noël 1991, le repartage se termine par la déclaration de démission de Gorbatchev, au moment même où, sur la place Rouge, le drapeau soviétique est remplacé par le drapeau tricolore russe.

Dans le deuxième document, tourné en février 1992, l'ancien président semble affecté par M. Gorbatchev insiste sur les difficultés qu'il a rencontrées en voulant «réformer cette société d'une manière radicale : j'étais dans une situation très dangereuse vis-à-vis du parti, une question de vie ou de mort». Mais Gorbatchev refuse la politique : «Elaine participe consciencieusement aux réformes, mais, à l'heure, c'est un homme qui subit des influences très divergentes. Je crains qu'il ne soit trop autoritaire...»

Selon la presse d'extrême droite

Roland Gaucher quitterait la direction de «National-Hebdo»

Dans son numéro daté du 27 mai, le quotidien Présent annonce que Roland Ganeher, membre du bureau politique du Front national, «va quitter National-Hebdo» dant il est le directeur de publication et le directeur de rédaction «pour se consacrer au Craponillot», un magazine bimestriel qu'il a racheté en novembre 1991 en compagnie, notamment, d'autres dirigeants du parti d'extrême droite.

M. Goguillot dit Ganeher explique que, dès ce rachat, il était «parfaitement conscient qu'il [son] âge», il n'arrivait plus «à faire face à la fois aux tâches éditoriales d'un hebdomadaire et à celles d'une revue». Cet ancien dirigeant des jeunes du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, un parti de la collaboration avec les

La retransmission télévisée de Marseille-Milan AC Audience et recettes maximales

Selon l'Institut de sondage Médiamétrie, TF1 a réalisé une audience de 42,9 % après des foyers, ce qui signifie que 15 777 750 téléspectateurs de tous âges assistaient à la retransmission du match. Le part de marché de TF1 était de 62,6 % ce mercredi soir. C'est presque un record depuis que l'on mesure l'audience individuelle de la télévision, puisque l'émission de Patrick Sébastien «Le grand bluff» avait réuni 17 494 400 téléspectateurs en décembre 1992. La précédente finale de l'OM à Bari face à l'Étoile rouge de Belgrade en eut captivé 17 479 500 en 1991, toujours sur TF1, mais il est vrai que la retransmission (match et commentaires) avait duré plus longtemps (178 minutes contre 125).

L'audience a d'ailleurs largement dépassé l'Hexagone, puisque les droits de retransmission avaient été cédés à près de cent pays, ce qui quarante-cinq membres de l'Union européenne de radiodiffusion comptant diffuser le match en direct, ainsi que nombre de pays africains grâce à Canal France International qui le retransmettait en direct.

Pour «transmuter» ces influxes en argent, TF1 a eu recours à la vente de publicités en fonction de l'audience, un système qu'elle avait inauguré l'an dernier avec la finale des vainqueurs de coupe, à laquelle participait le club de football de Manosca. Mais il ne s'agit pas de l'importance quelle audience : celle des hommes sort d'unique

baromètre. Concrètement, pour un spot de trente secondes, les annonceurs paieront 22 000 francs hors taxe pour un point GRP cible hommes (c'est-à-dire la pourcentage des hommes spectateurs sur la population masculine), avec un maximum fixé à 100 000 francs pendant la match et prévu jusqu'à 1 million de francs s'il y avait eu des prolongations. Le système était donc fluctuant, mais avec des garanties à la hausse ou à la baisse pour les annonceurs. Ceux des secteurs «masculins» (automobile, rasoirs, etc.) semblaient avoir été aléchés, et devraient contribuer à l'une des plus grosses recettes de l'histoire de la télévision — que la régie de la chaîne se refuse à tauffer à évaluer. Avec des apports de durée supérieure à trente secondes, c'est en effet le premier fois que le prix d'un message pouvait dépasser la million de dollars, alors que le million de dollars pour un spot fut franchi aux États-Unis en 1983.

Côté presse, l'Equipe a tiré son édition du 27 mai à 983 078 exemplaires, ce qui constitue un record dans l'histoire du quotidien. Le tirage d'un jour moyen s'établit en effet entre 430 000 et 450 000 exemplaires, pour une diffusion moyenne de janvier à avril, de 320 000 exemplaires (10 % d'augmentation par rapport à la même période 1992).

M. C. I.

Mort de Joseph Pulitzer Jr. — Le président des éditions Pulitzer, Joseph Pulitzer junior, est décédé, mercredi 26 mai, à Saint-Louis (Missouri), des suites d'un cancer. Agé de quatre-vingts ans, son nom avait été rendu célèbre par son grand-père, fondateur d'un empire de presse avec la création, en 1878, du Saint Louis Post. De 1955 à 1986, Joseph Pulitzer Jr. avait présidé le comité qui décerne chaque année le prix Pulitzer, la plus prestigieuse récompense dans le domaine du journalisme américain. Né en 1913, il avait débuté sa carrière en 1936 au Post-Dispatch, après des études à Harvard. Il avait servi comme officier de marine dans le Pacifique pendant la seconde guerre mondiale. Depuis 1986, il présidait un groupe d'éditions comprenant trois journaux, sept chaînes de télévision et deux stations de radio. Il était également célèbre pour sa collection d'art, l'une des plus importantes au monde.

Le Monde PUBLICITÉ GASTRONOMIE Remerciements : 46-62-75-31

Le Monde DES LIVRES

LE PLAISIR DE LIRE

Chaque jeudi, dans le Monde daté vendredi

TOKYO : 7 JOURS 7.700 F VOYAGEURS AU JAPON 42 86 16 16 VOYAGER PLUS VRAI

Social Par ici la scène Alain Levent

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Avec la disparition de la division de Limoges, de la base de Lorient et de la garnison de Berlin

M. Léotard annonce une nouvelle vague de restructurations militaires

Le ministre de la défense, François Léotard, a annoncé, jeudi 27 mai, devant les commissions spécialisées de l'Assemblée nationale, puis du Sénat, une nouvelle série de restructurations dans les armées, notamment la dissolution de la garnison de Berlin, la disparition de la 15^e division d'infanterie de Limoges et la fermeture de la base sous-marine de Lorient. Ce nouveau volet d'un plan conçu, au départ, par la précédente majorité sera applicable en 1994 et fait suite à une série de mesures similaires lancées dès 1992.

Ces nouvelles initiatives locales - une centaine au total - concernent les trois armées, mais principalement l'armée de terre, dont les effectifs doivent être réduits à 225 000 hommes à l'horizon 1997 (le Monde du 21 mai). Parce qu'il aboutit à des dissolutions, des transferts, des réductions ou des regroupements d'unités dans les circonscriptions où ils sont élus, avec toutes les conséquences que l'on devine en matière d'emplois et d'activités économiques, ce plan n'a convaincu ni les députés ni les sénateurs, qui ont exprimé leurs inquiétudes sur une nouvelle « amputation » des moyens militaires déjà touchés par le dernier collectif budgétaire.

Dans l'armée de terre, sont notamment dissous le 501^e régiment de chars de combat (Rambouillet), le 3^e régiment d'artillerie de marine (Verdun), le 6^e bataillon de chasseurs alpins (Vercors-Allières-Risset), le

159^e régiment d'infanterie alpine (Briançon), le 5^e régiment de chasseurs (Péageux), l'état-major de la 15^e division d'infanterie (Limoges) et la garnison de Berlin (un état-major, le 46^e régiment d'infanterie et le 11^e régiment de chasseurs) dont le démantèlement pour 1994 était prévu par des accords signés antérieurement avec les alliés et le gouvernement allemand. Cessent d'appartenir à la 15^e division d'infanterie : le 126^e régiment d'infanterie (Brive) et le 99^e régiment d'infanterie (Sathonay), et à la 27^e division alpine : le 4^e régiment de chasseurs (Gap). Rentre d'Allemagne le 44^e régiment de transmissions, qui s'installe à Muzig (Bas-Rhin). Changement d'affectation, le 5^e régiment du génie (Versailles), le 38^e régiment de transmissions (Laval) et le 48^e bataillon de transmissions (Bordeaux) qui se déplacent à Agen. Sont regroupées principalement à Rennes et accablées à Laval les écoles de transmissions, après la fermeture de Montargis.

Enfin, le service de santé a prévu de dissoudre, en 1994, les hôpitaux militaires de Rennes, de Colmar et de Versailles.

A la commission de la défense de l'Assemblée, dont il est l'un des vice-présidents, Jacques Baudouin, député RPR des Hauts-de-Seine, a dénoncé la « précipitation » de ce nouveau plan, alors que les premières restructurations ne sont pas terminées et que le gouvernement a annoncé un livre blanc et une loi de programmation militaire pour 1994. « Tout ce qui est annoncé est une politique de rupture », a-t-il dit en estimant que celle-ci était « en contradiction » avec les positions de l'actuelle majorité avant son accession au pouvoir. « Le moral des armées est au plus bas », a-t-il affirmé.

Le président de la commission, Jacques Boyon, député RPR de l'Ain, a regretté le manque de concertation avec les élus. « Toutes ces mesures ont été étudiées de très près par le ministre, les élus-majors, mais sûrement très peu avec les élus », a-t-il dit. Il a précisé que, selon M. Léotard, les restructurations entraîneraient, entre 800 millions et 1 milliard de francs d'économies, sans qu'il ait été tenu compte du coût de la réorganisation et de celle-ci.

Le plus fort soutien au plan de M. Léotard est venu du socialiste Jean-Michel Boucheron, ancien président de la commission de la défense et député PS d'Ille-et-Vilaine, qui s'est félicité « d'un plan

sain et efficace ». « Ce n'est pas une hécatombe de nos armées, c'est une rationalisation nécessaire dans la droite ligne du plan précédent », a-t-il dit. M. Boucheron a souligné que le ministre résiste « aux pressions », en reprochant à certains députés de la majorité de se comporter « comme des super-conseillers généraux ».

Le sort des personnels

« Ma conclusion est nette, a répondu M. Léotard. Les opérations décidées sont nécessaires et elles ont été arrêtées avec un préavis suffisant pour répondre au légitime souci des personnels civils et militaires ». Le ministre d'Etat a ajouté à l'adresse des personnels civils que « le licenciement est exclu et le reclassement, notamment par une formation adaptée, est garanti ». Il a précisé que « des mesures d'accompagnement économique » seront élaborées et qu'elles mobiliseront, outre des subventions européennes, un fonds de 120 millions de francs émanant pour 1993 du Fonds d'accompagnement des restructurations de la défense (FRED) institué par M. Joxe.

M. Léotard a tenu à indiquer que le premier ministre avait très explicitement exclu les services relevant du ministère de la défense de l'art de la suppression de services publics en zone rurale. A l'intention de ceux qui l'ont critiqué, il a conclu que, « par civisme », il n'était pas revenu sur la décision. L'an dernier, de son prédécesseur de supprimer la base aéronavale de Fréjus, ville dont M. Léotard est maire.

La France déploiera un troisième sous-marin stratégique en 2001

Le ministre de la défense, François Léotard, a annoncé, jeudi 27 mai, aux parlementaires la commande d'un troisième sous-marin nucléaire lance-engins (SNLE) de nouvelle génération, dénommé le *Vigilant*, qui entrera en service en 2001. C'est une confirmation de ce que la marine nationale avait déjà laissé entendre (le Monde du 29 mars). Le premier SNLE de nouvelle génération, appelé le *Triomphant*, sera opérationnel en 1997. Il est en cours de construction et doit être mis à l'eau en juillet prochain. Le deuxième exemplaire, baptisé le *Téméraire*, prendra sa suite, dans son bassin de Brest pour une mise

en service qui est attendue pour 1998. Ces sous-marins de nouvelle conception seront dotés, dans un premier temps, d'un nouveau missile nucléaire mer-sol M 45 à six têtes, qui a une portée de 5 000 kilomètres. Il est prévu que la France dispose au total de quatre SNLE de nouvelle génération, dont au moins deux patrouilleront en permanence.

En l'an 2005, ces bâtiments devraient recevoir un nouveau missile, le M 5, d'une portée supérieure à 6 000 kilomètres. Au total, le coût de ces quatre SNLE, sans leur armement nucléaire, est estimé à quelque 81,5 milliards de francs.

EN BREF

■ Les acteurs de la libération des enfants de l'école de Neuilly-sur-Seine repartent pour Edouard Balladur. — Le premier ministre, Edouard Balladur, entouré des ministres de l'Intérieur, Charles Pasqua, de l'Éducation nationale, François Bayrou, et du budget, Nicolas Sarkozy, a reçu, jeudi 24 mai, à l'hôtel Matignon, les protagonistes de la prise d'otages, les 13, 14 et 15 mai derniers à l'école maternelle Commandant-Charcot de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Saluant Laurence Dreyfus, l'institutrice, Evelyn Lambert, le médecin-capitaine des sapeurs pompiers, Catherine Feracci, médecin du SAMU, les policiers du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion) et les parents des enfants pris en otages, Edouard Balladur a souligné « le merveilleux courage et la compétence » des trois jeunes femmes qui ont pu éviter « une terrible catastrophe ». Les policiers du RAID ont été félicités pour « leur professionnalisme et leur sang-froid », comme tous ceux qui ont contribué à la libération des enfants.

■ Des policiers pris à partie à Grigny (Essonne). — Des policiers ont été pris à partie par une cinquantaine de jeunes gens, dans la soirée du jeudi 27 mai, dans le quartier de la Grande-Borne à Grigny (Essonne), alors qu'ils venaient de procéder à l'interpellation d'un habitant de la cité qui avait tiré des coups de feu à l'aide d'un pistolet à grenailles. Les jeunes du quartier auraient d'abord voulu se venger de ce tireur, puis auraient pris pour cibles les gardiens de la paix venus les interpellés.

■ La FASP se démarque de l'actuelle gauche. — La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les gradés et gardiens, a dénoncé « l'acte isolé » de Richard Gerbault, son ancien secrétaire général, qui venait de lancer un comité d'initiative syndicale, afin de préparer, aux côtés de l'Union fédérale autonome pénitentiaire, une manifestation unitaire pour le pouvoir d'achat et l'emploi (le Monde du 27 mai).

HISTOIRE

La vraie double vie de Jean Moulin

Daniel Cordier publie le troisième tome d'une biographie monumentale à l'occasion du cinquantième du Conseil national de la Résistance

C'est une lettre inédite, signée le 5 novembre 1941 à Lodron. Peut-être la plus émouvante, à tout coup la plus fraternelle, du général de Gaulle. Le premier des messages confiés à Jean Moulin pour qu'il le donne à lire aux chefs de la Résistance intérieure dès son retour en France :

« Mes chers amis, (...) Je sais ce que vous faites. Je sais ce que vous valez. Je connais votre grand courage et vos immenses difficultés. En dépit de tout, il faut poursuivre et vous étendre. Nous, qui avons la chance de pouvoir encore combattre par les armes, nous avons besoin de vous pour le présent et pour l'avenir. Soyons fiers et confiants ! La France gagnera la guerre et elle nous entrainera tous. De tout mon cœur. »

Ainsi Daniel Cordier, à l'occasion de la parution du troisième volume de sa monumentale biographie consacrée à Jean Moulin, arrive-t-il comme jamais à restituer ce tumulte, timide et pathétique : les débuts de la Résistance. A coup d'archives inédites, il nous fait sous nos yeux une légende plus juste et, pour tout dire, moins grandiloquente des premiers pas du « peuple de la nuit » évoqué voilà déjà quelque trente années par André Malraux.

En retraçant le deuxième volume de la biographie de Cordier, nous avions laissé Jean Moulin le 5 novembre 1940. Jusqu'à lors préfet d'Eure-et-Loir, il venait d'être révoqué par le maréchal Pétain. Nous retrouvons aujourd'hui le même patriote intrinsèque, cet « homme de foi et de calcul, ne doutant de rien et se défiant de tout » selon la formule du général de Gaulle. Un haut fonctionnaire déchu, quittant Chartres avec pour seul bagage une vraie-fausse carte d'identité établie au nom de Joseph Mercier, professeur de droit.

Le défi de Daniel Cordier consiste dès lors à nous faire revivre l'année 1941 en suivant le futur unificateur de la Résistance à travers la France, puis son échappée vers l'exil, son séjour à Londres et son retour en zone libre, adoubé par de Gaulle, mandaté comme son délégué permanent d'une armée des ombres qu'il

restait à forger. Un pari fan qui nous plonge dans les balbutiements des Forces françaises libres, la politique de Vichy, le fracas des conflits internationaux et nous renvoie, finalement, l'image d'une Résistance alors démunie, désarmée, dramatiquement isolée.

Fanaux bigarrés, ses premiers combattants narguent le mauvais sort. Emmanuel d'Astier de la Vigerie, ancien officier d'extrême droite et journaliste talentueux, dit s'arracher à l'opium pour fonder le mouvement Libération. Le capitaine Henri Frey, ancien officier de renseignement, cherche à imposer un cloisonnement rigoureux au sein du futur mouvement Combat sans se départir d'un maréchalisme convaincu.

Ni gauche ni droite. Les résistants, alors, ne se désignent que comme des patriotes. Ce sont des esprits fiers, des pur-sang fougues et sauvages. Et leur mouvement est révolté, clandestin et fragmenté, s'aspixie faute de liaisons, d'argent, d'unité de doctrine. La Résistance n'était encore que ce « désordre de courage » cerné ultérieurement par Malraux.

Il ne faudra pas moins d'un semestre à Jean Moulin, qui s'est autodésigné pour enquêter sur l'état de la rébellion en France, pour mesurer l'ampleur de ce vaillant chaos. Lui-même avait pourtant éprouvé cette extrême solitude à Chartres, dans la nuit du 17 au 18 juin 1940, quand il choisit de se trancher la gorge avec un tesson de verre. Ne lui fallait-il pas échapper à ses policiers allemands qui exigeaient sa signature au bas d'un protocole admettant fassément que des tirailleurs sénégalais, intégrés dans l'armée française, avaient massacrés des femmes et des enfants ? Sa tentative de suicide les fit reculer.

Les événements lui imposèrent, en 1941, plus de souplesse et de ruse. Sa vie se dédouble. Il est, tout à la fois, Joseph Mercier, batiste modèle de l'armée des ombres, et Jean Moulin, ce préfet révoqué qui ne renie rien mais se tient en apparence tranquille. Ainsi débrite-t-il le 5 mai 1941 à la convocation du juge Tanon qui instruit à Riom le procès des derniers dirigeants de la III^e République. Il se refuse à

dévoiler Pierre Cot, ministre de l'Air sous le Front populaire, dont il fut le chef de cabinet et dont le nom est traité quotidiennement dans la boue par la presse de la collaboration. « A mon avis, M. Pierre Cot est l'homme le plus mal jugé de son époque et je lui consacre toute mon estime tant sur le plan politique que sur le plan intellectuel et moral », affirme-t-il devant le juge.

Un préfet de gauche et un général conservateur

Mais dans le même temps, « Joseph Mercier » rédige et distribue aussi des tracts, multiplie les rencontres, multiplie les contacts par tous les moyens à sa portée avec les chefs des premiers réseaux. C'est tout le mérite de Daniel Cordier que de le suivre le plus fidèlement possible jusqu'à sa rencontre avec Henri Frey et François de Menthon, sorti des rangs de la démocratie-chrétienne, l'un des fondateurs du mouvement Libération, de révéler la dénonciation dont il fut victime, le 7 décembre 1940, de la part de l'un de ses anciens collaborateurs, sous-préfet de Dreux ; de multiplier les éclairages sur ses efforts pour obtenir un passeport américain qui doit lui servir en réalité de sauf-conduit pour gagner Londres.

Si gloire et bous se mêlent dans ce tableau, le patriotisme de Jean Moulin éclate sans qu'il soit besoin de forcer le trait. A peine arrivé à Lisbonne à la mi-septembre 1941, il rédige son « rapport sur l'activité, les projets, et les besoins des groupes constitués en France en vue de la libération du territoire national ». Un mois plus tard, les Anglais le convoient vers Londres et le « débrièvement ». Jean Moulin est un *First Class Frenchman*, who can really help us in our war effort (Jean Moulin est un grand Français qui peut réellement nous aider dans notre effort de guerre), conclut l'agent anglais au terme de son rapport.

A cet instant, Jean Moulin n'a pas choisi son camp : rallier les Anglais, superbement dans leur Résis-

tance, ou le général de Gaulle, héros solitaire d'une époque à venir. Son audace tient alors à ce qu'il s'inscrive comme l'envoyé spécial de la Résistance intérieure en forçant le destin. Mieux, cet autre de Gaulle s'incline devant le chef de la France libre, se plaçant tout entier à son service.

Une alliance rien moins qu'évidente entre le préfet de gauche, ardent sur les idées républicaines, et le général conservateur, qui la ramène épiquement comme festive. Comment fut-ce possible ? « Je savais qu'il était », tranche Daniel Cordier dans *Mémoires de guerre*, « l'homme qui avait été lui-même à Chartres », explique Daniel Cordier. Et le préfet, souvent et loquacement repart de Gaulle dans son bureau de Carlton Gardens, repart l'assurance que le général entendait lutter pour rétablir pleinement la France dans toute sa souveraineté et la République dans ses droits.

Deux mois plus tard, dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1942, un avion anglais largue le « représentant personnel » du général de Gaulle dans le ciel de Provence. Baptisé « Max », Jean Moulin, doté d'un modeste trésor de guerre de 3 millions de francs, a pour mission d'unifier la Résistance sous le triple aspect de la force militaire, de la propagande et de la politique.

La clé des archives

Telle est la chute de ce troisième volume foisonnant, baroque et fou de quelques quinze cents pages. Car il y a quelque chose de superbement insensé dans la méthode de Daniel Cordier qui veut tout dire avec la rigueur du spécialiste, venu tardivement à l'histoire, et la passion du témoin engagé.

Il faut souligner ici que l'auteur ouvre littéralement ses archives aux lecteurs : celles qu'il avait soi-

gnement serrées dans des boîtes de fer au sein de terre bordelaise, celles de son ancien patron des services secrets, le colonel Passy (André Dewavrin), celles des Archives départementales et nationales, celles des services britanniques et celles de fonds privés. Au total, Daniel Cordier nous invite à feuilleter pas moins de 73 documents d'archives, souvent inédits, soit trois cents pages d'annexes !

Pent-être fallait-il un acolyte pour oser instituer ses lecteurs historiques, comme Francis Ponge encourageait ses lecteurs à devenir poètes dans *Méthodes*. Pent-être fallait-il un ancien protagoniste de cette page d'histoire pour rogner si hardiment l'image saint-sulpicienne d'une Résistance unie dès les premiers jours que bien des Mémoires ont érigé en dogme.

« Contorsions calomnieuses »

Car Daniel Cordier ne se contente pas de nous confier la clé de ses archives. Il multiplie les synthèses, « zooms » sur tel discours de Pétain, offre en contre-champ une rapide analyse géostratégique. Ainsi consacre-t-il plusieurs dizaines de pages aux services de renseignement mis en place par de Gaulle, et tout autant à des éclairages sur la résistance extérieure et intérieure, citant au passage la presse et les rapports des préfets sur l'état de l'opinion.

Son livre, en vérité, contient plusieurs ouvrages dont chacun peut se lire ou se consulter indépendamment les uns des autres. De même que le lecteur qui n'a pas lu les deux premiers volumes peut s'aventurer dans celui-ci, qui relève bien d'une aventure intellectuelle bousculant « une histoire un peu trop précise, par trop convenue » comme l'a écrit dans nos colonnes l'historien Jean-Pierre Azéma.

Car Daniel Cordier est parvenu à ce paradoxe d'offrir tout à la fois un ouvrage de référence et de passion. A elle seule, la centaine de pages de la postface illustre le don de réplique de Cordier, sa volonté têtue de débusquer une vérité

capricieuse. Ainsi revient-il en détail sur le Manifeste de la Libération nationale qu'il attribue à Henry Frey et sur la polémique déclenchée en 1989. Volant définitivement dore et doré, il publie intégralement le texte du Manifeste et ses variantes et persiste : Henry Frey est bien l'auteur d'un Manifeste patristique, pétaïstique et frappé d'un discret antisémitisme.

De même Cordier s'emploie-t-il avec méthode, dans une préface de soixante pages, à s'enliser la thèse avancée successivement par Henry Frey (l'Église Jean Moulin, Robert Lafont), Henri-Christien Girard (De Gaulle et les communistes, Albin Michel) et Thierry Waltos (le Grand Recrutement, Grasset) selon laquelle Jean Moulin et Pierre Cot auraient été, peu ou prou, des agents à la solde des soviétiques. Vieux débat, vieille querelle.

« Jamais Moulin n'a versé le moindre soume soit au Front national [proche des communistes], soit au FTP, soit au PC », assure Cordier qui montre bien comment ce fut le colonel Rémy, l'un des premiers corsaires au service de la France libre, qui approcha la direction clandestine du Parti communiste, se moquant du veto de Londres. Il revint à Londres, le 11 janvier 1943, en compagnie du député communiste Fernand Grenier.

Vieux débat, vieille querelle. Le général de Gaulle avait déjà dit, en 1947, ce qu'il pensait de cette controverse sur Jean Moulin, trahi en juin 1943, supplié par la Gestapo. Dans une lettre à la sœur de son compagnon, de Gaulle écrivait : « C'est dire quel mépris méritent les contorsions calomnieuses de ceux qui aujourd'hui voudraient exploiter à leur profit (...) la pure gloire de Jean Moulin. »

LAURENT GRELSAMER

► Jean Moulin, l'inconnu du Paradis, volume 3 : novembre 1940-début 1941, de Daniel Cordier, éditions Jean-Claude Lattès, 1 480 p., 275 F.

► Jean-Pierre Rioux a rendu compte des deux premiers volumes dans le Monde du 20 octobre 1989.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La nomination de François Falletti à la direction des affaires criminelles et des grâces

Le choix du ministre et la mémoire d'un mort

La nomination de François Falletti, membre du cabinet du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, à la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice (le Monde du 28 mai) met un terme au premier véritable conflit entre le gouvernement et l'Elysée sur l'un des postes « sensibles » de la République. Proche de la présidence de la République, son prédécesseur, Franck Terrier, s'était vu retirer sa délégation de signature, le 21 avril, par M. Méhaignerie en raison d'un climat de « défiance ». Le choix de M. Falletti pour lui succéder s'est imposé après que François Mitterrand a refusé le nom du procureur de la République du Mans, Yves Bot, jugé par l'Elysée trop proche de Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans.

Depuis le départ de M. Terrier, la direction des affaires criminelles et des grâces était assurée par le sous-directeur de la justice criminelle, Marc Robert. Cet inté-

rim de cinq semaines à la tête de l'une des directions les plus sensibles de la chancellerie s'est pris fin mercredi 26 mai : tandis que M. Terrier était installé dans la matinée dans ses nouvelles fonctions d'avocat général à la cour d'appel de Versailles, François Falletti, qui suivait jusqu'alors les affaires pénales, les affaires pénitentiaires et les dossiers concernant la protection judiciaire de la jeunesse au sein du cabinet du garde des sceaux, était nommé en conseil des ministres directeur des affaires criminelles et des grâces.

Cette nomination conclut de longues discussions entre la présidence de la République et la chancellerie. Pour ce poste envié et difficile, M. Méhaignerie avait retenu deux candidats : il souhaitait installer à la tête de cette direction un magistrat issu de provinces qui ne portait pas d'étiquette syndicale clairement définie. Plusieurs noms avaient circulé : outre François Falletti, on parlait ainsi de Patrice Davost, le procureur de la République de Bordeaux, de Jean-Claude Marin, premier substitut à Paris, d'Alexandre Benmakhlouf, président de chambre à la cour

d'appel de Versailles, et de Jean-Paul Simonnot, procureur de la République de Poitiers. Mais le nom avancé avec le plus d'insistance, qui avait finalement été proposé à M. Mitterrand dans la dernière semaine du mois d'avril, était celui du procureur de la République du Mans, Yves Bot.

L'affaire du prêt et le procureur du Mans

Ce choix avait été fort mal accueilli par l'Elysée : aux yeux de la présidence, Yves Bot avait le tort de symboliser l'une des affaires les plus sensibles des derniers mois, le prêt sans intérêt accordé à Pierre Bérégovoy par Roger-Patrice Pelat. En tant que procureur de la République du Mans, Yves Bot, qui avait suivi de très près ce dossier déniché au début de l'année 1993 par le juge manceau Thierry Jean-Pierre, avait fait savoir qu'il était favorable à l'ouverture d'une information judiciaire. La chancellerie, dirigée alors par Michel Vuzeille, ne l'avait pas entendu de la même oreille, et Yves Bot avait finalement été contraint de s'incliner : dans un réquisitoire daté du

15 février où il affirmait que ce prêt ne présentait pas de « caractère frauduleux susceptible d'être constitutif d'une infraction pénale », le procureur du Mans précisait qu'il agissait « en exécution des instructions de M. le procureur général près la cour d'appel d'Angers du 9 février reproduisant celles du même jour de M. le garde des sceaux ».

A la suite de ce réquisitoire, le juge Jean-Pierre, qui ne pouvait enquêter sans avoir été préalablement saisi par le procureur, avait donc dû renoncer à instruire le dossier de ce prêt. L'insistance d'Yves Bot avait cependant irrité la présidence de la République, qui ne souhaitait pas le voir accéder à une direction aussi stratégique que celle des affaires criminelles et des grâces. Faut-il quand le nom de M. Bot fut avancé fin avril, les réserves dyséennes devinrent plus catégoriques après le 1^{er} mai, au lendemain du suicide de Pierre Bérégovoy. L'Elysée fit alors clairement savoir que la nomination de M. Bot serait considérée comme un *casus belli*. Au terme de longues discussions, la chancellerie a donc finalement renoncé à son candidat, qui

devrait toutefois rejoindre prochainement le cabinet du garde des sceaux afin de succéder à François Falletti.

Nommé avocat général à la cour d'appel de Lyon au mois d'octobre 1992, François Falletti, qui avait été appelé au cabinet du garde des sceaux au mois d'avril, connaît fort bien la direction des affaires criminelles et des grâces. Magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice depuis 1979, après quatre ans passés en juridiction, François Falletti a accompli la plus grande partie de sa carrière dans cette direction : chef du bureau de la législation pénale économique en 1984, il était devenu sous-directeur de la législation criminelle trois ans plus tard. A quarante-trois ans, il accède ainsi à l'un des postes les plus exposés de la chancellerie : le directeur des affaires criminelles et des grâces, qui est chargé de coordonner l'action publique menée dans les parquets généraux de France, suit de très près l'ensemble des dossiers « sensibles » traités par les cours et tribunaux.

A. C.

A Castelnau (Aude)

Un élève d'un collège mis en examen après avoir blessé un enseignant d'un coup de couteau

Un élève de troisième du collège des Fontaines à Castelnau (Aude) a été mis en examen, jeudi 27 mai, par le juge des enfants du tribunal de grande instance de Carcassonne et placé dans un foyer éducatif. Frédéric, dix-sept ans, avait frappé, mardi 25 mai, d'un coup de couteau de cuisine un professeur de lettres-histoire-géographie qui tentait de s'interposer lors d'une altercation entre l'élève et un autre professeur. Ce dernier, enseignant en anglais, avait lui-même déjà été agressé par des membres de la famille de l'élève qui l'accusaient d'avoir gâté un jour la sœur de l'adolescent, élève en cinquième. L'enseignant avait été discipliné par ses élèves et l'un des membres de la famille condamné le 19 mai à une peine de trois mois de prison avec sursis et une amende pour coups et blessures. Touché au thorax, le professeur de lettres a, quant à lui, été hospitalisé, son état de santé n'inspirant pas d'inquiétude.

Le recteur de Montpellier avait indiqué que l'administration, « selon les conclusions de l'enquête que déterminera les circonstances exactes des faits », déposerait plainte.

« Affaire du « prêt Pelat » : Roland Dumas s'adresse au garde des sceaux. — Dans une lettre ouverte au garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, parue vendredi 28 mai dans le *Journal de la Dordogne*, l'ancien ministre des affaires étrangères de Pierre Bérégovoy, Roland Dumas, dépose, une nouvelle fois, la violation du secret de l'instruction lors de l'affaire du prêt sans intérêt consenti par Roger-Patrice Pelat à l'ancien premier ministre. Il évoque une lettre adressée, le 23 février, par le juge Thierry Jean-Pierre au procureur du Mans, Yves Bot. Selon M. Dumas, le juge signale dans ce courrier avoir donné « en urgence » au parquet le copie d'un procès-verbal d'audition, qui avait ensuite été publié dans « deux quotidiens ». Dans son éditorial, Roland Dumas, qui ne précise pas plus avant ses accusations, demande au garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, de répondre « après avoir fait les diligences qui s'imposent ».

« La Cour de cassation refuse à un Français d'origine marocaine le droit de répudier sa femme. — La Cour de cassation a refusé, le 17 mai dernier, à un Français d'origine marocaine le droit de répudier son épouse comme le lui permet la loi marocaine, qualifiant cette possibilité « contraire à l'ordre public » français. Alors que deux époux d'origine marocaine, naturalisés français en 1987, étaient en instance de divorce, le mari avait soutenu devant le juge qu'il ne pouvait pas faire l'objet d'une demande de divorce de la part de sa

femme puisqu'il l'avait répudiée, selon la loi marocaine, en 1988, et que, de ce fait, ils n'étaient plus mariés. La première chambre civile de la Cour de cassation, présidée par Jacques Massip, a estimé que la cour d'appel de Versailles avait rejeté à juste titre cet argument dans son arrêt du 12 décembre 1990. Le mariage « ne pouvait être dissout que par application de la loi française » car la répudiation de la femme « est contraire à l'ordre public de l'Etat dont les époux avaient choisi de devenir les nationaux », a dit la Cour de cassation.

« Deux ans de prison requis contre le maire de Trébeurden. — A l'issue de l'audience du jeudi 27 mai, le procureur du tribunal correctionnel de Saint-Brieuc a requis des peines de deux ans de prison ferme pour Alain Guenec, maire (apparenté PS) de Trébeurden (Côte-d'Armor), Marie-Françoise André, sa compagne et première adjointe, et André Menguy, gérant de la SERIM, une société chargée d'étudier le projet d'installation du port en eau profonde qui avait prêté de l'argent au maire en 1989 (le Monde daté 8-9 mars 1992). Ces trois personnes sont accusées de trafic d'influence, faux en écritures et abus de biens sociaux. Le jugement, mis en délibéré, sera rendu le 15 juillet. Cependant, les travaux ont repris dans l'anse de Trozoul, et la mise en service du port de Trébeurden est prévue pour les premiers jours de juillet. — (Corresp.)

REPÈRES

ASTRONOMIE

Les sondes Voyager détectent la frontière du système solaire

Près de seize ans après avoir quitté la Terre, les sondes américaines Voyager ont mis en évidence la « preuve directe » d'une frontière entre le système solaire et le milieu interstellaire, vient d'annoncer la NASA. Les astrophysiciens soupçonnaient depuis longtemps l'existence d'une telle limite, baptisée « chélopense », qui marque l'endroit où l'énergie émise par le Soleil (le vent solaire), rencontre le milieu interstellaire. Les sondes ont pu détecter les émissions radio provoquées par ce choc. Lancée le 5 septembre 1977, Voyager-1, croise à 7,8 milliards de km du Soleil, au-delà de Pluton, la dernière planète du système solaire. Sa sœur jumelle Voyager-2, partie quinze jours plus tôt sur une trajectoire différente, a survolé Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune, et cingle elle aussi vers l'espace interstellaire. La NASA a cessé de

contrôler leur vol, faute de crédits, mais continue à capter les données de certains de leurs instruments.

SCIENCES

Contrat européen sur la fusion thermonucléaire

Le groupement d'intérêt économique européen EFET (European Fusion Engineering and Technology) vient de se voir attribuer par la Commission européenne un contrat-cadre de conseil industriel et d'assemblage pour la conception du futur réacteur expérimental à fusion ITER. Ce projet international, d'un coût estimé de 6 milliards de dollars (dont 1 milliard de dollars pour les études), s'est donné pour objectif de produire de l'énergie par fusion thermonucléaire des isotopes de l'hydrogène à l'image de ce que fait, le plus naturellement du monde, le Soleil. A ce titre, Framatome pour la France, Ansaldo et Fiat (Italie), NNC (Grande-Bretagne), Siemens (Allemagne), Empresarios Agrupados et Sener (Espagne) participeront à la conception et au développement d'éléments-clés nécessaires à ITER.



Heureux les gros navires,
pour eux, l'accès au cœur
du marché vient de s'ouvrir.

En améliorant les conditions de navigation en 120 km, Rouen offre ainsi au plus grand nombre de navires, nous exons de tous les gros navires, accès au Port de Rouen. 98% de la flotte mondiale peut ainsi pénétrer à l'intérieur des terres. Un résultat à la mesure des investissements engagés par le port. Avec 50% de la richesse nationale dans un rayon de 300 km et Paris à votre écoute pour acheminer efficacement vos marchandises.

PORT DE ROUEN VALLEE DE SEINE
ROUEN, PLUS PRES DU COEUR.

SOCIÉTÉ

QUELLE HISTOIRE ! PAR CLAUDE SARRAUTE

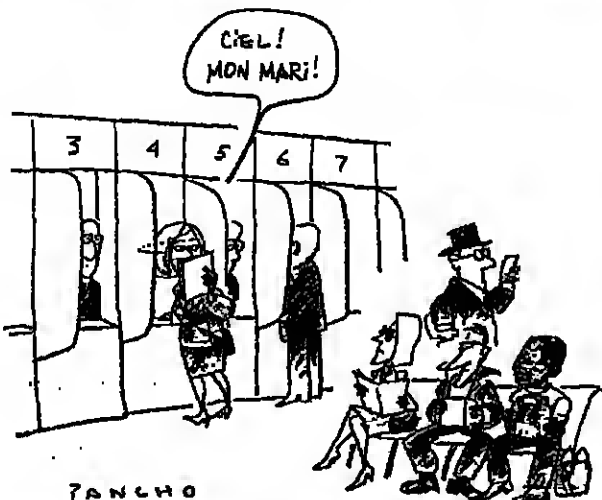
Je me suis fait une nouvelle copine, une fille de mon âge. Pstta retraits et grande gueule, elle erre pas de fourguer des trucs au mont-de-piété. C'est d'ailleurs là que j'ai rencontré, Malté. Rue des Blancs-Manteaux. Elle attendait de passer au guichet, le nez plongé dans un bouquin. Moi, ça faisait quarante minutes que je poireautais, j'avais le numéro 188, en tendant une oreille indiscrète du côté de mes voisines, une Parigote et une Maghrébine, des habituées elles aussi : Montre voir, ta bague... Elle est ancienne ? - Oh là là, oui ! Elle doit bien dater des années 50.

T'es vu le cours de l'or ? Il est encore grimpé. Je devrais en tirer un max, non ? En cette veille de long week-end, il y avait un monde fou. Des gens jeunes pour la plupart, parfaitement décontractés. Moi qui étais arrivée là un peu gâchée, habillée pour, jean, baskets et pull crede, je me suis retrouvée toute bête dans un cadre luxueux, sol carrelé merbe, plafond design, radio branchée sur haut-parleurs... Avec Carrefour, je po-si-tive,

mals on faisait vraiment le charité. Moi, j'ai vu une vieille même enlever son paletot en guenille : Je peux vous le laisser ? Non, non, vous allez attraper froid, on va vous dépanner, tenez, voilà 200 F. Vous nous les rendez quand vous pourrez. Que là, même les fourmures, ils les prennent pas, passé le mois d'avril ! Et la Parigote : Normal, ils savent plus où les mettre. Elles vissent les entreposer ici pour l'été, les nenes : leurs bijoux, parait. A 14,5 % d'intérêt par an, ça revient moins cher que c'est plus sûr qu'une chambre froide ou un coffre-fort.

Malté sort de son fourre-tout, enveloppée dans une page jaune de l'annuaire, les trois bagues et les quatre chaînes de cou qu'elle vient de retirer au bout de six mois : Question emballage, ils économisent sur le papier de soie, dit donc ! Elles sont jolies, non ? Elles me viennent de ma mère. Ben, entre les 850 F de prêt, les intérêts et les frais de garde, j'en ai eu quand même pour 927 F. Ça va m'obliger à leur laisser un collier et les boucles d'oreilles qui vont avec... Histoire de pouvoir changer un

Chez Ma Tante



et appels lancés d'une voix suave : Le 123, guichet 2. Jupon plissé, blezzer très classe, le 123 qui faisait des mots croisés en face de moi, range son stylo Cartier dans son sac Chanel et me jette en passant un regard méprisant. A sa place, vient d'arriver, un beau garçon en cuir noir, un téléphone portable à la main. Lâchée par son amie appelée au guichet 4, la Parigote engage la conversation : C'est ça que vous allez mettre au clou ? - Non, pensez-vous, ça j'en ai besoin... Une gourmande ! Elle est à vous ? Non, je vous demande parce qu'un homme n'a pas le droit d'engager un bijou de femme, et réciproquement. Même que pour les belles pièces faut un titre de propriété. Alors moi : Vous êtes sûre ? Ça bracelet, on me l'a offert et j'ai pas de... Alors elle : Vous rigolez ? C'est de l'argent. Et sort des petites cuillères, des fourchettes, tout ça, l'argent, ils en veulent pas. Ils prennent que l'or, les pierres précieuses et les diamants.

Stupéur de ma part : Vous voulez dire que tous ces gens ont des bijoux en... Ben, tiens ! Les Africains, surtout. Tenez, regardez, le monsieur là-bas, il doit en avoir plein sa mallette. Seulement, comme c'est pas poinçonné, ils vous l'estiment au poids. 24 F le gramme.

La-dessus, première intervention musclée d'une Malté remontée à bloc : On ne prête qu'aux riches, à présent. Non, c'est vrai, il se sent plus pété, le Crédit municipal. Et je m'informe, sepeca financier, aspect art et patrimoine. Et j'ouvre une banque, une salle de ventes. Et je courtise l'aristo fauché venu hypothéquer le château de famille. Et je m'offre des défilants sur papier glacé. Et je rentabilise. De mon temps, c'était Balzac, c'était Zola,

peu de bijoux. Et la Maghrébine qui réplique : Elle est plus euvante ici que chez moi, ma ceinture à sequins. Mais ça coup-la, va falloir que je la récupère vite fait, des fois que mon mari me demande où elle est encore passée. Et la Parigote qui se marre : T'es qu'à rogner sur l'argent du ménage. Moi, mon gamin, quand il me refuse un plat, j'insiste pas : Tu veux pas manger ça ? Tant que pour toi. Allez, coute, tu l'as Tienne, c'est pas vous, le 188 ?

Si, c'est moi. Très gentil, le guichet 3. Très courtois : Il me fait votre carte d'identité et un certificat de domicile. Vous n'en avez pas ? Donnez-moi votre carte d'assuré social, ça ira. Non, je regrette, pas ce bracelet. On ne prête ni sur le métal ni sur l'argent. Celui-là, oui. Cette bague aussi. Ce qu'on peut vous en donner ? La moitié de ce que ça ferait si c'était mis aux enchères au cas où vous ne le reprendriez pas. Allez vous rasseoir, on vous appellera pour vous donner les résultats de l'expertise.

Retour plein de morgue hautaine de Malté. Qui hésite à coincer ses fesses entre une dodelinante doudou enfilée, la walkman en diadème, et deux amoureux sortis d'une scène de la Vie de bohème. Illustrée par Cosmo.

Elle s'est relouée chic et choc, ma Tante. Efficace, discrète, fautive. Quand je me repointe au guichet 3, le préposé m'annonçait, avec beaucoup de ménagement, que ce qu'on m'avait fait passer pour des cadeaux de roi, une opale noble, un bracelet en or massif, valaient trois francs six sous. Rien qu'une vulgaire pierre de lune et du plaqué 14 carats. Ah ! la classe ! Et cette vache de Malté, je l'ai invitée à prendre un verre à la sortie : Si tu voyais ta tête ! Une poutte qui aurait trouvé un haricot.



Cinq têtes de séries sont tombées, jeudi 27 mai, au deuxième tour des Internationaux de France de tennis à Roland-Garros. Le Tchèque Petr Korda (n° 6), finaliste en 1992, a été battu par l'Allemand Marc Goellner. Bernd Karbacher, un autre Allemand et dominé l'Américain Michael Chang (n° 8). Le Néerlandais Paul Hesnuijs s'est imposé devant le Sud-Africain Wayne Ferreira (n° 14). Après son exploit contre Ivan Lendl (n° 7), mardi, le Français Stéphane Huet a été éliminé par le Brésilien Fernando Meligeni. Thierry Champion n'a pas pu marquer le moindre jeu devant l'Espagnol Sergi Bruguera. Chez les dames, le Sud-Africain Amanda Coetzer (n° 11) a été battue par la Russe Natalia Zvereva, et la Japonaise Kimiko Date (n° 16) s'est inclinée face à la Roumaine Ruxandra Dragomir. Un seul Français, Rodolphe Gilbert, est encore en course pour le troisième tour. Quatre Françaises, Mary Pierce (n° 12), Nathalie Tauziat (n° 13), Julie Halard et Pascale Paradis-Mangon, restent en lice.

Les résultats du jeudi 27 mai

SIMPLE MESSIEURS

Deuxième tour

Premier quart du tableau
D. Rostagno (EU) b. J. Hlasek (Sui) 6-3, 6-4, 4-6, 6-3 ;
M. Washington (EU, n° 16) b. C. Ariens (All) 7-6, 6-4, 6-0 ;
S. Bruguera (Esp, n° 10) b. T. Champion (Fra) 6-0, 6-0 ;
M. Larsson (Sue) b. J. Onsen (Bel) 3-6, 6-4, 6-4, 6-4 ;
P. Kuhn (Arg) b. B. Devening (EU) 7-5, 6-4, 6-1 ;
F. Meligeni (Bré) b. S. Huet (Fra) 7-6, 7-5, 6-4.

Deuxième quart du tableau
S. Edberg (Sue, n° 3) b. A. Krickstein (EU) 6-3, 6-1, 5-7, 7-5 ;
J. Stark (EU) b. H. De la Pena (Arg) 7-6, 3-6, 7-5, 7-6 ;
C.-U. Steeb (All) b. M. Visconti (Ita) 7-5, 6-3, 6-0 ;
P. Haarbois (PB) b. W. Ferreira (RSA, n° 14) 4-6, 6-3, 6-0 ;
A. Medvedev (Rus, n° 11) b. R. Furman (Ita) 6-3, 6-3, 6-4 ;
G. Markos (Arg) b. B. Wyrns (Bel) 6-1, 2-6, 6-2, 6-4 ;
M. Woodhouse (Aus) b. B. Stevens (NZ) 6-2, 6-7, 6-4, 3-6, 6-1 ;
M. Goellner (All) b. P. Korda (Tch, n° 6) 6-3, 7-6, 7-6.

Quatrième quart du tableau
B. Karbacher (All) b. M. Chang (EU, n° 8) 1-6, 6-3, 6-4, 6-3 ;
G. Prijs (Cro) b. S. Matsunaka (Jap) 6-3, 6-3, 2-6, 6-3 ;
R. Fromberg (Aus) b. A. O'Brien (EU) 6-2, 6-1, 6-2.

SIMPLE DAMES

Deuxième tour

N. Tauziat (Fra, n° 13) b. K. Boogert (PB) 6-3, 1-6, 6-4.
Troisième quart du tableau
M.-J. Fernandez (EU, n° 3) b. A. Grossman (EU) 6-3, 3-6, 6-1 ;
B. Schnitz (PB) b. M. Oremans (PB) 6-4, 6-3 ;
M. Alcaeva-Fragnière (Sui, n° 10) b. J. Byrne (Aus) 6-3, 6-2 ;
R. Nidefferer (RSA) b. S. Appelman (Bel) 1-6, 6-3, 6-4 ;
B. Rittner (All) b. K. Nagatsuma (Jap) 6-2, 7-5 ;
G. Sabatini (Arg, n° 3) b. K. Quaresima (Fra) 6-3, 6-3.

Quatrième quart du tableau
S. Frankl (All) b. Y. Basuki (Indo) 6-2, 6-1 ;
N. Zvereva (Rus) b. A. Coetzer (RSA, n° 11) 6-2, 7-6 ;
R. Dragomir (Rou) b. K. Date (Jap, n° 16) 4-6, 6-2, 6-3 ;
P. Paradis-Mangon (Fra) b. N. Muus-Jagerman (PB) 5-7, 6-1 ;
6-3 ;
L. Meskhi (Geo) b. W. Probst (All) ;
A. Sanchez-Vicario (Esp, n° 2) b. N. Sawamatsu (Jap) 6-0, 6-0.

Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Stefan Edberg, le maître de musique suédois

Quand on regarde un match de tennis, on voit l'effort d'un combat, une forme hyper-civilisée du duel où le contact entre les protagonistes séparés par un filet se fait par l'entremise d'une balle de feutre. C'est une prise de bec ou travers d'un hyppocrisie. La distanciation n'efface pas pour autant l'objet même de la partie, l'effacement de l'autre par tous les moyens, force, adresse, ruse. On est, inconsciemment, dans le registre guerrier.

Quand on écoute un match de tennis, on s'immerge dans un monde de notes et de silences qui sont portés par le temps. Souvent, ce n'est que le bruit d'une balle. Parfois, c'est une pure musique. Il fallait fermer les yeux, jeudi au bord du court central de Roland-Garros, pour donner l'impression du roulement, car se consacrer sur la dimension temporelle du moment. Stefan Edberg y jouait un air de sa composition, la mélodie du champion.

Tous les tennismen connaissent l'air. Il se joue sur trois ou quatre notes, service, volée, amortie, passing. Stefan Edberg n'en a pas inventé d'autre, il leur a donné un son unique, personnel. Son service ne change pas comme une détona-

tion, c'est le pizzicato d'un violon. Tout est là, dans la manière de ne pas martyriser le cordage au contact de la balle, dans le toucher d'une extrême vivacité et d'une infinie souplesse, dans l'absence de toutes vibrations parasites. Et le reste est à l'avenant. Son amortie, c'est le froissement d'une étoffe de soie. Sa volée, c'est le choc de la lame du couteau sur le verre de cristal. Son passing, c'est une gifle à l'insolent.

Un énorme coup droit

Quand Stefan Edberg joue avec cette sonorité, pas besoin de regarder le score. Il a la partie en main. Jeudi, on a pu ainsi écouter, beat, l'improvisation que le troisième joueur mondial réservait à l'Américain Aaron Krickstein. Hélas ! cela ne devait pas, ne pouvait pas durer éternellement. Stefan Edberg, on le sait, a le génie intermittent.

À son tour d'une grosse bourse, on entendit les premières fausses notes. Inévitablement, irrésistiblement, il n'était plus possible de reconnaître à l'oreille celui qui frappait dans la balle. On avait l'impression d'écouter sur Radio-Londres les Français parlant au

français. Crachouillis et grésillements annonçant la fin du concert. Il fallait ouvrir les yeux, se résoudre au spectacle du combat, appréhender l'ampleur des dégâts.

Les nuages avaient voilé le soleil. La terre battue était moins chaude. Les balles rebondissaient moins vite. Stefan Edberg était en train de perdre ses marques et son rythme. Aaron Krickstein en profitait pour se réorganiser. Le bougre n'a pas encore complètement récupéré de l'opération au pied gauche qui l'a tenu éloigné des courts pendant six mois, fin 1992, et qui l'a précipité dans les profondeurs du classement, mais il a toujours la ressource du son énorme coup droit. Il ne faut surtout pas lui en laisser libre disposition.

Stefan Edberg l'avait suffisamment battu par le passé (cinq fois en huit rencontres) pour ne pas le savoir. Il avait quand même beaucoup de difficultés à écarter le danger. Si bien qu'après avoir mené deux sets à rien et 2-0, il se retrouvait en grand péril, sur le point de se trouver embarqué dans une cinquième manche, l'exercice à hauts risques physiques et mentaux, dans lequel Aaron Krickstein excelle.

De fait, l'Américain servit pour le gain de la quatrième manche à 5-3. Et on vit s'effriter le scénario catastrophe redouté après l'élimination d'Ivan Lendl, Boris Becker et Michael Chang : la disparition d'une nouvelle tête de série. Aaron Krickstein lâcha trois aces qui laissèrent Stefan Edberg à 1 mètre de la balle et qui lui donnaient trois balles d'égalisation à deux sets partant. Ces services furent comme trois déflagrations. On redouta la quatrième. Elle ne vint pas.

À la place, on vit Stefan Edberg remettre une amortie sur la première balle de set, autrement dit, frotter de la soie. C'était de nouveau le son Edberg. Il n'y avait plus qu'à refermer les yeux. Le maître de musique suédois allait achever son concert en toute tranquillité. On en voudrait d'autres jusqu'à la fin de la quinzième des Internationaux. Le tennis devrait toujours être comme cette partie Edberg-Krickstein, un moment de luxe simple, une brise tiède, un coucher de soleil, une tarte chaude.

ALAIN GIRAUDO

FOOTBALL : après la victoire de Marseille

Le retour des « héros de Munich »

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Marseille s'arrêtera-t-elle jamais de fêter sa Coupe ? Jeudi 27 mai, à peine remise d'une première nuit d'euphorie sur la Canebière et le Vieux Port (le Monde du 28 mai), l'écrit du stade vélodrome que la ville avait décidé de célébrer le triomphe historique de l'OM, premier club français à remporter une compétition européenne. Vingt-cinq à trente mille personnes, parmi lesquelles des milliers de supporters qui revenaient tout juste d'Allemagne, avaient pris place dans les tribunes pour accueillir les « héros de Munich ».

Basile Bili et ses coéquipiers sont arrivés sur la pelouse vers 21 heures, pour la plupart magiques de bien et de blanc, les couleurs de leur équipe. Les spectateurs, qui les attendaient depuis plus de quatre heures regardant les images de la finale sur un écran géant, les ont accueillis comme au soir d'un grand match, au rythme des chants et des slogans, en agitant drapeaux et drapillons. Les joueurs se sont ensuite éparpillés au centre du terrain, autour du trophée conquis la veille contre le Milan AC. Puis ils ont chanté avec la foule l'hymne du groupe Queen « We are the champions » (« Nous sommes champions ») - avant d'aller se reposer chez eux, alors que plusieurs milliers de personnes partaient défilier une fois de plus sur la Canebière.

La prochaine étape de ces festivités sans fin est programmée pour le samedi 29 mai, jour de la rencontre de championnat face au Paris SG, un club que les supporters marseillais détestent par dessus tout. En cas de match nul ou de victoire au stade vélodrome, ils sont attendus quarante mille personnes, l'OM obtiendrait son cinquième titre national consécutif. La ville se prépare déjà à sa troisième nuit de fête en quatre jours.

Ph. Br.

Les petits frères de Boris

Ses groupes s'appellent « Baby-Boum-Boum », rappelant ainsi le surnom dont fut affublé Boris Becker lorsqu'il gagna Wimbledon en 1985. En l'absence du vrai Boum-Boum, Roland-Garros s'est donc trouvé un nouveau chouchou allemand : Marc Goellner, tombé, jeudi 27, de Petr Korda, tête de série n° 6, le finaliste de l'édition 1992.

La victoire de Marc Goellner au Tournoi de Nice n'était donc pas un hasard et ses victoires d'ailleurs, contre le Suédois Stefan Edberg et l'Américain Ivan Lendl, en demi-finale et en finale, ne tenaient pas du miracle. Goellner, c'est un coiffeur, un vrai. S'appuyant sur un service fondoyant et un coup droit de plomb, il est moins talentueux que Boris Becker, mais extrêmement efficace, comme Korda a pu le constater, débordé, assourdi par le sifflement des balles de son adversaire.

L'« écurie » allemande

Le public de Roland-Garros s'est aussi planté devant les coups de boutoir d'un autre Allemand, Bernd Karbacher, qui enchaîne aussi un puissant coup droit derrière un solide service. Avant qu'il ne batte l'Américain Michael Chang, tête de série n° 8 et vainqueur des Internationaux de France en 1989, tout avait mal commencé, mercredi, pour lui. Mené sur set à zéro, Karbacher a ruminé sa colère dans les vestiaires à la faveur d'une averse. À son retour, son jeu a changé. Il prend deux manches à son adversaire avant que la pluie ne remette les débats en lendemain. « Lors de la première interruption, mon entraîneur m'a expliqué que j'allais qu'il y avait trop vite. Il m'a ordonné d'être patient », dit-il.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Tricycle

6-0, 6-0, 6-0. Les joueurs de tennis appellent « tricycle » ce score cuisant : un zéro pour une roue. Thierry Champion battu de la sorte, jeudi 27, par l'Espagnol Sergi Bruguera, est donc reparti en tricycle. La rencontre, courte d'une heure, est la plus expéditive de l'histoire du tennis masculin des Internationaux de France. Et si le tricycle reste un moyen de locomotion relativement répandu, son pendant technique pourrait figurer au catalogue des objets introuvables... ou presque.

C'est la troisième fois qu'un joueur subit une pareille humiliation à Roland-Garros. En 1968, l'Américain Nikola Piarulli fut le Français Daniel Coster. En 1987, le Tchèque Karel Novacek fut vaincu de l'Espagnol Eduardo Bengoechea. Chez les dames, en revanche, la « bicyclette » (les matches se jouent en deux manches gagnantes) est très prise depuis quelques jours, porte d'Auteuil.

B. M.

Une

grande dans les salles

à Jacques Toubon

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Une statue pour Sougez ! Une exposition et un livre montrent l'importance de ce touche-à-tout exemplaire

EMMANUEL SOUGEZ
au Palais de Tokyo, à Paris



Nu
Repos
1933

dans les années 30. Par son action, mais aussi ses images, Sougez est un des artisans du passage définitif du pictorialisme au modernisme. Ses «contours» sont d'ailleurs sans ambiguïté : Weston aux États-Unis, le groupe de Renger-Patzsch, en Allemagne. Tous défendaient la «photo pure», tous pensaient que la photographie devait abandonner les artifices de la peinture pour accepter d'être ce qu'elle est : une interrogation de la réalité par un jeu subtil entre la matière du réel et celle de l'image.

Compositions picturales

Ce rôle éducatif, Sougez l'a prolongé dans sa propre famille. Marie-Louise, sa fille, se souvient : «On venait le soir de l'étranger, le grand Steichen notamment. Mon père parlait tout le temps de la photo, elle faisait partie de notre vie de famille. Nous remarquons un joli ciel, la tenture du vin rouge dans le verre. Tout ce qui était visuel nous marquait. Le dîner était un lieu de réflexion. Puis nous faisons ensemble quelques expériences de photographes. Mais il considérait ces expériences comme de l'enfance.»

Sougez préférait la lumière naturelle à «la cuisine photographique». Mais sa formation aux Beaux-Arts de Bordeaux, son goût pour la peinture (Charlin, les Hollandais), sont

bien visibles dans ses images aux compositions picturales. «Il faisait beaucoup de croquis sur les nappes de bistro», raconte Marie-Louise Sougez. Il cumulait les objets et s'était ainsi constitué un magasin d'accroches. Il pouvait passer des heures sur une image. Il pouvait même photographier deux façades d'un seul bâtiment à des saisons différentes pour capter la meilleure lumière.

La technique de tirage était fondamentale pour celui qui se considérait comme un bon artisan, tout en étant persuadé de faire œuvre. A voir ses nappes mortes, il avait raison. Au Palais de Tokyo rien ne distingue les épreuves réalisées par Sougez lui-même des tirages plus récents. C'est dommage. «C'était si important pour lui», explique sa fille. Ici sur les deux-trois, valeurs subtiles de gris et de blanc. Discomer, au Palais de Tokyo, les «vrais» de Sougez s'apparente à une belle leçon de photographie.

MICHEL GUERRIN

► Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Tél. : 42-74-30-80, jusqu'au 4 juillet. Catalogue aux éditions Casterman. Texte de Sophie Richard, 104 p., 235 F. L'exposition est complétée par vingt-cinq photographes du Danis Brihat qui rappelle l'influence de Sougez sur son œuvre.

THÉÂTRE

Inquiétude dans les salles Coupes budgétaires et nominations en suspens

A cette période de l'année, les directeurs d'institutions théâtrales annoncent à leurs érudits abonnés le programme proposé pour la saison qui vient. Programme mis au point depuis des mois. Mais aujourd'hui le principe de continuité n'est plus le même. Les subventions, qui leur servent de point de repère, ont diminué de 10 % à 15 %, et pour les théâtres, de 5 %. Personne ou presque ne sait encore comment ces diminutions vont être réparties.

Quelques-uns ont «la chance» d'avoir reçu des précisions : Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers à Nanterre, a été informé par téléphone le 25 mai d'une réduction de 4,5 % de sa subvention, soit 1,4 million de francs. Maurice Martin, directeur du festival Paris, Quartier d'été, qui a lieu du 15 juillet au 15 août, a appris le 26 que l'Etat lui verserait 4,5 millions, soit 750 000 F de moins que l'an dernier. Même si l'opération est aidée par l'Association française d'action artistique (AFAA) et par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM), Paris, Quartier d'été dépend surtout

du ministère de la culture. La convention de Bernard Falvy d'Arctur, directeur du Festival d'Avignon, qui commence le 9 juillet, n'est pas encore signée. C'est-à-dire que les prévisions budgétaires demeurent approximatives, la gestion difficile, et les banques mécontentes.

On attend de Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, selon sa formule, il «asse sans déshonneur». On attend en tout cas qu'il fasse connaître ses décisions à l'égard de Jacques Lassalle, administrateur général de la Comédie-Française, dont le mandat prend fin en juillet, et de Louis Pasqual, directeur de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, dont le mandat a pris fin en mars. La prolongation d'un an, pratique habituelle en ce genre de circonstance, est une façon polie de se débarrasser des gens, mais une solution budgétaire qui ne laisse pas le temps de poursuivre une action.

C. G.

Lettre ouverte à Jacques Toubon

Cinquante-trois personnalités françaises et étrangères appartenant au monde du théâtre ont signé une lettre adressée à Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, pour lui «faire part de leur crainte et de leur inquiétude» à propos de l'Odéon-Théâtre de l'Europe.

Il s'écrit notamment : «Un théâtre doit être maître de son destin et de ses rêves. L'Odéon, deuxième théâtre de France, ne peut, à des régularités, être mis sous tutelle d'une autre institution, aussi prestigieuse soit-elle. (...) Le théâtre et l'Europe sont, plus que jamais, deux idées nouvelles. Leur rencontre appartient de plein droit à notre modernité. (...) Il ne serait pas juste de défaire cette rencontre qui a vu naître le lieu politique, artistique et institutionnel de son affirmation, et dont toutes les statistiques prouvent le succès.

«La vocation européenne de l'Odéon est un formidable acte de foi. C'est l'honneur de la France que de lui avoir donné une réalité. (...) En quelques années, s'est bâtie la maison commune du théâtre en Europe, à l'Odéon. (...) Souhaitons qu'à

l'heure des choix dont la responsabilité vous incombe, vous sachiez entendre la voix de ceux qui pensent que le rayonnement culturel de la France passe par la poursuite de cette belle aventure de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, nous vous prions d'agréer, monsieur le ministre, l'expression de notre haute considération.»

Parmi les cinquante-trois signatures, on trouve celles de Robert Abirached, Daniel Auteuil, Georges Aperghis, Ingmar Bergman, Luc Bondy, Marie Collin, Alain Crombecque, Lev Dodin (directeur du Théâtre Molière de Saint-Petersbourg), Michel Dubois (président du syndicat des directeurs d'établissements artistiques et culturels), SYNDICAT, Edo Fierro, Isabelle Huppert, Bernard Falvy d'Arctur, Georges Lavaudant, Brian Mac Master (directeur du Festival d'Edimbourg), Patrick Martinet, Marcello Mastroloni, Richard Peduzzi, Serge Sobczynski et Jean-Pierre Vincent, directeurs du Théâtre des Amandiers à Nanterre, Botho Strauss, Giorgio Strehler, Jacques Weber, Bob Wilson, Gabrio Zambelli, directeur du Théâtre national de Budapest.

Un humour d'enfer

George Tabori et Jorge Lavelli se rejoignent dans la dérision et la violence

MEIN KAMPF (FARCE)
Théâtre national de la Colline

Dans une cage qui fait assise de nuit, vivent deux juifs barbus et grisonnants. Lobkowitz (Michel Robin) se prend volontiers pour Dieu. Son ami Schlomo Hertz (Roger Jendry) vend des Bibles et envisage d'écrire un livre. Lequel ? Il faut d'abord un titre, ce sera Mein Kampf. Tandis qu'ils se disputent, descend dans la cave un égaré, un homme d'un âge avancé, d'un immense carton à dessins. Des dessins qu'il ne parvient pas à vendre. Schlomo et Lobkowitz le prennent sous leur protection, lui donnent un manteau, le relookent avec une nouvelle coiffure, tentent de lui enseigner les bonnes manières, et le sagesse à coups de devinettes : «Des juifs tombent dans une cheminée. L'un sort sale, l'autre propre. Lequel se nettoie ?». Hitler le peintre, c'est lui ! passe à côté de la scène, laquelle est d'une logique irréfutable : «Si des juifs tombent dans une cheminée, pourquoi veux-tu que l'un soit propre, l'autre sale...»

Comment, en dépit d'une attention quasi maternelle, les deux juifs éduquent dans leur entreprise d'éducation : comment se conduisent de plus en plus mal. Hitler et ses copains mettent la cave sans dessus dessous pour dévaliser le livre de Schlomo, qui d'ailleurs n'a écrit qu'une seule phrase, «et il se réveille étonnamment heureux» : comment Hitler lâche ses bienfaits, et s'en va au bras de Madame Lamurt. «Le début d'une grande amitié», répond-elle. «Je ne vous décevrai pas», répond-il, «votre que raconte la pièce de George Tabori, Mein Kampf, adaptée par Armando Llamas, mise en scène par Jorge Lavelli, publiée aux éditions Actes-Sud Papier.

Pour éviter tout malentendu sur le titre, on précise : «farce». Le mot n'est pas juste, mais en existe-

Il n'est capable de définir l'humour de George Tabori ? Un humour d'Europe centrale, autant dire doublement sauvage. Une provocation masochiste qui prend de court et fait mal, parce qu'elle recèle des vérités simples, indéfectibles, autoritaires dans des parades ironiques servant de boucliers, de bouées de sauvetage. L'univers de Tabori est aussi radicalement absurde que la cruauté. Il est fait d'utopies : «Atme tes ennemis comme toi-même» (ce qui peut signifier que l'on se déteste). De préoccupations triviales : «Raspaillet-toi, l'année prochaine à Jérusalem». «Oui, mais cette année qu'allons-nous faire ?» De tendresse aussi : ayant dit, les deux barbus s'embrassent, fin de la première partie.

Le jouet dégrégé et les deux grisonnants

George Tabori a presque l'âge du siècle, est né en Hongrie, a perdu son père à Auschwitz, a traversé bien des pays, et de Londres à Hollywood, de New-York à Vienne, a survécu à bien des aventures glorieuses ou désastreuses. Rien de commun avec Jorge Lavelli, né à Buenos-Aires une bonne trentaine d'années plus tard, et n'ayant vécu aucune guerre. Mais dans la violence et la dérision, tous deux se sont reconnus. D'ailleurs, si la pensée, si l'écriture de Tabori sont récurrentes, profondément ancrées dans la culture et l'histoire des juifs, les références et en tout cas l'histoire appartiennent douloureusement à la société occidentale.

Lavelli s'est intimement approprié la pièce. Refusant le misérabilisme, il installe les personnages dans une majestueuse image de pauvreté - décor de Paço, Dominique Pinon montre un Hitler complètement givré, au bord de l'hystérie, un malade survolté, odieux et irresponsable, une sorte de petit Terminator bulgare. S'il jouait plus réaliste, le spectacle deviendrait insupportable. Dominique Pinon est fantastique. A cause de

son côté jauni déréglé, les soins affectueux que lui témoignent les deux grisonnants apparaissent plausibles. C'est important, sinon les grisonnants pour des imbéciles heureux, ce qu'ils ne sont pas. Ils ont seulement choisi une forme de générosité nuchalante qui leur permet de surmonter la peur de l'inconnu.

Ils possèdent l'innocence, rien ne peut l'entamer, elle est leur force. Michel Robin et Roger Jendry se sont fait des allures de juifs copieux confondus de gravures antiques, mais, contrairement au Terminator Hitler, traitent leurs personnages avec délicatesse, leurs donnent une humanité touchante. Ils en sont les images apposées, comme sont opposées les deux femmes, celle qui représente la vie - Emmanuelle Lepoutre - jeune, belle, sensuelle, et Madame Lamurt, intemporelle, assise dans ses vêtements masculins d'un autre siècle - Maria Cassira.

La première partie du spectacle mise franchement sur le grotesque, que par instant traverse, presque furtivement, l'angoisse d'une ironie brillante. L'angoisse s'insinue, progressivement s'intensifie. Il y a une poulx aussi, que l'on tue, que l'on désosse, que l'on fait cuire, dont on donne la recette. Il n'est plus noir, l'humour, il vient directement de l'enfer. Quand tout espoir a disparu, ne reste plus que le rire. Rire de l'importance qui, de la blague la plus éculée, «Le chagrin ne suffit pas, mon petit», dit Lobkowitz à Schlomo.

COLETTE GODARD

► Théâtre national de la Colline, grande salle, 15, rue Melba-Brun, 75020 Paris. Métro Gambetta. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30 (les mercredis, vendredis et dimanches, système pour les aveugles et les mal-entendants). Jusqu'au 27 juin. Tél. : 43-65-43-60. 90 F, 110 F, 140 F.

EN BREF

► Renouvellement de la commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. - L'auteur de télévision Claude Brulé a été réélu le 26 mai pour la deuxième fois consécutive à la présidence de la commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD). Cinq nouveaux commissaires ont été choisis pour le nouvel exercice : le dramaturge Jean-Claude Brisville, le compositeur Jean-Michel Damase et trois personnalités venant de l'audiovisuel, Alain Fréck, Youri et Jean-Louis Roncoroni. Le président

Claude Brulé est entouré de sept vice-présidents : Pierre Thémis, premier vice-président pour les questions administratives, Victor Haim (théâtre), Jean Prodromides (musique), Alain Fréck (radio), Laurent Heynemann (cinéma), Youri (télévision) et Susan Bulge (danse).

► Rectificatif. - Une erreur de transmission nous a conduit à mal orthographier le nom de l'architecte Hans Scharoun (1893-1972) dans l'article de Frédéric Edelmann sur les projets de Berlin paru dans notre supplément «Arts-Spectacles» du 27 mai.

A New York

L'antisémitisme supposé de «Jésus» était son nom

Bien qu'il remporte un grand succès aux États-Unis, le spectacle de Robert Hossein Jésus était son nom a été déprogrammé à New York à la suite de vives critiques estimant que certaines des scènes étaient entées.

Le Radin City Music Hall, au cœur de Manhattan, où se spectacle de 24 millions de dollars devait être présenté du 2 au 13 juin, a publié un communiqué le 27 mai, pour préciser que «ce spectacle ne peut être présenté sous une forme qui pourrait être perçue comme offensante pour quiconque (...)». Ce délai dans la programmation permettra d'organiser une série de réunions pour débattre des passages contestés. » Robert Hossein y participera.

Le rabbin James Rudin, du synagoge juif américain de Manhattan, a estimé que le spectacle décrivait un message «destructeur». Un représentant de la conférence nationale des évêques catholiques, Gene Fischer, a fortement critiqué certaines scènes du spectacle : «Il est difficile d'imaginer une image plus négative des juifs et du judaïsme que de mettre en parallèle ces gens et leur foi avec la mort elle-même.»

Un message dans le programme

Sept cent mille personnes ont déjà vu le spectacle de Robert Hossein en France et le metteur en scène a reçu une lettre de félicitation du président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et l'assentiment du cardinal Lustiger, qui lui avait écrit qu'il avait beaucoup aimé la pièce.

Aux États-Unis, les critiques n'étaient pas demandées que la pièce soit reportée ou interdite, mais qu'un message soit ajouté dans le programme du Radin City Hall, afin de préciser que «l'humanité entière porte la responsabilité de la mort de Jésus et que les juifs ne peuvent pas être décriés comme responsables de ce drame». - (APF, AP.)

Le Monde
FRANÇOIS MATHIEU
Président républicain
«Monsieur le président»
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

France

re de musique suédoise

François Crachouille et ses amis annoncent la fin d'un concert. Il fallait rompre le spectacle du spectacle, appréhender l'ampleur des départs.

Les musiciens avaient voulu le faire. La terre battue était moins dure que la ville. Stefan Edberg était en train de perdre ses marques et de taper pour se réorganiser. Le long n'a pas encore complètement disparu de l'opération au pied plat, qui l'a tenu éloigné des courts pendant six mois. En 1992, il a été précipité dans les profondeurs, épuisé de son tournoi de début de saison, il ne faut surmonter pas la tâche libre disposition.

Stefan Edberg l'avait souffert par le passé (une fois en huit rencontres) pour ne pas savoir. Il avait quand même le courage de difficiles à contre-attaquer. Il avait quand même le courage de difficiles à contre-attaquer. Il avait quand même le courage de difficiles à contre-attaquer.

Boris

Le retour des héros de Marseille

Le retour des héros de Marseille

Le retour des héros de Marseille

Le retour des héros de Marseille

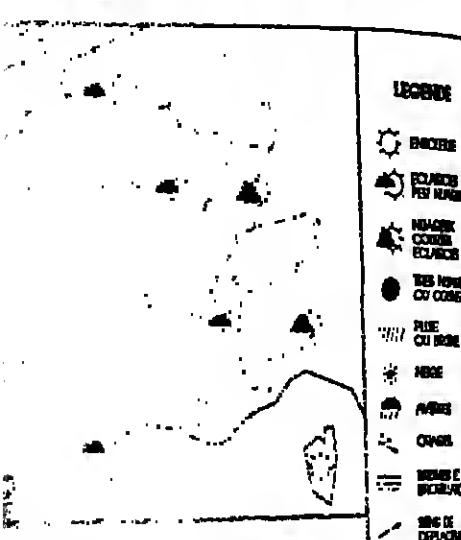
Le retour des héros de Marseille

Le retour des héros de Marseille

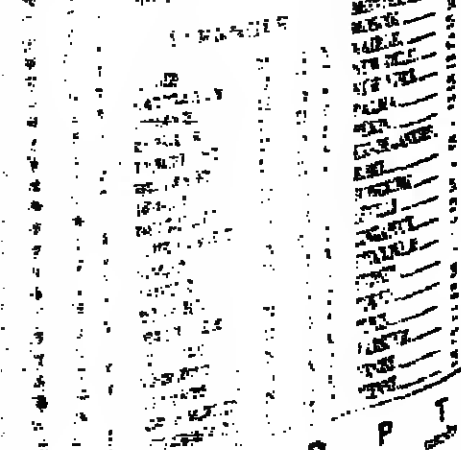
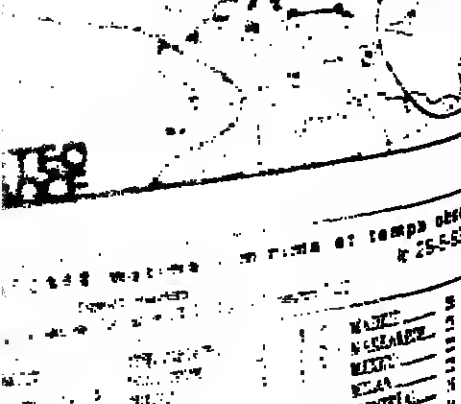
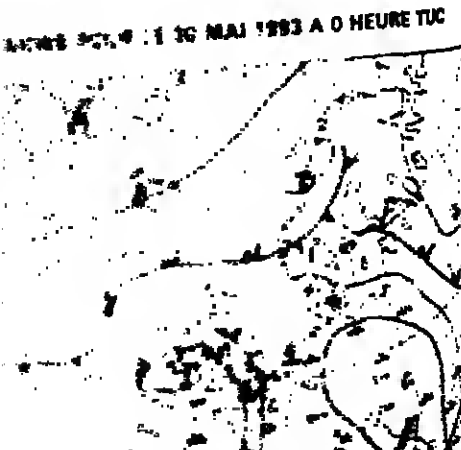
Le retour des héros de Marseille

Le retour des héros de Marseille

Le retour des héros de Marseille



Les températures les plus élevées sont attendues dans le sud-est de la France, notamment dans la région de la Méditerranée. Les précipitations sont attendues dans le nord-ouest de la France, notamment dans la région de la Bretagne.



AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Cadeaux de Paris : ven., sam. (dernière) 22 h. En passant : ven., sam. (dernière) 16 h 30. Fash Hyster (en anglais) : ven., sam. (dernière) 20 h 45. La Première : mar., mer., jeu., 22 h.

ANTOINE-SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-71). L'Amour, foot : 20 h 45 ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARCANE (43-38-19-70). L'île de la raison et la Colonne : dim. (dernière) 17 h. L'île des esclaves : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

ATALANTE (46-08-11-80). Le Merin : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 17 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-87-27). Salle C. Bérard. Sa lettre de mariage : ven. (dernière) 20 h 30.

BASTILLE (43-57-42-14). Le Travail du pilon : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 21 h.

BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Sur le dos d'un éphémère : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Strophes volées : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 17 h. Le Testament de Pénélope : mar., jeu., 21 h ; ven., sam. 19 h 30 ; dim. (dernière) 16 h. Les Villages invisibles : ven., 22 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE OURLAN (40-46-01-24). Salle Folie-Marcourt. Le Placard : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 16 h 30 ; dim. 15 h. Salle Maitre. Paris accorde et à l'ère : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 17 h. La Nuit de Mme Lucienne : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 19 h ; mar. 20 h 30.

BERRY-ZÈBRE (43-57-51-65). Les Champignons de Jole : dim. 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). L'Homme qui : ven., sam. (dernière) 20 h 30 ; sam. 18 h.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). L'Avare : 21 h. Rel. dim.

BOUFFES-THÉÂTRE DU XIX- (42-38-35-63). Gale : 19 h. Rel. dim. 20 h. La Méduse-méridionale : ven., sam. (dernière) 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-75-85). Temps contre temps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-61). Les Zappes : 20 h. Rel. dim. 21 h. Les Graphiques de Sécop : 21 h. Rel. dim. 18 h. Les comédiens sont de sortie : lun., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14). Novodnie, Novodnie, Novodnie : ven., 18 h 45 ; sam. 17 h ; mer. 22 h 30.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPESTE (43-28-36-36). Salle L. Mercadier : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 18 h.

CARTOUCHE-THÉÂTRE DU SOUL (43-74-24-08). L'Inde, le père en fils, de mère en fille : ven., sam., mer., jeu. 19 h 30. Les amants de la nuit : 18 h 45. Les amants de la nuit : 18 h 45. Les amants de la nuit : 18 h 45.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). États frères : Et te souviens : 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-09). Grande salle. Figure d'homme (fragments) : ven. 20 h. Fleur de sang (du sang) : ven. 21 h 30. Survis : ven. 16 h 15. Tout le temps : ven. 18 h 45. Pétite salle. D'un trouble, l'autre : ven. 20 h 45. Domine, une femme sur nous : ven. 16 h. Vous n'êtes pas ici chez nous : ven. 14 h.

CENTRE MATHIS (49-68-88-19). D'où ton dire ? ven., sam. (dernière) 20 h 30 ; sam. 16 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE (45-98-38-69). L'Épreuve : ven., sam. (dernière) 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les épreuves de l'homme : 21 h. Rel. mer., dim. lun.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 18 h. 21 h 30. Rel. dim. lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

SPECTACLES NOUVEAUX

GILLES OÉTROIT. Petit Casino (42-78-36-50) (par), 22 h 30 (25).

TONNELLE D'ÉTÉ. Métamorphose (42-81-33-70), 15 h (28).

EVA PERON. Théâtre national de Chailot (47-27-81-15) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (27).

SALUT BROTHER. Movies (42-74-14-22), ven., sam., mer. et jeu. 21 h (27).

LES SYMPTÔMES DE LA VACHE FOLLE. Théâtre Maubert-Michel (42-23-15-85), jeu., ven., sam., 18 h 30 et dim. 19 h (27).

AMOURS EN PIÈCES. Guichet Montparnasse (47-27-89-81) (dim.), 20 h 30 (31).

AUX INNOCENTS LES MAINS VIDES. Espace Héralut (43-28-86-61), mar., mer. et jeu. 22 h (14).

LE CIO. Neuilly-sur-Seine (Théâtre) (47-59-80-20), mar. et jeu. 14 h 30 (14).

(dernière) 20 h. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Rel. lun. Le Benc : 20 h. Rel. lun. Le Si Jolie Vie de Sylvie Joly : sam., mer. 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-08). Atout cœur : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MARIE-STUART (45-08-17-50). Tempête sur une toile cirée : 22 h 30. Rel. dim., lun. Huis clos : jeu., sam. 18 h 30. Je me tiens devant toi nue : mar., ven., sam. (en français) jeu., mar. (en anglais) 20 h 30 ; sam. (en anglais) 18 h.

MARIGNY (42-66-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MARIGNY (SALLE POFESCO) (42-25-20-74). Sa royauté : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 15 h.

MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). La

RÉGION PARISIENNE

CRÉTIL (MAISON DES ARTS) (49-80-19-80). Grande salle. Boulevard du boulevard : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

IVRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (46-72-37-43). L'Amour médecin : ven., sam., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 19 h.

MONTREUIL-STUDIO-THÉÂTRE (46-58-52-08). L'Atelier : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 16 h.

MONTREUIL (MAISON DE L'ACTEUR) (47-58-69-30). Fous allés : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 19 h.

NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANDIERS) (46-14-70-00). On ne badine pas avec l'amour : ven., sam. (dernière) 21 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (48-24-03-63). Il y a des hommes cocasse, Victor Hugo : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 45.

NEUILLY-SUR-SEINE (LE CENTRE CULTUREL) (50-20-10-10). C'est pour rire : ven., sam. 21 h.

SURESNES (THÉÂTRE JEAN-VILAR) (46-87-88-10). Les Éclats du rideau : ven. (dernière) 21 h.

VANVES (THÉÂTRE) (48-45-46-47). Les Aventures du bon Fantelet : ven., sam., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.

TOURNAI (48-87-82-48). M'sieur Offenbach : 19 h. Rel. dim., lun. Chronique d'une mort retardée : 20 h 30. Rel. dim., lun.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Jolivet : ven., sam. (dernière) 21 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Le Ticket du pressing : 20 h 30. Rel. dim.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN. Film britannique de Kenneth Branagh, v.o. : Forum Horizon, 14 (45-08-67-67) ; 36-65-70-83 ; Opéra - ex-impérial, 2 (38-88-75-55) ; Les Trois Luxembourg, 6 (43-38-97-77) ; 36-65-70-83 ; UGC Denton, 6 (42-25-10-30) ; 36-65-70-83 ; UGC Starnitz, 9 (45-82-10-30) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; La Pagode, 7 (36-65-75-55) ; UGC Champes-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; 36-65-70-83 ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Grand Ecran Italia, 13 (38-88-75-55) ; Miroir, 14 (36-65-70-83) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; UGC Bobolins, 13 (45-81-94-95) ; 36-65-70-83 ; Gaumont Montparnasse, 14 (36-65-75-55) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83.

CHUTE LIBRE. Film américain de Joel Schumacher, v.o. : Forum Horizon, 14 (45-08-67-67) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; UGC Bobolins, 13 (45-81-94-95) ; 36-65-70-83 ; Gaumont Montparnasse, 14 (36-65-75-55) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 30 ; sam., dim. 15 h. L'Yvonne : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un retour sous le ciel : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-89). L'écume et l'écume : 18 h 45 ; ven., mer., jeu. 14 h 30 ; mar. 19 h 45. Sade le jeune : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

SENTER DES HALLES (42-38-37-27). A l'abordage : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-06-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-18). Mémé-mémé : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieux : ven., 18 h 3

ÉCONOMIE

La grève à la SNCF et la journée d'action de la CGT

Des syndicats désorientés

D'abord satisfaits d'être élevés au rang de véritables partenaires et flattés de voir les portes des ministères ouvertes à leurs dirigeants, les syndicalistes - qui avaient accueilli avec une certaine philosophie la hausse de la CSG - commencent à se raidir.

A vrai dire, les syndicats ne savent plus où donner de la tête face à un gouvernement qui combine dirigisme social et mesures d'inspiration libérale. Ce dernier, que l'on croyait hostile au partage du travail (une invention socialiste), disait l'ancienne opposition, l'encourageait au contraire en prenant en charge une partie du manque à gagner salarial en cas de baisse des rémunérations. La CGT, par exemple, avait préféré à ce principe, la CFDT, avait préféré que les pouvoirs laissent aux partenaires sociaux le soin de négocier des accords destinés à préserver l'emploi.

Quant aux privatisations, elles risquent, selon les centrales syndicales, d'engendrer de douloureux ajustements des effectifs. Les restrictions salariales et la programmation d'une baisse du nombre des fonctionnaires n'arrangent rien d'autant que les allègements de charges accordés aux entreprises sont, assurent-elles, plus tangibles que les versements gouvernementaux adressés aux employeurs trop enclins à licencier. Avec la mise en route de la réforme des retraites et du plan d'économies sur les dépenses de santé, d'autres grincements de dents sont à prévoir.

La vraie question est de savoir si cette mauvaise humeur porte, en conséquence, sur la capacité de nuisance des syndicats. S'ils ne doivent pas être surestimés, succès pour ses organisateurs, la grève lancée à la SNCF tient à des facteurs essentiellement internes à l'entreprise alors que les résultats de la journée d'action de la CGT n'apportent pas de l'eau au moulin de ceux qui - et ils ne sont d'ailleurs pas légion - ont permis d'ailleurs pas de légion pour les cégétistes - pensent que le retour de la droite renforcera mécaniquement la composante la plus protestataire du syndicalisme. Si le chômage recule, sacrifices et volte-face seront vite oubliés. Or, comme cette hypothèse est plus qu'improbable, le gouvernement va devoir ouvrir de nouveaux fronts pour démontrer qu'il réclame des efforts à tous. Les professions de santé seront les premières concernées. S'agissant des entreprises, elles pourraient être soumises à des pressions croissantes pour maintenir l'emploi. Dans ce cas, M. Balladur risque de devoir privilégier le dirigisme plutôt que le libéralisme. Au risque de voir sa majorité se cabrer à son tour.

JEAN-MICHEL NORMAND

Poursuivant sa mission d'intérêt public

Le Crédit local de France restera une institution financière spécialisée

Le Crédit local de France, qui va être complètement privatisé en juin prochain, avec la part de la puissance publique ramenée de 50,5 % à 20 % (le Monde du 28 mai) gardera son statut d'institution financière spécialisée et continuera d'exercer une mission d'intérêt public : le financement des collectivités locales et, en fait, la régulation « amicale » de leurs finances, a indiqué son président, Pierre Richard. Ce statut comporte le droit, pour l'Etat, de confier au Crédit local de France des missions telles que la délivrance de prêts sociaux.

Son président n'est pas nommé par l'Etat, mais par un conseil de surveillance, lui-même désigné par l'assemblée générale des actionnaires. Ce conseil, pour l'instant, est composé de douze membres, dont quatre doivent être statutairement des élus locaux. Les autres membres représentent l'Etat et la Caisse des dépôts (quatre) et les

Le trafic ferroviaire a été fortement perturbé

Le mouvement de grève lancé par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC-Autonomie contre les 6 200 suppressions d'emplois en 1993 à la SNCF a fortement perturbé, jeudi 27 mai, le trafic ferroviaire. Selon la direction, deux tiers à trois quarts des trains de voyageurs n'ont pu circuler entre mercredi soir et vendredi matin.

En région parisienne, un recensement d'un train de banlieue sur quatre seulement, sans interconnexion avec la RATP, alors que le trafic régional était totalement bloqué à Nantes et à Toulouse où la SNCF avait mis en place un service

minimum assuré par des autocars. En revanche, ni train sur deux roulait à Montpellier et à Limoges.

Le TGV Nord n'a pas subi de perturbations, mais les TGV Sud-Est et Atlantique n'ont circulé qu'à raison d'un train sur trois ou un train sur deux. La SNCF a indiqué que le service devrait revenir à la normale vendredi matin malgré quelques perturbations possibles en Ile-de-France. La direction a évalué le pourcentage de grévistes à 43 % parmi le personnel roulant et à 20 % pour l'ensemble des cheminots.

Par ailleurs, dans le cadre de la journée nationale d'action de la CGT contre la politique du gouvernement, 6 000 personnes, selon la police (20 000 selon les organisateurs), ont manifesté jeudi à Paris. D'autres défilés ont eu lieu dans plusieurs régions - 2 000 personnes à Bordeaux et Toulouse, 5 000 personnes à Marseille, 1 200 personnes à Lille et 3 000 personnes à Epervy (Marne), notamment - alors que des arrêts de travail ont été observés à EDF-GDF, à France-Telecom, La Poste et quelques entreprises du secteur privé.

A l'inverse, l'Etat rencontre encore les plus grandes difficultés à recruter plusieurs dizaines de milliers de professeurs d'ici l'an 2000. De même, l'augmentation du nombre de procédures en matière de droit de la propriété intellectuelle, la situation de certaines zones ou couches de population désertées rendent-elle indéniable le renforcement des services publics.

La demande de services publics a naturellement tendance à s'accroître. Ainsi, dans le domaine de l'éducation nationale, l'augmentation du nombre d'élèves dans l'enseignement primaire et secondaire a mécaniquement obligé ce ministère (qui emploie

Le gouvernement veut réduire le nombre des fonctionnaires

Suite de la première page

Cette « hypothèse » n'a pas encore été débattue au sein du gouvernement. Il s'inscrit néanmoins dans la continuité de l'action gouvernementale en ce domaine. Depuis 1984, la volonté de « faire maigrir l'Etat » a, en effet, constitué un enjeu sans cesse réaffirmé par tous les gouvernements successifs. En 1986, le gouvernement de Jacques Chirac avait ainsi fait part de son intention de supprimer, en 1987, 19 000 postes dans la fonction publique... tout en créant 7 000 autres par ailleurs, faisant le geste à la parole, le projet de loi de finances pour 1987 supprimait 14 500 des 2,1 millions d'emplois budgétaires (1), essentiellement dans les ministères de l'éducation nationale, de la défense et de l'économie et des finances.

Cette « promesse » ne s'est pas, par la suite, reproduite en dépit des orientations affichées par la gauche de retour au pouvoir. Et au total, le bilan des créations et des suppressions d'emplois budgétaires entre 1985 et 1991 fait apparaître la disparition de... 2 200 emplois. Car, dans les faits, les adeptes de la doctrine libérale du « moins d'Etat » se sont toujours heurtés non seulement à l'accroissement de la demande de services publics au sein de la population, mais aussi à l'incapacité de l'administration à gérer ses ressources humaines.

La demande de services publics a naturellement tendance à s'accroître. Ainsi, dans le domaine de l'éducation nationale, l'augmentation du nombre d'élèves dans l'enseignement primaire et secondaire a mécaniquement obligé ce ministère (qui emploie

Avec l'appui du ministre de l'Industrie
Kaisui candidat à la reprise de l'usine de Grundig à Creutzwald

Les discussions pour une éventuelle reprise de l'usine Grundig à Creutzwald s'accroissent (le Monde du 18 mai). Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, mais aussi président du conseil régional de Lorraine, Gérard Longuet met à profit une visite à Hongkong pour favoriser une éventuelle reprise de l'unité mosellane. Et, précédant le ministre, le directeur général de l'usine, Johnny Komatsu, a déjà rencontré des représentants de quatre groupes industriels de la région, présents dans l'électronique grand public et la téléphonie, parmi lesquels QPL Holdings, le repreneur de l'usine SGS-Thomson à Maxéville.

En France, le groupe arabe Kaisui vient de se porter officiellement candidat. Non sans y mettre, toutefois, une importante condition : la reprise d'une marque européenne de téléviseurs. Fondé en 1986 par Pierre Besançon, ce groupe spécialisé dans la production de téléviseurs vendus sous sa propre marque ou celles de la grande distribution - le segment le plus dynamique du marché - a connu ces dernières années une croissance forte, fabriquant l'an dernier 420 000 téléviseurs pour un chiffre d'affaires déclaré de 560 millions de francs et un résultat net de 1,2 mil-

lion. Des chiffres que M. Besançon espère respectivement porter cette année à 900 et 20 millions.

Aujourd'hui, M. Besançon voudrait sortir des frontières de l'Hexagone. « Mais avant, dit-il, la présence de la grande distribution en France n'a facilité notre exportation, l'existence d'autres modes de distribution dans les pays d'Europe rendrait cette nouvelle aventure aléatoire. Je suis donc arrivé à la conclusion qu'il me faudrait, à terme, racheter une marque européenne ». Une marque ? Seuls les groupes Nokia et Thomson Consumer Electronics (TCE) en contrôlent de nombreuses (respectivement quatre et sept). « Pour nous, poursuit M. Besançon, reprendre Creutzwald aurait un sens si nous pouvions y lancer la production d'une marque européenne que nous aurions achetée ». C'est pourquoi Kaisui, épaulé par son partenaire de Hongkong, Great Hing a demandé aux pouvoirs publics de « tester » les responsables du groupe public TCE - qui étudient actuellement le repositionnement de leurs marques - pour voir s'ils seraient disposés à céder l'une d'entre elles.

P.-A. G.

EN BREF

■ Feu vert officiel à la prise de participation d'American Airlines dans Canadian Airlines. L'Agence canadienne nationale des transports (National Transportation Agency) a annoncé jeudi 27 mai qu'elle avait approuvé un investissement d'American Airlines de 246 millions de dollars américains (1,35 milliard de francs) dans la compagnie aérienne canadienne en difficulté Canadian Airlines International. L'accord, qui prévoit une prise de participation de 25 % d'American Airlines dans Canadian, est considéré comme vital par le transport aérien canadien. (AFP)

■ Précision : le proverbe « chivots » de M. Pasqua était grec. Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour nous signaler que l'adage : « On ne se baigne jamais deux fois dans la même fleur » que Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, avait, dans son discours aux députés le 26 avril qualifié de « proverbe chinois » et que nous avions présenté comme tel dans notre article intitulé « Les palabres et l'action » (le Monde du 21 mai) avait en réalité Hérodote pour auteur.

FRANÇOIS RENARD

Le différend commercial entre Washington et la CEE

Les Etats-Unis excluent les Européens des marchés publics de télécommunications

Les Etats-Unis ont annoncé, le 27 mai, qu'ils avaient décidé d'exclure les firmes du secteur des télécommunications appartenant à la Communauté économique européenne (CEE) des appels d'offres lancés par le gouvernement américain ou par ses agences fédérales dans le cadre de la passation de marchés publics.

NEW-YORK

de notre correspondant

Les sanctions qui seront appliquées par le United States Trade Representative (USTR), l'équivalent du ministère français du Commerce extérieur, entrèrent en vigueur à partir du 28 mai, dès leur publication au *Federal Register*, laquelle permettra alors d'en connaître le détail. Pour l'instant, en l'absence de ces précisions, on sait simplement que, sur les douze pays composant la CEE, trois d'entre eux - l'Espagne, la Grèce et le Portugal - ont été exclus du chapitre des sanctions commerciales par les services de Mickey Kantor, le représentant spécial du président Clinton pour les négociations commerciales internationales, au motif que ces pays ne pratiquaient pas de politique discriminatoire à l'encontre des Etats-Unis en matière de marchés publics de télécommunications.

La décision de Washington ne constitue pas véritablement une surprise. Le 21 avril dernier, la signature d'un compromis commercial entre les Etats-Unis et la Communauté européenne, conclu quelques minutes seulement avant l'heure limite (le Monde du 23 avril) et portant sur une ouverture réciproque des marchés publics, ne concernait que le seul secteur des équipements électriques linéaires. Aucun terrain d'entente n'avait pu être trouvé en matière de télécommunications - un domaine qui, aux yeux des Américains, revêt une importance vitale au regard de la politique industrielle qu'ils entendent mener. L'administration « pro-EUSTR » avait alors annoncé des sanctions commerciales à la fin mai si, d'ici là, les négociateurs de la CEE ne se rangeaient pas à l'avis des autorités américaines.

« Ces sanctions sont prévues par la loi », indiquait-on dans la soirée.

Une décision « injustifiée »

A Bruxelles, on concédait que le nouveau différend apparût en matière de relations commerciales CEE-Etats-Unis ne devrait pas compromettre la suite des discussions - et les premiers progrès accomplis - relatives à l'Uruguay Round, et d'une manière plus globale, à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Il est vrai que, tout en ayant un impact politique important, les sanctions économiques décidées par Washington n'ont qu'un effet économique limité. Les marchés publics concernés, désormais interdits aux firmes européennes, ne représentent en effet qu'une vingtaine de millions de dollars.

Ce qui n'a pas empêché Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé des affaires économiques extérieures, de monter au créneau. « Cette mesure n'est ni justifiée, ni sage, ni nécessaire au vu des progrès que nous avons faits », a-t-il déclaré dans la soirée. Sir Leon ajoutait que les Etats-Unis ne devaient pas s'attendre à ce que la Communauté ignore une décision aussi injustifiée.

Toutefois, aucune éventuelle représaille ne devait être décidée, au sein des Douze, avant la réunion communautaire du 8 juin prochain. D'ici là, Américains et Européens se retrouveront à Paris pour tenter d'aplanir les divergences qui demeurent. Les propositions de l'ensemble des douze du GATT-EU ne font pas de doute sur cette occasion, les négociateurs de la CEE s'efforcent de plaider une éventuelle fois, la cause de leurs firmes de télécommunications auprès de leurs homologues américains.

SERGE MARTI

La bonne étoile de Jean Puech

Le ministre de l'agriculture multiplie les succès.
Le monde paysan demeure sur le qui-vive.

Celui qui, dans les premières heures de la formation du gouvernement Balladur, apparaissait comme le « ministre-surprise » est devenu en deux mois le « ministre-sourire ». La notoriété du sénateur bariste Jean Puech d'avoir guère franchi les frontières de son pays d'Aveyron ou du caduc restreint de l'Assemblée des présidents de conseils généraux.

Le voilà maintenant qui parle au nom de la France dans les réunions internationales, vole de congrès en congrès et amasse les bons points. Talents cachés, finesse, travail forcé, baraka ? C'est un fait : tout semble réussir au nouveau ministre de l'agriculture et de la pêche qui arbore un perpétuel sourire. Il vient encore d'en administrer la preuve pendant la « session marathon » qui s'est achevée à Bruxelles, le 27 mai, d'où il est revenu avec quelques brèves de mémoires succès (le Monde du 28 mai).

Il n'est que de constater le calme relatif des campagnes et d'enregistrer l'attitude des milieux professionnels les plus représentatifs pour se convaincre que Jean Puech a déjà réussi, auprès d'un lobby agricole toujours peinant et sur le qui-vive, son examen de passage. Le néophyte - physicien de formation et spécialiste des spectromètres à rayons X pour les mesures spatiales - manie avec dextérité quotas, primes, jachères, subventions techniques de l'organisation des marchés, et crédits... surtout lorsque c'est dans la tirelire des autres - de la CEE - qu'on peut puiser.

Car, au-delà des propos convenus de la FNSEA ou des chambres d'agriculture, soulignant que les mesures « positives » arrachées aux Douze et à la Commission sont « insuffisantes », c'est bien de satisfaction et de bienveillance qu'il s'agit. De fait, la France a obtenu bien davantage de ses partenaires dans les modalités d'application de la PAC que l'Italie ou la Grande-Bretagne, qui a dû se satisfaire d'un coup de

pouce supplémentaire à ses exportations de whisky.

Clôturant, il y a eu un mois, le congrès de la FNSEA à Versailles. Jean Puech avait lancé aux agriculteurs qu'il voulait d'abord leur inspirer confiance et être digne de la conserver. Et fait sursaut, le ministre de l'agriculture avait redescendu les marchés de la tribune sous les applaudissements. La première étape, son constat, est franchie, et il aborde en bonne position la seconde.

Qui contestera que, jusqu'à ce jour, le gouvernement ait fait un sens-fuite ? Accueil privilégié et ostensible à Maignon des plus influents leaders agricoles, engagements et crédits substantiels dans le collectif budgétaire, far niente politique sans faille à Bruxelles et dans les négociations du GATT. Les membres du gouvernement se sont répartis les rôles : à Edouard Balladur, dans le memorandum qu'il ira lui-même défendre devant la Commission, de tracer le cadre et définir la doctrine ; à Alain Juppé de faire les chins d'œil nécessaires aux alibis de la France ; à Gérard Longuet de piloter l'ensemble du dispositif en quinze points, à Jean Puech enfin, jouant sur les deux registres fonctionnaires de la pêche et de l'agriculture, de grappiller ici le plus possible sans donner le sentiment de trop céder là. Jeux habiles de bascule, d'équilibre et de marchandage (que les diplomates appellent négociations et compromis) dans lesquels l'Aveyronnais semble s'être parfaitement intégré.

Mais c'est précisément cette saine qui, paradoxalement, nourrit les craintes. Et si ces primes à l'herbe revalorisées, ces quotas laitiers additionnels pour les éleveurs de montagne et les cadeaux aux bétaviviers n'étaient que des dons préventifs destinés à préparer un accord inévitable sur les dossiers agricoles du GATT et sur le limitation des surfaces plantées en oléagineux ? Les paysans aussi savent que la roche l'arpennaise n'est pas loin du Capitole et que dans les négociations et les

batailles il y a des Austérité et aussi des Canosa. Tous les milieux professionnels expriment cette sourde inquiétude.

Certains perdent de « succès » d'aujourd'hui annonciateurs de « concessions » redoutées demain, de « monnaie d'échange », de « contreparties », de « victoire qui se transformera en défaite », de mesures « ponctuelles » qui ne s'intègrent pas dans un « projet politique global », de « mendicité » qui préfigure « un dérapage et une trahison ». L'avenir proche tranchera entre ce qui relève des propos de tribune, de l'ouïe, de la surenchère ou du discoment.

Mais pour l'heure - et même s'il est de plus en plus évident que Paris ne pourra indéfiniment se battre seul contre (presque) tous pour défendre sa paysannerie, Jean Puech n'aura pas à moins indéfiniment que son prédécesseur Jean-Pierre Soisson, dont le credo reprenait la devise des princes d'Orange : « Je maintiendrai ».

Les jours qui viennent vont donner à Jean Puech l'occasion à la fois de montrer si son savoir-faire politique passe l'épreuve du Parlement et si la confiance des milieux agricoles a pris racine. Les 1^{er} et 2^e juin, à l'Assemblée nationale sur l'aménagement rural, il aura à tracer les objectifs du gouvernement pour arrêter la spirale du déclin qui entraîne vers le dépeuplement plus de 400 cantons.

On sait qu'il préconise une politique économique, fiscale et sociale « différenciée » pour ces zones, mais en aura-t-il les moyens ? Le lendemain à Biarritz, devant le congrès des Jeunes agriculteurs, encore autrui de ses succès bretonnais, le ministre devra aussi prodiguer des apaisements et sortir quelques cognottes. En se souvenant de la règle d'or du Rognon selon laquelle « la fortune vient du premier sou que l'on ne dépense pas ».

FRANÇOIS GROSCHARD

ÉCONOMIE

Le remplacement de Norman Lamont en Grande-Bretagne

La conjoncture se présente plus favorablement pour le nouveau chancelier de l'Échiquier

Le remaniement du gouvernement, auquel a procédé, jeudi 27 mai, John Major, a confirmé ce qui était attendu en Grande-Bretagne : le remplacement de Norman Lamont, chancelier de l'Échiquier, accusé d'être largement responsable de la récente déroute électorale du parti conservateur. Kenneth Clarke, ministre de l'Intérieur, succède à M. Lamont, avec pour objectif d'aider à restaurer l'autorité du premier ministre, alors que l'économie britannique semble apercevoir le bout du tunnel.

LONDRES

de notre correspondant

Ce remaniement ministériel qui ressemble fort, au premier abord, à un exercice de chaises musicales (lire d'autre part), est censé marquer un nouveau départ politique pour John Major. Norman Lamont, l'homme qui a payé les pots cassés par la récession économique au point d'avoir acquis la réputation de « chancelier le plus impopulaire depuis la guerre », s'en va au moment où la Grande-Bretagne commence à entrevoir le bout du tunnel : la récession économique la plus dure qu'ait connue le Royaume-Uni depuis les années 30 est probablement en train de s'achever. Le paradoxe n'est qu'apparent : le chancelier de

l'Échiquier est certes sacrifié comme bon émissaire sur l'autel des difficultés politiques rencontrées par M. Major - lesquelles se sont accumulées depuis les élections parlementaires d'avril 1992 - mais sa mise à l'écart, réclamée de toutes parts, est justifiée par la conjoncture politique : M. Lamont était devenu le principal handicap politique du premier ministre.

Le remaniement ministériel qui vient de se produire n'est en un sens que l'habillage d'une sanction sévère, prononcée contre un homme qui avait puissamment aidé John Major à accéder au pouvoir. Son remplacement par Kenneth Clarke conforte le « camp » du premier ministre, dans la mesure où l'ancien ministre de l'Intérieur est un équilibriste convaincu.

un « thatchérien » convaincu, tout comme John Redwood, qui entre au gouvernement avec le poste de ministre chargé du pays de Galles. Le départ du 11, Downing Street de Norman Lamont (le chancelier de l'Échiquier est le seul ministre dont la résidence est le seul ministre) avait été pratiquement décidé au lendemain des revers électoraux infligés au Parti conservateur, le 6 mai. Les tories avaient alors essayé une déroute sans précédent depuis leur retour au pouvoir, en 1979. Les Britanniques avaient clairement voulu sanctionner un gouvernement rendu responsable des difficultés liées à la crise économique.

Le premier ministre payait ainsi une certaine position politique qui l'avait empêché de sacrifier M. Lamont après le « mercredi noir » du 16 septembre 1992 marquant la sortie humiliante de la livre sterling du mécanisme de change du système monétaire européen (SME) et la définition d'une nouvelle stratégie économique, orientée vers la croissance.

Deux échéances importantes

A l'époque, M. Major, avait sans doute voulu éviter de se sanctionner lui-même, puisque, comme chancelier de l'Échiquier, il avait été en octobre 1990 l'instigateur de l'entrée de la livre au sein du SME, à un moment et à un taux jugés

Pour faire face aux déficits budgétaires

L'Allemagne prévoit de réduire ses dépenses sociales

FRANCFORT

de notre correspondant

Traversant « la crise la plus grave depuis la fondation de la République fédérale en 1949 », selon le ministre des Finances Theo Waigel, l'Allemagne n'a d'autre choix que de couper dans ses budgets sociaux. Ce que les partis politiques avaient voulu éviter en mars, lors de la signature du « pacte de solidarité », est désormais incontournable. L'aggravation de la situation économique alourdit les comptes effectifs à cette époque, et il va falloir donner un coup de poche supplémentaire dans les dépenses publiques.

L'opposition social-démocrate (SPD) a dénoncé les erreurs de prévision du gouvernement, qui se trouve contraint de se dédire et de porter atteinte à l'équilibre social du pays et à la tradition de l'État-providence. Rudolf Dressler, responsable des affaires sociales au SPD, accuse le gouvernement de faire payer ses carences par les plus pauvres des Allemands. Le SPD ajoute que, à sa connaissance, le gouvernement prépare une hausse des impôts jugée elle aussi inévitable pour l'an prochain.

M. Waigel a indiqué qu'il faudrait trouver des économies de 20 milliards de marks supplémentaires (110 millions de francs) dans le budget de 1994, si l'on veut limiter la hausse des dépenses à 2,75 %, tout en contenant le déficit du budget fédéral à 70 milliards de marks (380 millions de francs). Le ministre devra établir ces écono-

mies d'ici à juillet, mais une liste des coupes envisagées circule dans la presse allemande. Il s'agit d'une baisse des allocations versées aux chômeurs de 3 %, couplée avec une hausse des cotisations chômage de 0,5 %. Les allocations familiales seraient réduites de 30 à 100 marks par mois pour le deuxième enfant. Les retraites seraient gelées en 1994 ainsi que les traitements des fonctionnaires.

Parallèlement, le déplacement du Parlement à Berlin serait repoussé après l'an 2000. Enfin, diverses mesures d'économies affecteraient les ministères de la défense et de l'économie.

D'autre part, les partis de la coalition au pouvoir se sont mis d'accord sur l'introduction d'une aide aux soins à domicile pour les personnes âgées et sur son financement. Le coût global serait de 3 milliards de marks pour les 1,1 millions de personnes âgées dans le besoin qui recevront, dès le début de l'an prochain, entre 400 et 1 200 marks par mois. Le financement serait assuré par une hausse des cotisations retraite d'un point pour les salariés et pour les entreprises. Mais ces dernières se « rembourseraient » par l'introduction d'un délai de carence de deux jours sur les absences pour maladie. Les salariés malades se verraient compter deux jours de vacances pour les quarante-cinq premières heures de leur maladie. Syndicats et opposition ont dénoncé vivement ce projet.

ÉRIC LE BOUCHER

Après sa démission du syndicat IG Metall

M. Steinkühler est soupçonné de fraude fiscale

FRANCFORT

de notre correspondant

Les malheurs de Franz Steinkühler ne sont pas terminés. Le responsable du puissant syndicat de la métallurgie allemande IG Metall a dû démissionner en début de semaine, accusé d'avoir gagné 64 000 marks en Bourse en ayant bénéficié d'informations privilégiées comme membre du conseil de surveillance de Daimler-Benz. Les actionnaires de Daimler-Benz réunis en assemblée générale, jeudi 27 mai, ont refusé de lui accorder leur quitus. Ce vote n'a pas de conséquence juridique.

D'autre part une enquête boursière a été ouverte pour savoir si M. Steinkühler a bénéficié ou non d'information d'intérieur, bien que

cela ne constitue pas un délit en Allemagne. Enfin, le parquet de Francfort a fait savoir que la justice soupçonne M. Steinkühler de fraude fiscale dans des opérations boursières antérieures que l'on découvre aujourd'hui.

Une autre enquête est ouverte au sein de la banque de l'ex-responsable syndical, la BfG, acquise depuis peu par le Crédit lyonnais, pour savoir comment les informations sur le compte de M. Steinkühler ont pu être livrées (en fait vendues) au magazine Stern qui a révélé l'affaire. La violation du secret bancaire et d'autres erreurs mettaient en danger la réputation de cette banque aux yeux des Allemands.

E. L. B.

Kenneth Clarke : un europhile combatif

LONDRES

de notre correspondant

A cinquante-trois ans, Kenneth Clarke devient de facto le numéro 2 du gouvernement britannique. Par cette promotion, et d'ailleurs, il n'est pas le seul à être promu. Les deux autres ministres du cabinet, Douglas Hurd, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et John Gummer, ministre de la Culture, ont également été promus.

Dans son cheminement saccadé pour placer la Grande-Bretagne au cœur de l'Europe, le premier ministre se trouve ainsi secondé par deux ministres qui partagent ses certitudes. « Ken » Clarke, comme Douglas Hurd, est un partisan convaincu de l'Europe. La ressemblance s'arrête là : comparé au patricien secrétaire au Foreign Office, ce fils de mineur a bâti sa réputation sur un style décontracté, de la combativité et du sens politique.

Il faut une grande confiance en soi pour oser affirmer, au moment où la Grande-Bretagne préside la Communauté européenne, que l'on n'a « jamais vu le traité de Maastricht, parce que celui-ci est un peu ennuyeux. Si la presse britannique se gaussait gentiment de l'allure vestimentaire un peu négligée de Kenneth Clarke, c'est pour mieux louer cette allure fausement débonnaire qui le rend sympathique. Grand amateur de jazz, de football et de cricket, de caviar et de bonne chair, n'hésitant pas à déguster une bière au bar de la

Chambre des Communes, fût-ce en compagnie d'un parlementaire du parti travailliste, il a, sans forcer sa nature, ce bon sens populaire qui tranche avec l'allure compassée de son prédécesseur.

Les deux hommes ne connaissent depuis longtemps. Avec Norman Lamont, Kenneth Clarke faisait partie, dans les années 80, de cette « mafia de Cambridge » composée de jeunes hommes ambassadeurs qui entouraient Margaret Thatcher. Le conservatisme de la « Dama da fer » n'était pourtant pas le choix naturel de Kenneth Clarke. Avocat de formation, c'est un « modéré » - parfois classé à l'aile « gauche » du parti tory - évidemment suspect aux yeux des « thatchériens » par ses idées. Sa carrière est probablement la plus remplie et la plus électorale des membres du gouvernement : parlementaire depuis 1970, il a exercé des responsabilités dans les domaines des services sociaux, de l'industrie, des transports et de la santé.

Des promesses pour la livre

Devenu membre à part entière du « cabinet » à partir de 1987, Kenneth Clarke a rempli les fonctions de chancelier du duché de Lancaster et de ministre du commerce et de l'industrie, avant d'être nommé ministre de la santé (1988), ministre de l'éducation et de la science (1989), puis ministre de l'Intérieur (avril 1992). A ce

poste, son courage politique a été salué : qu'il s'agisse des syndicats d'ambulanciers et d'infirmières, d'instituteurs ou de policiers, le nouveau ministre des finances n'a jamais hésité à braver les provocations. Cette combativité, il n'hésite pas à en user aux Communes, qu'il a provoqué les rires en se moquant de ses adversaires.

Bref, « Ken » Clarke est le prototype de l'« animal politique ». Curieusement, cet homme à qui la presse prête depuis longtemps qu'il deviendra chancelier de l'Échiquier, n'a jamais eu de responsabilités significatives dans le domaine économique. Une carène qui devra être comblée par cette qualité qui faisait tant défaut à Norman Lamont : le sens de la communication. Kenneth Clarke vivra donc un temps, une certaine lune de miel vis-à-vis de l'opinion publique et des médias. Mais la politique qu'il devra poursuivre, définie par son prédécesseur, sera forcément impopulaire : la crise de trésorerie de la Grande-Bretagne ne lui laisse guère une faible marge de manœuvre.

La « droite » du parti tory le laissera tranquille, du moins tant qu'il ne se risque pas à vouloir faire rentrer la livre sterling au sein du SME. Récemment, Kenneth Clarke avait pris des engagements fermes à cet égard pour satisfaire la droite de son parti.

L. Z.

Six ministres changent de poste

Outre la nomination de Kenneth Clarke au poste de chancelier de l'Échiquier, le remaniement ministériel entraîne divers changements : Michael Howard passe de l'environnement à l'Intérieur ; John Gummer, de l'Agriculture à l'environnement ; David Hunt, du ministère chargé du pays de Galles à l'emploi ; M^{me} Gillian Shephard, de l'emploi à l'Agriculture ; John Redwood, de l'environnement (secrétaire d'État) à un ministère chargé du pays de Galles.

Diverses nominations ont, d'autre part, eu lieu au niveau des secrétariats d'État. La plus significative est celle de David Heatcoat-Amory - considéré comme « euro-sceptique » - qui prend en charge les affaires européennes, en remplacement de Tristan Garel-Jones, dont le départ pour raisons personnelles avait été annoncé il y a plusieurs mois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TF1 ASSEMBLÉES 1993

Les actionnaires de TF1 sont invités à participer aux Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire (de deuxième convocation), qui se tiendront le

JEUDI 10 JUIN 1993,
à partir de 8 h 30,
dans les bureaux de TF1 de Boulogne
situés 1, quai du Point du Jour (92100)

Les actionnaires peuvent solliciter auprès de TF1 - Service DAE/Titres - 1, quai du Point du Jour - 92100 BOULOGNE -

- soit, une carte d'admission,
- soit, au plus tard six jours avant la date des réunions, un formulaire unique leur permettant de voter par correspondance ou de se faire représenter aux Assemblées.

La formule unique de pouvoir et de vote par correspondance, dûment rempli, devra parvenir à TF1 à l'adresse ci-dessus indiquée, trois jours au moins avant la date des Assemblées.

Minitel 3615 TF1 - Rubrique BOURSE Informations actionnaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1992/93

Le Conseil d'administration de la Fnac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Louis Pétrot le 25 mai 1993. Il a arrêté les comptes au 28 février 1993 qui se résument ainsi :

Groupe Fnac					
(en millions de francs)	29/02/92	% ventes	28/02/93	% sur ventes	variation en %
Chiffre d'affaires HT	4 615,3	-	5 032,1	-	9,0*
Résultat d'exploitation	71,1	1,5	80,2	1,6	12,8
Résultat financier 34,0	0,7	36,0	0,7	5,9	-
Résultat courant	105,2	2,3	116,2	2,3	10,5
Résultat exceptionnel	(1,9)	0,0	(4,9)	0,1	NC
Résultat net après IS	45,4	1,0	50,5	1,0	11,2
Capacité d'autofinancement	201,0	4,4	212,1	4,2	5,5

* et 10,1 % à périmètre comparable

La chute de la consommation se traduit par une baisse de la progression du chiffre d'affaires à magasins constants (0,2 % pour le 1^{er} semestre 93 contre 6,5 % pour le 1^{er} semestre 92) qui a plus particulièrement touché les magasins parisiens. Néanmoins l'entreprise maîtrise la situation en sachant s'adapter à ce contexte avec une progression de ses résultats supérieure à celle du chiffre d'affaires.

La Fnac poursuit sa croissance rapide (10,1 % à périmètre comparable) et continue ainsi à prendre des parts de marché.

Progression 92/93	Produits techniques	Disques	Livres
MARCHÉ	-6,8%	2,6%	2,5%
FNAC	5,9%	13,9%	15,2%

Le plan de développement exceptionnel se terminera, comme prévu, avec l'exercice 1992/93. Durant le 1^{er} semestre la Fnac a effectué les ouvertures des magasins du Mans, Angers, Troyes, Noisy le Grand, le transfert du magasin de Lille et a reconstruit avec succès la Librairie Internationale en Fnac Micro. Fin mars a été inauguré le site d'Avignon. L'activité de l'ensemble de ces nouveaux magasins est conforme aux objectifs.

Dans cette conjoncture difficile et bien que la reprise ne soit pas pour l'instant en vue, la Fnac, consciente de tous ses atouts, reste confiante dans l'avenir.

VIE DES ENTREPRISES

Hiver doux et conjoncture morose

Elf annonce des résultats en baisse et un accord au Turkménistan

Vendredi 28 mai, les dirigeants d'Elf-Aquitaine ont signé avec le président du Turkménistan un protocole de coopération dans le domaine de l'exploration et de la production d'hydrocarbures dans ce pays d'Asie centrale. Cet accord confirme la stratégie d'implantation du groupe en Russie et dans l'ex-Union soviétique. Celle-ci avait été évoquée, la veille, par Loïc Le Finch Prigent à l'assemblée générale chargée de statuer sur les comptes.

« Les premiers mois de 1993 ressemblent à la fin de l'année écoulée. Sur la base des quatre premiers mois, nous pouvons estimer que le recul de notre résultat opérationnel pour le premier semestre devrait être de l'ordre de 25 % par rapport à celui de la même période de 1992 » (7,9 milliards de francs), avait annoncé le président d'Elf Aquitaine à ses actionnaires. Selon lui, compte tenu de l'environnement déprimé, il ne s'agit pas d'une surprise. Le résultat est conforme aux prévisions du groupe et voisin de celui enregistré au deuxième semestre l'an dernier. Cependant la Bourse a réagi négativement à cette prévision, l'action perdant 1,7 % à 376,20 francs dans un marché en hausse de 0,75 %.

Dans la traversée de « ce cap difficile », seul le secteur exploration-production a résisté. En matière pétrolière, la douceur de l'hiver n'a pas provoqué de détachement saisonnier propice à l'amélioration des prix et des marges de raffinage. Toutefois, les marges du raffinage se redressent depuis deux mois, les raffineries ayant réduit leurs opérations.

DOMINIQUE GALLOIS

De son côté, Elf-Sanofi est non seulement affecté par les dévaluations monétaires qui rendent les produits français moins compétitifs, mais aussi par le resserrement des politiques de santé dans différents pays, principalement en Allemagne.

Les importations des pays de l'Est

Dans la chimie, l'un des secteurs d'Elf Atochem les plus atteints est celui des engrais, en raison de la politique agricole commune, des accords du GATT et du quadruplement des importations à bas prix en provenance des pays de l'Est et d'Espagne. Cet afflux dans un marché en récession vient de conduire la Grande Paroisse à annoncer la suppression de 25 % de ses effectifs.

Tenant compte de cette morosité générale, Elf Aquitaine a décidé de restreindre ses dépenses d'exploration, les ramenant à 4,2 milliards de francs (contre 4,8 milliards en 1992) et de réduire ses investissements industriels de 10 %. Dans le même temps le groupe s'est fixé pour objectif de réaliser pour 5 milliards de francs de cession cette année. On a déjà été cédés des activités aux États-Unis (Elf Asphalt), en Espagne ainsi que dans la chimie de spécialités. La firme envisage de se montrer très sélective dans ses acquisitions.

DOMINIQUE GALLOIS

Des milliers d'emplois en jeu

Le papetier néerlandais KNP BT préconise un plan européen de réduction des capacités de production

AMSTERDAM

de notre correspondant

Maniant avec dextérité l'arme de la périphérie, le président du directeur du descriptif groupe papeter européen, le néerlandais KNP BT, a prévenu, mercredi 26 mai, que celui-ci pourrait être déficitaire au terme de l'exercice 1993. « Un petit bénéfice nous satisferait grandement », a ainsi déclaré Robert van Oordt, en présentant les premiers résultats trimestriels de KNP BT, né de la fusion à la fin de l'an dernier des groupes KNP, VRG et BT. La nouvelle entité — qui, selon ses résultats *pro forma*, a dégagé l'an dernier un bénéfice opérationnel de 535 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 37,5 milliards de francs — a en effet mal commencé sa première année. La période janvier-mars s'est soldée par une légère perte opérationnelle, et les mois d'avril et de mai n'ont pas été meilleurs.

Selon les dirigeants du groupe néerlandais, la situation des producteurs de papier est dégradée depuis trop longtemps — « deux ans » — pour ne pas être uniquement due à des causes conjoncturelles. « Le problème est structurel », a affirmé le vice-président, Frank de Wit. Pour tenter d'y remédier, il a pris l'initiative d'une concertation avec les autres producteurs européens (de la CEE mais aussi de Scandinavie) pour ébaucher une réduction des capacités

de production du secteur. Faisant référence à une démarche similaire qu'aurait dernièrement adoptée les producteurs de briques, et qui n'est pas sans rappeler le « plan acier » des Douze, M. de Wit a parlé d'une amputation souhaitable du potentiel industriel de « 5 % », ajoutant que « des milliers d'emplois » seraient concernés. Il a précisé que ces pourparlers se déroulaient « sous la supervision de la Commission européenne » et n'étaient qu'à « un stade d'orientation ».

En attendant qu'ils aboutissent, KNP BT va resserrer son programme d'investissements et réduire ses coûts de 450 millions de francs. Des désinvestissements sont également prévus dans le secteur de l'emballage (notamment le carton fort) ainsi que dans celui de la commercialisation des rotatives MAN Roland en Europe.

Mais ce dernier désengagement était la condition posée par les autorités de Bruxelles pour entériner la naissance de KNP BT qui, assurant également la représentation européenne des rotatives Heidelberg, menaçait de se retrouver en situation de monopole. Ce problème étant résolu, la fusion KNP-VRG-BT « est un fait ». Mais sans doute KNP BT aurait-elle préféré faire ses premiers pas sous de meilleures auspices.

CHRISTIAN CHARTIER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

REDRESSSEMENT

Le groupe LTV devait sortir de la faillite fin juin. Le groupe sidérurgique américain LTV a annoncé qu'il sortirait à la fin du mois de juin de la faillite, un juge ayant approuvé mercredi 26 mai son plan de restructuration. LTV s'était placé sous la protection de la loi américaine en juillet 1991. Le groupe en a profité pour investir 2 milliards de dollars (10,8 milliards de francs) dans la sidérurgie et pour vendre en 1992 ses activités dans l'aérospatiale et la défense.

REGROUPEMENT

o Groupe Laita : Even rejoint Cane et Coopagri Bretagne. Les activités beurres et fromages du groupe Even ont rejoint les groupes coopératifs Cane et Coopagri Bretagne, renforçant ainsi le groupe Laita et lui assurant désormais la commercialisation de 70 000 tonnes de beurres et de fromages. Le groupe Even, dont le siège est à Ploudaniel (Finistère) devient ainsi le troisième partenaire de Laita, créé au mois d'avril 1991 par Coopagri Bretagne, implanté à Landerneau (Finistère) et Cane à Ancois (Loire-Atlantique). Avec l'arrivée de la branche beurres et fromages du groupe Even, le chiffre d'affaires de Laita passera de 1,2 à 1,8 milliard de francs. Les trois groupes coopératifs polyvalents (Even, Cane et Coopagri Bretagne), associés à parité au sein de Laita, gardent leur autonomie pour leurs autres secteurs d'activités.

RESTRUCTURATION

o Chevron : provision de 550 millions de dollars pour restructuration. Chevron, quatrième compagnie pétrolière américaine, a annoncé, jeudi 27 mai, qu'elle constituerait une provision de 550 millions de dollars (2,9 milliards de francs) sur ses résultats du deuxième trimestre pour restructurer ses activités de raffinage et de marketing aux États-Unis. Le nombre de suppressions d'emplois n'a pas été précisé dans ce groupe qui emploie 55 000 personnes. Chevron va vendre ses raffineries de Philadelphie (Pennsylvanie) et Fort-Arthur (Texas). Les deux sites emploient conjointement 1 800 personnes et ont une capacité quotidienne de production de 350 000 barils. La firme va également concentrer ses stations-service dans six États (Floride, Texas, Louisiane, Alabama, Géorgie et Mississippi), vendre ses stations dans six États et arrêter ses ventes de détail dans l'Arkansas et, en partie, au Tennessee et dans le Kentucky.

CAPITAL

o Nestlé : feu vert des actionnaires à l'augmentation de capital. Les actionnaires du groupe agro-alimentaire suisse Nestlé ont porté

l'ensemble du capital du groupe de 388 à 433 millions de francs suisses (1,63 milliard de francs), jeudi 27 mai, au cours de leur assemblée générale annuelle qui a également entériné une restructuration du capital. Nestlé va émettre 1 552 000 nouvelles actions au prix de 800 francs suisses le titre, pour l'augmentation ordinaire de son capital-actions. La restructuration du capital votée par les actionnaires se traduit par la création d'une catégorie unique d'actions, un accroissement de la liquidité et une couverture plus facile aux actionnaires étrangers. En outre, les actionnaires ont accepté une refonte des statuts conforme aux nouvelles normes suisses sur les sociétés anonymes.

DÉMISSION

o Démission du président du directoire de Saarstahl (Usinor-Sacilor). Le président du directoire de l'entreprise sidérurgique allemande Saarstahl AG (7 200 salariés), Guy Dollé, a annoncé sa démission « avec effet immédiat », a indiqué jeudi 27 mai un porte-parole de l'entreprise sidérurgique contrôlée par le groupe français Usinor-Sacilor. M. Dollé n'a pas motivé sa démission, mais celle-ci est en rapport avec « la demande d'une ouverture de procédure de faillite de la Saarstahl AG et de la situation particulière qui en résulte », a déclaré le porte-parole. M. Dollé, également directeur général de la filiale d'Usinor-Sacilor Unimetal, était président du directoire de Saarstahl AG depuis le 1^{er} avril. M. Dollé avait été critiqué, en Sarre, pour avoir suggéré dans des déclarations à la presse française que les capacités de l'entreprise sarroise (sud-ouest de l'Allemagne) soient reprises en Lorraine.

RÉSULTATS

o Sharp Corp. (électronique grand public) : baisse de 30 % du bénéfice annuel. Victime de la baisse de la demande au Japon, Sharp Corp. a accusé une chute de 30 % de son bénéfice impossible consolidé à 51,6 milliards de yens (2,5 milliards de francs) pour son exercice clos au 31 mars. Son chiffre d'affaires a aussi baissé de 2,5 % à 1 148 milliards de yens (96,2 milliards de francs). L'année dernière, ses ventes à l'étranger ont progressé de 2,8 % et assuré plus de la moitié de son chiffre d'affaires (51,7 % contre 48,9 % en 1991) tandis que ses ventes au Japon baissaient de 7,8 %. Pour 1993, Sharp prévoit la stagnation de ses résultats avec un bénéfice net de 30 milliards de yens pour des ventes de 1 500 milliards de yens. La firme compte toutefois accroître ses investissements de 12 %, à 90 milliards de yens, et ses dépenses de recherche et développement de 6 % à 110 milliards de yens.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 mai ↓ Baisse

La Bourse de Paris était orientée à la baisse, vendredi 28 mai, pour la dernière séance de la semaine. En recul de 0,47 % au début des échanges, les valeurs françaises effectuaient un recul de 0,84 % une heure plus tard. À la mi-journée, l'indice CAC 40 cédait 0,58 % dans un marché très technique et assez creux, qui attendait dans l'après-midi les turbulences liées au débouclage des options à terme qui viennent à échéance ce vendredi.

Ces opérations entraînent traditionnellement une forte volatilité, et les intervenants se gardent de prendre des positions en attendant les compensations, entre 15 heures et 19 heures.

La Bourse était également circumspecte à la veille du long week-end de Pentecôte. Les intervenants observent de près la tenue de la paneta, et repartent d'une sorte de système monétaire européen de la monnaie

espagnole, on qui affecterait la position du franc au sein d'un SME quasiment vidé de sa substance.

Les déclarations à la presse allemande d'un membre du conseil de la Bundesbank, Oskar Mueller, estimant qu'il n'y a pas de marge de manœuvre pour une baisse des taux outre-Rhin, pesant sur la MATIF, après les spéculations de la veille. Le nationaliste allemand a cédé 5 centimes à 117,14 après une ouverture en hausse de 10 centimes.

Du côté des valeurs, le Crédit local de France baissait de 1,26 %. Reculé de 1,95 % du CCF, qui avait progressé fortement la veille, SF cédait 0,19 % pour 141 000 titres, poursuivant le recul amorcé la veille après l'annonce d'une baisse de 25 % de son résultat opérationnel au premier semestre.

Michelin, toujours affecté par l'annonce de chômage partiel, perdait 3,84 %.

NEW-YORK, 27 mai ↑ Nouveau record

La faiblesse des taux d'intérêt sur le marché obligataire a permis à Wall Street d'enregistrer un nouveau record, jeudi 27 mai, dans une atmosphère rendue nerveuse par la perspective du vote de la Chambre des représentants sur le plan de réduction du déficit budgétaire américain. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 554,93 points, en hausse de 14,87 points, soit une avance de 0,41 %. Le volume des transactions a été très élevé avec quelque 230 millions de titres échangés. Les actions en hausse ont toutefois été moins nombreuses que celles en baisse : 902 contre 980 et 630 valeurs sont restées inchangées. L'annonce de demandes hebdomadaires d'allocation-chômage inchangées, à 340 000, durant la semaine terminée le 22 mai, indique d'une économie engagée, a contribué à la faiblesse des taux d'intérêt sur le marché obligataire, selon des analystes. Les projets de réduction du déficit budgétaire du président américain focalisent les inquiétudes. « Si M. Clinton perd, à mon avis, cela aura

des conséquences très négatives sur le marché obligataire (provoquant une remontée des taux) et donc sur la Bourse des valeurs », a commenté Hugh Johnson, analyste chez First Albany.

VALEURS	Cours de 26 mai	Cours de 27 mai
Alcoa	88 3/4	89
AT&T	62	61 5/8
Boeing	62	61 3/4
Chrysler	31 1/2	30 3/4
Du Pont de Nemours	52 1/4	52 1/2
Eastman	82 3/4	82 1/2
Exxon	82 3/4	82 1/2
General Electric	63	62 3/4
General Motors	40	39 3/4
IBM	112	111 3/4
Intel	32 3/4	32 1/4
ITT	88 5/8	88 1/2
Johnson & Johnson	72 1/2	72 1/8
Pfizer	68 1/2	68 1/4
Rockwell	68 1/2	68 1/4
Union Carbide	108	107 1/4
United Tech.	62 3/4	62 1/4
Windsor	16 1/2	16 1/4
Yale	76 3/8	76 1/4

LONDRES, 27 mai ↑ Progression

Les valeurs ont légèrement progressé, jeudi 27 mai, au Stock Exchange sous l'influence de Wall Street, alors que les spéculateurs se concentraient sur le mouvement ministériel. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 8,4 points (0,3 %), à 2 956,3 points. Le volume d'échanges a été élevé à 657,5 millions de titres contre 613,3 millions la veille.

Downing Street a annoncé peu avant la clôture que Kenneth Clarke était nommé chancelier de l'Échiquier en remplacement de Norman Lamont, qui a démissionné. Le nouveau ministre de M. Clarke, qui était ministre de l'Intérieur, ne devrait pas déboucher sur un changement de cap économique, selon des analystes. Les supermarchés et les brasseries ont progressé, mais les immobilières

et le bâtiment ont reculé. La production d'électricité National Power a gagné 11 pence à 348 après la publication de résultats annuels conformes aux prévisions. Guinness s'est apprécié de 15 pence à 475, bénéficiant d'une correction après les pertes de la veille.

VALEURS	Cours de 26 mai	Cours de 27 mai
Admiral	5,25	5,28
B.P.	3,12	3,10
B.T.A.	4,08	4,02
British	4,38	4,36
De Beers	11,38	11,38
Diageo	26,17	26,13
Enro	26,17	26,13
ICI	12,28	12,23
Imperial	13,00	13,00
ITC	6,12	6,12
Shell	10,22	10,23

TOKYO, 28 mai ↓ Irrégulière

La Bourse de Tokyo a clôturé sur une note irrégulière vendredi 28 mai, dans des transactions calmes, les investisseurs se tenant sur la réserve en raison des turbulences qui agitent le marché des changes. L'indice Nikkei a perdu 9,84 points, soit 0,04 %, à 20 843,68 points. Environ 10 millions de titres ont changé de mains. Le marché a été affecté par le recul des contrats à terme, mais des achats sur des valeurs relativement sous-évaluées lui ont apporté un soutien. L'indice Topix, à plus long terme, a gagné 1,11 point, soit 0,07 %, à 1 854,82 points, son plus haut niveau de l'année. L'indice a été favo-

rié par des achats de valeurs à forte capitalisation telles que les banques. Les inquiétudes relatives au marché des changes ont entraîné un ralentissement de l'activité ainsi que des ventes de bénéfices et des ventes d'arbitrage, après une hausse à l'ouverture.

VALEURS	Cours de 27 mai	Cours de 28 mai
Aluminium	1 390	1 390
Asahi	1 410	1 390
Daewoo	2 280	2 213,78
Hitachi	1 390	1 390
Hitachi	1 390	1 390
Hitachi	1 390	1 390
Hitachi	1 390	1 390
Hitachi	1 390	1 390
Hitachi	1 390	1 390
Hitachi	1 390	1 390

CHANGES

Dollar : 5,4080 F ↓

Le yen est en léger repli, mais il restait ferme à 5,4080 F (pour 100 yens) vendredi 28 mai, au cours des premiers échanges entre banques, contre 5,4080 F jeudi soir. Le dollar s'affaiblissait à 5,4080 F contre 5,4360 F la veille au soir. Le dollar s'affaiblissait à 3,3744 F contre 3,3725 F la veille au soir (3,3739 F contre base de Francs).

	27 mai	28 mai
FRANCOFORT	27 mai	28 mai
Dollar (en DM)	1,620	1,627
TOKYO	27 mai	28 mai
Dollar (en yen)	108,05	107,38

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (28 mai) : 7,78 - 8 %
New-York (27 mai) : 3,13 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COEURS COMPTANT	COEURS TERME TROIS MOIS
\$ E-U	Demandé 6,405	Offert 6,405
Yen (100)	Demandé 5,405	Offert 5,405
Yen (100)	Demandé 5,405	Offert 5,405
Yen (100)	Demandé 5,405	Offert 5,405
Yen (100)	Demandé 5,405	Offert 5,405
Yen (100)	Demandé 5,405	Offert 5,405
Yen (100)	Demandé 5,405	Offert 5,405
Yen (100)	Demandé 5,405	Offert 5,405
Yen (100)	Demandé 5,405	Offert 5,405

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
\$ E-U	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8
Yen (100)	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8
Yen (100)	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8
Yen (100)	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8
Yen (100)	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8
Yen (100)	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8
Yen (100)	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8
Yen (100)	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8
Yen (100)	Demandé 3 1/16	Offert 3 1/16	Demandé 3 1/8

Ces cotations indicatives, pratiquées sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiquées en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild
Banque

Création de la
SICAV ACTIONS

ASIE 2000

investissant sur les marchés (hors Japon)

de huit pays asiatiques à fort potentiel :

Hong-Kong, Singapour, Malaisie, Thaïlande...

Ouverture au public :

Vendredi 28 mai 1993



Continuité dans la performance

Nominée	Classée	Nominée
Meilleur Produit Financier	2ème Meilleure Performance de SICAV	Meilleure Analyse Financière
1993 - Nuit des Services -	1992 - Mieux Vivre -	1993 - Agéfi -

- SOUSCRIPTIONS -

Commissions de souscription réduites jusqu'au 28 juin 1993

Gestion Institutionnelle : François des Robert

Gestion Privée : Humbert Garreau de Labarre

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

47, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Tél. : 40 17 25 25 / Fax : 40 17 24 27



Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, qui sera suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire, se tiendra le mardi 22 juin 1993 à 10 heures, 21, rue François-I^{er}, Paris (8^e), dans les locaux de la MIVVF.

CHÈS FINANCIERS

PARIS, 28 mai ↓ Baisse

[illegible]

du 1985, les valeurs, le Crédit agricole a obtenu une hausse de 1,95 % du SCT, qui avait progressé de 1,11 % en 1984. En 1985, le crédit a augmenté la vitesse, pour passer d'une hausse de 25 % de son rythme d'expansion au premier semestre 1985.

Mélanie toujours affecté par la hausse du chômage parait, en 1985.

YORK, 17 mai. ↑ **Nouveau record**

[illegible]

PROGRESS

1. The first step in the process of learning is to identify the learning objectives. This involves determining what the learner should be able to do after completing the course.

2. The second step is to design the learning experience. This involves selecting the content, methods, and materials that will be used to achieve the learning objectives.

3. The third step is to deliver the learning experience. This involves presenting the content, facilitating the learning activities, and providing feedback to the learners.

4. The fourth step is to evaluate the learning experience. This involves assessing the learners' progress, the effectiveness of the learning experience, and the impact of the learning experience on the learners.

Progression

1. The first step in the process of progression is to identify the progression objectives. This involves determining what the learner should be able to do after completing the course.

2. The second step is to design the progression experience. This involves selecting the content, methods, and materials that will be used to achieve the progression objectives.

3. The third step is to deliver the progression experience. This involves presenting the content, facilitating the progression activities, and providing feedback to the learners.

4. The fourth step is to evaluate the progression experience. This involves assessing the learners' progress, the effectiveness of the progression experience, and the impact of the progression experience on the learners.

[illegible]

MAGES

BOURSES

BANQUE INTERNATIONALE DES DEVICES

LA D'INTERET DES ES

Cours relevés à 13 h 30

COMPANIES					REGLEMENT MENSUEL					COMPANIES					REGLEMENT MENSUEL					COMPANIES					REGLEMENT MENSUEL				
COMPANIES	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	COMPANIES	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	COMPANIES	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	COMPANIES	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%						
5670	C.A.E.S.K.	9670	.....	.....	.....	1010	Edif. Foncier	9027	1039	.....	-1.15	1350	Lygion	206 50	201	268	+0.53	520	Siron	529	521	520	-1.82		
910	B.A.P. T.P.	1028	1005	1061	+0.69	400	Edif. Loc. France	494 10	397	297	-1.71	255	Luton	270	261	350	-1.30	840	S.A.T.A.	841	840	845	+0.62						
1087	C.Lyons T.P.	1039	1005	1039	+0.09	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1910	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1087	Edif. Loc. Etr.	1039	1005	1039	+0.46	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99						
1123	Edif. Loc. Etr.	1140	1140	.....	.....	1310	Edif. Loc. Etr.	638	594	430	-0.83	420	Lygion	4815	420	4420	-1.20	1010	S.L. Renseign.	1020	1010	1000	-0.99				
811	Thomson T.P.	946	300	-1.89	50	1310	Edif																						

Comptant (sélection)

VALEURS		% du nominal	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations												
Emp. Ect. 0,8% 78...	...	8,98	...	France	350	360	Reussco W...	...	160 10	180 10	...	...
10,07% 70/91	102,60	7,67	...	F.I.P.P.	...	...	Robeco	324	325	...	...	...
Emp. Ect. 13,4% 83	103,21	5,80	...	F.I.A.C.	201	206	Sages	5,05	...	...	...	...
10,26% mise 86...	108 10	2,16	...	Gasden (Ch)	555	552	Saxon Group	24 50	...	...	...	...
GAT 10% 52/50...	116 15	0,02	...	Proces I.A.R.D.	444	...	SIF Atlantique	65	65	...	...	...
GAT 5,9% 12/1987	111 10	4,50	...	Proces S.A. (B)	176	1730	Tamco Inc.	263	260	...	...	...
GAT 5,9% 12/1988	107 85	0,02	...	Procs. de l'ouest	555	595	Tony Ind.	33 30	32 55	...	...	...
PTT 11,2% 85	110	5,07	...	Quercen	311	315	West Bend Cons.	6 05	8	...	...	...
OT 10,2% mise nov. 80	101	2,66	...	Sevler	818	...	...	...	...	...	...	...
CNA 10% 16/79	102,20	2,41	...	St. Louis	418	418	...	...	...	...	...	...
OHV Regies 5000F	160 10	3,49	...	Groupes Victrola	840	...	...	...	...	...	...	...
OHV Paribas 5000F	100 05	3,49	...	T.C.I. (transport)	240	239	...	...	...	...	...	...
OHV Suez 5000F	111 10	3,49	...	Unicredit	433	433	C.I.R.	3 40	...	...	...	...
OHV 1002 5000F	100 10	3,49	...	Unicredit	798	798	Commerzbank	940	940	...	...	...
OHV 9% 86	...	1,13	...	Unicredit	4060	4600	Dow Chemical	307	307 10	...	...	...
OHV 10,05% oct. 85	114 55	4	...	Unicredit (St. C)	2300	...	Fluor	101	27 10	...	...	...
OHV 9% 86	...	1,13	...	Unicredit	1168	...	G.E. Bros Lewis	515	525	...	...	...
OHV 10,05% oct. 85	146 49	...	...	Unicredit	20	20	Gentec	240	...	...	...	...
CHAP 3% 100	1089	...	...	Unicredit	205	21	Good Holdings Ltd	82 25	53 10	...	...	...
Com...	...	...	...	Unicredit	176	176	Glaxo Fin.	207	...	...	...	...
OT 8% 85/86	...	...	...	Unicredit	220	225	Grain and Co (WV)	223	...	...	...	...
OT 8,2% 88	801	...	...	Unicredit	51 80	...	Harpwell Inc. Int.	202	...	...	...	...
				Unicredit	134	...	Johnsonberg	42	...	...	...	...
				Unicredit	220	220	Karlshaus Polsteck	71 15	...	...	...	...
				Unicredit	654	...	Kolmar	29 90	...	...	...	...
				Unicredit	728	778	Kopacina Hema	87	...	...	...	...
				Unicredit	1220	1220	Orsten Ind.	4 35	4 56	...	...	...
				Unicredit	360	...	Plaz Inc.	395 10	383 40	...	...	...
				Unicredit	165	...	Rink	37 50	36 10	...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...				...	...	...
				Unicredit	150	...				...	...	...
				Unicredit	210	...						

SICAV[illegible]

Second marché (selection)

AMF. Insurance	374	365	Protonde (C)	480	480	Geograph	189	189
Medifraction	2300	2278	Nachfrage	1055	1055	Gaisner	865	760
AMF. Insurance	440	440	Rechnung	151	151	I.C.C.	243	244
STY Oest.	1300	...	Raum	168	168	Moscow	89	87
HTP	31 80	31 50	Rogee	165	158	IMM. H&W	1180	1180
Cambridge	791	788	SACER	658	...	Imperial Company	122	123
Swedish Consol.	3460	3460	SAF.A	212	...	IP&M	122	123
Cons. Pechin.	2 05	...	SAF.A Alcan	200	...	N.S.C. Schönbacher	682	650
C.B.F.	302	298 60	Saint Domingue (F.)	175	...	Phone-Alp-Est (F.)	303	335
C.E.S.F. (Figer)	815	...	Saint de Mid.	878	571	Reute-Alp-Est (F.)	103	105
Consolidated Heavy	340	340	Schneider R.	736	735	Sarbo	358	348
Carguen	50	...	SILPH	736	735	TFI	441	430 80
Chempax Uv.	13	12 65	S.M.C.I.	400	400	Thumacher R. (F.)	344	344
CL	224	225 70	S.M.C.I.	200	...	Yid. C. (F.)	230	225
CITILAM (S)	2500	...	S.M.C.I.	400	400	Y.S. (F.)	72	75
Co Industriale	3680	...	S.M.C.I.	200	...			
Coq Liger Alumin.	375	375	Soliman (S. Garani)	65	66			
Coq Liger Alumin.	375	375	Soliman (S. Garani)	65	66			
Cosmet. M&P	12 30	...	Southern Automobile	720	...			
Credit G&C Ind.	101	...	Soviet	410	410			
D. Universal (Ind)	2580	...	Stora	3925	2000			
D&W	858	...	Talcher	181	181			
Dutch Dutch	982	651	Texas Eastern	228 50	228 50			
East Dutch Vap.	3010	...	Tow-Africa	1055	1055			
Edin.	22 79	22 60	U.S. Steel	3380	3380			
Eng. Jang. P&C	4345	...	Vicor	477	475			
Essex-Brighton C.	888	882	Waco	1800	...			

Marché libre de l'or

MARCHÉ DES CHANGES				MARCHÉ DES BILLET				LA BOURSE SUR MINITEL	
COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 28/5	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/5	<div>36-15</div> <div>TAPEZ LE MONDE</div>	
			achat	vente					
Etats Unis (1 unit.)	5 458	5 458	5 2	5 7	Or fin (pds en bars)....	86150	86000		
France (100 fr.)	5 588	5 588	328	346	Or fin (en lingots).....	86150	86150		
Allemagne (100 DM)	337 390	337 390	15 9	16 9	Napoléon (200).....	382	380		
Belgique (100 F)	16 438	16 438	288	309	Franc Fr (100 F).....	370	370		
Pays-Bas (100 f.)	332 520	332 520	3 4	3 9	Pièce Suisse (20 f.)...	378	377		
Italie (100 lire)	3 674	3 674	84	92	Pièce Latine (20 f.)...	378	379		
Danemark (100 kr.)	88 070	88 070	9	6 6	Souverain.....	475	474		
Irlande (1 sp.)	8 238	8 238	2 5	3 1	Pièce 20 dollars.....	2240	2250		
Gde-Bretagne (1 £)	16 438	16 438	382	382	Pièce 10 dollars.....	1352 50	1400		
Grèce (100 drachmes)	2 488	2 488	70	78	Pièce 5 dollars.....	575	575		
Suède (100 kr.)	377 470	377 470	45	49 5	Pièce 50 pesos.....	2440	2440		
Suisse (100 fr.)	76 020	76 020	4 1	4 5	Pièce 10 florins.....	380	386		
Norvège (100 kr.)	78 790	78 790	3 1	3 9					
Autriche (100 sch.)	47 862	47 862	4 1	4 5					
Espagne (100 pes.)	4 275	4 275							
Portugal (100 esc.)	3 510	3 510							

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

46-62-72-67

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15

TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :

46-62-72-67

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 27 mai 1993

NOTIONNEL 10 %

Nombre de contrats estimés : 134

CAC 40 A TERMÍ

Volume: 28 517

COURS	juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Mai 93	juin 93	juillet 93
Dernier —	117,22	117,02	116,46	Dernier —	1 903	1 886	1 876,50
Précédent	117,12	116,84	—	Précédent	1 887,50	1 871	1 866,50

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

CIRCULATION

Près de deux millions de véhicules supplémentaires sur les routes pour la Pentecôte

Les conseils de Bison futé de plus en plus suivis

Dernier «week-end» prolongé avant les vacances d'été, les congés de la Pentecôte connaissent traditionnellement une circulation routière intense. Près de deux millions de véhicules supplémentaires devraient être sur les routes à cette occasion. Bison futé déconseille aux automobilistes de partir le vendredi 28 mai dans la soirée, et de rentrer lundi 31 mai après 15 heures. Les conseils des responsables de la circulation semblent de plus en plus suivis.

Des milliers d'automobilistes se sont demandés sur la route du retour du long congé de l'Ascension si Bison futé avait bien résumé ses données informatiques. En effet, la circulation n'a pas été paralysée vers la plupart des grandes villes, dans la soirée du

dimanche 23 mai. A l'heure de la prise de ceux qui avaient pris le risque de rentrer en fin de journée, malgré les mises en garde des responsables de la circulation routière.

Le même jour, au péage de Saint-Arnould-en-Yvelines sur l'autoroute A-10, l'un des points les plus sensibles du réseau routier, le trafic avait été très dense entre 9 heures et midi, puis complètement saturé jusqu'à 14 h 30. Des bouchons désagréables pour ceux qui avaient suivi les indications de Bison futé, qui leur avait conseillé de rentrer chez eux avant 15 heures.

«Nous faisons tout pour que nos prévisions soient démenties par les faits», affirme Jean-Michel Bérard, directeur de la sécurité et de la circulation routière. «Nous ne sommes vraiment satisfaits que lorsqu'on nous dit que Bison futé s'est trompé.» Inventé à la suite des mémorables bouchons qui

avaient paralysé la quasi-totalité des grands axes, le samedi 2 août 1975, Bison futé a rapidement atteint une notoriété de star : 94 % des Français connaissent aujourd'hui l'existence du petit Indien souriant.

D'après un sondage IFOP réalisé à la fin de l'été 1992, près d'un quart des automobilistes s'informent aujourd'hui sur ses conseils pour choisir le jour et l'heure de leur départ en vacances, alors qu'ils étaient moins de 17 % en 1989. Si la majorité d'entre eux prépare ainsi leur départ, ils sont encore trop peu nombreux à tenir compte des conseils de Bison futé pour décider du moment de repartir leur domicile. Un chiffre insuffisant pour éviter les «H.K.M.», que les techniciens de la circulation routière comptabilisent avec méthode (1).

Les nouvelles habitudes de déplacement, l'arrivée massive de touristes étrangers, l'éclatement des processus de fabrication et la généralisation des flux tendus dans le commerce ont entraîné une augmentation du trafic routier de 10 % par an jusqu'en 1986 et de plus de 3 % chaque année depuis cette date. Le nombre d'encouragements constatés pendant les périodes de grandes migrations est cependant resté stable ces dernières années.

Heures orange et rouge

Les responsables de l'opération Bison futé estiment que l'impact de leurs campagnes d'information n'y est pas étranger : «Il suffit en effet que 5 à 10 % des automobilistes choisissent de différer leurs déplacements, en suivant nos conseils, pour supprimer 50 % des bouchons», explique Frédéric Jacquart, chef du bureau de la gestion du trafic, au ministère de l'équipement et des transports. En effet, une autoroute, sur laquelle 4 800 véhicules à l'heure circulent sans difficultés, est saturée avec 5 200 véhicules.

Depuis dix ans, le dispositif Palomar (pour Paris-Lyon-Marseille) vient compléter le système d'information de Bison futé. Il permet au préfet de la région de défense de coordonner, pendant les périodes de grandes migrations, les moyens de la gendarmerie, de la police et des CRS, ainsi que des techniciens de l'équipement. Ainsi peuvent être décidées des mesures de délestage ou de régulation du trafic par les écarts au réseau et même par les péages d'autoroute. Car Bison futé se fait parfois surprendre par les nouvelles habitudes des Français. Ils prennent des vacances de plus en plus courtes, et n'attendent pas toujours le dernier minute pour rentrer de week-end. Jusqu'au moment où ils comprennent qu'ils sont de plus en plus nombreux à éviter les «heures orange et rouge».

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Un «H.K.M.» représente un kilomètre de bouchon sur une voie de circulation pendant une heure. On compte chaque année 750 000 «H.K.M.», dont les deux tiers en région parisienne. Un kilomètre de bouchon immobilise environ une centaine de véhicules, occupés chacun en moyenne par 2,5 personnes. Ce sont donc des milliers d'heures qui sont ainsi perdues chaque année.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Années 60

Alors que l'on célèbre au Grand Palais, à Paris, les fastes du design (le Monde du 21 mai), les années 60 sont déjà représentées dans les salles des ventes. A Concarneau (Finistère), dimanche 30 mai après-midi, une vente organisée sur ce thème propose une sélection de tableaux et de meubles d'artistes reconnus.

Parmi les peintres, citons Claude Venard qui coûte entre 15 000 et 20 000 francs pour la Lampe verte, une toile, et entre 8 000 et 10 000 francs pour une gouache, l'Avion bleu. Des tableaux de Brienne, Calmettes ou Risco sont écessibles entre 5 000 et 30 000 francs, des dessins de Samy Briss ou Sam vont de 3 000 à 8 000 francs, et on trouve de bonnes gravures entre 1 000 et 5 000 francs. Dans cette catégorie, une litho de Wilfredo Lam, Retour de Cuba, est estimée autour de 5 000 francs.

Quelques meubles de créateurs font également partie de la vente. Une table de Saarinen, à plateau en granit, éditée par Knoll, est donnée autour de 7 000 francs, une autre, à plateau lamé, éditions Knoll, est entre 3 000 et 5 000 francs. Mêmes prix pour un salon d'Arne Jacobsen en fonte d'aluminium et acier, composé de quatre chaises et deux fauteuils, et pour un célèbre modèle de fauteuil en métal et acier.

On assiste, de toute évidence, aux prémices d'une mode annoncée, et ces objets se valoriseront sûrement dans les années à venir.

CATHERINE BEDEL

Ici et là

Ile-de-France et environs

Samedi 29 mai

Les Corvées-les-Yves (Eure-et-Loir) : 10 heures : objets d'art, images d'Épinal, 14 heures : mobilier.

Dimanche 30 mai

Fontainebleau, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Provins, 11 heures et 14 heures : tableaux modernes ; Remboullet, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Sens : 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Plus loin

Samedi 29 mai

Anancy, 18 heures : effigies ; Autun, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Bayeux (Calvados), 14 heures : mobilier, tableaux ; Clamecy (Nièvre), 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Coance-sur-Loire (Nièvre), 14 h 30 : livres ; La Beule, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Lyon (Sidoine Apollinaire), 14 h 15 : modèles réduits, jouets ; Marseille (Prado), 14 h 30 : mobilier, objets d'art ;

Orléans, 14 h 30 : tableaux modernes et estampes ; Pont-Audemer (Eure), 19 heures : orfèvrerie, bijoux ; Vitry-le-François (Marne), 10 heures : timbres, 14 heures : livres, cartes postales.

Dimanche 30 mai

Concarneau, 15 heures : vente sur le thème des années 60 ; Coutances (Manche), 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Joigny (Yonne), 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher), 14 heures : ventes sur le thème de la vénérie et de la chasse ; Le Touquet (Somme), 14 h 30 : tableaux modernes ; Nice, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Perpignan, 15 heures : tableaux et sculptures modernes.

Foire et salons

Paris (centre commercial Italie-11, 13) : Cannes, Golf-Juan, Vitry, Avignon, Dieppe, Montargis, Saint-Lô, Vendôme, Mirepoix (Ariège), Brédoux (Loir-et-Cher).

CARNET DU Monde

Naissances

Jacques AUDREN et Florence KOHLER-AUDREN, sont heureux d'annoncer la naissance de

Elsa,

le 27 avril 1993.

Maya et Jean-Claude MARFAING

ont la joie d'annoncer la naissance de

Julien,

le 22 mai 1993, à Beyrouth, Liban.

Mariages

M. et M^{me} Jean COURAT, M. Robert THIÉBAULT, ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants

Pierre et Juliette,

qui sera célébré dans l'intimité le samedi 29 mai 1993, à Saint-Etienne-de-Tulmont (Tarn-et-Garonne).

On nous prie d'annoncer le mariage de

M^{me} Marie-Claude HABAUTZIT

avec M. Jean-Claude DETILLEUX

qui sera célébré à Paris, le 5 juin 1993.

Décès

Les familles Beyhaut, Graillet et de Fay, ont la grande douleur d'annoncer à tous ses amis le décès de

Alexandre BEYHAUT,

survenu dans sa trente et unième année.

Selon sa volonté, Alexandre sera inhumé au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e, le mardi 1^{er} juin à 10 h 30.

M. et M^{me} Gérard Boeuf, M. et M^{me} Jacques Tricot, M^{me} Elisabeth Boeuf, ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille, font part du décès de

M^{me} Pierre BOEUF,

survenu à Paris, le 27 mai 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 29 mai, à 10 heures, en la chapelle familiale Saint-Constantin-Sainte-Hélène à Clamart (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Chauriat (Puy-de-Dôme).

Ni fleurs ni couronnes.

193, rue de l'Université, 75007 Paris.

MONTE		MERCREDI 28 MAI 1993	
19H55	20H35	21H15	21H55
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

Isabelle Breto-Moutte, sa femme, Et Isabelle, sa fille, Sa belle-mère, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès brutal de

Lorenzo BRETO,

à Macuto (Venezuela), le 15 mai 1993, 14, avenue de Huy, 69000 Colombigny.

M^{me} Louis Gastellier, Michèle Gastellier, sa fille, M^{me} Lily, sa sœur, Joseph Cudini, Et toute la famille, ont le chagrin d'annoncer le décès de

Louis GASTELLIER, chevalier de l'Ordre national du Mérite, enseignant en retraite,

survenu le 18 mai 1993.

Mario-Pierre Damon et son fils Adrien, M. et M^{me} Pierre Damon et leurs enfants, Michèle Ouyrier et Didier Damon, M. et M^{me} Jean Caboul et leur fille Marie-Françoise, Ses amis et collègues, font part du décès de

docteur Marcelle DAMON, chargée de recherches INSERM,

survenu le 14 mai 1993, à Montpellier.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 17 mai, à Montpellier.

La famille remercie tous ceux qui s'associent à sa peine.

3, place Bouchet-de-Bernard, 34000 Montpellier.

M^{me} Jacqueline Mahoux, M^{me} Gilbert et Roger Mahoux, M. et M^{me} Alain Mahoux, Ainsi que leurs enfants et petits-enfants Mahoux, Lannoy, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M^{me} Colette MAHOUX,

survenue à Paris, le 25 mai 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Que chacun pense à elle !

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale à Brion (Yonne).

M^{me} Laure et Julie Massin, ont la tristesse de faire part du décès de

Huguette MASSIN,

survenue le 22 mai 1993, à Sèvres.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

69, rue du Montparnasse, 75014 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du «Carnet du Monde», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques Abonnés et actionnaires 100 F
Communicat. diverses 90 F
Thèses étudiants 60 F

16/9
stereo numérique

France supervision la nouvelle chaîne du câble

Cinéma...
"Dans de parfaites conditions"Musique...
"Dans l'ambiance... à la perfection"Sport...
"Comme si vous y étiez"Découverte...
"La vie grandeur nature"

Les formidables

Vendredi 29 mai

1. rue Scheffer, 75116 Paris.

Antoine SAND

Son père, Lucie Vige-Breton, Sa femme, Léa, Son fils, Ivan, Ses frères, Ses sœurs, Tous les amis, sincèrement que tous ses amis aient une pensée pour lui aujourd'hui.

Anniversaires

Le 29 mai 1988,

Antoine SAND

Son père, Lucie Vige-Breton, Sa femme, Léa, Son fils, Ivan, Ses frères, Ses sœurs, Tous les amis, sincèrement que tous ses amis aient une pensée pour lui aujourd'hui.

France supervision

Publicité Évasion

Première confrontation entre le maire de Lyon et son gendre

Michel Noir et Pierre Botton campent sur leurs positions

Une première confrontation entre les deux principaux personnages de l'affaire Botton-Noir a été organisée, jeudi 27 mai, par le juge Philippe Courroye. Les sept heures qui ont été consacrées à cette audition parallèle du maire de Lyon et de son gendre n'ont, semble-t-il, pas permis de rapprocher les positions des deux hommes. L'un confirme, l'autre conteste. D'autres rencontres seront nécessaires pour éclaircir un long et tumultueux compagnonnage aux multiples facettes.

LYON

de notre bureau régional

Tout avait commencé comme pour un duel. Arrivées furtives dans un petit matin gris - 7 h 15 pour Pierre Botton, 7 h 25 pour son beau-père - cohorte d'événements, visages graves, crisps, et, par-dessus-tout, un contentieux si dense qu'il devenait palpable et pouvait faire craindre un affrontement à huis clos. Sept heures plus tard, rien n'était réglé, aucun accord lavé.

Tandis que le maire de Lyon s'engouffrait dans la voiture officielle qui l'attendait dans une cour privée du palais de justice - trop tard pour se rendre aux funérailles du député Alain Mayoud, comme il l'avait programmé sur son agenda - Pierre Botton, souriant mais muet, jeta un coup d'oeil à son conseil. M. Gérard Thomassin, le soin d'évoquer l'atmosphère de l'audition à deux voix. « M. Botton,

souvent glaciale, sans éclats ni enthousiasme ni fioritures, une impression de grisaille... », résuma l'avocat lyonnais, visiblement fatigué par cette longue épreuve matutinale attendue pourtant comme l'un des points d'orgue de l'instruction ouverte voilà six mois. C'est à la mi-novembre 1992, en effet, qu'il Pierre Botton avait été inculpé d'abus de biens sociaux, de banqueroute, et de faux en écritures et usage, et incarcéré.

Alors qu'aucune parole, ni même un regard n'avaient été échangés entre M. Noir et celui qui fut, successivement ou simultanément, son oncle, son gendre, son conseiller, son directeur de campagne mais aussi, apparemment, son « sponsor » chargé des relations publiques, chacun avait campé sur ses positions. Depuis sa mise en examen pour « abus de biens sociaux », le 29 mars dernier, M. Noir qui avait auparavant été entendu cinq heures durant comme témoin, et, le 30 avril et 10 mai, deux comparutions de trois heures devant le juge. C'est dire que l'attitude largement dégonflée qu'il avait alors observée avait peu de raisons d'évoluer, ainsi que le notait M. Alain Jakubowicz, l'un des défenseurs du maire et, par ailleurs, son adjoint délégué au respect des droits.

Lorsque les dépenses - voyages, loisirs, réceptions, contacts, éléments de garde-robe, frais de campagne et frais divers - que Pierre Botton affirme, factures à l'appui le plus souvent, avoir assumées, en puisant abondamment dans les comptes de ses différentes sociétés

pour favoriser la trajectoire politico-médiatique de son beau-père, ne sont pas purement et simplement réfutées. M. Noir évoque un contexte d'ordre familial. Entendu comme témoin par le juge Courroye au début de cette semaine, Danielle Noir, épouse du maire et ancienne rédactrice en chef de l'« Habille Lyon », aurait fourni le même type d'explications. Ainsi se justifierait, selon les éponymes Noir, le projet de cooptation de remboursement écrit de la main de M. Noir et que celui-ci a présenté comme la simple trace des « exigences déléguées » de son gendre.

À la sortie de la confrontation, M. Thomassin s'est étonné que M. Noir ait eu ce sa possession directe de nombreux procès verbaux, alors qu'aux termes du code de procédure pénale ses avocats auraient dû les conserver pour leur « usage exclusif ». Durant les cinq mois de sa détention, Pierre Botton n'aurait ainsi jamais pu disposer, à son grand dam, de telles pièces dont la reproduction partielle fait, par ailleurs, l'objet d'une plainte déposée par M. Noir pour violation du secret de l'instruction. À la suite de cette plainte, une information judiciaire a été ouverte voilà environ deux semaines et confiée à Bernard Boulmier, doyen des juges d'instruction de Lyon.

ROBERT SELLERET

Libéralisant le recours à l'interruption volontaire de grossesse

La loi allemande sur l'avortement est jugée en partie anticonstitutionnelle

BERLIN

de notre correspondant

Le Tribunal constitutionnel allemand a déclaré, vendredi 28 mai, la nouvelle loi sur l'avortement partiellement anticonstitutionnelle et demandé aux parlementaires d'en revoir le contenu. Cette loi, qui autorise l'avortement pendant les douze premières semaines après la conception, avait été adoptée le 23 juin 1992 par une importante majorité de députés après un long débat. Elle avait fait l'objet d'un recours constitutionnel de 249 députés chrétiens-démocrates (CDU) et chrétiens sociaux (CSU) ainsi que du gouvernement de Bavière.

La décision des juges de Karlsruhe a suscité des réactions extrêmement vives parmi les défenseurs de la nouvelle loi, notamment dans l'est de l'Allemagne. Le ministre des affaires sociales du gouvernement de Brandebourg, Regina Hildebrandt, a estimé qu'il s'agissait d'une « catastrophe » qui ne rendait pas service à la démocratie.

La nouvelle législation avait été rendue nécessaire par la réunification allemande, qui faisait subsister deux régimes très différents. À l'Est, l'avortement était autorisé à la simple demande de la femme enceinte pendant les douze premières semaines. À l'Ouest, une des législations les plus conservatrices d'Europe ne l'autorisait que

si un médecin estimait que la santé de la femme était en danger. L'application de cette législation était très différente d'un Land à l'autre.

Pour tenter de prévenir un veto du Tribunal constitutionnel, les promoteurs de la loi avaient prévu que si la femme enceinte avait consulté, au moins trois jours avant l'intervention, une instance de conseil. La décision finale revenait cependant à la femme.

Les huit juges du tribunal (dont sept sont des hommes) ont estimé que la loi fondamentale reconnaissait à la vie à naître une valeur au

moins égale à celle de la femme et que l'avortement devait en conséquence, continuer d'être considéré comme illégal. Ils ont demandé, en conséquence, aux législateurs de réviser leur projet. En revanche, ils ont indiqué que, dans l'attente d'un nouveau texte de loi, les interruptions de grossesse pendant les douze premières semaines seraient dépenalisées. Étant illégales, elles ne pourraient être prises en charge, sauf en cas de danger pour la santé de la femme.

H. de B.

Assurant qu'il poursuivrait l'effort de ses prédécesseurs

M. Douste-Blazy annonce la composition d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers

Le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, devait annoncer, vendredi 28 mai, lors du sixième Salon infirmier européen qui se tient jusqu'au 29 mai au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, la nomination de Brigitte Garbi, infirmière, chargée de mission auprès du directeur général de la santé à la tête d'un groupe de réflexion sur la profession.

Dénouant le « retard préoccupant » pris par l'hôpital « dans le domaine de l'information médicale et de l'évaluation des soins », Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a assuré qu'il poursuivait l'effort de ses prédécesseurs. Il a en particulier assuré qu'il obtiendrait « que la mise en œuvre des protocoles Durafour et Durieux soit poursuivie, bien que les financements prévus aient souvent été insuffisants, voire absents ». En outre, une enquête confiée à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) aura pour but d'évaluer la faisabilité des trente-cinq heures de nuit, une mesure pour l'instant bloquée par le manque d'effectifs (le Monde du 17-18 novembre 1991).

Le ministre s'est cependant félicité de la signature de « deux cent quatre-vingt contrats pour l'amélioration des conditions de travail » en 1992, « pour des valeurs allant de quelques dizaines de milliers de francs à plu-

sieurs millions, permettant d'améliorer les locaux, de créer des revues d'information, de favoriser des formations sur la base d'initiatives venant des infirmières ».

Mais la principale revendication des infirmières porte sur leur représentation dans les instances de décision. À cet égard, M. Douste-Blazy s'est franchi un pas en nommant Brigitte Garbi, infirmière « qui n'a jamais pris d'engagements syndicaux ou politiques », a précisé le ministre, aux côtés du directeur général de la santé, Jean-François Girard. Cette nouvelle charge de mission sera entourée de quatre responsables : M. Pinson pour la création d'une structure professionnelle nationale, M. Livet pour la formation initiale et continue, M. Quivron pour les carrières professionnelles et M. Riboulet pour les rôles de clinicien et d'expert.

Le groupe de réflexion devra rendre ses conclusions « au plus tard » en janvier prochain afin, a ajouté M. Douste-Blazy, « d'envoyer aux partenaires représentatifs quelles mesures peuvent être prises immédiatement, en particulier la création d'une structure professionnelle infirmière, indépendante, éventuellement placée dans le cadre plus large d'un ordre des professions paramédicales, si leurs travaux vont dans ce sens ». Après la publication d'un code de déontologie pour les personnels infirmiers (le Monde du 24 février), s'achève-t-on vers la création d'un conseil de l'ordre de la profession ?

L. F.

Les suites de la machination avortée contre M. Bourges

Aymar du Châtenet a été mis en examen

Aymar du Châtenet, le journaliste licencié par TF1 après avoir essayé de faire publier par le Figaro un faux visant à impliquer le président de France-Télévision, Hervé Bourges, dans l'affaire Botton, a été entendu, jeudi 27 mai, pendant cinq heures, au palais de justice de Paris, après avoir été mis en examen pour « faux et usage de faux » par Colette Bismuth-Sauron, le juge conduisant l'instruction judiciaire ouverte à la suite de cette machination avortée. Il a fait une déclaration au terme de cette audition mais son avocat, M. Henri Leclerc, a expliqué qu'il avait confirmé et détaillé sa version des faits publiée le jour même

par l'« Evénement du Jeudi » et dans laquelle il met en cause la hiérarchie de TF1 (le Monde du 28 mai).

Dans un communiqué adressé ensuite à l'AFP, Aymar du Châtenet a réagi aux démentis émanant de TF1 en déclarant : « Je suis persuadé que l'auteur du faux sera identifié par la justice en qui j'ai toute confiance. Je confirme de façon catégorique que c'est Philippe Palat qui a fait parvenir à TF1, par fax, le document qui s'est révélé être un faux. C'est bien la hiérarchie de TF1 qui a pris la décision de communiquer ce document au Figaro pour vérification ».

Les difficultés de la presse quotidienne

La direction du groupe Hersant demande une nouvelle réduction d'effectifs au Livre CGT

Philippe Villia, PDG de France-Sol et vice-président du Figaro, a adressé par lettre, le mardi 25 mai, les propositions du groupe Hersant au Comité intersyndical du Livre CGT, portant sur de nouveaux départs d'ouvriers du Livre, notamment grâce à un système de préretraite à cinq ans.

Ces propositions sont propres au groupe Hersant et n'ont pas été avalisées par les autres membres du Syndicat de la presse parisienne (SPP). Un accord entre le Livre CGT et le SPP a été signé le 25 juin 1992, qui prévoit 840 départs sur une période de 25 mois, la moitié grâce à un plan FNE accepté par le précédent gouvernement et qui comprend des départs en préretraite à cinquante-cinq ans, l'autre moitié par reconversion dans d'autres métiers que ceux du Livre.

Dans sa lettre, M. Villia prend acte de « la crise économique sans précédent, tant par sa gravité que par sa durée » que traverse la presse et note que « c'est en termes de survie qu'il faut aborder non seulement les mois mais aussi les années qui viennent ». Il est urgent de mener des discussions à la fois globales et catégorielles pour aller vers une modernisation définitive (...), qui devront déboucher dans les semaines qui viennent sur de nouveaux accords », écrit le PDG de France-Sol.

Il assure qu'« un rôle et une place peuvent être maintenus aux ouvriers du Livre, à condition d'utiliser au maximum les compétences de chaque intervenant, d'utiliser au maximum de leurs possibilités toutes les machines, d'abandonner radicalement tous les doubles-emplois, tous les aller-retour inutiles, toutes les questions de pur principe ou de pure habitude ».

En citant les « précédents accords » et les « nouvelles possibilités des technologies », M. Villia envisage la disparition des ateliers de saisie des articles et de montage (mise en pages), en maintenant les secrétaires techniques.

■ TOGO : nouvel attentat contre une imprimerie de la presse d'opposition. - Un engin explosif a détruit, mercredi 26 mai, à Lomé, une imprimerie privée où sont notamment tirés deux hebdomadaires proches de l'opposition, *Kpalpa* (le Canard) et *la Tribune des démocrates*. En deux ans, quatre imprimeries de Lomé travaillant pour la presse d'opposition ont été la cible d'attentats. Quatre bombes avaient explosé le semaine dernière dans la capitale togolaise, faisant six blessés. (AFP, Reuters)

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE

■ Place aux gestionnaires • Les Khmers rouges et la Thaïlande • Quarante-ans pays nous regardent..... 2

ÉTRANGER

La guerre en Bosnie et les critiques du « programme d'action » de Washington..... 3 et 4
Egypte : six extrémistes musulmans ont été condamnés à mort, 6
Bill Clinton a reconduit la clause de la nation la plus favorisée au profit de la Chine..... 6

ESPACE EUROPÉEN

■ Les Italiens s'adaptent à la crise • La « loyauté fédérale » des « transquillons » de Gend • Le français progresse en Suisse..... 8 et 9

POLITIQUE

La collectif budgétaire approuvé par l'Assemblée nationale..... 10

COMMUNICATION

M. Carignon installe la Commission de réflexion sur le télévison de service public..... 11

SOCIÉTÉ

M. Léotard annonce une nouvelle vague de restructurations militaires..... 12
La nomination de François Fallait à la direction des affaires criminelles et des grâces..... 13
Tennis : les Internationaux de France à Roland-Garros..... 14
Quelle histoire !, par Claude Sarrault : « Chez ma Tante »..... 14

CULTURE

Photographie : une exposition et un livre consacré à Emmanuel Sougez..... 15
Théâtre : l'inquiétude des direc-

tours à l'annonce des coupes budgétaires ; démission et violence dans *Main Kampf*, de George Tabori, mis en scène par Jorge Lavelli..... 15

ÉCONOMIE

La grève à la SNCF et la journée d'action de la CGT..... 18
Les Etats-Unis excluent les Européens des marchés publics de télécommunications..... 18
La bonne étoile du ministre de l'Agriculture..... 18
Grande-Bretagne : la conjoncture se présente plus favorablement pour le nouveau chancelier de l'Échiquier..... 19
Vie des entreprises..... 20

SANS VISA

■ Everest, quarante ans d'assauts • Hillary le vainqueur • Escalade : variations polonaises • Patrimoine : le madone des mosquées • Jeux, table..... 25 à 32

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 16
Cartes..... 20
Jeux..... 22
Marchés financiers..... 20-21
Météorologie..... 16
Radio-télévision..... 23
Spectacles..... 17
Loto..... 22
Week-end d'un chineur..... 22
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 25 à 32
Le numéro du « Monde » daté 28 mai 1993 a été tiré à 495 714 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : menaces sur la Méditerranée

La pollution, le bétonnage et la surpopulation estivale sont les trois maux du littoral méditerranéen. La *Mare Nostrum* concentre chaque année un tiers du tourisme mondial. Eux et fonctionnaires, qu'ils soient grecs, croates, turinois ou français cherchent à protéger leurs côtes et à former les personnels responsables de la gestion écologique des collectivités. Également au sommaire de ce supplément de huit pages : un dossier sur le schéma d'aménagement de l'île-de-France et une enquête à Bayonne dans la série « Cités ».

Dates : les soixante-dix ans des 24 Heures du Mans

Il y a soixante-dix ans, le Mans accueillait son premier Grand Prix automobile d'endurance, une course de longue durée réservée aux voitures de série « préparées ». Les 24 Heures du Mans étaient nées.

LE MERCREDI

GLOBE

15 FRANCS

GLOBE

H. G.

15 FRANCS

S A N S V I S A

Everest, quarante ans d'assauts



Le 29 mai 1953, Tenzing Norkay au sommet de l'Everest

8 848 mètres d'altitude, le Toit du monde : le 29 mai 1953, le Néo-Zélandais Edmund Hillary et le Sherpa Tenzing Norkay conquérèrent le sommet de l'Everest. Depuis quarante ans, une centaine d'expéditions y sont parvenues. Quatre cent cinquante hommes et vingt-cinq femmes, parmi lesquels vingt-cinq Français, partis à l'assaut de la «pyramide suprême».

L'EVEREST serait-il devenu une «montagne à yak»? La réponse est «oui», si l'on en juge par l'affluence, certains jours, à son sommet. Un record a encore été battu peu avant le quarantième anniversaire de sa conquête : durant la journée du 10 mai 1993, trente-sept grimpeurs, dont huit femmes, sont ainsi parvenus au haut de leurs espérances — ces 8 848 mètres revus à la baisse, récemment, par des géographes. Et pas moins de seize expéditions sont lancées, ce printemps, sur la seule face népalaise. Cependant, le 16 mai, deux alpinistes cortèsiens venaient de vaincre la plus haute pyramide du globe sont morts en redescendant. Ce nouveau drame est venu rappeler à quiconque que Chomolungma, déesse tutélaire du lieu dans la culture tibétaine, sait rattraper au tournant les audacieux qui viennent la défier en ses plus hautes demeures.

Rendant visite, au printemps 1973, à l'expédition italienne qui, parmi les «pèlerins» de glace du camp de base, s'apprêtait à l'assaut du «toit du monde», Edmund

«pyramide suprême» — neuf solides gaillards d'entre Les Bosses et Argentiers, — présentait-il qu'elle serait pour lui l'ultime visage de la tendresse humaine, cette fillette qui se nichait sur ses genoux, en juillet 1974, dans une maison amie de Katmandou, juste avant qu'il ne s'embarque pour son destin : une monstrueuse avalanche qui l'ensevelit, le 9 septembre, en compagnie de quatre sherpas. «Le plus dur à monter, c'est l'expédition», nous avait-il pourtant assuré. Ce n'est qu'après trois lustres que Chomolungma consentit à rendre son corps. Et cinq années allaient encore s'écouler avant qu'une équipe, quatre Yougoslaves et un sherpa, ne réussissent la première «intégrale» de la terrible arête ouest, où il avait échoué.

Et c'est en 1978 (bien tard, si l'on songe à la somme d'expériences himalayennes acquises par des Français — de l'Annapurna, premier «8 000» conquis en 1950 par Maurice Herzog et Pierre Lachenal, au pilier ouest du Makalu, vaincu sous la direction de Jean Franco en 1971) que des grimpeurs de l'Hexagone fouleront le sommet de l'Everest, sous la conduite tonitrueuse du député gaillarde Pierre Mazeaud. «L'opération sera satisfaisante et, à notre époque, cette considération en vaut bien d'autres», nous avait, alors, expliqué l'ancien secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Depuis lors, vingt-cinq compatriotes sont parvenus aux fatidiques 8 848 mètres — dont une femme, Christine Janin, le 5 octobre 1990.

Certains y ont mis davantage d'originalité que d'autres. Le plus rapide vainqueur du toit du monde est ainsi Marc Batard, un guide de Megève qui, parti du camp de base, à 5 350 mètres, le matin du 26 septembre 1988, parvint au sommet dix-huit heures plus tard. Il est vrai que, pour s'entraîner, Batard avait, quelques semaines plus tôt, réalisé la première en solitaire du terrible pilier ouest du Makalu (8 481 m) et, quelques jours plus tôt, grimpé, également en dix-huit heures, le voisin Chn Oyu (8 153 m). Le même 26 septembre 1988, un autre Français, Jean-Marc Boivin, réussit, lui, la descente la plus rapide : il fut au camp II (6 800 mètres) quinze minutes après s'être élancé du haut, en parapente. Le plus jeune vainqueur de Chomolungma porte, lui aussi, un nom fleurant l'Hexagone : Bertrand Roche; il était âgé de dix-sept ans lors de son exploit... accompli, en 1990, en compagnie de son père.

Les quelque quatre cent cinquante hommes et vingt-cinq femmes parvenus en quarante ans sur le toit du monde n'ont certes pas tous pris la «route des yaks» — appellation donnée, désormais, à la voie normale : celle qui, empruntant le col sud, avait été suivie en 1953 par Tenzing et Hillary. Elisabeth Hawley nous précise, d'abord, que si la majorité des expéditions — parmi la centaine qui ont été victorieuses jusqu'à ce printemps — sont parties du glacier du Khumbu, le camp de base népalais, dix-huit ont aussi démarré au Tibet.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Clerc
Lire la suite page 28

AU SOMMAIRE



Oman les mosquées	p. 27
Sir Hillary le vainqueur	p. 28
Planète en solitaire	p. 29
Andalousie toros de Mura	p. 32
Écales (p. 26) Jeux (p. 30)	
Télex (p. 26) Table (p. 31)	

Hillary avait marqué son «débüt» de l'ampleur des moyens utilisés par les hommes de Guido Monzian : soixante-six alpinistes, et une centaine de sherpas et plusieurs hélicoptères (deux se sont écrasés) pour le transport du matériel. Plus récemment, il regretait qu'on puisse, désormais, «quasiement choisir d'aller à la plage ou bien au sommet de l'Everest». Et de faire appel à une mémoire épurée, désormais, par le temps : «Je me souviens d'un vent vif, et quelle vue!», pour conclure : «Je suis heureux de n'avoir pas eu alors à frayer mon chemin à travers la cohue.»

Le «grand vieux» aurait pu, aussi bien, rendre l'hommage du connaisseur à cette incroyable énergie qui pousse les hommes (et de plus en plus, désormais, les femmes) vers ces sommets représentés presque deux monts Blanc entassés l'un sur l'autre — simplement «parce qu'il est là», selon le mot connu, et pas toujours pour en recueillir des lauriers ou des souvenirs pour exalter leurs petits-enfants : Elizabeth Hawley, qui, depuis 1962, s'est faite, à Katmandou, l'archiviste des expé-

ditions himalayennes, nous rappelait, ce printemps, que cent sept alpinistes ont trouvé la mort dans l'Everest en quarante ans.

James Morris, qui «couvrait» pour le Times l'épopée de 1953, l'avait estimée «la dernière aventure innocente» juchée sur le «toit du monde». Le journaliste prévoyait, ainsi, un avenir où les sportsmen — alpinistes amateurs, fair play et presque nécessairement anglo-saxons — seraient remplacés par des professionnels de la montagne, de toutes nationalités, dont tous, tant s'en faut, ne seraient pas des gentlemen. Il y a eu de cela, bien sûr, dans les quatre décennies écoulées.

Il suffit, pour se convaincre que tout n'a pas été très propre dans la grande aventure de l'Everest, de regarder les photographies récemment publiées de la «poubelle du col sud». Parce que cette large épaule, située à 8 000 mètres d'altitude, est le point de passage obligé des grimpeurs empruntant la «voie normale» népalaise, et de surcroît leur dernière étape «confortable» avant le sommet, elle est devenue une vraie décharge. Face à un horizon idylli-

que de sommets enneigés, le col sud est jonché de centaines de bouteilles à oxygène vides du jaune le plus vif, de milliers de cartouches de gaz usagés au bleu furtif peu discret, de sacs de couchage, de tentes et de cordes et autres équipements abandonnés par des grimpeurs dont l'unique préoccupation, dans leur fatigue, est de s'alléger au maximum avant une descente hasardeuse. Parfois gît sans honneur un cadavre d'alpiniste mort il y a plus ou moins longtemps sans avoir pu, pour une raison ou l'autre, être redescendu au camp de base afin d'y subir la crémation.

En 1984, une expédition népalaise avait joué les éboueurs, après qu'un premier cri d'alarme eût été lancé. Au début de l'année, un Français, Pierre Royer, a annoncé le lancement d'une nouvelle campagne de nettoyage en coïncidence avec le quarantième anniversaire : une quarantaine de sherpas devaient descendre sur des brancards les quelque 17 tonnes de détritus qui, selon l'Association népalaise de la montagne, souillent le col sud. La destination ultime de ces rebuts, qui n'a pas

été précisée, a fait l'objet de spéculations peu amènes dans la presse népalaise de ces dernières semaines.

Heureusement, la «saga du toit du monde» est surtout une riche aventure humaine. Comment en douter après avoir vu — c'était au début de novembre 1975 — la très lente procession à dos de yak, à travers les pâturages de Pheriche, au débouché du glacier du Khumbu, du Japonais Yasuo Kato, redescendu de la première ascension autonome de l'Everest le visage brûlé par l'altitude, des bandelettes couvrant ses mains et ses pieds gelés. Les rares sherpas et randonneurs étrangers aventureux dans ces solitudes regardaient en silence l'étrange attelage, et certains ne pouvaient s'empêcher de se découvrir, en un geste de respect désolé. Sept ans plus tard, en pleine mousson d'hiver, Kato était encore repéré vers le sommet sud de l'Everest, à 8 700 mètres d'altitude. C'était le surlendemain de Noël 1982 et, depuis lors, nul ne l'a revu, vivant ou mort.

Et Gérard Devouassoux, maire adjoint de Chamonix et chef de la première tentative française à la

sur l'avortement anticonstitutionnelle

meins égale à celle de la femme que l'avortement devait en conséquence continuer d'être considéré comme illégal. Ils ont demandé, en conséquence, aux législateurs de revenir leur projet. En revanche, ils ont indiqué que, dans l'attente d'un nouveau texte de loi, les interruptions de grossesse pendant les douze premières semaines restent déconseillées. Étant illégales, elles ne pourront être prises en charge par le système de santé publique.

pour l'effort de ses prédécesseurs

L. Douste-Blazy annonce la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers. Ce groupe sera présidé par le ministre et aura pour mission d'étudier les conditions de travail des infirmiers et de proposer des mesures pour améliorer leur situation. Le groupe sera composé de représentants des infirmiers, des médecins, des administrateurs et des chercheurs.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers. Ce groupe sera présidé par le ministre et aura pour mission d'étudier les conditions de travail des infirmiers et de proposer des mesures pour améliorer leur situation. Le groupe sera composé de représentants des infirmiers, des médecins, des administrateurs et des chercheurs.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Le ministre de la Santé, L. Douste-Blazy, a annoncé la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes infirmiers.

Musique!

«TROP de Français boudent notre pays. Il faut leur montrer la Pologne à travers la musique. Ceux qui viennent ne le regretteront pas. Mais il faut l'aborder les convaincre.» Andrzej Bartkowski est bien décidé à gagner son pari. Guide de l'agence touristique d'Etat, Orbis, il a bourlingué autour de la planète. Il y a trois ans, il a créé, avec deux associés, Mazurkas Travel, l'une des premières agences de voyages à capitaux privés de Varsovie. Propriétaire d'autocars, de minibus et de berlines, il commercialise (dans trois points de vente) les itinéraires culturels qu'il a construits à travers le pays. Des circuits en groupe, avec des guides parlant français, mais également à la carte, à l'intention des voyageurs individuels.

A force de persuasion, il a obtenu des directions des théâtres polonais qu'elles lui communiquent leur programmation un an à l'avance, ce qui lui permet de proposer une quinzaine de voyages musicaux itinérants, ponctués d'opéras joués sur les grandes scènes lyriques du pays et de concerts privés organisés sous les lambris dorés de palais baroques. Spectacles d'une exceptionnelle qualité, tant au niveau des musiciens que des chefs d'orchestre et des chanteurs.

A l'image de cet *Enlèvement au sérail* de Mozart, donné récemment à l'Opéra-Comique de Varsovie et salué par une poignée de mélomanes français tout ébouriffés d'émotion. Pour le plaisir et la fierté du directeur général et directeur artistique de l'orchestre de chambre de la capitale polonaise, Stefan Sutkowski, qui préside aux destinées du cent sixième opéra d'Europe (cent soixante places), lequel n'en jouit pas moins d'une acoustique de rêve. Rasé par les Allemands, dans une ville dévastée aux trois quarts en 1944, l'édifice a été reconstruit à l'identique, tout comme le vieux quartier de Varsovie, rebâti, en dix ans, d'après d'anciennes gravures et peintures dont les *Vues de Canaletto*. Transformé en bibliothèque puis en lieu de culte, le voilà enfin, après trois ans de travaux, réaffecté à sa fonction première grâce à ses deux orchestres, deux cents musiciens, soixante chanteurs et un festival d'été consacré à Mozart.

Du 15 juin au 16 juillet, et pour la troisième année consécutive, est ainsi programmé l'ensemble du répertoire du compositeur, dont ses vingt-quatre opéras. Avec, pour écor, outre la scène de ce bijou, un site en plein air, au bord de l'eau, à l'ombre des ruines romantiques de l'ambassade antique du palais Lazienki. Pas un jour de relâche durant un mois, les concerts se succèdent dans les églises, au château royal et dans les musées, notamment sous la coupole de l'ancien palais Porczyński (aujourd'hui musée Jean-Paul II), qui abrite une exceptionnelle collection de peinture européenne réunie par une famille qui fit fortune en Angleterre et en Suisse puis légua son trésor à la ville. Et quel trésor! Des Vasquez, des Rembrandt, des Van Dyck, des Mignard, des Jordans et des Greuze ainsi que deux petits portraits de Cracach qui figurent parmi les plus belles œuvres exposées.

Un opéra de poche dont la beauté ne doit pas faire oublier la grande qualité des autres scènes musicales polonaises notamment celles des grands théâtres tels le Teatr Wielki de Varsovie ou celui de Lodz. Ici, il est vrai, la tradition lyrique ne date pas d'hier. Varsovie fut en effet la première ville à fonder, en 1625, son propre opéra (en dehors de la péninsule italienne) et *Préludes et Polonaises*, de Chopin, l'enfant chéri de ces lieux, ne cessent d'y être, à longueur d'année, interprétés avec brio.

Florence Evin

Variations polonaises

VARSOVIE

ATTFIÈRES comme des nostalgiques d'une mode née à Londres du côté de «Carnaby Street», elles ne passent pas inaperçues sur ce petit marché du centre de Varsovie. L'une avec son chapeau cloche en velours noir, ses longs cheveux raides, son pantalon tulipe et son boléro croché. L'autre, mini-robe à fleurs et coupe à la Jean Seberg. Deux jeunes filles polonaises déambulent en riant entre les étals, indifférentes aux commentaires qui fusent. Sourire au vendeur de lait qui, entonnoir dans une main, louché en aluminium dans l'autre, remplit, en sifflant, les bouteilles en plastique tendues par les clients qui, en rang serré, défilent devant sa camionnette. Un bref arrêt devant le stand de la fleuriste, le temps d'acheter quelques roses flottant dans un emballage démesuré, puis les deux silhouettes longilignes gagnent, d'un pas assuré, l'autre côté de la rue, où se tient le marché aux puces.

Dans un joyeux désordre, un brio-à-bras d'objets insolites (chaussures dépareillées, vaisselle ébréchée, matériel de photographie, éléments de robinetterie, clous et boutons vendus à l'unité, etc.) s'entasse sur des morceaux de draps étalés sur le sol. Investi par des revendeurs russes, ce marché est très couru des jeunes Varsoviens et des touristes étrangers, prêts à déboursier quelques poignées de zlotys pour acquérir insignes, galons, casquettes, voire uniformes complets de l'armée rouge.

Découragées par la bousculade, les deux promeneuses renouent à s'engager au-delà de la première rangée de canelots pour remonter à grandes enjambées l'avenue Jean-Paul-II, nouveau nom de cette artère commerçante qui, jusqu'à présent, célébrait le souvenir d'un appareiliste des années 30. Petit ralentissement, le temps de lire l'affiche annonçant le film



français les *Nuits fauves*, projeté en version originale au cinéma Muranow, avant de s'engouffrer dans le McDonald's récemment ouvert en face du très stalinien Palais des sciences et de la culture.

Symbole de l'ouverture de la Pologne aux entreprises et aux capitaux étrangers, le célèbre fast-food américain s'affiche en rouge et or en plusieurs endroits de la capitale. Hôtels, restaurants, bars et boîtes de nuit ont, ces cinq der-

nières années, poussé comme des champignons, et la physionomie de la ville en est transformée. Ajoutez à cela les antennes paraboliques qui s'accrochent, telles des ventouses, sur les façades des HLM, les tramways couverts d'affiches publicitaires et le cow-boy de Marlboro ou le chamois emblématique de Camel postés à chaque coin de rue. Quant aux magasins, ils offrent aux regards des vitrines bien garnies, même si les produits vantés par les affi-

chettes (souples Campbell, produits amincissants Slimfast, etc.) restent hors de portée du Polonais moyen.

Ces bouleversements sont néanmoins sans effet sur le cœur historique de la capitale, qui a réussi à conserver sa gravité. Tradition oblige, le touriste de passage commence toujours sa visite avec *Varsovie quand même*, un documentaire de la Française Yannick Bellon. Diffusé chaque jour en plusieurs langues dans l'enceinte du Musée historique situé sur la place centrale de la vieille ville, ce film d'une vingtaine de minutes, réalisé en 1954 à partir de documents d'archives, relate la destruction de la capitale et l'extermination de ses habitants par les nazis, puis sa reconstruction par la population.

Ainsi préfacée, la visite des «vieux quartiers» est – doulo-reusement – remise en perspective. Pas une pierre, pas une pièce de linteau de porte ou de fenêtre qui, récupérée dans les décombres, n'ait été réutilisée lors de cette patiente et fidèle «restauration». Une entreprise effectuée, dans la mesure du possible, en respectant les plans originaux. Pas une rue, pas une école, pas une église qui ne commémore ses martyrs, dont les noms s'alignent sur de sobres plaques de pierre grise, enchâssées dans les murs des façades.

Pillonné, pillé et incendié par l'armée nazie, à l'instar de la plupart des monuments de la ville, le Château royal, longtemps laissé à l'état de ruines ceintes d'un mur de briques, élève à nouveau sa fière façade baroque au-dessus de la Vistule. Dans quelques mois sera à son tour achevé le réaménagement des jardins qui s'étagent jusqu'au Beurre. Ce qui permettra aux Varsoviens d'y flâner «comme avant» et aux élégantes «branchées» d'y faire admirer leur audace.

De notre envoyée spéciale
Sylvie Kerviel

Guide

• Y aller. En avion, Varsovie (à environ deux heures de Paris) est desservie tous les jours, conjointement par Air France et le Lot, compagnie nationale polonaise. Également des vols depuis Lyon et des charters, notamment chez Nouvelles Frontières. En train, Varsovie est à vingt-quatre heures de Paris. En voiture, à 1 646 km via la Belgique puis l'Allemagne. Possibilité de passer par la Tchécologie. Autre formule économique, l'autocar. Côté formalités, un passeport valide mais pas de visa.

Quand? Si on a le choix – et si on écoute les Polonais – on optera pour juin ou septembre.

Avec qui? Pour la troisième Festival Mozart, du 15 juin au 26 juillet, on peut s'informer auprès du Wersaw Chamber Opéra Ltd. (19) 48-257510) ou réserver places de spectacle et chambres d'hôtel auprès de Mazurkas Travel (tél. : (19) 48-291249, fax : (19) 48-258157) qui propose, durant la Festival, plusieurs programmes d'une semaine avec un opéra chaque soir et des concerts dans la journée. D'autres forfaits musicaux sont programmés pour le Festival musical d'Automa, du 19 au 26 septembre et du 12 au 20 octobre. A Paris, des voyages musicaux en Pologne sont proposés par Idées Voyages 18, rue Maubaug, 75009 Paris, tél. : 42-85-44-04, voyageur spécialisé dans ce domaine et dont la programmation annuelle couvre, à des prix forts raisonnables, la plupart des grandes randes-vous européennes. Parmi ses escapades estivales, deux programmes polonais : du 17 au 20 juin à Varsovie (8 800 F en pension complète de Paris, avec trois soirées «opéra» dont *Don Giovanni* et les *Noces de Figaro* de Mozart, ainsi qu'un récital Chopin) et du 18 au 23 juillet

(9 900 F de Paris), circuit qui associe Cracovie (concert de musique baroque) à Varsovie (quatre opéras de Mozart) et comprend une visite du village natal de Chopin et un concert privé sur place.

Parmi les voyageurs qui programment également cette destination, citons notamment Orbis, Lot Airways, Transports, Cartour, Horizons européens, Jet Tours et Phareast. Se renseigner dans les agences de voyages.

Y séjourner. Premier établissement français à Varsovie, l'hôtel Mercure (deux cent cinquante chambres, trois restaurants, un salon de thé, ouvert depuis mars, joue la carte de «l'accueil à la française»). Une chambre double y coûte 850 F. Réservations auprès de Resinter (80-77-27-27) et des voyageurs programmant la destination. Varsovie compte également deux autres établissements de luxe. Le Bristol (décoré Art Nouveau, vastes chambres, piscine intérieure), un ancien palais du début du siècle, restauré par la chaîne britannique Forte (réservation au 42-61-10-85, 220 dollars la chambre double avec petit déjeuner). Et la Sobieski, construit en collaboration avec les Autrichiens (237 dollars la chambre double, réservation au (19) 48-265844 ou via Utell International).

S'y restaurer. Les restaurants typiquement polonais tendent malheureusement à céder la place à des lieux proposant une cuisine fade ment «internationale». Reste, au cœur de la vieille ville, à proximité du vieux marché, le *Swietoscak*, qui propose du caviar accompagné de blinis à la farine bise, des paupiettes de viande aux champignons «à la polonaise» servies avec du blé noir concassé, le tout arrosé de vodka, nature ou à l'herbe de bison.

Visiter. A Varsovie, flâner dans la vieille ville, les jardins Lazienki et sur le marché Poles. Voir les hôtels particuliers de la voie royale et du faubourg de Cracovie. Le château royal est ouvert depuis 1988. Nombreuses églises reconstruites après la guerre dans le respect de leur architecture d'origine. La plus insolite, l'église Saint-Martin, face de la cathédrale royale, présente un intérieur réaménagé de manière très moderne. Outre les vitraux, on remarquera un chemin de croix impressionnant de sobriété et une représentation du Christ en fil d'acier barbelé. Dans les environs, à Zelazowa-Wola, maison natale de Chopin (il y vécut que jusqu'à l'âge de huit mois), où, dimanche et jours fériés, on peut écouter, à partir de mai, les œuvres du compositeur. La parc, très romantique, contient de nombreuses espèces végétales rares. A Lowicz, un musée des traditions populaires présente des maquettes de maisons en bois des dix-huitième et dix-neuvième siècles, aménagées et décorées à l'ancienne, ainsi qu'une belle collection de costumes du dix-neuvième siècle. A 80 km de Varsovie, le palais Nieborow, entouré de jardins, somptueuse résidence de style baroque, offre, parmi d'autres bijoux, un surprenant escalier antérieurement tapissé de faïence de Delft.

Lire. Chez Hachette, un guide Visa récent et un Guide du routard sur les pays de l'Est. Guides également chez M.A. Foche, Negel et au Seuil («Petite Plannette») qui a publié aussi le *Guide actuel de l'Est, la Pologne, dernières nouvelles de l'Atlantide* (série «Monde» des éditions Autrement) et *André Gide, notes sur Chopin* (l'Arche).

S'informar. Office du tourisme polonais, 49, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : (1) 47-42-07-42. •

TELEX

Croisière et art lyrique à l'honneur dans la programmation de la Compagnie de croisières et de tourisme (163, avenue de Clichy/Impasse Chalabre, 75017 Paris, 42-26-42-42), qui propose notamment deux croisières en Méditerranée (opérette en juin, opéra en septembre), une croisière opéra-opérette de huit jours aux îles grecques en juillet et une croisière lyrique de quinze jours dans la Baltique.

De confortables cottages de style géorgien, c'est ce que propose la compagnie maritime North Sea Ferries, qui relie Zeebrugge à Hull, dans le nord de l'Angleterre, à quelques heures de route du Lake District, l'une des plus belles régions de Grande-Bretagne. Le forfait de dix jours (9 800 F pour quatre personnes) comprend la traversée A/R en cabine intérieure de quatre personnes, les dîners et petits déjeuners à bord, le transport d'une voiture et une location pour sept nuits. Renseignements à Transports et Voyages, 32, rue du 4-Septembre, 75002 Paris, 42-66-90-90, par Minitel 3615 NSF et dans les agences de voyages.

Le «**Guide de l'enfant en vacances**» présente cent cinquante idées de vacances en famille (clubs-hôtels, tourisme associatif, gîtes, roulotte, péniche, camping-car) et cent cinquante séjours pour enfants et adolescents non accompagnés de quatre à dix-huit ans (poney, voile, échanges et séjours linguistiques notamment). Également, les conseils d'un pédiatre. En kiosque, 98 p., 36 F.

Sélection établie
par Patrick François
et Danielle Trauand

Grande traversée
en Asie centrale

Certains voyages s'apparentent à des périple. Par la durée, l'éloignement ou l'altitude et, surtout, par le nombre des régions traversées. C'est un peu le cas de ces deux itinéraires.

Le premier, de Pékin à Rawalpindi, par Dunhuang, Turfan et Kashgar, relie la Chine au Pakistan. Il longe des lacs mythiques (lac Kokonor), parcourt les steppes d'Asie centrale, traverse ou survole des déserts (de Tsaidam, du Taklamakan), visite des grottes d'une exceptionnelle richesse picturale (Dunhuang), des monastères célèbres (le Kumbum), s'attarde dans des marchés (Kashgar), fait halte au pied d'un sommet (le Mustagh Ata, 7 546 mètres) et franchit des cols (le Khunjerab, 5 100 mètres) avant de suivre le cours de l'Indus. Du 1^{er} au 22 août, 21 800 F tout compris au départ de Paris ou Genève, pour une quinzaine de participants.

Le second, du 4 au 26 juillet (35 200 F, pour un même nombre de voyageurs) et de Pékin à Hongkong, dessinera une grande boucle à travers le Tibet oriental. Prenant en quelque sorte le lac Kokonor pour centre de gravité, il croquera la route du premier, visitant de grands monastères (Labrang, Longwu, Kumbum) et les grottes de Dunhuang. Puis il quittera l'Amdo tibétain pour rallier en avion, d'abord Xi-An, ancienne capitale de l'empire chinois connue pour son armée en terre cuite, puis Hongkong. Charles Genoud, auteur du livre *La Peinture bouddhique au Ladakh* et donc parfaitement qualifié pour commenter la visite de ces joyaux de l'art bouddhique, guidera ces deux voyages conçus par le voyageur suisse Artou (8, rue de Rive, 1204 Genève, tél. : (19) 41-22-311-34-08) et de ses «branchées» d'y faire admirer leur audace.

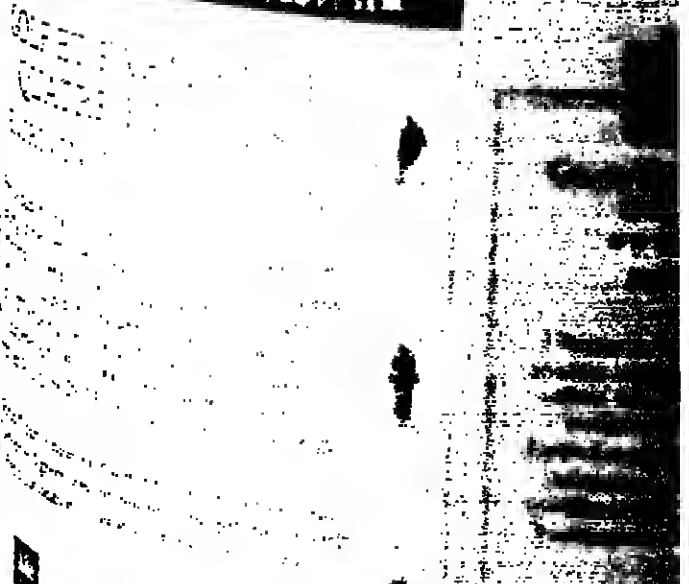
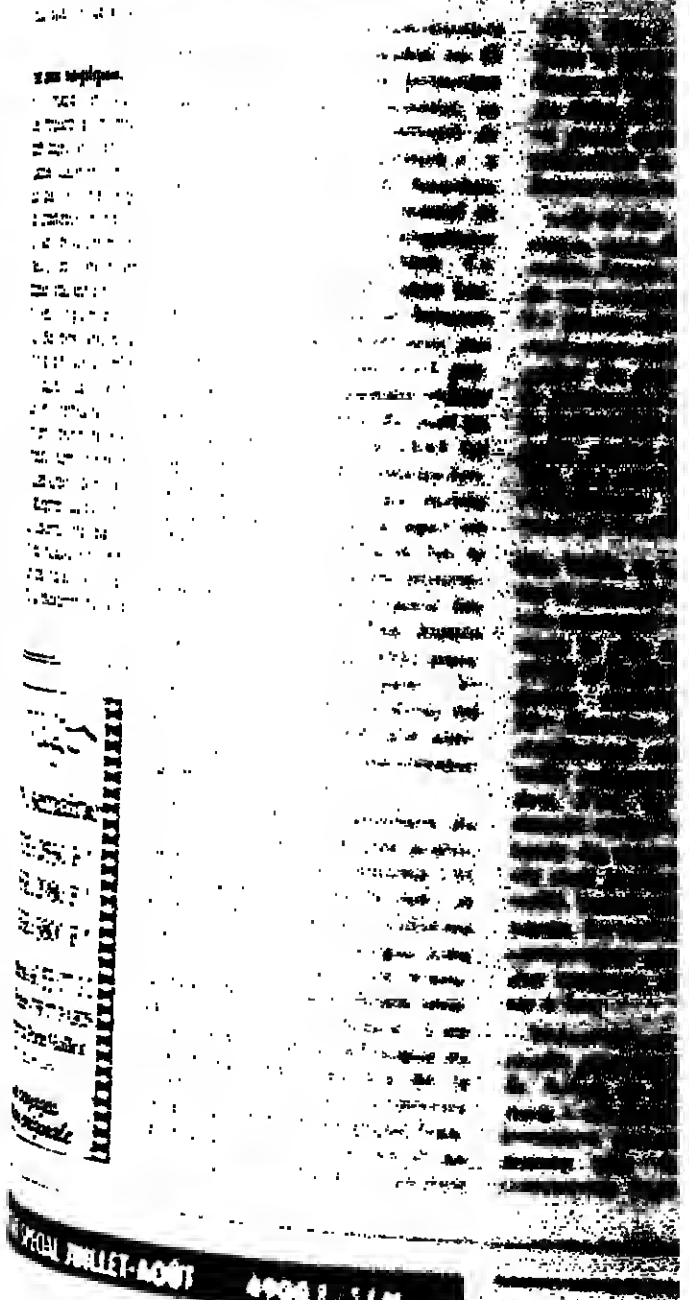
Antiquités
libyennes

Fermées un temps à l'Occident, la Libye et sa côte semée de vestiges. Une incitation à s'engager sur les routes qui longent les sables de ce pays, en direction de sites connus et appréciés des spécialistes. L'un d'eux, André Laronde, professeur à la Sorbonne et directeur de la mission archéologique française, a participé à l'élaboration d'un itinéraire que lui-même ou l'un des membres de son équipe accompagnera.

Après un vol Paris-Djerba, les voyageurs gagneront le site de Sabratha, l'une des trois cités antiques de la Tripolitaine, où ils admireront un théâtre du deuxième siècle ainsi que des maisons et des thermes décorés de peintures murales d'une grande fraîcheur. A Tripoli, ils visiteront la vieille ville, la citadelle et le musée des Antiquités qui abrite des mosaïques et, surtout, des sculptures grecques et romaines. A Leptis-Magna, ils se surverront que Septime Sévère naquit en ce lieu. La beauté, l'étendue et l'état de conservation de cette ville la font figurer au nombre des grandes cités du Moyen-Orient puisqu'elle compte un forum, une basilique, une voie triomphale bordée de portiques à colonnes, un arc élevé et un cirque.

Le dernier site important sera Cyrène, cité grecque du cinquième siècle avant Jésus-Christ, actuellement en cours d'exploration. Sont déjà dégagés le sanctuaire d'Apollon, des grottes aménagées en thermes et le temple de Zeus, considéré comme le plus grand temple grec d'Afrique. Neuf jours (départs en septembre et octobre), 14 000 F, tout compris. Une initiative de Pro Arte International (tél. : 40-87-77-77), chez Havas Communications Voyages. Autres itinéraires : les jardins du Sud de l'Angleterre, la beauté antique de la Sicile, les sites et villes du centre de l'Andalousie, l'Ouest américain et... Buckingham Palace (les appartements royaux).

La mad






Réalisez vos rêves avec Aéromexico.

Séjour de 8 jours au Mexique

A Mexico Hôtel Casablanca	5 120 F
A Acapulco Hôtel Hyatt Regency	5 540 F
A Cancun Hôtel Cancun Playa	5 540 F

Prix "à partir de" comprenant: Les vols Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) en Aéromexico et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à:
Voyageurs Au Mexique
5, Place André Malraux
75001 Paris
Tél. 42.86.17.40
Fax 42.86.10.15



VOYAGEURS AU MEXIQUE

Hillary le vainqueur

Il partagea sa gloire avec celle de la reine d'Angleterre. La nouvelle de sa victoire, connue le 2 juin 1953, fut diffusée dans les rues de Londres lors des cérémonies du couronnement... A soixante-treize ans, Sir Edmund court toujours le monde.

« Les héros que j'admire dans ma jeunesse semblaient posséder des aptitudes et des vertus inaccessibles au commun des mortels. Je désirais fortement les égaler mais n'ai jamais réussi à me hisser à leur niveau. Transi de peur dans les moments de danger, je trouvais difficile de produire la force tranquille dont sont faits les héros... J'ai découvert que même les médiocres peuvent avoir des aventures et même les peureux peuvent réussir (1) ».

Edmund Hillary d'aime pas qu'on le perçoive autrement que comme un « type très ordinaire ». Pourtant, son portrait figure dans le Musée d'Auckland et il est le seul Néo-Zélandais vivant dont l'effigie orne la monnaie locale. Pour la plupart de ses compatriotes, c'est un apiculteur qui a périodiquement délaissé la routine quotidienne pour se lancer dans des aventures dont on tire, certes, quelque fierté. « Ed » Hillary est un grand explorateur, c'est un fait acquis, mais qui reste accessible. Son numéro est dans l'annuaire du téléphone, ce qui lui vaut de nombreux appels d'écoliers sollicitant son aide pour leurs devoirs. Du moins lorsqu'il se trouve à Auckland, car cet homme de soixante-treize ans continue à parcourir le monde. « Je n'ai jamais su rester en place et ma vie a été une bataille constante contre l'ennui », avoue-t-il dans son autobiographie.

Friand de lecture dans son enfance, il était passionné par les aventures des héros fictifs, comme par les récits bien réels d'explorateurs. Ce

petit garçon maladroit, peu sûr de lui — son professeur de gymnastique l'avait classé parmi les gringalets — se métamorphosa à l'adolescence et se découvrit une force peu commune qui lui permit plus tard de faire de ses rêves réalité. Ainsi rompit-il avec la monotonie de la vie en remontant le Gange jusqu'à la source ou en entreprenant la traversée de l'Antarctique jusqu'au pôle Sud, pour ne citer que quelques prouesses. Mais celle qui fit de lui un homme fêté dans le monde entier fut la conquête de l'Everest.

C'était il y a quarante ans, le 29 mai 1953. Hillary, avec le Sherpa Tenzing Norkay, avait vaincu la montagne qui avait déjà attiré une douzaine de téméraires dans ses replis mortels. En trente-deux ans, une dizaine d'expéditions majeures, plusieurs de moindre envergure et même quelques solitaires s'étaient assigné pour objectif le point culminant du monde. Les premières tentatives avaient été effectuées à partir du Tibet, le royaume du Népal étant alors interdit aux étrangers. En 1951, un an après l'ouverture du Népal, le Tibet, envahi par les Chinois, se fermait à son tour, condamnant l'accès au versant nord.

L'énigme du flanc sud devait être partiellement déchiffrée cette année-là lorsqu'une expédition britannique, incluant Hillary, reconnut la route de la « combe ouest ». Quatre hommes, dont les inoubliables Mallory et Irvine en 1924, étaient déjà parvenus à moins de 300 mètres du sommet par le versant nord, et Tenzing, déjà, et le Suisse Raymond Lambert avaient poussé le record un peu plus haut sur l'arête sud-est en 1952.

La faible hauteur qui restait à franchir ne présentait pas de difficulté insurmontable à en juger par les photographies prises d'avion. Mais ce qui aurait paru simple à un grimpeur moyen en altitude « alpine » devenait un obstacle majeur dans l'atmosphère raréfiée d'un « plus de 8 000 ». Au-delà de 6 500 mètres, la diminution de la pression atmosphérique entraîne la perte de l'appétit, comme et le amaigrissement. Personne n'avait

Sir Edmund Hillary et le Sherpa Tenzing Norkay.

passé plus de trois nuits à plus de 8 400 mètres. Or c'était là où l'homme atteignait les limites de l'endurance qu'il lui fallait fournir le plus grand effort.

Pour le colonel John Hunt, chargé de conduire l'expédition britannique de 1953, le recours à l'oxygène en bouteilles était indispensable à la réussite. D'autres l'avaient utilisé auparavant, mais leurs bouteilles, alors plus lourdes et de faible débit, n'avaient pas été d'un grand secours. Il fallait aussi épargner les forces de ceux qui lanceraient l'assaut final. D'où la nécessité de dix alpinistes qui, à tour de rôle, ouvraient la route, et de trente-huit sherpas pour le transport du matériel (tentes, matelas, sacs de couchage, victuailles, équipements de cuisine et bouteilles d'oxygène).

Neuf camps furent établis en sept semaines, le premier au pied de la cascade de glace du Khumbu, à 5 450 mètres, et le dernier à 8 300 mètres, au-dessus du col sud. Chaque équipe effectuait jusqu'à

cinq allers et retours entre les différents lieux de repos. C'est un peu au-dessous du « sommet sud » (vers 8 700 mètres) qu'Hillary et Tenzing se retrouvèrent seuls dans l'après-midi du 28 mai. Ils commencèrent par dégager la neige à l'aide de leurs piolets pour exposer la surface rocaillante, puis parvinrent à niveler une petite plate-forme et une autre en contrebas, chacune de la taille d'un homme. Après s'être rassasiés de sardines, de biscuits, de dattes et de miel, ils s'installèrent pour dormir, utilisant à deux reprises l'oxygène pour faciliter le sommeil. Des bourrasques intermittentes secouaient la tente de manière alarmante. À 27°, le froid était plus pénible que jamais.

Quatre heures du matin, le 29 mai. Un coup d'œil à l'extérieur de la tente les rassura : le temps était parfait. Les deux hommes horent de larges rasades de citrouille pour éviter la déshydratation, puis dégustèrent leurs boîtes au-dessus du poêle de cuisine. Hamachés de leurs 15 kilos d'oxygène en bouteilles, ils se dirigèrent vers leur premier objectif : le sommet sud. Ils pointèrent dans la poudreuse le long de l'arête sud-est, puis choisirent une route où le vent avait produit une croûte fine qui, parfois, cédait sous leur poids. Ils plongeaient alors dans la neige molle jusqu'aux genoux, chaque choc ébranlant leur équilibre et leur moral.

A 100 mètres avant le sommet sud, ils commencèrent, à tour de rôle, à tailler des marches pour avancer dans la pente abrupte. A 9 heures, ce premier objectif était atteint. Face au versant vierge, ils se remémorèrent les difficultés qui avaient découragé leurs deux compagnons Charles Evans et Tom Bourdillon, envoyés en éclaireurs trois jours plus tôt.

La neige était devenue cristalline et ferme. Deux ou trois coups de piolet suffisaient pour creuser un point d'appui et le manche planté vigoureusement pouvait assurer une prise solide. Une heure de labeur incessant les conduisit à un formidable obstacle : un rocher vertical de 15 mètres, presque lisse, séparé d'un mur de glace par une faille tout juste assez large pour le passage d'un homme. En accord avec Tenzing, Hillary décida de se hisser le long de ce conduit en s'arc-bou-

tant entre les deux parois. Il progressa agrippé à quelques prises, les crampons plantés dans la glace. « Je brûlais d'une fièvre et d'une détermination qui me faisaient oublier ma lassitude. Pour la première fois je sentais que rien ne pouvait plus nous arrêter », écrit Hillary (2).

Ils se remirent à l'ouvrage. A droite, des vagues de glace ourlaient la ligne de falte. A gauche, une pente abrupte et rocaillante. Tallant des marches, Tenzing et son compagnon progressèrent le long de la crête sans pouvoir évaluer le chemin qui restait à parcourir, chaque saut masquant la prochaine. Tenzing et Hillary, ils se risquèrent, un moment, à s'écarter que leurs crampons pouvaient gêner du temps, mais l'opération était trop périlleuse. Soudain, la crête s'abaissa, révélant au loin les cimes du Tibet parmi des nuages floconneux. Juste au-dessus d'eux, un dôme neigeux. Encore quelques coups de piolet et, à 11 h 30, les deux hommes foulaient le sommet.

Ils se serrèrent la main, puis, loin de toute réjouissance anglo-saxonne, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre. Hillary prit quelques photographies de Tenzing agitant les drapeaux britannique, népalais, indien et celui des Nations unies. « Je ne me souviens guère d'avoir une photo de moi. Tenzing ne s'était jamais servi d'un appareil et le sommet de l'Everest n'était pas le meilleur endroit pour lui montrer comment faire ».

Hillary chercha une éventuelle trace de Mallory et Irvine, qui avaient peut-être péri ici, mais en vain. Il planta le petit crucifix que lui avait confié John Hunt à côté des bougies et des biscuits placés par Tenzing en offrande aux dieux des bouddhistes. « Étrange compagnon, sans aucun doute, mais témoin de la force spirituelle et de la paix acquises par ceux qui affrontent la montagne », commenta Hillary.

De retour au camp initial le 2 juin, exténués, amaigris mais heureux, leur exploit leur semblait déjà lointain. Un autre événement captivait le monde ce jour-là : le couronnement de la reine Elisabeth II. Les vainqueurs s'apprirent à en écouter la retransmission à la BBC lorsqu'ils apprirent que leur succès était déjà connu. La nouvelle devait même être diffusée par haut-par-

leurs dans les rues de Londres durant la cérémonie. Que leur réussite soit célébrée à des milliers de kilomètres lui conféraient une dimension solennelle inattendue.

Le discours du premier ministre néo-zélandais, prononcé la veille de la cérémonie, traduisait bien l'émotion du moment : « Naturellement, je suis fier que, de tous les membres de l'expédition, un Néo-Zélandais ait été le premier sujet britannique à vaincre l'insurmontable Everest. Cette magnifique démonstration d'esprit de corps, d'endurance et de bravoure témoigne qu'il n'y a pas de difficulté, si grande soit-elle, que le peuple britannique ne puisse surmonter. On ne saurait trop souligner cependant que ce triomphe n'aurait été possible sans les efforts conjugués de tous les membres de l'expédition et sans les leçons légères par ces hommes courageux qui les ont précédés (3) ».

Il fallait maintenant entamer la marche de retour vers Katmandou. Chaque jour des courriers venus de la capitale népalaise leur apportaient des télégrammes de félicitations. Il était de plus en plus clair que l'ascension de l'Everest avait fasciné le monde entier. Puis une lettre de John Hunt, adressée à « Sir » Edmund Hillary, lui apprit que tous deux avaient été faits chevaliers de l'Empire britannique. « Un grand honneur, certes, mais je n'approuvais guère les titres de noblesse. Je ressentais plus d'émotion que de plaisir », constatait Hillary.

Aux approches de Katmandou, les foules se pressaient... pour féter Tenzing. Des bandières le représentaient sur le sommet, triomphant, tandis que, plus bas, une silhouette parcourait, se laissant hisser vers la cime, la presse indienne et népalaise. Une amitié perçait même dans les propos des journalistes locaux : la gloire était celle d'un des leurs et non pas celle de l'Empire britannique. L'accueil chaleureux que le roi et la reine du Népal réservèrent à leurs hôtes effaçait cependant toute trace de ressentiment. Puis ce ne fut qu'un tourbillon de réceptions à Calcutta, Delhi et Londres.

Aujourd'hui, Hillary parcourt le monde six ou sept fois par an pour recueillir des fonds destinés à la construction d'écoles, d'hôpitaux et de cliniques au Népal. Son premier établissement ouvrit en 1961. Le Fonds (trust) de l'Himalaya, qu'il créa plus tard, continue de financer des projets tels que le reboisement de la région de l'Everest, victime du passage d'expéditions de plus en plus fréquentes. La popularité de Sir Edmund conduisit le gouvernement néo-zélandais à le nommer ambassadeur en Inde et au Népal en 1985, poste qu'il occupa quatre ans. Durant cette période, la mort emporta à Darjeeling l'homme qu'il avait appris à connaître et à aimer : Tenzing.

De notre correspondante
Sylvie Lepage

(1) Nothing Venture Nothing Win, d'Edmund Hillary, éd. Hodder and Stoughton, 1975.
(2) High Adventure, d'Edmund Hillary, éd. Hodder and Stoughton, 1955.
(3) Times, 2 juin 1953.

Everest, quarante ans d'assauts

Suite de la page 25

Ces dernières ont d'abord été exclusivement chinoises, à commencer par celle de 1960 qui, s'aidant officiellement de la « pensée Mao Zhedong », réalisa, peut-être, la « première » de la face nord (1) — tenue pour la voie normale depuis 1921, date de la première reconnaissance, jusqu'à l'ouverture par le Népal, en 1950, de son territoire et, en 1951, de son versant. En 1979, des Japonais, les premiers, furent admis à une reconnaissance des pentes tibétaines. Au printemps suivant, deux de leurs expéditions parvinrent au sommet par le nord.

Mais leur réussite en ces parages fut vite occultée par le plus grand exploit, peut-être, accompli dans l'Everest : la première ascension en solitaire, et sans oxygène, de la voie presque directe du « grand couloir » septentrional. Elle fut réalisée par un grimpeur qu'avait déjà rendu célèbre son engagement écologique et son attrait pour les philosophies orientales : l'Italien Reinhold Messner qui, en outre, le premier, allait « croquer » les quatre « plus de 8 000 » de la planète.

L'Everest est une pyramide, assez parfaite, comme on peut le percevoir du sommet de Kala Patar, face au camp de base. De ses trois faces, la plus souvent reproduite dans les livres de montagne ou les ouvrages de photogra-

phies sur l'Himalaya est celle exposée au sud-ouest, qui est népalaise. C'est du Tibet, en revanche, que s'élançaient non seulement le versant nord mais aussi le formidable mur oriental. Les trois faces ont toutes été vaincues de 1975 à 1983, selon plusieurs itinéraires — dont certains possèdent des problèmes techniques redoutables, situés... 4 000 mètres plus haut que dans les voies alpines.

Le premier vrai assaut « alpin » donné à l'Everest a été réussi, en 1975, par deux membres de l'expédition britannique dirigée par le vétéran Chris Bonington : Douglass Haston et Doug Scott ont atteint le sommet après avoir escaladé la face sud-ouest. Cet exploit était jusque-là tenu pour irréalisable par la plupart des grimpeurs qui — traversant à son pied la cascade de glace et la combe nue pour gagner le col sud par la voie normale — observaient l'interminable grand goullet central et la vertigineuse « baïe rocheuse », à 2 000 mètres au-dessus de leur tête. Des Polonais en 1980 et des Russes en 1982 allaient encore ouvrir des voies impressionnantes dans la face ouest : le pilier sud et le pilier central.

L'année même, 1980, où la face nord, à son tour, cédait aux assauts des Japonais et de Messner, une reconnaissance du versant oriental était, pour la première fois, entreprise par une équipe américaine. En 1983, six grimpeurs des États-

Unis y inauguraient un nouvel itinéraire, et en 1988 le Britannique Stephen Venables y ouvrait, seul et sans oxygène, ce qui est aujourd'hui tenu pour la « dixième voie » d'accès au sommet de l'Everest. A l'automne de 1991, Edmund Hillary qui, déjà sexagénaire, avait repris du service avait dû être évacué, en raison d'un œdème cérébral, alors qu'il participait à un assaut, avec des Américains, contre cette même face est.

Les « sages de l'Everest » oublient, trop souvent, un acteur crucial : le sherpa — ou, plutôt, le Sherpa, puisque l'on sait, à présent, que le terme n'est pas une appellation locale pour désigner le porteur de montagne, mais le nom d'une ethnie d'origine tibétaine habitant les vallées voisines du toit du monde. De fait, l'image de petits hommes trottoirant sous des charges de 30 kilos n'est plus adéquate, désormais. Ce n'est pas seulement qu'un nombre croissant d'expéditions « légères » se passent des services de sherpas d'altitude.

C'est aussi que, de plus en plus de Sherpas vainquent Chomolungma. Ils offrent ainsi au Népal d'être, de loin, le pays le plus souvent présent au sommet. A lui seul l'un d'eux eux, Ang Rita, est parvenu sept fois au point culminant de la planète — de loin un record. Et parce que l'air du temps souffle partout, deux Sherpas (femmes sherpas) ont aussi réussi l'ascension. Même si les salaires versés pour leurs services demeurent modestes, leurs gains ont permis aux quelques milliers de familles de la nation des abords de l'Everest d'être désormais tenues pour riches parmi les Népalais.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Clerc

(1) La réalité de cette ascension a été parfois mise en doute du fait qu'aucune photographie ne l'a authentifiée. Les Chinois ont expliqué cette curieuse censure par le fait qu'ils seraient parvenus au sommet de nuit.

USA

739 FF par semaine

(Voiture de catégorie J économique en Floride)

Pour tous renseignements et réservations, veuillez contacter votre agence de voyages ou Hertz au (1) 47 88 51 51 ou 78 49 75 75.

Hertz

* Tarif mensuel minimum hors taxes, incluant le rabais de franchise LTV. Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques.

Le Monde ÉDITIONS

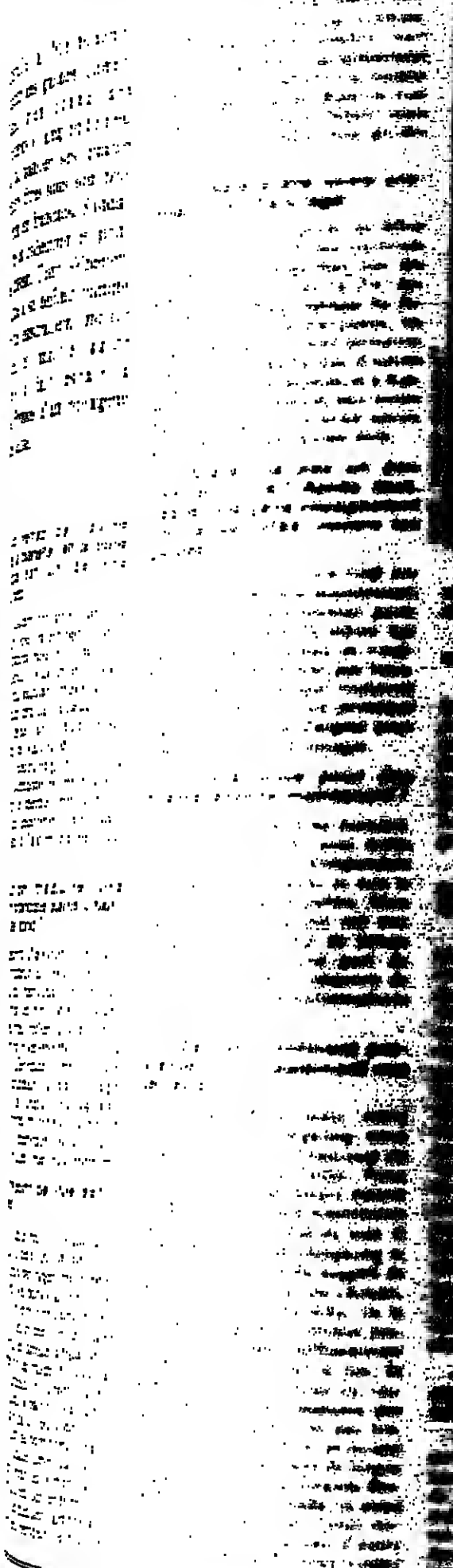
LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraud

EN VENTE EN LIBRAIRIE

La planète



La planète

Installé à Melbourne, l'éditeur des guides Lonely Planet, bien connu des « routards » anglophones, vient de publier ses quatre premiers titres sous son propre nom en français. Fondateur de la collection et principal auteur, Tony Wheeler, qui aime à se définir comme « moitié australien, moitié anglais et moitié autre chose », a fait escale à Paris. Propos d'un voyageur jamais lassé.

« Vous venez de l'autre côté de la planète, et la zone Pacifique est un de vos points forts.

— Les éditeurs britanniques ou américains nous interrogent souvent : comment pouvez-vous travailler depuis l'Australie ? Mais cela n'a plus aucune importance. Notre auteur sera du Canada, écrivant un guide sur l'Inde, nous l'éditerons en Australie, l'imprimerons à Hongkong, et il sera vendu en Allemagne ou en France. Cela prend le même temps pour envoyer une télécopie d'un quartier de Paris à l'autre qu'en Australie.

— Peut-on traduire vos guides en français sans changement de fond ?

— La manière d'aborder un pays par un voyageur est plus importante que sa nationalité. Nous écrivons pour les personnes indépendantes, pour celles qui aiment découvrir par elles-mêmes. Il y a plus de différences entre un Anglais participant à un voyage organisé et un Anglais voyageant par ses propres moyens qu'entre celui-ci et l'Américain ou le Français qui voyage par eux-mêmes.

— Votre point de vue est-il européen ?

— Je ne pense pas. L'Australie est un pays si petit qu'on ne peut pas produire d'ouvrages purement australiens. Nos publications doivent pouvoir être vendues n'importe où. Nous avons veillé, dans nos versions en langue anglaise, à ne rendre nos ouvrages ni australiens, ni anglais, ni américains, mais, je dirai, « pacifico-atlantiques », afin qu'ils puissent être compris dans de nombreux pays. Voyez les guides américains, ils sont écrits pour les Américains, manient souvent des expressions que seuls les étudiants américains utilisent, leur perspective est tou-

jours très étroitement américaine. Les guides Frommer, par exemple, vous donnent le nombre exact de portes d'hôtel et la couleur de leur papier peint. Rien de tout cela ne m'intéresse. Nous nous efforçons de rendre nos guides neutres.

— L'Asie a été votre premier point d'ancrage.

— Notre premier guide, au début des années 70, fut une traversée de l'Asie. Le voyage était une des grandes données de la fin des années 60. C'était l'époque du flower power et de la marijuana, les Beatles allaient en Inde retrouver leurs gourous tandis que d'autres couraient en Afghanistan et à Katmandou. Ma femme et moi avons fait ce voyage. Il n'y avait aucun guide. Alors nous l'avons écrit.

— N'était-ce pas un peu contradictoire ? Après tout, ces jeunes gens voyageaient contre les livres, contre les guides.

— J'ai commencé il y a vingt ans (j'en ai quarante-six maintenant) et j'ai écrit mon premier guide à ceux qui avaient le même âge que moi, entre dix-huit et vingt-huit ans, qui n'avaient pas beaucoup de moyens et qui voulaient voyager longtemps. Le principal était de faire durer l'argent pour pouvoir continuer à voyager.

— Écrivez-vous pour des quadragénaires maintenant ?

— Oui, d'une certaine manière. Parce que ces livres sont écrits pour moi-même. Ils correspondent à ce que je veux faire. Je suis le premier pour qui je publie. Mais les jeunes lecteurs qui ont peu d'argent et beaucoup de temps forment toujours une part de notre marché. Nous essayons de leur apporter les informations qu'ils désirent.

— De quel continent proviennent principalement vos lecteurs ?

— De tous. Récemment, notre distributeur à Hongkong nous disait qu'il vendait beaucoup de notre guide sur la Chine. Nous pensions que les acheteurs étaient des Britanniques, des Américains ou des Australiens. Pas du tout. Il s'agissait de gens de Hongkong et de Taiwan. Nous avons suggéré de faire une traduction en chinois. Non, nous a-t-il répondu, ils le veulent en anglais. Ils veulent penser qu'ils pratiquent suffisamment l'anglais pour pouvoir le lire. Et quand ils vont en Chine ils veulent disposer d'informations que les Chinois ne pourront pas lire. Mais, bien sûr, notre principal marché est dans les pays de langue anglaise : États-Unis, Grande-Bretagne, Australie, Canada, et aussi en Europe, parce que, pour certains pays, il n'y a pas d'autre guide disponible. Si vous voulez



MICHEL VANDER BEEKHOUDT

aller à Samos, il n'y a que le nôtre, en anglais.

— Avez-vous d'autres exclusivités ?

— Le premier guide sur la Mongolie est sous presse. Il y a toujours des gens qui veulent être les premiers quelque part. Dès que les portes s'ouvrent, ils sont là... et nous avons été les premiers en Birmanie, au Pakistan, en Thaïlande, sur laquelle existent tant de guides maintenant.

— Vos guides impliquent-ils une manière de voyager différente ?

— Tous les éditeurs doivent s'interroger des problèmes posés par le tourisme, qui dispose du bon et du mauvais. Peut-être avons-nous été des pionniers dans ce domaine. Il faut prévenir les touristes qu'en allant à tel endroit ils peuvent causer des dommages, les rendre conscients de l'impact qu'ils peuvent avoir sur la culture ou sur les traditions. Nous devons les éduquer. Par exemple, s'ils vont au Népal et s'arrêtent dans de petits hôtels, on va leur proposer une douche chaude. Mais on risque d'abîmer un arbre et le brûler pour eux seuls. Alors qu'à côté il y a peut-être un hôtel avec un chauffe-eau solaire. Nous demandons à nos lecteurs de choisir celui-là, même s'il est plus cher.

— Chacun de vos guides est signé, par un ou plusieurs auteurs.

— Je ne veux pas de livres écrits par des comités. Le lecteur doit comprendre quelle est la position de l'auteur. Il ne sera pas forcément d'accord avec lui, mais il saura où cet auteur se situe. Évidemment, ce n'est pas possible d'écrire seul un guide sur l'Inde. Il faut plusieurs auteurs, ce qui rend difficile le maintien de ce parfum individuel. Nous essayons cependant. Aucun de nos ouvrages n'est écrit de la même manière. Notre premier guide sur la Chine remonte à il y a dix ans. Voyager là-bas hors des sentiers battus était difficile à cette époque. C'était compliqué de trouver à se loger, la nourriture était mauvaise, il fallait se battre sans cesse. Notre premier guide était drôle, parce que leurs deux auteurs ont passé des moments épuisants, leurs colères, leurs frustrations ne correspondent plus à la Chine d'aujourd'hui, et nous avons dû retirer leurs réactions des nouvelles éditions.

— Réécrivez-vous beaucoup ?

— Pour nos titres les plus répandus, nous faisons une édition tous les deux ans ou deux ans et demi. Pour les petits titres, quatre ans suffisent.

— Combien de temps vos auteurs passent-ils sur place ?

— Cela dépend du pays. Pour notre premier guide sur l'Inde, nos trois auteurs ont passé chacun quatre ou cinq mois sur place. Mais la Mongolie a dû demander trois mois, comme Fidji ou Hongkong, d'où les informations sont faciles d'accès. L'Indonésie pose d'autres problèmes. Il y a tant à parcourir. Il n'y a parfois qu'un

bateau par semaine ou un avion tous les deux jours. Il faut savoir attendre.

— Quels sont vos concurrents ?

— Au début des années 70, de nombreuses sociétés ont commencé à publier dans le même esprit que nous, voyez le Guide du routard en France ou Moon Publications aux États-Unis ou encore, plus tard, les Rough Guides en Angleterre.

— Les Australiens se reconnaissent-ils dans le guide australien ?

— Nous avons découvert que

nous ne pouvions pas faire travailler des gens qui connaissent trop bien un pays, parce qu'ils sont incapables de le voir de l'extérieur comme des étrangers. S'ils parlent la langue, comme les auteurs des guides sur le Japon ou la Thaïlande, c'est bien, mais il est dangereux qu'ils vivent dans le pays.

— Vos auteurs sont des reporters, des généralistes, plus que des spécialistes.

— Ils doivent venir de l'extérieur, avoir une vue générale, avec les plus larges perspectives. J'aime l'architecture et je ne suis pas architecte, l'archéologie et je ne suis pas archéologue, je déteste le shopping, mais je me force à le faire pour le guide : il faut tout couvrir. L'année passée, j'ai travaillé à un guide sur l'Irlande et, si vous allez là-bas, vous devez boire beaucoup de bière, entrer dans les pubs et y prendre plaisir. Si vous ne le faites pas, si vous n'aimez pas la bière, vous ne pourrez jamais écrire un guide sur l'Irlande.

— Votre guide sur Bali fait silence sur le côté dictatorial du régime.

— Parce que tout est dans le guide Indonésie. Mais en général, nous couvrons les aspects politiques. Nous y attachons même une grande importance. Nous venons de publier une nouvelle édition de notre « Sri-Lanka » et c'est une partie essentielle de ce guide.

— Avez-vous l'intention de traduire vos guides de trekking qui comportent des itinéraires assez peu fréquentés, comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée ?

— Nous avons choisi de publier d'abord les titres qui avaient le

potentiel le plus fort en France. D'autres ne seront jamais traduits. Notre meilleure vente aux États-Unis est le guide sur le Costa Rica, une destination très populaire là-bas, alors qu'en Australie nous n'en vendons qu'une centaine d'exemplaires. En langue anglaise, nous pouvons publier sur des destinations fort différentes. Mais évidemment il nous faut veiller à leur potentialité en français.

— Les guides aident-ils vraiment leurs lecteurs à trouver leur chemin dans des cultures différentes ?

— Le danger est de tout réduire à un dénominateur commun. Ce qui me navre parfois, c'est de voir des gens qui utilisent des guides se dire je dois me loger là, puis aller m'asseoir là pour voir ceci et manger cela, je dois faire les choses dans tel ordre... Les guides ne doivent pas conduire à cela, ils doivent conduire à la découverte individuelle, refuser d'indiquer les choses à coup de une, deux ou trois étoiles. Mais les gens posent de plus en plus de questions, veulent en savoir plus, alors nos guides s'épaississent chaque année davantage.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

► Le Cambodge, de Daniel Robinson et Tony Wheeler, 100 p., 80 F. ; Bali et Lombok, de Tony Wheeler et James Lyon, 320 p., 95 F. ; le Brésil, d'Andrew Daffron, Robert Strauss et Deanna Swaney, 624 p., 110 F. ; la Thaïlande, de Joe Cummings, 664 p., 125 F.

ESTANIA

Et si vous passiez le week-end prochain, avec l'artiste ?

Pour l'Espagne, Miro est plus qu'un artiste : c'est une véritable institution nationale. D'ailleurs, quand l'Office du Tourisme Espagnol a voulu un nouveau symbole, c'est à Miro qu'il s'est adressé. Partez le retrouver ! A l'occasion du centenaire de sa naissance, une collection exceptionnelle de ses œuvres sera présentée du 20 avril au 30 août à la superbe Fondation Miro à Barcelone. Si vous séjournez à Palma de Majorque, vous pourrez aussi admirer des originaux de Miro à la galerie créée récemment dans son ancien atelier. Au même moment, à l'autre bout de l'Espagne, la ville de Saint Jacques de Compostelle et les régions traversées par le chemin célèbrent avec faste l'Année Sainte : une fête grandiose, une grande manifestation artistique, un événement prestigieux pour tous les pèlerins depuis le Moyen Âge. Des élévations spirituelles de jadis aux sommets culturels du XXe siècle. Et comme si souvent en Espagne, une fête en amène une autre... Voilà de bien merveilleux week-ends en perspective !

L'Espagne, une passion : la vie !

Office du Tourisme Espagnol
43 Ter, av. Pierre 1er de Serbie, 75381 Paris Cedex 08 - Tél : (1) 47.20.90.54 / (1) 40.70.19.92 - Minitel : 3615 Espagne

ZERMATT
MATTERHORN

Détente, tradition et hospitalité
dans la station sans voitures de Zermatt.

Office du tourisme
Bahnhofplatz
CH-3920 Zermatt

1941/28/66 11 81
1941/28/66 11 85.

maine

LES TOURNANTS DE LA GLACE

Alain Gauthier

Bridge

n° 1536

UN COUP
EXCEPTIONNEL

Dans sa très courte carrière de champion de bridge, le Cannois Jean-Marc Buehl n'a été l'auteur de coups de carte très brillants. Voici l'un d'entre eux. Il a été réélu champion d'Europe au cours du championnat interclub de la Côte d'Azur.

♠ A108764	♥ A53	♦ A4	♣ 6
♠ 9	♥ 1086	♦ 1073	♣ 8432
♠ DV32	♥ 972	♦ V95	♣ DV10
♠ R5	♥ RV4	♦ R862	♣ AR75

Ann. : S. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
Guiv. Pehau Hizer Buchel
passe 2 ♠ passe 2 ♠
passe 3 ♠ passe 3 ♠
passe 4 ♠ passe 4 ♠
passe 4 SA passe 5 ♠
passe 6 ♠ passe passe...

Quest (Guivareh) ayant entamé le 2 de Trèfle, comment Buchel a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Réponse
Le seul problème est de ne pas perdre deux atouts et, par conséquent, de se protéger contre une répartition 4-1 des atouts (puisque la manche est impardable s'ils sont 3-2). En tout cas, Buchel a trouvé la meilleure ligne de jeu en jouant le 10 de Pique qui l'a laissé couvrir quand Est a fourni le 21.

Ce jeu de sécurité a étonné même les experts et, pour comprendre pourquoi il est supérieur au jeu du Roi de Pique, puis du 5 dans l'intention de mettre le 10 de Pique si Ouest a fourni, il faut faire l'inventaire de tous les cas où il y a quatre Piques en Ouest ou en Est. On s'aperçoit alors que, en commençant par le 10 de Pique, il y a quatre cas favorables alors que, en commençant par le Roi, il n'y a que trois cas favorables.

A l'autre table, Frank Multon, qui a été champion d'Europe junior, a chuté, mais il a reconnu que la ligne de Buchel était la meilleure.

CONTRASTES
AU SOMMET

Il est admis, avec un fit dans une couleur, qu'il vaut mieux jouer le chelem dans cette couleur plutôt que à Sans Atout. D'autre part, il est également admis qu'un des éléments les plus importants d'un plan de jeu est l'organisation des communications entre le mort et le déclarant. Or ces grands principes sont parfois oubliés même au plus haut niveau, comme le prouve cette donne d'une finale d'un championnat du monde.

♠ RD53	♥ V109863	♦ V7	♣ V108
♠ 96	♥ 42	♦ 97532	♣ RD92
♠ A742	♥ AD	♦ ARD10	♣ A43

Ann. : O. don. N-S vuln.
Salle fermée
Ouest Nord Est Sud
Kadick Deutsch Terraneo Wolff
passe 2 ♠ passe 2 ♠
passe 2 ♠ passe 2 SA
passe 3 ♠ passe 4 SA
passe 6 ♠ passe 6 SA...

(2 ♠ forcing de manche avec réponse à la longue - 4 SA: BW pour les As.)
Wolff a estimé plus prudent de jouer le contrat lui-même. Quelle est l'entente qui a fait échouer le PETIT CHELEM A SANS ATOUT ?

Salle ouverte
A la deuxième table, on a atterri à SEPT PIQUES.
Comment le déclarant aurait-il dû jouer pour faire ce grand chelem contre toute défense ?

LE NOUVEAU CODE
Voici la principale modification du nouveau code (1993) de la partie libre : à partir de la quatrième levée de chute, le contrat non vulnérable, il faut, comme en tournoi, ajouter 100 points à chaque levée.

Exemple : quatre de chute : 800 (au lieu de 700) ; six de chute : 1 400 (au lieu de 1 000).

Philippe Brugnon



Anacroisés

n° 767

12	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23

Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent indiquent la position des lettres de mots à trouver.

HORIZONTALEMENT
1. ADEIOSU - 2. ACDEERY - 3. BDEIOSU - 4. AEEGNORU - 5. AAGILLU (+ 1) - 6. AEGINSST (+ 4) - 7. BENNORT (+ 2) - 8. AELMNTU - 9. AEGMORS - 10. AELMNTU - 11. ALOPRSU - 12. AELRUUV - 13. EFFIORRU - 14. HINTUUV - 15. ACEINPSI (+ 2) - 16. CELOST (+ 2) - 17. AELNRIT (+ 3) - 18. EEEGIRS (+ 2) - 19. ACEINRS (+ 4).

VERTICALEMENT
20. AEEEMRTU - 21. AEMOSU (+ 1) - 22. AELINTU - 23. ADEEGG - 24. EILNNU - 25. FIINTU - 26. ABEILNSU (+ 1) - 27. EELLOPU - 28. ACEENRST (+ 10) - 29. EISTUV - 30. AENSTU (+ 2) - 31. EEEHRTU (+ 1) - 32. CEORTUUV - 33. AENRST (+ 10) - 34. CINOPS - 35. ACDELOU - 36. EENORT - 37. ERSSTU - 38. AAAMPRT - 39. CDEELV - 40. ADEMORST (+ 1) - 41. AELNOS (+ 1).

SEPTIÈME TOURNOI V.S.B. EN DOUBLE RONDE
Amsterdam, 1993
Blancs : N. Short.
Noirs : V. Kramnik.
Défense sicilienne.

diplomatie sicilienne.

1. e4	C5	12. TH	Dc7		
2. Cc3	Cc5	13. Cc3	Cc5		
3. d4	pe4d	13. Dc6! (f)	Dc8		
4. Cc4d	Cc5	24. Dc7	Dc8		
5. Cc5	d6	25. Td4 (m)	Td6 (m)		
6. Dc2	d6	26. Rd4	Cd7		
7. Dc2	d6	27. Cc4 (g)	Rd7		
8. d4-d5	d6	28. Rd2	Rd7		
9. Fc3 (p)	Fd7 (p)	29. d5	Cc5		
10. Rd4	Rd7	30. Td6d	Cc5		
11. Fc3 (p)	Fd7	31. Cc5	Cc5		
12. Td4 (g)	Td6 (g)	32. Cc5	Cc5		
13. Td4 (f)	Td6 (f)	33. Cc5	Cc5		
14. Cc4 (p)	Cc5	34. Td4	Cc5		
15. Rd5	Rd7	35. Td4	Rd7		
16. Rd5	Rd7	36. Rd7	Rd7		
17. Rd5	Rd7	37. Rd7	Rd7		
18. Rd5	Rd7	38. Rd7	Rd7		
19. Rd5	Rd7	39. Rd7	Rd7		
20. Rd5	Rd7	40. Td6	Cc5 (p)		
		41. Td6	Cc5 (p)		

10. f3 est également une bonne idée qui vise à exploiter via g4-g5 la faiblesse de la structure des pions de l'aile-R créée par a6, b6. Si 10. Fd2, b5! et si 10. Fd3, d5.

d) Une mesure de prudence nécessaire. Non seulement les Blancs anticipent sur une éventuelle sortie de la D noire en c5, à quoi il serait répérait possible de répondre par exemple le blanc de la colonne qui aggraverait dans « siciliennes, aux Noirs. Il est important, dans certaines variantes, de soustraire le R blanc de la diagonale h6-c1; par exemple, si 12. f3, Cc4d; 13. Fc4d, d5; 14. Fc2, b4; 15. Cc5, d5; 16. Fc2, b4; 17. Cc5, d5; 18. Fc2, b4; 19. Fc4d, d5; 20. Fc2, b4; 21. Fc4d, d5; 22. Fc2, b4; 23. Fc4d, d5; 24. Fc2, b4; 25. Fc4d, d5; 26. Fc2, b4; 27. Fc4d, d5; 28. Fc2, b4; 29. Fc4d, d5; 30. Fc2, b4; 31. Fc4d, d5; 32. Fc2, b4; 33. Fc4d, d5; 34. Fc2, b4; 35. Fc4d, d5; 36. Fc2, b4; 37. Fc4d, d5; 38. Fc2, b4; 39. Fc4d, d5; 40. Fc2, b4; 41. Fc4d, d5; 42. Fc2, b4; 43. Fc4d, d5; 44. Fc2, b4; 45. Fc4d, d5; 46. Fc2, b4; 47. Fc4d, d5; 48. Fc2, b4; 49. Fc4d, d5; 50. Fc2, b4; 51. Fc4d, d5; 52. Fc2, b4; 53. Fc4d, d5; 54. Fc2, b4; 55. Fc4d, d5; 56. Fc2, b4; 57. Fc4d, d5; 58. Fc2, b4; 59. Fc4d, d5; 60. Fc2, b4; 61. Fc4d, d5; 62. Fc2, b4; 63. Fc4d, d5; 64. Fc2, b4; 65. Fc4d, d5; 66. Fc2, b4; 67. Fc4d, d5; 68. Fc2, b4; 69. Fc4d, d5; 70. Fc2, b4; 71. Fc4d, d5; 72. Fc2, b4; 73. Fc4d, d5; 74. Fc2, b4; 75. Fc4d, d5; 76. Fc2, b4; 77. Fc4d, d5; 78. Fc2, b4; 79. Fc4d, d5; 80. Fc2, b4; 81. Fc4d, d5; 82. Fc2, b4; 83. Fc4d, d5; 84. Fc2, b4; 85. Fc4d, d5; 86. Fc2, b4; 87. Fc4d, d5; 88. Fc2, b4; 89. Fc4d, d5; 90. Fc2, b4; 91. Fc4d, d5; 92. Fc2, b4; 93. Fc4d, d5; 94. Fc2, b4; 95. Fc4d, d5; 96. Fc2, b4; 97. Fc4d, d5; 98. Fc2, b4; 99. Fc4d, d5; 100. Fc2, b4; 101. Fc4d, d5; 102. Fc2, b4; 103. Fc4d, d5; 104. Fc2, b4; 105. Fc4d, d5; 106. Fc2, b4; 107. Fc4d, d5; 108. Fc2, b4; 109. Fc4d, d5; 110. Fc2, b4; 111. Fc4d, d5; 112. Fc2, b4; 113. Fc4d, d5; 114. Fc2, b4; 115. Fc4d, d5; 116. Fc2, b4; 117. Fc4d, d5; 118. Fc2, b4; 119. Fc4d, d5; 120. Fc2, b4; 121. Fc4d, d5; 122. Fc2, b4; 123. Fc4d, d5; 124. Fc2, b4; 125. Fc4d, d5; 126. Fc2, b4; 127. Fc4d, d5; 128. Fc2, b4; 129. Fc4d, d5; 130. Fc2, b4; 131. Fc4d, d5; 132. Fc2, b4; 133. Fc4d, d5; 134. Fc2, b4; 135. Fc4d, d5; 136. Fc2, b4; 137. Fc4d, d5; 138. Fc2, b4; 139. Fc4d, d5; 140. Fc2, b4; 141. Fc4d, d5; 142. Fc2, b4; 143. Fc4d, d5; 144. Fc2, b4; 145. Fc4d, d5; 146. Fc2, b4; 147. Fc4d, d5; 148. Fc2, b4; 149. Fc4d, d5; 150. Fc2, b4; 151. Fc4d, d5; 152. Fc2, b4; 153. Fc4d, d5; 154. Fc2, b4; 155. Fc4d, d5; 156. Fc2, b4; 157. Fc4d, d5; 158. Fc2, b4; 159. Fc4d, d5; 160. Fc2, b4; 161. Fc4d, d5; 162. Fc2, b4; 163. Fc4d, d5; 164. Fc2, b4; 165. Fc4d, d5; 166. Fc2, b4; 167. Fc4d, d5; 168. Fc2, b4; 169. Fc4d, d5; 170. Fc2, b4; 171. Fc4d, d5; 172. Fc2, b4; 173. Fc4d, d5; 174. Fc2, b4; 175. Fc4d, d5; 176. Fc2, b4; 177. Fc4d, d5; 178. Fc2, b4; 179. Fc4d, d5; 180. Fc2, b4; 181. Fc4d, d5; 182. Fc2, b4; 183. Fc4d, d5; 184. Fc2, b4; 185. Fc4d, d5; 186. Fc2, b4; 187. Fc4d, d5; 188. Fc2, b4; 189. Fc4d, d5; 190. Fc2, b4; 191. Fc4d, d5; 192. Fc2, b4; 193. Fc4d, d5; 194. Fc2, b4; 195. Fc4d, d5; 196. Fc2, b4; 197. Fc4d, d5; 198. Fc2, b4; 199. Fc4d, d5; 200. Fc2, b4; 201. Fc4d, d5; 202. Fc2, b4; 203. Fc4d, d5; 204. Fc2, b4; 205. Fc4d, d5; 206. Fc2, b4; 207. Fc4d, d5; 208. Fc2, b4; 209. Fc4d, d5; 210. Fc2, b4; 211. Fc4d, d5; 212. Fc2, b4; 213. Fc4d, d5; 214. Fc2, b4; 215. Fc4d, d5; 216. Fc2, b4; 217. Fc4d, d5; 218. Fc2, b4; 219. Fc4d, d5; 220. Fc2, b4; 221. Fc4d, d5; 222. Fc2, b4; 223. Fc4d, d5; 224. Fc2, b4; 225. Fc4d, d5; 226. Fc2, b4; 227. Fc4d, d5; 228. Fc2, b4; 229. Fc4d, d5; 230. Fc2, b4; 231. Fc4d, d5; 232. Fc2, b4; 233. Fc4d, d5; 234. Fc2, b4; 235. Fc4d, d5; 236. Fc2, b4; 237. Fc4d, d5; 238. Fc2, b4; 239. Fc4d, d5; 240. Fc2, b4; 241. Fc4d, d5; 242. Fc2, b4; 243. Fc4d, d5; 244. Fc2, b4; 245. Fc4d, d5; 246. Fc2, b4; 247. Fc4d, d5; 248. Fc2, b4; 249. Fc4d, d5; 250. Fc2, b4; 251. Fc4d, d5; 252. Fc2, b4; 253. Fc4d, d5; 254. Fc2, b4; 255. Fc4d, d5; 256. Fc2, b4; 257. Fc4d, d5; 258. Fc2, b4; 259. Fc4d, d5; 260. Fc2, b4; 261. Fc4d, d5; 262. Fc2, b4; 263. Fc4d, d5; 264. Fc2, b4; 265. Fc4d, d5; 266. Fc2, b4; 267. Fc4d, d5; 268. Fc2, b4; 269. Fc4d, d5; 270. Fc2, b4; 271. Fc4d, d5; 272. Fc2, b4; 273. Fc4d, d5; 274. Fc2, b4; 275. Fc4d, d5; 276. Fc2, b4; 277. Fc4d, d5; 278. Fc2, b4; 279. Fc4d, d5; 280. Fc2, b4; 281. Fc4d, d5; 282. Fc2, b4; 283. Fc4d, d5; 284. Fc2, b4; 285. Fc4d, d5; 286. Fc2, b4; 287. Fc4d, d5; 288. Fc2, b4; 289. Fc4d, d5; 290. Fc2, b4; 291. Fc4d, d5; 292. Fc2, b4; 293. Fc4d, d5; 294. Fc2, b4; 295. Fc4d, d5; 296. Fc2, b4; 297. Fc4d, d5; 298. Fc2, b4; 299. Fc4d, d5; 300. Fc2, b4; 301. Fc4d, d5; 302. Fc2, b4; 303. Fc4d, d5; 304. Fc2, b4; 305. Fc4d, d5; 306. Fc2, b4; 307. Fc4d, d5; 308. Fc2, b4; 309. Fc4d, d5; 310. Fc2, b4; 311. Fc4d, d5; 312. Fc2, b4; 313. Fc4d, d5; 314. Fc2, b4; 315. Fc4d, d5; 316. Fc2, b4; 317. Fc4d, d5; 318. Fc2, b4; 319. Fc4d, d5; 320. Fc2, b4; 321. Fc4d, d5; 322. Fc2, b4; 323. Fc4d, d5; 324. Fc2, b4; 325. Fc4d, d5; 326. Fc2, b4; 327. Fc4d, d5; 328. Fc2, b4; 329. Fc4d, d5; 330. Fc2, b4; 331. Fc4d, d5; 332. Fc2, b4; 333. Fc4d, d5; 334. Fc2, b4; 335. Fc4d, d5; 336. Fc2, b4; 337. Fc4d, d5; 338. Fc2, b4; 339. Fc4d, d5; 340. Fc2, b4; 341. Fc4d, d5; 342. Fc2, b4; 343. Fc4d, d5; 344. Fc2, b4; 345. Fc4d, d5; 346. Fc2, b4; 347. Fc4d, d5; 348. Fc2, b4; 349. Fc4d, d5; 350. Fc2, b4; 351. Fc4d, d5; 352. Fc2, b4; 353. Fc4d, d5; 354. Fc2, b4; 355. Fc4d, d5; 356. Fc2, b4; 357. Fc4d, d5; 358. Fc2, b4; 359. Fc4d, d5; 360. Fc2, b4; 361. Fc4d, d5; 362. Fc2, b4; 363. Fc4d, d5; 364. Fc2, b4; 365. Fc4d, d5; 366. Fc2, b4; 367. Fc4d, d5; 368. Fc2, b4; 369. Fc4d, d5; 370. Fc2, b4; 371. Fc4d, d5; 372. Fc2, b4; 373. Fc4d, d5; 374. Fc2, b4; 375. Fc4d, d5; 376. Fc2, b4; 377. Fc4d, d5; 378. Fc2, b4; 379. Fc4d, d5; 380. Fc2, b4; 381. Fc4d, d5; 382. Fc2, b4; 383. Fc4d, d5; 384. Fc2, b4; 385. Fc4d, d5; 386. Fc2, b4; 387. Fc4d, d5; 388. Fc2, b4; 389. Fc4d, d5; 390. Fc2, b4; 391. Fc4d, d5; 392. Fc2, b4; 393. Fc4d, d5; 394. Fc2, b4; 395. Fc4d, d5; 396. Fc2, b4; 397. Fc4d, d5; 398. Fc2, b4; 399. Fc4d, d5; 400. Fc2, b4; 401. Fc4d, d5; 402. Fc2, b4; 403. Fc4d, d5; 404. Fc2, b4; 405. Fc4d, d5; 406. Fc2, b4; 407. Fc4d, d5; 408. Fc2, b4; 409. Fc4d, d5; 410. Fc2, b4; 411. Fc4d, d5; 412. Fc2, b4; 413. Fc4d, d5; 414. Fc2, b4; 415. Fc4d, d5; 416. Fc2, b4; 417. Fc4d, d5; 418. Fc2, b4; 419. Fc4d, d5; 420. Fc2, b4; 421. Fc4d, d5; 422. Fc2, b4; 423. Fc4d, d5; 424. Fc2, b4; 425. Fc4d, d5; 426. Fc2, b4; 427. Fc4d, d5; 428. Fc2, b4; 429. Fc4d, d5; 430. Fc2, b4; 431. Fc4d, d5; 432. Fc2, b4; 433. Fc4d, d5; 434. Fc2, b4; 435. Fc4d, d5; 436. Fc2, b4; 437. Fc4d, d5; 438. Fc2, b4; 439. Fc4d, d5; 440. Fc2, b4; 441. Fc4d, d5; 442. Fc2, b4; 443. Fc4d, d5; 444. Fc2, b4; 445. Fc4d, d5; 446. Fc2, b4; 447. Fc4d, d5; 448. Fc2, b4; 449. Fc4d, d5; 450. Fc2, b4; 451. Fc4d, d5; 452. Fc2, b4; 453. Fc4d, d5; 454. Fc2, b4; 455. Fc4d, d5; 456. Fc2, b4; 457. Fc4d, d5; 458. Fc2, b4; 459. Fc4d, d5; 460. Fc2, b4; 461. Fc4d, d5; 462. Fc2, b4; 463. Fc4d, d5; 464. Fc2, b4; 465. Fc4d, d5; 466. Fc2, b4; 467. Fc4d, d5; 468. Fc2, b4; 469. Fc4d, d5; 470. Fc2, b4; 471. Fc4d, d5; 472. Fc2, b4; 473. Fc4d, d5; 474. Fc2, b4; 475. Fc4d, d5; 476. Fc2, b4; 477. Fc4d, d5; 478. Fc2, b4; 479. Fc4d, d5; 480. Fc2, b4; 481. Fc4d, d5; 482. Fc2, b4; 483. Fc4d, d5; 484. Fc2, b4; 485. Fc4d, d5; 486. Fc2, b4; 487. Fc4d, d5; 488. Fc2, b4; 489. Fc4d, d5; 490. Fc2, b4; 491. Fc4d, d5; 492. Fc2, b4; 493. Fc4d, d5; 494. Fc2, b4; 495. Fc4d, d5; 496. Fc2, b4; 497. Fc4d, d5; 498. Fc2, b4; 499. Fc4d, d5; 500. Fc2, b4; 501. Fc4d, d5; 502. Fc2, b4; 503. Fc4d, d5; 504. Fc2, b4; 505. Fc4d, d5; 506. Fc2, b4; 507. Fc4d, d5; 508. Fc2, b4; 509. Fc4d, d5; 510. Fc2, b4; 511. Fc4d, d5; 512. Fc2, b4; 513. Fc4d, d5; 514. Fc2, b4; 515. Fc4d, d5; 516. Fc2, b4; 517. Fc4d, d5; 518. Fc2, b4; 519. Fc4d, d5; 520. Fc2, b4; 521. Fc4d, d5; 522. Fc2, b4; 523. Fc4d, d5; 524. Fc2, b4; 525. Fc4d, d5; 526. Fc2, b4; 527. Fc4d, d5; 528. Fc2, b4; 529. Fc4d, d5; 530. Fc2, b4; 531. Fc4d, d5; 532. Fc2, b4; 533. Fc4d, d5; 534. Fc2, b4; 535. Fc4d, d5; 536. Fc2, b4; 537. Fc4d, d5; 538. Fc2, b4; 539. Fc4d, d5; 540. Fc2, b4; 541. Fc4d, d5; 542. Fc2, b4; 543. Fc4d, d5; 544. Fc2, b4; 545. Fc4d, d5; 546. Fc2, b4; 547. Fc4d, d5; 548. Fc2, b4; 549. Fc4d, d5; 550. Fc2, b4; 551. Fc4d, d5; 552. Fc2, b4; 553. Fc4d, d5; 554. Fc2, b4; 555. Fc4d, d5; 556. Fc2, b4; 557. Fc4d, d5; 558. Fc2, b4; 559. Fc4d, d5; 560. Fc2, b4; 561. Fc4d, d5; 562. Fc2, b4; 563. Fc4d, d5; 564. Fc2, b4; 565. Fc4d, d5; 566. Fc2, b4; 567. Fc4d, d5; 568. Fc2, b4; 569. Fc4d, d5; 570. Fc2, b4; 571. Fc4d, d5; 572. Fc2, b4; 573. Fc4d, d5; 574. Fc2, b4; 575. Fc4d, d5; 576. Fc2, b4; 577. Fc4d, d5; 578. Fc2, b4; 579. Fc4d, d5; 580. Fc2, b4; 581. Fc4d, d5; 582. Fc2, b4; 583. Fc4d, d5; 584. Fc2, b4; 585. Fc4d, d5; 586. Fc2, b4; 587. Fc4d, d5; 588. Fc2, b4; 589. Fc4d, d5; 590. Fc2, b4; 591. Fc4d, d5; 592. Fc2, b4; 593. Fc4d, d5; 594. Fc2, b4; 595. Fc4d, d5; 596. Fc2, b4; 597. Fc4d, d5; 598. Fc2, b4; 599. Fc4d, d5; 600. Fc2, b4; 601. Fc4d, d5; 602. Fc2, b4; 603. Fc4d, d5; 604. Fc2, b4; 605. Fc4d, d5; 606. Fc2, b4; 607. Fc4d, d5; 608. Fc2, b4; 609. Fc4d, d5; 610. Fc2, b4; 611. Fc4d, d5; 612. Fc2, b4; 613. Fc4d, d5; 614. Fc2, b4; 615. Fc4d, d5; 616. Fc2, b4; 617. Fc4d, d5; 618. Fc2, b4; 619. Fc4d, d5; 620. Fc2, b4; 621. Fc4d, d5; 622. Fc2, b4; 623. Fc4d, d5; 624. Fc2, b4; 625. Fc4d, d5; 626. Fc2, b4; 627. Fc4d, d5; 628. Fc2, b4; 629. Fc4d, d5; 630. Fc2, b4; 631. Fc4d, d5; 632. Fc2, b4; 633. Fc4d, d5; 634. Fc2, b4; 635. Fc4d, d5; 636. Fc2, b4; 637. Fc4d, d5; 638. Fc2, b4; 639. Fc4d, d5; 640. Fc2, b4; 641. Fc4d, d5; 642. Fc2, b4; 643. Fc4d, d5; 644. Fc2, b4; 645. Fc4d, d5; 646. Fc2, b4; 647. Fc4d, d5; 648. Fc2, b4; 649. Fc4d, d5; 650. Fc2, b4; 651. Fc4d, d5; 652. Fc2, b4; 653. Fc4d, d5; 654. Fc2, b4; 655. Fc4d, d5; 656. Fc2, b4; 657. Fc4d, d5; 658. Fc2, b4; 659. Fc4d, d5; 660. Fc2, b4; 661. Fc4d, d5; 662. Fc2, b4; 663. Fc4d, d5; 664. Fc2, b4; 665. Fc4d, d5; 666. Fc2, b4; 667. Fc4d, d5; 668. Fc2, b4; 669. Fc4d, d5; 670. Fc2, b4; 671. Fc4d, d5; 672. Fc2, b4; 673. Fc4d, d5; 674. Fc2, b4; 675. Fc4d, d5; 676. Fc2, b4; 677. Fc4d, d5; 678. Fc2, b4; 679. Fc4d, d5; 680. Fc2, b4; 681. Fc4d, d5; 682. Fc2, b4; 683. Fc4d, d5; 684. Fc2, b4; 685. Fc4d, d5; 686. Fc2, b4; 687. Fc4d, d5; 688. Fc2, b4; 689. Fc4d, d5; 690. Fc2, b4; 691. Fc4d, d5; 692. Fc2, b4; 693. Fc4d, d5; 694. Fc2, b4; 695. Fc4d, d5; 696. Fc2, b4; 697. Fc4d, d5; 698. Fc2, b4; 699. Fc4d, d5; 700. Fc2, b4; 701. Fc4d, d5; 702. Fc2, b4; 703. Fc4d, d5; 704. Fc2, b4; 705. Fc4d, d5; 706. Fc2, b4; 707. Fc4d, d5; 708. Fc2, b4; 709. Fc4d, d5; 710. Fc2, b4; 711. Fc4d, d5; 712. Fc2, b4; 713. Fc4d, d5; 714. Fc2, b4; 715. Fc4d, d5; 716. Fc2, b4; 717. Fc4d, d5; 718. Fc2, b4; 719. Fc4d, d5; 720. Fc2, b4; 721. Fc4d, d5; 722. Fc2, b4; 723. Fc4d, d5; 724. Fc2, b4; 725. Fc4d, d5; 726. Fc2, b4; 727. Fc4d, d5; 728. Fc2, b4; 729. Fc4d, d5; 730. Fc2, b4; 731. Fc4d, d5; 732. Fc2, b4; 733. Fc4d, d5; 734. Fc2, b4; 735. Fc4d, d5; 736. Fc2, b4; 737. Fc4d, d5; 738. Fc2, b4; 739. Fc4d, d5; 740. Fc2, b4; 741. Fc4d, d5; 742. Fc2, b4; 743. Fc4d, d5; 744. Fc2, b4; 745. Fc4d, d5; 746. Fc2, b4; 747. Fc4d, d5; 748. Fc2, b4; 749. Fc4d, d5; 750. Fc2, b4; 751. Fc4d, d5; 752. Fc2, b4; 753. Fc4d, d5; 754. Fc2, b4; 755. Fc4d, d5; 756. Fc2, b4; 757. Fc4d, d5; 758. Fc2, b4; 759. Fc4d, d5; 760. Fc2, b4; 761. Fc4d, d5; 762. Fc2, b4; 763. Fc4d, d5; 764. Fc2, b4; 765. Fc4d, d5; 766. Fc2, b4; 767. Fc4d, d5; 768. Fc2, b4; 769. Fc4d, d5; 770. Fc2, b4; 771. Fc4d, d5; 772. Fc2, b4; 773. Fc4d, d5; 774. Fc2, b4; 775. Fc4d, d5; 776. Fc2, b4; 777. Fc4d, d5; 778. Fc2, b4; 779. Fc4d, d5; 780. Fc2, b4; 781. Fc4d, d5; 782. Fc2, b4; 783. Fc4d, d5; 784. Fc2, b4; 785. Fc4d, d5; 786. Fc2, b4; 787. Fc4d, d5; 788. Fc2, b4; 789. Fc4d, d5; 790. Fc2, b4; 791. Fc4d, d5; 792. Fc2, b4; 793. Fc4d, d5; 794. Fc2, b4; 795. Fc4d, d5; 796. Fc2, b4; 797. Fc4d, d5; 798. Fc2, b4; 799. Fc4d, d5; 800. Fc2, b4; 801. Fc4d, d5; 802. Fc2, b4; 803. Fc4d, d5; 804. Fc2, b4; 805. Fc4d, d5; 806. Fc2, b4; 807. Fc4d, d5; 808. Fc2, b4; 809. Fc4d, d5; 810. Fc2, b4; 811. Fc4d, d5; 812. Fc2, b4; 813. Fc4d, d5; 814. Fc2, b4; 815. Fc4d, d5; 816. Fc2, b4; 817. Fc4d, d5; 818. Fc2, b4; 819. Fc4d, d5; 820. Fc2, b4; 821. Fc4d, d5; 822. Fc2, b4; 823. Fc4d, d5; 824. Fc2, b4; 825. Fc4d, d5; 826. Fc2, b4; 827. Fc4d, d5; 828. Fc2, b4; 829. Fc4d, d5; 830. Fc2, b4; 831. Fc4d, d5; 832. Fc2, b4; 833. Fc4d, d5; 834. Fc2, b4; 835. Fc4d, d5; 836. Fc2, b4; 837. Fc4d, d5; 838. Fc2, b4; 839. Fc4d, d5; 840. Fc2, b4; 841. Fc4d, d5; 842. Fc2, b4; 843. Fc4d, d5; 844. Fc2, b4; 845. Fc4d, d5; 846. Fc2, b4; 847. Fc4d, d5; 848. Fc2, b4; 849. Fc4d, d5; 850. Fc2, b4; 851. Fc4d, d5; 852. Fc2, b4; 853. Fc4d, d5; 854. Fc2, b4; 855. Fc4d, d5; 856. Fc2, b4; 857. Fc4d, d5; 858. Fc2, b4; 859. Fc4d, d5; 860. Fc2, b4; 861. Fc4d, d5; 862. Fc2, b4; 863. Fc4d, d5; 864. Fc2, b4; 865. Fc4d, d5; 866. Fc2, b4; 867. Fc4d, d5; 868. Fc2, b4; 869. Fc4d, d5; 870. Fc2, b4; 871. Fc4d, d5; 872. Fc2, b4; 873. Fc4d, d5; 874. Fc2, b4; 875. Fc4d, d5; 876. Fc2, b4; 877. Fc4d, d5; 878. Fc2, b4; 879. Fc4d, d5; 880. Fc2, b4; 881. Fc4d, d5; 882. Fc2, b4; 883. Fc4d, d5; 884. Fc2, b4; 885. Fc4d, d5; 886. Fc2, b4; 887. Fc4d, d5; 888. Fc2, b4; 889. Fc4d, d5; 890. Fc2, b4; 891. Fc4d, d5; 892. Fc2, b4; 893. Fc4d, d5; 894. Fc2, b4; 895. Fc4d, d5; 896. Fc2, b4; 897. Fc4d, d5; 898. Fc2, b4; 899. Fc4d, d5; 900. Fc2, b4; 901. Fc4d, d5; 902. Fc2, b4; 903. Fc4d, d5; 904. Fc2, b

Scrabble

n° 422

DE LA PENSÉE

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

Le jeu de Scrabble est un jeu de mots. Mais il est aussi un jeu de stratégie. Il faut savoir choisir ses lettres, les placer, et anticiper les coups de l'adversaire. C'est un jeu qui demande de la réflexion et de la concentration.

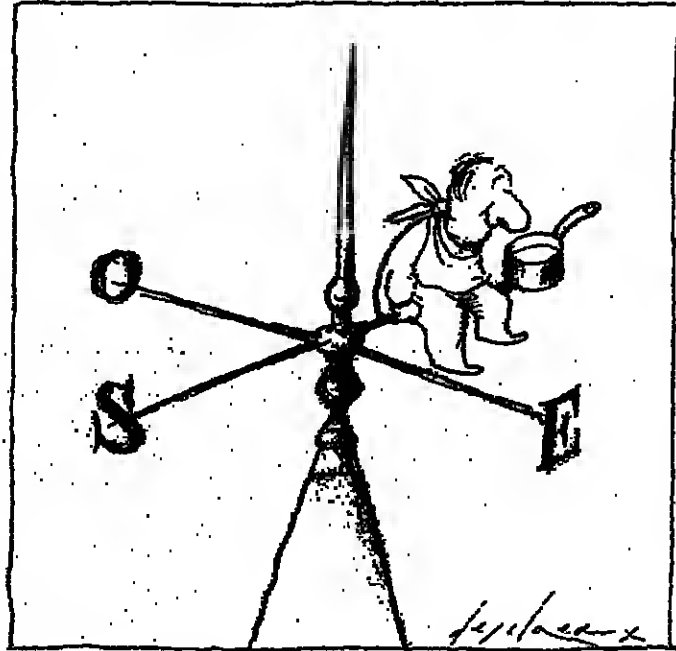
Ne perdons pas le Nord

VIDEMENT ce n'est point vers le Nord que l'on s'oriente généralement ses vacances. De là à oublier sa cuisine, il n'y a qu'un pas... de clerc car elle est excellente autant qu'originale, presque flamande, arrosée souvent de bière - ce qui n'empêche point qu'il est, dans ce département, de sérieux amateurs de vins et de bonnes caves.

« Au pays de ma mère est un sol plantureux... », rime-t-elle. Et les besses populaires ont quelque peu consacré l'appétit moyenâgeux qu'évoque, à Baillieux, le géant Gargantua Gallafré promené par les rues le mardi gras.

Certes, la cuisine du Nord n'est pas représentée à Paris. Alors, allons la chercher sur place, à l'occasion. Le train Paris-Lille est rapide et l'avion pour l'aéroport Lille-Lesquin est met que quarante-cinq minutes.

A Lille, pour faire comme tout le monde, vous irez déjeuner au Flamand (77-79 bis, rue d'Angleterre; tél.: 20-51-00-06) où Robert Bardot reste le chef de prestige de la région, ou à l'Estimère (3, rue des Chats-Bossus; tél.: 20-55-43-41) où règne ce qui vient de la mer. Mais si vous y cherchez le folklore, sachez que le waterzoi, ici, est au homard ! C'est pourquoi et plus modestement vous irez aussi vous régaler au Hocheport (6, rue Nouveau-Siècle; tél.: 20-54-17-59, fermé samedi midi et dimanche) où la carte propose la gousse valencienne (tartelettes de marjolaine, fromage blanc et œufs battus), le potetio fleish (terrine de morceaux de veau, lard gras et lapin cuit au four, arrosée de genièvre), la caribogade (pâté au fen flamand de



basses-côtes de bœuf à la bière) : coq à la bière enfin.

A Lille, les musées à visiter ne manquent point (voir les Rubens, Van Dyck et Jordans de celui des Beaux-Arts (place de la République), voir aussi la Citadelle de Vauban (1670), les vieilles églises, le beffroi de l'hôtel de ville. Et les alentours ! A Marquise-Bartul (5 km NE), vous ne manquerez point le Septentrion (ferme des Marguerites dans le parc du Château du Vert-Bois; tél.: 20-46-26-98, fermé lundi, jeudi soir et dimanche soir). Outre hocheport et potetio fleish, Gilbert Lelaunais vous proposera une escalope de saumon à l'effilochée d'endives, trois poissons en water-

zoi, noe pintade à la bière et le rognon de veau en sauce au genièvre. Mieux ! Il vous conseillera pour les accompagner, ooo point de la bière, mais des vins, bien choisis par lui !

De Lille vous « descendrez » vers le sud, passant par Valenciennes (autres intéressants Watteau, Jordans et Van Dyck au Musée des beaux arts) et un arrêt à L'Alberois, le buffet de la gare, retrouver François Benoist, long-temps parisien, et découvrir la fameuse langue de Valenciennes Lucullus (tél.: 27-46-86-20, t.l.j.). Puis gagnez Bayay.

Moins pour les vestiges préhistoriques de son Musée archéologique que pour un repas au Baga-

cum (2, rue d'Andignies; tél.: 27-66-87-00, fermé dimanche soir et lundi). Pierre Lesne, certes, oublie la cuisine régionale mais dans cette ancienne grange devenue agréable restaurant campagnard, le menu à 250 F apéritifs et vin compris est bien honnête. Et retrouver là, de temps en temps, le tournedos Rossini est bien dépay-sant.

Vous pourriez terminer cette promenade inattendue par Cambrai. Ce ne sera pas une bêtise ! Mais les bêtises de Cambrai, ce bonbon de sucre cuit parfumé à la menthe (dit, dit-on, à la maladresse d'un apprenti), sont célèbres depuis plus d'un siècle, vous pourrez en rapporter aux amis. Et vous régaler sur place des andouillettes de Cambrai (aux tripes de veau). Ce ne sera pas non plus une bêtise que d'aller prendre un repas à l'Escargot (10, rue Général-de-Gaulle; tél.: 27-81-24-54, fermé lundi et mercredi soir). Petite et simple maison où l'andouillette est préparée par le patron Guy Mátou; à oter aussi la flamiche aux poireaux (sorte de tartiflette où les poireaux font bon ménage avec les œufs).

Descendez enfin plus au sud, pour saluer Avesnes, pays de la « boulette », odorant fromage affiné à la bière. Ce n'en sera pas une de pousser jusqu'à Doullens (8 km) à l'Auberge du Châtelet (tél.: 27-61-06-70, fermé mercredi soir et dimanche), déguster le morteau aux lentilles et la charlotte d'endives.

La Reynière

Semaine gourmande

Higgin's

Un grand bar-brasserie, une vaste salle (180 couverts avec une terrasse couverte par l'avancée des étages), un service aimable dirigé par Pascal Bernard (jennies étrangères parlant quasi toutes les langues) et, enfin, une carte « américaine » (on est loin des Burger King défrisés et des McDonald's pullulants). Car le miracle reste que la cuisine est honorable : Higgin's salad (de soja au saumon), chicken salad (de poulet aux lardons), crêpes « Bénédict » ou brouillés au bacon, chili con carne, tartar steak (une bonne viande de la Boucherie de la Présidence, voisine), etc., jusqu'aux desserts. Avec une carte de vins français mais aussi des USA, du Chili, de la Nouvelle-Zélande, d'Australie. Et les uns au verre ou en fillette. Tout cela à prix modérés, d'autant que l'on ne force pas à la consommation et qu'on peut se satisfaire d'une entrée ou d'un plat. Compter de 120 à 220 F. C'est dire qu'en ce triangle borné par l'Elysée, l'Herminette et le ministère de l'Intérieur, le faubourg Saint-Honoré se précipite ici avec reconnaissance.

► Higgin's, 1, rue de Montalivet (84). Tél. 42-66-95-26. Tous les jours de 11 heures à minuit avec brunch le dimanche. Carte bleue.

La Ferme des Mathurins

Où la connaît, et la coisice « familiale » de René Marin (s'agissant de la belle saison de l'incotournable « bobémienne co-gelée »). Mais il convient de signaler, réponse aux temps difficiles, ses menus (150 et 200 F) avec large choix d'entrées, plat, desserts. Au premier, par exemple, je me suis satisfait des rillettes de truie fumée, d'un poulet fermier au vinaigre de Xérès avant la tarte du jour (Marin est un spécialiste des tartes, qui, lorsque l'on va s'asseoir au fond, non loin de la « Table de Maigret », vous mettent, en passant,

le sucre à la bouche !). Très bonne andouillette A.A.A.A.A., belles viandes grillées ou rôties accompagnées de trois légumes. Belle petite cave. A la carte, compter 250-300 F.

► La Ferme des Mathurins, 17, rue Vignon (84). Tél. 42-68-48-39. Fermé dimanche. Parking Madeleine. Carte bleue.

L'Olivier à Issy-les-Moulineaux

Là encore, j'ai signalé l'ouverture du restaurant de Marcel Comte, en son temps, et sa carte bico séduisante (un tanistier lié au folklore breton). Mais s'y ajoutent depuis deux menus : le menu d'été (choix d'entrées, plats et desserts) à 155 F et le menu du soir (choix d'entrées, plats, fromage cuit, desserts et demi-bouteille de vin comprise), à 265 F. Vous vous régalez de la terrine de thon frais, de l'andouillette A.A.A.A.A. au cidre, de la « Friture de Bel Amis » (en l'honneur de Guy de Maupassant), etc. A la carte, compter 350-400 F.

► L'Olivier, 22, rue Ernest-Renan à Issy-les-Moulineaux, 92130. Tél. 40-93-42-00. Fermé le samedi midi et le dimanche. C.B., A.E., D.C.

Augusta

Décor raffiné pour cette salle à manger vœue à la mer. L'océan Maître, le chef, et Didier Berton, le patron, s'entendent à proposer, après des entrées « marines », les poissons de l'Atlantique (unilatéral de saumon, turbo rôti à la cannelle) et de la Méditerranée (bar farci au pistou, bouillabaisse aux pommes de terre). Deux viandes pour les carnivores, bons fromages et succulents desserts. Vins à partir de 130 F. Compter 450-550 F pour cette fête de la mer.

► Augusta, 98, rue de Tocqueville (77). Tél. 47-63-39-57. Fermé le dimanche. C.B.

Hors-d'œuvre

AU début du siècle dernier, les hors-d'œuvre n'étaient pas nécessairement servis au début du repas, mais s'intercalaient « à la française » entre les différents plats ou services. A l'origine, hors-d'œuvre - on dit aujourd'hui « hors-cœur » - est un terme d'architecture qui désigne une partie de bâtiment en saillie, accessoire à l'œuvre. L'on conçoit donc que Carême, illustre cuisinier du temps de l'Empire, et qui dessinait des planches d'architecture, baptisât « hors-d'œuvre » des mets légers, servis en adjonction au repas. Les hors-d'œuvre étaient d'abord « ornements de bordure ». Ce sont de légers dédoublages, mais pour les estomacs capricieux, on comptait par les coquilles, et pour ceux qui préféraient avant tout les plaisirs de la conversation. Les gens élégants, liait-on dans la revue l'Artiste en 1837, ne doivent de les laisser passer. Le goût raffiné écarte alors les mets crus, les raves, les concombres et les radis, car ils témoignent d'une origine populaire : « Nana, qui disait avoir l'estomac dans les talons, se jetait sur les radis qu'elle croquait sans pain (1). »

Les hors-d'œuvre, excepté à La Maison dorée, au Café de Paris et dans les bistrotis parisiens sont donc peu prisés. Jules Gouffé, en 1867, note qu'ils sont « du ressort du maître d'hôtel et non du cuisinier ». Ainsi, les retrouvent-on, quelque peu discrédités, à la table de Balzac, chez les pingres, les dévôts comme M^{me} de la Chantrelle (2), les clercs de notaire et les paysans pauvres. Un demi-siècle

plus tard, les hors-d'œuvre restent objet de polémique. Ali-Bab les qualifie d'« amuse-gueule » et de « bagatelles de la porte ». Céline peut alors esquiver ce tableau de désolation : « Une troupée de lotissements étiérés (...) entre des séries de cabanons précaires. A l'abri de ceux-ci poussent de temps à autre une laitue et trois radis dont on ne sait jamais pourquoi les limaces dégoutées consentent à faire hommage au propriétaire (3). »

On distinguait alors les hors-d'œuvre froids pour les déjeuners des hors-d'œuvre chauds, servis au dîner. Les premiers radis, tomates, oignons, concombres, puis rillettes, cervelas, saucisson et boudins, enfin huîtres, moules, poutargue et caviar même - étaient servis dans des pièces d'orfèvrerie à compartiments multiples, mais aussi plus simplement dans des ravers. Les hors-d'œuvre chauds - ou « entrées volantes » - étaient présentés sur un plat recouvert d'une serviette. Leur variété n'était pas moins impressionnante : barquettes, croustades, croûtes, bouchées, tartelettes garnies de farce, de légumes, de foies, de ris d'agneau, de gibiers, fourrées de laitance de poissons, de cervelle, de crêtes et de rognons de coq. Une nomenclature en comparaison de laquelle l'imagination parfois débridée de nos chefs paraît aujourd'hui bien timide.

« Il n'est qu'un bon hors-d'œuvre, écrit Maurice des Ombiaux, autorité wallonne et charmant romancier, c'est le sorbet au rhum, ou à

quelque vin généreux, dans le passage d'un service à l'autre, il a une rigueur décisive. » Hors-d'œuvre retrouve ici son sens premier, et le sorbet remplace le « trou normand » ou le « coup du milieu ». Usages aujourd'hui justement récusés, sinon totalement oubliés. De nos jours, les hors-d'œuvre froids sont « du ressort de la cuisine de ménage » et l'appanage de quelques bons bistrotis. Et les hors-d'œuvre chauds, au restaurant, sont devenus les amuse-bouche; on ne les distingue plus de l'entrée classique de poisson ou de volaille.

Les hors-d'œuvre doivent-ils figurer sur l'addition ? L'usage, hélas, prime la sémantique. Quelques bistrotis cependant maintiennent une tradition de générosité : les hors-d'œuvre sont « variés » ou bien « riches » et l'on se sert à volonté. Ainsi Chez Pierrot (18, rue Étienne-Marcel, Paris 2, tél.: 45-08-17-64) et Au Petit Bourguignon, à Vincennes (46, avenue du Général-de-Gaulle, tél.: 43-28-05-17). Au Petit Riche (4), créé en 1880 (25, rue Le Pelletier, Paris 9, tél.: 47-70-68-68), hors-d'œuvre et entrées sont confondus : qu'importe, le gîte de frites blanches chaudes y reste épatant ! Chez Françoise (côté gare des Invalides, Paris 7, tél.: 47-05-49-03), belle maison reprise par Pascal et Stéphane Mousset, on distingue au contraire les hors-d'œuvre (foie gras d'oie, poireaux vinaigrés, terrine de canard et escargots) des entrées (jambon San-Danile, homard à la vinaigrette d'huile de noix, saumon cru

et salade de giéiers). Au Métro des Célestins (14, quai des Célestins, Paris 4, tél.: 42-72-20-81, ouvert en semaine à midi et le mardi et jeudi soir), le jovial Christian Chaignaud affirme éplucher lui-même les radis ! Voir. Terrines et jambon proviennent du Cantal. Une adresse toute simple où l'on entend l'âme du vin chanter dans les bouteilles.

Q u'en dire de la mode lancée, il y a plus d'un quart de siècle, par le Club Méditerranée ? Cette table où le nombre de ravers est plus important que le désir du gourmand. « Les hors-d'œuvre, il faudrait les contempler longtemps, mais en manger le moins possible », conclut philosophiquement Maurice des Ombiaux. A l'Académie de cuisine, dont il fait partie, l'hérésie du hors-d'œuvre était sévèrement condamnée. « A peine si l'on tolère, au début du repas, la venue du saucisson de grande classe, encore s'en-til de préférence à la dégustation d'un vin précieux, d'un vin très table. » On ne saurait mieux dire !

Jean-Claude Ribaut

- (1) Nana. Zola. Livre de poche (p. 49).
- (2) L'Envers de l'histoire contemporaine. Balzac. Folio.
- (3) Voyage au bout de la nuit. Céline. 1932 (p. 207).
- (4) Le Petit Riche est l'un des cinquante « Restaurants-Passion », une opération de promotion qui permet de faire l'économie d'un repas sur deux : renseignements au 43-96-43-24.

Evasion

HES-ALPES

HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HOTEL LE CHAMOIS
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Soleil, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS
Tél.: 92-45-83-71 - Fax: 92-45-80-58.

DOUBS

MAISON D'HÔTES JURA
Propose séjours de Repas et de Découverte de la forêt jurassienne dans une authentique maison française (cuisine traditionnelle). Cuisine régionale (produits maison). Balades hors des sentiers battus en compagnie du maître de maison. 2 800 Fpers. par semaine tout compris.
« LES ESSARTS »
25650 MONTBENOIT. Tél. 81-39-12-84.

PARIS

SORBONNE
HOTEL DIANA
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Tél.: 43-54-92-55 - Fax: 46-34-24-30.

SUISSE

L'HOTEL WASHINGTON ***
CH-6903 LUGANO
Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking 1/2 pension : FS. 86 à 93 par pers.
Tél.: (1941) 91156-41-36.

VENISE

OFFRE SPECIALE
JUSQU'AU 31 DECEMBRE 1993
RAMADA HOTEL
VENISE
Séjour 700 FF par personne pour 3 nuits y compris le petit déjeuner
Pour réserver téléphonez :
1939/41/5310500
Fax : 1939/41/5312278
Tél.: 411494 Ramven

CHARENTE-MARITIME

Tourisme Océan sur le canal du Midi et la Charente. Location de logements. Saintonge Rivière - BP 55
17413 Saintonge Rivière - Angoulême
Tél. 46-59-01-30 - Fax 46-52-09-58
Réserve 10 % aux lecteurs de « Le Monde »

PROVENCE

3615 LUBERON
INFOS TOURISME
Parc naturel régional du Luberon

HÉRAULT

TOURISME FLUVIAL
3615 code CF
La Plaisir, la Découverte
Bateaux habitables
2 à 12 personnes
Tél.: 67-99-15-78
Fax: 67-58-22-83
CANAUX DE FRANCE
BP 8 - 34280 LA GRANDE-MOTTE

SUÈDE

Naturellement en SUÈDE !
Pêche à la mouche dans une des plus belles rivières de Suède.
8 jours tout compris - 8 400 F
Départs en avion toutes les semaines de Paris
POLAIRE Natur, Tour AB
Tél. 19-46-480-2086 (appel gratuit)

Le Monde

PUBLICITÉ ÉVASION
Renseignements :
46-62-73-22

Gastronomie

RELAIS BELLMAN J. 22 b 30
E/Sam. Dim.
RAVIOLES DU ROYAN
FILET À PESTRAGON
CLIMATISÉ - MENUS 160 F et 220 F
37, rue François-I^{er}, 8 - 47-23-54-42.

CONSCIOUS
Méchoui
Tagines
Bastels
SPECIALITÉS MAROCAINES
SPECTACLE, VENDREDI, SAMEDI
27, rue de Toulon (Métro Étienne-Marcel)
75002 PARIS. Tél.: 42-33-79-34/40-41-91-92.

Le Monde
ÉDITIONS

Bronislaw Gorenk	Philippe
Slobodan Milosevic	Cambridge
Ferdinand Marcos	Pologne
Hun Sen	Roumanie
Arif Sharon	Yugoslavie
Petre Roman	Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
Index alphabétique et thématique

Miura, fauves andalous

La Feria de Nîmes commence ici, au cœur de l'Andalousie, dans les propriétés centenaires qui élèvent le taureau de combat. Elles ont pour nom Tandilla, Salvador Domecq, Luis Pedro Domecq, Guardiola, Manolo Gonzalez, Victorino Martin, Pablo-Romero, Miura. L'aficionado juge en connaisseur, sur les affiches colorées des corridos, ces labels imprimés en petits caractères sous les noms des toreros. Une centaine de propriétés, de fincas comme on dit en Espagne, s'étendent sur des milliers d'hectares, tout autour de Séville, près du détroit de Gibraltar ou à quelques encablures de la frontière portugaise. Elles sont immenses, ces fincas, mais elles restent discrètes, feutrées, jalouses de leurs élevages, aussi difficiles à approcher que les fauves.

Au sud de la capitale andalouse, près de Jerez, quelques panneaux infirment l'autombliste qu'il emprunte bien la « ruta del toro ». Une silhouette de 10 mètres de haut trône sur une colline. Sinon, un remarque surtout l'herbe verte, qui trahit les fortes pluies de printemps, et les affichettes en faveur du premier ministre Felipe Gonzalez (« *Vota futuro, vota PSOE* »). Les éleveurs de taureaux incarnent l'Espagne conservatrice dans une Andalousie socialiste. « Ce sont à 90 % des aristocrates qui étaient proches de Franco », explique un aficionado, mais ils sont indispensables à la corrida.

Indispensables, ces grosses propriétés où le taureau vit en semi-liberté au milieu des oliviers et des oliviers, comme chez Manala Gonzalez, ici, l'animal a la belle vie. Les défenseurs de la corrida sautent sur l'argument : « Mieux vaut quatre années de vie sauvage plutôt qu'un an ou deux à être garé dans un espace réduit avant d'être abattu. » Parmi ces propriétés imposantes, la finca des Guardiola ne paie pas de mine : de vastes étendues tristes et plates, coincées entre le chemin de fer et une buvette d'autoroute. « On dit qu'il faut 1 hectare par toro, là ils s'entassent sur un carré d'herbe et ce sont pourtant des toreros », rigole un aficionado. Sinon, la plupart des fincas sont d'élégantes demeures hispano-mauresques du dix-neuvième siècle. A leur tête, on retrouve de grandes familles qui étaient fortunées avant même de « faire du toro ». Le domaine des Domecq, par exemple, constitue un empire (on y trouve même des arènes privées couvertes) avec plusieurs élevages de taureaux et de chevaux : Jandilla, Torrestrella, El Torero, Juan Pedro. Ce dernier, président des éleveurs espagnols depuis dix ans, possède un élevage de combat répertorié depuis 1750.

Même les « nouveaux riches » s'intéressent au taureau. « A Séville, l'une des preuves les plus évidentes de la réussite sociale est l'achat d'un élevage de taureaux de combat », écrit Bartolomé Bennassar (1). Comme le torero Paco Ojeda. « Cet engagement est lié au développement spectaculaire de la tauromachie dans les années 80 », affirme Juan Pedro Domecq. Le chiffre d'affaires des ventes de taureaux reste modeste, « autour de 5 à 6 millions de francs par an pour une bonne dizaine de têtes dans les plus importantes fincas », poursuit Juan Pedro Domecq, mais beaucoup font autre chose à côté. Le autre chose est un euphémisme : immobilier, vin, alcools, bodegas, élevage, chevaux, agriculture, etc.

A voir les méthodes de reproduction, le taureau est « un produit de luxe ». Une vingtaine d'étalons permettent des centaines de combinaisons à partir de semences dont les résultats sont minutieusement étudiés sur ordinateur. Certains s'occupent pourtant de la baisse de qualité des fauves. « On a moins de chance d'obtenir un toro imprévisible ou génial avec la sélection scientifique, mais la qualité d'ensemble s'améliore », indique l'ancien torero Limeno, qui choisit les taureaux pour la Feria de Nîmes. Les éleveurs vont-ils jusqu'à la recherche génétique ? « Ils disent que non », confie Limeno, mais je suis sûr du contraire.

Chez Eduardo Miura, à 60 kilomètres de Séville, l'entrée n'a pas dû bouger depuis des années. Deux poteaux verticaux d'un bois gris et sec, une barrière sommaire, et les lettres de Miura, clouées maladroitement, tout là-haut, encadrées par



Embarquement des taureaux pour la Feria de Nîmes chez Miura. Au centre, une pique de gardien à la main, Don Eduardo dirige la manœuvre.

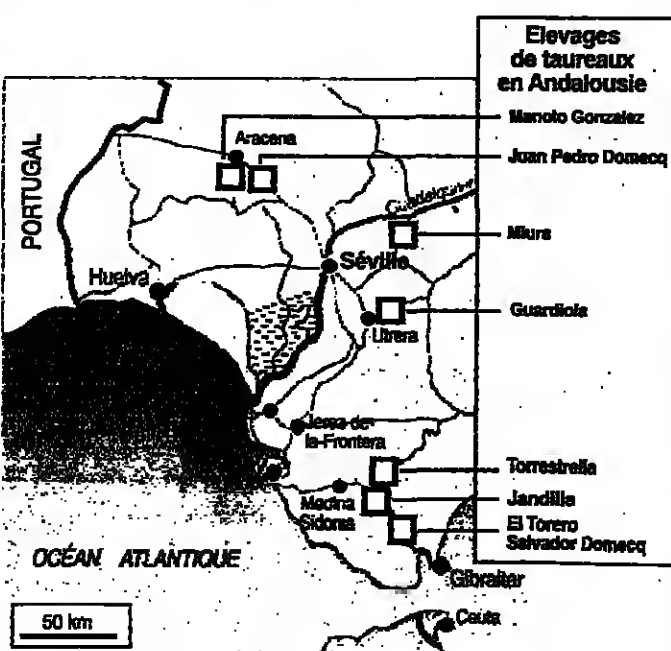
deux crânes de taureaux. C'est donc ça La Mecque de l'élevage ? C'est donc ça. Et encore, le nom est visible. Combien de fincas n'ont pour entrée que deux grosses bornes de pierre ou quelques cactus imposants qui encadrent une allée caillouteuse et poussiéreuse, sans rien montrer des lieux ?

On atteint la maison Miura après 2 kilomètres de piste au milieu des taureaux : une cour de galets ronds, des géraniums contre les murs blancs, la devise en vert et noir gravée sur les vases, une écurie, un puits, un plateau sous lequel quelques gardiens tuent le temps, des chevaux immobiles, tous marqués du « A », le fer maison. On entend le claquement des sabots contre le pavé, les palabres des hommes et quelques oiseaux dans les bougainvilliers tout proches. Ces ganaderías sont « les héritières d'un mode de vie seigneurial, quasi féodal », écrit Bartolomé Bennassar.

Don Eduardo arrive. Ce vieux monsieur fragile, avec son chapeau plat de gardien, est le maître. A la différence des Domecq, la propriété, qui date de 1849, n'a jamais été divisée. « Le sang n'a pas éclaté ». La notoriété du nom n'a jamais été exploitée. Lamborghini a bien appelé une de ses voitures « Miura », mais sans que l'éleveur y trouve bénéfice. Pourquoi donc une telle aura ? Ici, on ne fait rien comme ailleurs : des sept fincas visitées, c'est la seule où le « patron », même si les gestes sont devenus hésitants, dirige lui-même l'embarquement des fauves pour les ferias. La seule où les gens du village viennent assister à ce rituel. La seule où les arènes sont rectangulaires. Une des rares où l'éleveur ne va pas

La Feria de Nîmes, ouverte jeudi 27 mai, devrait se conclure avec un « cartel » de choix, le 31 mai : César Rincon, Enrique Ponce, Chamaco. La plupart des taureaux viennent d'élevages andalous, région phare de la tauromachie en Espagne. C'est là que vivent les fameux Miura, les fauves les plus réputés. Et les plus dangereux.

Ce jour-là, près de Séville, en présence du nouveau directeur des arènes, Robert Piles, l'on embarquait les taureaux sélectionnés pour la cité gardoise.



voir ses bêtes combattre, et où le « client » paie tout de suite.

Les prix, parlons-en. Quand un novillon (trois ans et 400 kg) se négocie autour de 30 000 F et un taureau (quatre ans et 500 à 600 kg) autour de 60 000 F, un Miura dépasse les 100 000 F. Pourquoi une telle différence ? Parce que c'est le taureau le plus impressionnant, le plus intelligent, donc le plus dangereux. « C'est un élevage synonyme de tragédie, de deuils, de larmes et de familles détruites », rappelle Jean-Marie Magnan en citant Victoriano de la Serna (2). La mort du grand Manolete, à Linares en 1947 ? Un Miura. L'accident tragique de Nîmes II – le seul torero français qui triomphait en Espagne et en Amérique latine – à Arles en 1989 ? Un Miura, à l'ampleur de cornes effrayante. Les aficionados aiment s'affronter dans le débat inépuisable entre toros d'aujourd'hui et toros d'hier, mais ils se retrouvent sur le Miura, « une tête d'affiche, que l'on nient applaudir comme une star ».

Rares sont les toreros qui osent affronter les Miura. Pas fins ! Quand on a signé des dizaines de contrats à l'année, quand un torero célèbre gagne jusqu'à 350 000 F à Nîmes, pourquoi aller prendre un tel risque ? Ce jour-là, dans l'équipe nîmoise chargée de surveiller l'embarquement des bêtes pour la corrida du 30 mai, il y a Robert Piles, le nouveau directeur des arènes, et l'Andalou « Pepe » Limeno, la soixantaine burinée, faux air de Clint Eastwood, ancien torero et grand spécialiste de Miura puisqu'il détient le record d'oreilles coupées à la Maestranza de Séville. Il a même sa statue devant la plaza de Toros

de Sanlúcar, sa ville natale, à l'embouchure du Guadalquivir. Drôle de bonhomme. Il se signe à chaque fois qu'il prend sa voiture, petit-déjeuner de tartines frottées d'ail et imprégnées d'huile d'olive. Il est surtout capable de distinguer, à 200 mètres, un Miura d'un Domecq au d'un Victorino Martin. « J'admire qu'un homme (même ancien torero) sache à ce point deviner le fauve au cours de ses visites dans les pâturages et choisir les meilleurs produits avec une justesse qui ne se dément guère. Il y a là un don qui relève du diagnostic », dit de lui Jean-Marie Magnan.

« Correspondant » des arènes de Nîmes en Espagne, Limeno est un *veedor*, dit-on. Un « voyeur » qui supervise chaque année une cinquantaine des quelque 170 élevages de taureaux de combat espagnols. Il participe à des *selecciones* (sélection de vaches) chez les éleveurs. « Cela permet d'entrer dans leur cuisine », explique Robert Piles. La sélection se fait sur la « présentation », des sabots aux cornes. « Il faut des athlètes », affirme Robert Piles, nous pouvons nous tromper sur la bravoure d'un taureau, pas sur sa présentation. On choisit aussi en fonction du prix. La cinquantaine de taureaux présents à Nîmes aura coûté 6 millions de francs.

A ces prix-là, mieux vaut contrôler la qualité du bétail, notamment lors de l'embarquement où, à la moindre fausse manœuvre, la bête peut se blesser à une patte, à l'œil ou s'abîmer une corne. Quel spectacle ! Don Eduardo Miura, lunettes rondes façon IV^e République, se tient prêt à la porte de l'enclos, le regard fixé vers les pâturages. Son fils, shetland rouge et casquette en tweed, attend à une autre porte. Le *mayoral*, ou « bergeur de taureaux », veille sur ses bêtes comme sur des joyaux et les accompagne jusqu'à Nîmes. Les représentants des toreros sont également présents pour observer le bétail.

Le taureau doit s'enfoncer dans un long corridor et pénétrer, sans bien que mal, dans un trou noir de 1 mètre de large qui communique avec le camion où les bêtes seront « calées ». Le camion partira aussitôt après pour Nîmes. Les cris des « rabatteurs » à cheval, l'entrée des taureaux au milieu d'un troupeau de bouviers et de vaches, les coups de cornes contre les barrières de fer, le fracas des sabots, le regard du fauve de 650 kg qui, pour la première fois, « se fait serrer », tout cela est un rituel fort et imprévisible. Chez Miura ce jour-là, le troisième toro déboulé si vite que personne ne remarque sa corne droite légèrement abîmée. Sauf Limeno et Robert Piles. « On ne change pas un taureau chez Miura », disent certains aficionados. Erreur. Après quelques palabres, il sera changé. Car Nîmes a patiemment fait son trou en Andalousie et appartient au cercle fermé des grandes places tauromachiques. « C'est même la troisième après Madrid et Séville », affirme Juan Pedro Domecq. Le confinement-telle en ce week-end de Pentecôte ?

de notre envoyé spécial
Michel Guerrin

(1) Histoire de la tauromachie, de Bartolomé Bennassar, éd. Desjonquères (1993), 228 p., 125 F.

(2) La corrida est une mémoire, de Jean-Marie Magnan, Robert Laffont (1993), 292 p., 125 F.

► Feria de Nîmes. Samedi 29 mai, novillada à 11 heures : Manolo Carrion, José Luis Gonzalez et Olivier Causse (toros de Salvador Domecq). A 18 heures : José Luis Martin et Domingo Valderama (toros de Miura). Lundi 31 mai, 11 heures, corrida à cheval : José Luis Martin, Luis Domecq, Antonio Domecq et Mario Sora (toros de Jandilla). A 18 heures : César Rincon, Enrique Ponce et Chamaco (toros de Juan Pedro Domecq). Renseignements : 06-78-70-44.

► Le photographe Pierre Anisest vient de publier *Miura aux arènes*, préface de Jean-Louis Lopez, éd. Lacour (Nîmes), 80 photographies, 120 p., 150 F.

Edouard Ball
de m

Le Monde de la

Poursuivre dans les

après un PUT en

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la

Le Monde de la